This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 926,431

1837
ARTES VERITAS SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

RECUEIL COMPLET

DE TRAITÉS.

DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE DES PROGRÈS DU DROIT DES GENS, par Henri WHEATON; traduit en espagnol et augmenté. Paris, 1861. — En vente à la librairie de A. Durand, rue des Grès, 7.

BESANÇON, IMPRIMERIE DE J. JACQUIN.

RECUEIL COMPLET

39213

DES TRAITÉS,

CONVENTIONS, CAPITULATIONS, ARMISTICES

ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES

DE TOUS LES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE LATINE

Compris entre le golfe du Mexique et le cap de Horn,

DEPUIS L'ANNÉE 1493 JUSQU'A NOS JOURS,

PRÉCÉDÉ

D'UN MÉMOIRE SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'AMÉRIQUE,

DE TABLEAUX STATISTIQUES, D'UN DICTIONNAIRE DIPLOMATIQUE,

AVEC UNE NOTICE HISTORIQUE SUR CHAQUE TRAITÉ IMPORTANT.

PAR

M. CHARLES CALVO,

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT HISTORIQUE, DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE,
DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALE ZOOLOGIQUE D'ACCLIMATATION DE FRANCE,
DE LA SOCIÉTÉ DES ÉCONOMISTES DE PARIS;
DE L'INSTITUT HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE DU RIO DE LA PLATA;
CHARGÉ D'AFFAIRES DU PARAGUAY PRÈS LES COURS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE.

TOME TROISIÈME.

PARIS,

A LA LIBRAIRIE DE A. DURAND,

Rue des Grès, 7.

1862.

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

RESPUESTA

DEL MARQUES DE GRIMALDI, MINISTRO DE ESPAÑA,

A la Memoria que en enero de 1776 le presentó el de Portugal, D. Francisco Ignacio de Sousa Coutiño, sobre límites en la banda oriental del Rio de la Plata;

O sea la Historia de las continuadas usurpaciones cometidas en ella por el gobierno portugues desde su descubrimiento hasta aquella fecha,

con un apéndice de documentos.

EXCMO. SEÑOR.

1776. Preliminares sobre arreglo de límites.

Muy señor mio: — Acompaño á V. E. una individual respuesta á la Memoria que V. E. se sirvió de presentarme en 16 de enero, como preliminar de la negociacion cometida á V. E. y á mí por nuestros respectivos soberanos, sobre el arreglo de límites de las posesiones de las dos coronas en la América meridional: lo antiguo de la disputa, la multitud de incidentes acumulados en el discurso de ella, la complicacion de la materia misma, y en suma la diversidad de ella, y de especies que contiene la Memoria de V. E., me han obligado á entrar en

1776. prolijos razonamientos, haciendo precisamente voluminosa mi contestacion. Y ántes que V. E. se empeñe en la lectura de ella, me ha parecido oportuno compendiarle aquí su contexto, para que enterándose desde luego de su sustancia, pueda proceder sin dilacion á lo que le prescriban las instrucciones con que se halle.

En los números 5, 6 y 7 hago demostracion de que los Españoles fueron los primeros descubridores y pobladores del Rio de la Plata, y de los terrenos de sus orillas, que han pertenecido siempre al dominio de esta corona, como comprendidos muy dentro de su demarcacion, pues ni por razon de descubrimiento, ó conquista, ni por otro título alguno ha tenido nunca Portugal el mas mínimo derecho á aquellas regiones, tan apartadas de la justa extension de sus confines, segun la concordia ajustada en Tordesíllas el año de 1494, entre los reyes católicos y el rey D. Juan el segundo de Portugal.

Introdujéronse los súbditos lusitanos en la márgen setentrional del Rio de la Plata por los años de 1680, fundando clandestinamente la Colonia del Sacramento en frente de la isla de San Gabriel, en las inmediaciones de Buenos Aires; y apénas se supo esta novedad en España, cuando el abad de Mazarety, que á la sazon era enviado de esta corona en Lisboa, pasó allí, el mismo año de 1680, reiterados, bien que inútiles, oficios para que se mandase restituir lo usurpado; pero entretanto se tuvo noticias de que el gobernador de Buenos Aires, despues de haber hecho en vano varios requerimientos al de la nueva Colonia para que desocupase la plaza situada en terreno de España, la tomó por asalto desmantelándola. Resintióse en gran manera la córte de Lisboa, y por buena composicion, se la devolvió interinamente la dicha Colonia, mediante lo estipulado en el tratado provisional de 1681, miéntras se examinaban los derechos de una y otra corona, en un congreso que se celebró despues en Badajoz y Yélves, sin que hubiese quedado decidida en él la cuestion suscitada acerca de los países por donde debia pasar la línea que demarcase unos y otros dominios, segun lo dispuesto en el tratado de Tordesíllas. Refiero á conti-

nuacion como en el año en 1705 fué reconquistada la Colonia, en buena guerra, por las armas españolas, que la conservaron hasta el de 1715, en que el señor D. Felipe Quinto, deseoso de finalizar el ajuste de la paz, la cedió en propiedad á Portugal por el tratado de Utrecht, del mismo año, con el territorio perteneciente á ella, y con pacto expreso de que S. M. F. no permitiria allí comercio á ninguna nacion extranjera. Su córte de V. E. pretende que aquel territorio debe extenderse á toda la costa setentrional del rio de la Plata, y yo pruebo á V. E. que nunca tuvo la Colonia mas distrito que el alcance del tiro de su artillería, y que este mismo distrito ó territorio que fué el único cedido, se entregó con la plaza de resultas del tratado de Utrecht, el cual tuvo así puntual cumplimiento por parte del oficial que entónces era gobernador de Buenos Aires. Pruebo igualmente, que todos sus sucesores han procurado impedir la extension de aquellos precisos límites, bien que los Portugueses no hayan desistido de procurar frustrar tal vigilancia, haciendo incursiones en la campaña, para robar ganados y adjudicarse algun terreno mas; cuyos excesos obligaron á D. Miguel de Salcedo, que gobernó á Buenos Aires desde el año de 1734 en adelante, á poner en el de 36 sitio á la Colonia, que al fin se convirtió en mero bloqueo, y en reducir la guarnicion á contenerse dentro del recinto de sus murallas, con cuyo acto, y otros muchos anteriores y posteriores se desechó la pretension que han tenido los Portugueses, de adquirir allí mas territorio que el concedido por el tratado de Utrecht, y prefijado desde que en ejecucion del mismo tratado se les entregó la Colonia del Sacramento. 1776.

En el número 8 de mi Memoria y en los siguientes hasta el 27 inclusive, hallará V. E. individualizado y comprobado todo lo que aquí extracto sucintamente sobre el particular, y al leer V. E. el número 22 inmediato, se convencerá de que ningun derecho asiste á Portugal para pretender le pertenezcan los puertos de Montevideo y Maldonado, en que jamas permitimos establecerse sus súbditos, bien que lo intentaron vanamente ántes que dichos puertos se fortificasen, habiendo quedado pac-

1776. tado en el artículo 7 del tratado de Utrecht, pudiese España ofrecer á Portugal un equivalente por la Colonia; y determinádose y convenídose este en el tratado de límites de 1750, con ofrecer en cambio las siete aldeas del Uruguay : no tuvo efecto sin embargo el ajuste, pues fué revocado por el tratado de anulacion de 1761; pero como V. E. cita uno y otro asegurando que S. M. F. admitió primero la idea del trueque, y si despues desistió de ella, fué únicamente por dispensar un duplicado obsequio al rey, mi amo, y al Sr. Fernando Sexto, hermano de S. M., me he visto precisado á contradecir esta asercion desde el número 30 hasta el 39 de mi Memoria, y á exponer á V. E. que el interes era recíproco, y que si Portugal admitió tan fácilmente el anular el tratado de límites, fué porque deseaba se verificase este caso, pues habia formado de antemano el proyecto de conservar no solo la Colonia, sino tambien varios pueblos y terrenos, que, con motivo del mismo tratado, fué ocupando en los dominios de España, y hoy retiene todavía á pesar de haber solicitado desde entónces constantemente su restitucion nuestros gobernadores, y al concluir este punto reclamo, en nombre del rey, la devolucion de todos aquellos países, y de las muchas familias de Indios que el general portugues, comisario principal de límites, conde de Bobadela, extrajo de las misiones españolas, é hizo transmigrar al Brasil valiéndose de la proporcion que le dieron para ello las dificultades é incidentes ocurridos en la ejecucion del tratado.

En el número 40 y siguientes hasta 61 inclusive, que destino á explicar muy por extenso los asuntos del rio Grande de San Pedro, compendio la legítima pertenencia del rio y sus comarcas á la corona de Castilla, la clandestina introduccion de los Portugueses en ellas en el año de 1735, el ningun derecho con que se establecieron y extendieron en ellas mismas, usurpándolas indebidamente el año de 37 despues de recibidas las órdenes para la cesacion de las hostilidades, pactada en la convencion de Paris, y con que las retuvieron hasta el año de 1762, época en que recuperó D. Pedro de Cebállos lo allí usurpado, procediendo á esto aquel general, no durante la paz, y cuando los Portugue-

ses debiesen descansar tranquilamente á la sombra de ella, 1776.
como asegura V. E., sino declarada ya la guerra entre las dos coronas; mediante lo cual, dejo ya satisfecho el justo cargo que V. E. le hace : paso allí á rebatir cuanto alega V. E. para acreditar que con no haber restituido España las posesiones del Rio Grande, ha eludido el cumplimiento de los artículos 22, 23 y 24 del tratado de Paris de 1763, pues hago patente que tuvo todo el que correspondia, puesto que se restituyó la Colonia del Sacramento, que era la única posesion portuguesa que nuestras armas hubiesen conquistado; porque el tratado nunca pudo autorizar á la córte de V. E. para exigir la entrega de dominios que nunca fueron suyos, y donde solo habian permanecido algun tiempo indebidamente vasallos lusitanos intrusos en países ajenos, habiéndose desentendido largo tiempo los gobernadores portugueses de las instancias amistosas que los Españoles les habian dirigido para que llevasen á efecto la restitucion de lo usurpado : recuerdo á V. E. el escandaloso suceso del ataque del puerto de la banda del Norte, ocupado por las tropas portuguesas : recapitulo sucesivamente los hechos que ocurrieron, así en el actual reconocimiento, que el actual gobernador de Buenos Aires D. Juan José de Vertiz salió á practicar á fines del año de 1773, de los países que el rey habia puesto á su cuidado, como en la solicitud que hizo, y medidas que tomó para que se le restituyesen todos los usurpados por los vasallos de Portugal, y V. E. advertirá en los números 52, 53, 54 y 55 la oposicion formal que encontró Vertiz en su marcha por los dominios de su soberano, el insulto que experimentó de parte de la tropa portuguesa que en ellos se le opuso al único paso de un rio intermedio; y en suma los atentados á que, despues de haber regresado aquel oficial á la villa del Rio Grande de San Pedro, se propasaron los Portugueses acometiendo elevosamente á la guardia española situada de algunos años á esta parte en las inmediaciones de aquel dominante *Monte Grande* (insulto anterior á otro reciente ejecutado en sitio de este mismo nombre), y asaltando ademas á una partida de milicias de la ciudad de Corriéntes, que acampaba sin recelo

1776. de ser injuriada en los mismos dominios de su príncipe.

Despues de referir todos aquellos hechos, rectifican el siniestro aspecto con que los representa la corte de V. E. para disuadir las violencias y hostilidades que en semejantes actos ejecutaron los súbditos portugueses contra las tropas y países de S. M. C., y para aparentar somos nosotros los que obramos irregularmente, desciendo á rebatir é impugnar en los números 57, 58, 59, 60 y 61 las violentas interpretaciones que se dan á escritos y documentos que entiendo debiera V. E. haber citado solo para convencerse de la moderada y justa conducta de los comandantes españoles en las indicadas circunstancias.

En el número 62, insisto en reclamar los varios países usurpados por los Portugueses, y en el número siguiente é inmediatos hasta 69, exijo, en nombre del rey, restituyan otros distintos terrenos de que yo habia omitido hacer particular mencion en el discurso de mi respuesta á V. E., cuales son los países que baña el rio Cuyabá, San Francisco Javier de Matogroso y sus minas, el pueblo de Santa Rosa el Viejo, y el fuerte construido á orillas del rio Igatimy.

Últimamente, en el número 70 y los restantes, hasta el fin de mi contestacion, desecho algunos de los medios que V. E. propone como preliminares para conseguir el deseado ajuste de las controversias, y propongo á V. E. el único expediente á propósito para obtener tan importante fin; este es, examinar radical y fundamentalmente, y determinar conforme á observaciones astronómicas, las verdaderas demarcaciones de cada una de las dos potencias segun lo convenido en el tratado de Tordesíllas, procediendo á las mismas restituciones que de aquella operacion resulten.

Ni á esta corte, ni á la de V. E. queda ya arbitrio alguno decente para excusarse al partido que propongo á V. E. y señalados que sean los Estados que legítimamente pertenezcan á las dos coronas, manifiesto á V. E. me hallará pronto á empezar á tratar con V. E. del trueque de la Colonia del Sacramento, el cual pondrá término á tantas disensiones, como ha ocasionado el establecimiento de ella.

Siendo estos los puntos capitales que toca V. E. en su Memoria, se extiende en satisfacer á ellos mi respuesta, sin perder de vista ninguna de cuantas especies y proposiciones sueltas ofrece el oficio de V. E. Creo que en la totalidad de los largos discursos en que me ha empeñado la naturaleza misma del asunto, hallará V. E. la plena contestacion que se debe á las cuatro partes en que se divide su escrito, pues por lo que respecta á la primera, hago presente que los gobernadores de Buenos Aires han cumplido siempre los tratados, sin incurrir en violacion de ellos, y que léjos de haber dado principio á las discordias, ni maltratado á los Portugueses, fueron estos los que, abusando de la prudencia y moderacion de nuestros gobernadores, se han obstinado en provocar su largo sufrimiento con dilatada série de insultos y usurpaciones de los dominios del rey, mi amo, principalmente desde el año de 1679, en que dieron principio á las irrupciones con establecer sin justo título la Colonia del Sacramento, en la márgen setentrional del rio de la Plata, acreditando la experiencia de casi un siglo que los Portugueses formaron desde aquella época, y han seguido constantemente el sistema de multiplicar ambiciosas tentativas, con designio, en gran parte ya logrado, de apropiarse de todas aquellas vastísimas regiones confinantes con el Brasil, para formar allí un poderoso imperio, el cual, preponderando en fuerzas, les facilite empresas de mayor entidad, que los incite á adelantar acaso la divisada idea de acercarse á las mismas minas del Perú, y de predominar algun dia en toda la América meridional. 1776.

Demuestro despues, en satisfaccion á la segunda parte de la Memoria de V. E., que si nunca ofendió ni quizo ofender el rey Fidelísimo los dominios de S. M. C., no han obrado así los súbditos portugueses habitantes del Brasil, puesto que ellos han devastado, hostilizado y usurpado aquellos países, cual si fuesen Estados de un príncipe enemigo, y que los que se suponen obsequios dispensados por la corte de Lisboa á la de Madrid, han redundado siempre en utilidad de aquella.

Convengo con lo que afirma V. E. en la tercera parte de su

1776. Memoria, que destina á probar que la principal cuestion del dia, asunto de tantas discusiones, nace de la falta de ejecucion de los tratados; y siguiendo este sólido principio, propongo á V. E. se lleve á efecto el tratado de Tordesíllas, en cuyo exacto cumplimiento vemos cifrados y afianzados los derechos de una y otra potencia, la debida extension de sus dominios, y el término final de las controversias agitadas entre dos naciones y casi previstas desde que los Portugueses aportaron á las riberas de la América meridional, despues de descubierta por los vasallos de la corona de Castilla.

Y concluyo manifestando á V. E. estamos acordes en el principio que sienta en la cuarta y última parte de la misma Memoria, cuando expone el recíproco interes de ambas cortes en saber cuáles son los países que á cada potencia pertenecen legítimamente.

Si acaso juzgáre V. E. dejo de hacerme cargo en mi respuesta de algunas de las especies que V. E. toca, y cuya contestacion le parezca esencial, me hallará pronto á satisfacerla, siempre que se sirva de hacérmela presente; y paso á reiterar ahora á V. E. mi inviolable obsequio, y deseos que Dios le guarde muchos años. Excmo. Sr., B. L. M. de V. E.—Su mayor y seguro servidor. EL MARQUES DE GRIMALDI.

Sr. D. Francisco Ignacio de Sousa Coutiño.

RESPUESTA Á LA MEMORIA PORTUGUESA.

1. EXCMO. SR.—Muy señor mio: son por cierto muy estimables las expresiones con que V. E. da principio á la Memoria que en 16 de enero del corriente año me presentó acerca de las graves disputas de límites, que desde muy antiguo versan entre las cortes de Madrid y Lisboa, cuyos Estados, como confinan tambien en la América meridional las posesiones de am-

bas potencias en esta última region, son los que han dado siempre motivo á las controversias, y el arreglo final de ellas es el que á V. E. y á mí nos confian hoy los reyes nuestros amos. V. E. y yo deberemos contemplarnos felices, si conseguimos el logro de una empresa igualmente grata á los dos soberanos y de recíproco interes para las dos naciones. 1776.

2. Divide V. E. en cuatro partes el asunto del oficio que me ha pasado en la primera instancia, mostrando que los gobernadores de Buenos Aires dejaron de cumplir unos tratados, y violaron otros, con el fin de probar V. E., que siempre dieron principio á todas las discordias, y que los Portugueses de aquellos países sufrieron con extrema prudencia, en observancia de las órdenes que se les habia comunicado, cuantas acciones extravagantes se intentaron contra ellos: tiene por objeto la segunda, manifestar que nunca ofendió, ni quiso ofender S. M. F. los dominios del rey, ántes bien cedió siempre por obsequio de S. M. en todo aquello que podia serle justamente útil: dirígese la tercera á declarar que la principal cuestion del dia, asunto de tantas discusiones, nace únicamente de la falta de ejecucion de los tratados celebrados hasta el de Paris, puesto que cuando sean ellos religiosamente cumplidos por la delicada conciencia del rey, luego que se le den informes verdaderos, no solo se terminará toda la contienda, sino tambien no podrá suscitarse otra jamas con los mismos gobernadores: afirma V. E. en la cuarta y última parte de su Memoria, con gran fundamento, que á ambos monarcas conviene extinguir dichas cuestiones; que los vasallos de las dos coronas recogerán abundantes y sazonados frutos, asegurada la paz, con la ciencia cierta de cuáles son los dominios de entre ambos soberanos; que S. M. F. no solo facilita los medios de que se venga en conocimiento de ellos, segun los tratados subsistentes, sino que ademas está pronto, por obsequiar al rey, á convenir en aquellas alteraciones que siendo justas se conformen con el servicio de S. M. F. y con el bien de una perpétua paz y armonía. Cuatro puntos de la Memoria portuguesa.

3. Enterado S. M. de cuanto V. E. expone, me manda satisfacerle segun sus reales intenciones, como voy á ejecutarlo,

1776. aunque sin ceñirme al órden mismo que V. E. observa en sus discursos; pues tal vez me obligará á no seguirle exactamente la estrecha conexion que unos puntos tienen contra otros, y el deseo de excusar á V. E. molestas repeticiones: procuraré sin embargo no resulte por contestar proposicion alguna de las de V. E., lisonjeándome de que lo conceptuará V. E. así cuando haya acusado la lectura de toda esta respuesta mia.

Ambas bandas del rio de la Plata son de la España.

4. Para probar V. E. que los gobernadores de Buenos Aires se negaron al cumplimiento de unos tratados, y violaron otros, principia la primera parte de su Memoria dando por asentado que las tierras de la márgen setentrional del rio de la Plata, adonde se estableció la Colonia del Sacramento, fueron descubiertas por los Portugueses moradores de San Pablo, y aunque, como V. E. no exhibe pruebas que acrediten asercion tan absoluta, pudiera yo dispensarme de molestar su atencion, solo con responderle en términos igualmente absolutos y generales, que aquella afirmativa es incierta, pues una y otra banda del rio de la Plata pertenecen y han pertenecido siempre á la corona de España, por razon de descubrimiento, conquista, ocupacion y toma de posesion de sus regiones, no ménos que por notorio derecho adquirido mediante estipulaciones del tratado mas solemne; reflexionando yo por otra parte que toda disputa debe cesar cuando se exponen con evidencia los hechos, y por otra que conviene disipar desde ahora para siempre cualquier motivo de discordia entre los Estados confinantes, he juzgado indispensable exponer á V. E. los derechos de esta corona á los terrenos que Portugal intenta apropiarse, procurando poner en su debida luz la realidad de las cosas, para que V. E. lo traslade todo á su corte, y puedan encaminarse las disensiones subsistentes á un ajuste equitativo, segun me dice V. E. lo desea el rey Fidelísimo.

V. Y. Pinzon y D. de López descubridores del Brasil.

5. No me detendré en probar á V. E. como pudiera, que los Españoles Vicente Yáñez Pinzon y Diego de López fueron los primeros descubridores del Brasil, y que tambien fueron Españoles los que descubrieron por tierra el rio de las Amazónas, ó Marañon, tomando unos y otros posesion formal de todos aque-

llos países en nombre de los reyes de Castilla, ántes que el Portugues Pedro Alvarez Cabral aportase á las costas del mismo Brasil, arrojado por una tormenta; ni ménos distraeré á V. E. con la fácil demostracion del modo con que los Portugueses se han introducido en el Marañon, usurpándoselo á su legítimo dueño : solo sí, para satisfacer á V. E., me detendré ahora en lo tocante al rio de la Plata, sin serme lícito dejar de significar aquí que los terrenos de una y otra orilla estaban ya descubiertos por Españoles, y sujetos á la dominacion de esta corona, á quien por tantos títulos pertenecian ántes que hubiese moradores en la villa de San Pablo, ni siquiera existiese tal poblacion portuguesa : formóse esta á 12 leguas de San Vicente, tierra adentro, componiéndose sus colonos de los malhechores que de Portugal se mandaban al Brasil, y aumentándose despues el número de ellos, no solo con los piratas holandeses, que habian conquistado parte de las provincias del Brasil, sino tambien con los bandidos de otras naciones, que huyendo del rigor de las leyes, y llamados del atractivo de la independencia, acudieron como á receptáculo y asilo comun de delincuentes á aquella República, cuya constitucion tenia por conveniente y único fundamento la impunidad y el libre ejercicio del robo y atrocidades de toda especie : tomaron los Paulistas por mujeres á las Indias, y cierta propension á ocuparse en valentías facinerosas, nacida de la dureza de entrañas y relajacion de costumbres, los indujo á emprender por los montes las excursiones tiránicas que denominaron *maloca*, con el fin de cautivar Indios bárbaros para la cultura de las tierras ajenas que se apropiaban, como para traficar en sangre humana, vendiéndolos como esclavos á las personas hacendadas del Brasil; pero despues de haber despoblado las comarcas circunvecinas, dieron sobre los Indios de las provincias del Guairá, ya civilizados y reducidos al cristianismo bajo el dominio de España, obligándolos con sus crueldades á huir donde se libertasen de los *malévolos*, nombre con que se distinguen comunmente los Paulistas, los cuales no reconocieron sujecion á potencia alguna, hasta que á fin del siglo pasado y principio del presente los

1776.

Los Españoles fueron los primeros descubridores del rio de la Plata.

1776. tomó bajo de su proteccion la corona de Portugal, adoptándolos por súbditos suyos, y nombrando gobernadores que los mandasen; explicado quiénes eran los moradores de San Pablo, pasaré á probar á V. E. que los vasallos españoles fueron los primeros descubridores del rio de la Plata.

El primero fué S. Gaboto, en 1496.

6. Sebastian Gaboto, Veneciano, que servia á los reyes católicos D. Fernando y Dª Isabel, navegando de órden de aquellos príncipes en continuacion de los descubrimientos de América, hizo ántes que nadie el del rio de la Plata por los años de 1496, y se internó 300 leguas en él contra sus corrientes. De esta noticia que dió á su regreso á España, resultó se providenciase salieran Juan Díaz de Solis y Vicente Yáñez Pinzon á proseguir aquel descubrimiento y los de la costa del Brasil hácia el sur, con órden de no detenerse, y sí solo reconocer los puertos y países para proceder despues á su poblacion. Pinzon y Solis partieron de Sevilla el año de 1508, en dos carabelas, tocaron en el cabo de San Agustin y costearon las tierras desembarcando en los puertos y ensenadas, y practicando todas las diligencias correspondientes á la formacion de los autos de posesion por la corona de Castilla, en cuya forma llegaron hasta casi la altura austral de 40 grados; desde allí regresaron á España, donde no tardó en saberse el sentimiento que hicieron los Portugueses al entender tan felices progresos, puesto que las dos naciones se emulaban en intentar nuevas navegaciones y descubrimientos, cuya continuacion habia dado motivo dos años ántes á los reyes de Castilla y Portugal para escribir á sus vasallos, y prescribirles así propio, mediante el tratado de Tordesíllas (de que despues haré particular mencion) los límites á que cada una de las dos potencias y sus respectivos súbditos debieran ceñir sus conquistas. Volvió Juan Díaz de Solis el año de 1515, despachado con dos navíos, á perfeccionar los descubrimentos anteriores, y dirigiendo su rumbo á las costas del Brasil, pasó al rio de los Inocentes, y despues al cabo de Cananea en poco mas de 25 grados, del cual hizo derrota para la isla de la Plata, costeó la tierra, y surgió en los parajes que daban oportunidad para ello, hasta llegar al rio de aquel mismo

nombre, en una de cuyas playas murió á manos de los Indios. 1776.
Retrocedieron las dos embarcaciones españolas al cabo de San Agustin, donde cargaron de palo del Brasil, y se restituyeron á España, quedando por entónces el rio con denominacion de Solis, que despues trocó por el de la Plata. El año de 1526 prosiguió los descubrimientos Sebastian Gaboto arriba citado, surgió en la isla de los Patos, de cuyos naturales fué bien acogido, y navegando por las aguas del rio de la Plata, encontró, á poco mas de 30 leguas, una isla, que denominó de San Gabriel: internóse en el rio de San Salvador, distante 7 leguas al N. de la Colonia del Sacramento, y en la misma costa formó un fuerte con el nombre de *Sancti Spiritûs*, cuyas ruinas aun hoy subsisten; reconoció sucesivamente varios parajes, hasta introducirse en el rio Paraguay, del cual tomó solemne posesion, como de todos aquellos países, por la corona de Castilla, y principiados ya con formalidad los establecimientos, pasó á promoverlos y á poblar D. Pedro de Mendoza, con título de adelantado de aquellas provincias, el año de 1535. Llegó Mendoza al paraje donde fundó la ciudad de Buenos Aires, y consumidos todos los mantenimientos, resolvió su regreso á España; pero ántes de esta determinacion, envió al capitan Juan de Ayólas con tropas y embarcaciones á que recorriendo el rio de la Plata procurase adquirir víveres; en esta diligencia se alargó Ayólas tanto que navegó mas de 200 leguas, y murió en la empresa; tomóla á su cargo Domingo de Irala, que ganando la gente de los buques, fundó la ciudad de la Asuncion del Paraguay, con cuya noticia dispuso el emperador Cárlos V en el año de 1540 pasase al Rio de la Plata con nombramiento de nuevo adelantado Álvar Núñez Cabeza de Vaca. Llegado que fué este famoso caudillo á la isla de Santa Catalina, de la cual tomó solemne posesion, formó el proyecto de hacer viaje á Buenos Aires por tierra: providenció ántes enviar parte de su gente por el rio de la Plata en un navío, que no pudiendo tomar puerto alguno de las márgenes del rio por la oposicion de los Indios, surgió y se mantuvo algun tiempo en la isla de Martin García. Álvar Núñez Cabeza de Vaca habia emprendido en el ínterin su de-

1776. terminado viaje por tierra, que efectuó en la forma siguiente. Entra en las inmediaciones de la isla de Santa Catalina por el rio de Itabucú á 20 leguas de aquella isla; desembarca en los terrenos setentrionales del Rio de la Plata con gente de armas, y despues de haber atravesado grandes montañas, y varios rios, que encontró en 100 leguas de país desierto, hasta descubrir las primeras poblaciones que llaman del campo, habitadas de diversas naciones, todas comprendidas en el nombre general de Guaraníes, y de haberlas reducido á trato, obediencia y comercio, denomina aquella tierra *Provincia de Vera*, y cortando finalmente en canoas la corriente del Rio de la Plata, pasa á la Banda austral á ejercer su gobierno de Buenos Aires: siguiéronse otros muchos Españoles que fueron extendiendo las colonias, y afianzando á la corona de Castilla el dominio de aquellos países, sin que desde su primer descubrimiento se hubiese desistido de enviar gente que con la persuasion, la industria y el poder de las armas asegurase á esta monarquía su pertenencia, y el derecho que á ellos la habia anticipado, y declarado para los futuros siglos el tratado de Tordesíllas.

7. Desde luego, los primitivos vecinos de Buenos Aires destinaron principalmente la Banda setentrional del Rio de la Plata para proveerse de leña, carbon y maderas gruesas de que se carecia en la ribera donde yace la ciudad de Buenos Aires, como, en especial, para cria de ganados, que no solo sufragasen entónces y en lo venidero á su propia subsistencia, sino tambien les produjesen sobrante porcion de cueros, para comerciar en tan utilísimo género; y habiendo reservado para este objeto aquellos dilatados campos, donde los mismos ganados procreasen con libertad y quietud, y se alimentasen sin escasez de pastos, se abstuvieron ex-profeso de formar allí poblaciones capaces de impedir ó estorbar la cria, que sucesiva y prodigiosamente se fué multiplicando despues, segun lo premeditaron los moradores de la Banda austral opuesta, y segun lo llevaron á ejecucion con haber conducido desde España el año de 1554, y desde la provincia de Chárcas el de 1580, porcion de vacas y toros, animales desconocidos hasta entónces en aque-

llas riberas : la grande abundancia de ganado que en breve se advirtió, fué atrayendo á ella á los habitantes que se requerian para la matanza de reses, salazon de carnes, recoleccion de sebo y grasa, y aprovechamiento de los cueros al pelo, en que estriba la principal riqueza de Buenos Aires : de suerte que siempre han sido y deben reputarse aquellas vastas campañas como propias de la ciudad, cuyo ayuntamiento daba los permisos ó licencias para pasar á matar reses, como de haciendas heredadas, y bienes pertenecientes á los individuos de la Banda austral, bien que no por eso dejó de repartirse el beneficio entre los naturales de várias estancias y pueblos, que posteriormente se fueron formando, esparcidos por aquellas comarcas, y de extenderse á los habitantes de la ciudad de Santa Fe, fundada á 90 leguas de Buenos Aires, el año de 1573, comunicándose tambien á los moradores de las misiones de San Cosme y San Damian, de San Miguel, San José y de San Nicolas, lugares fundados por Castellanos, que todos existieron en la costa setentrional del Rio de la Plata, hácia las inmediaciones del Rio Grande de San Pedro, y que fueron arruinados en el trascurso del tiempo; y como la multiplicacion de ganado fué considerable, llegaba la abundancia de reses hasta la lengua del agua, con cuyo motivo navíos ingleses y franceses iban á hacer cueros por aquellas partes, surgiendo en la bahía de Castíllos ó en la de Maldonado, para cuyos robos les daba fácil proporcion la distancia de Buenos Aires, de donde siempre que se tenia noticia de ellos, se enviaba un oficial con tropas que ahuyentasen á los piratas entre quienes solian venir algunos Portugueses, siendo estos los únicos vasallos de la corona lusitana que frecuentasen aquellos parajes.

1776.

Fundacion de Santa Fe en 1573.

8. Hallábase pues España en plena y pacífica posesion de todo el Rio de la Plata, y de los dilatados terrenos que le guarnecen una y otra orilla, sin que nadie le disputase la primitiva propiedad de ellos, cuando al acabar el año de 1679, y principiar el de 1680, se establecieron de improviso los Portugueses en la márgen setentrional de dicho rio, levantando allí furtivamente una especie de fortaleza en frente de la isla de San

Intrusion portuguesa en el Rio de la Plata en 1679 y 1680.

1776. Gabriel, que denominaron Colonia del Sacramento, habiendo á ello venido en persona, á fines de dicho año de 1679, el gobernador de Rio Janéiro, Manuel Lobo, con porcion de embarcaciones provistas de tropas, artillería, municiones y demas pertrechos de guerra, como de los artífices y trabajadores necesarios, de suerte que no fueron los moradores de San Pablo los que formaron aquel establecimiento, sino el mismo gobierno de Rio Janéiro, mediante una expedicion formal, aunque clandestina, y ejecutada en plena paz contra los Estados de un príncipe amigo, la cual no se dirigió á hacer un nuevo descubrimiento cual se supone, sino á invadir y ocupar un territorio ajeno, descubierto y poseido por otra nacion; pero sin duda los Portugueses habitantes del Brasil califican de descubrimientos, cualesquiera actos de descubrirse en dominios de otro soberano. Por eso propalaron haber descubierto la ribera setentrional del rio de la Plata, sin mas fundamento que el de que cuando ellos se situaron en la Colonia, era aquella la vez primera que habian visto tal paraje, como que jamas habian puesto ántes pié en otro ninguno de las dilatadas márgenes del dicho rio, poseidas hacía ya mas de siglo y medio por la corona de Castilla.

Órdenes de Madrid al abad Mazarety para pedir explicaciones.

9. Mas ápenas se recibió en Madrid la noticia de este atentado, se dieron estrechas órdenes al abad Mazarety, que á la sazon era enviado del Sr. Cárlos segundo en Lisboa, encargándole que pidiese la satisfaccion debida, exigiendo se mandase evacuar al punto aquel terreno. Pasó el ministro español sus oficios, y en dos audiencias que tuvo del príncipe D. Pedro, administrador y gobernador de aquel reino, á principios de setiembre de 1680, citó los recursos que ya habia hecho por escrito al secretario de Estado portugues, Pedro Sánchez Fariña, en manifestacion de la exclusiva pertenencia de aquellas regiones á la corona de Castilla, y pidió á Su Alteza, con la mayor solemnidad en nombre del rey su amo, mandase al gobernador del Rio Janéiro desocupase la nueva fortaleza y poblacion. Difirió la corte de Lisboa, mediante varios pretextos, expedir la correspondiente órden, á lo cual la animaba su propio interes,

apoyado del dictámen de los propios sugetos que intervinieron en aconsejar la ocupacion clandestina y señaladamente de los regulares Portugueses de la extinguida Compañía del nombre de Jesus, que entónces se supo haberse declarado con grande empeño fomentadores y factores de la retencion, representando por medio de sus bajas opiniones, como justa y legítima la usurpacion y dominio de aquellas tierras. 1776.

D. José de Garro, vengador de la injuria portuguesa.

10. Pero entretanto llegaron avisos de Buenos Aires, que el gobernador D. José de Garro habia vengado la injuria, pues desde la primera noticia que tuvo de los preparativos que se hacian en Rio Janéiro, cuando se disponia el armamento destinado á la fundacion de la Colonia, habia dado sus providencias para averiguar dónde intentarian establecerse los Portugueses, resuelto á expelerlos si la ejecutasen en nuestras demarcaciones. Con este fin despachó exploradores, y dispuso marchasen tres cuerpos de gente armada, uno por agua, subiendo el rio Paraná en canoas, y los dos restantes por tierra, para que el primero de estos recorriese todo el país intermedio hasta las cercanías de la villa de San Pablo, y el segundo los espacios que hacen hácia las costas del mar y ribera setentrional del rio de la Plata, habiendo andado cada uno de ellos mas de 200 leguas sin haber descubierto cosa alguna, pues aunque encontraron á un oficial portugues con 24 hombres, que despues se supo se habian salvado de naufragio padecido por una de las embarcaciones destinadas al nuevo establecimiento, nada pudieron inquirir de lo que se deseaba. Acaeció, durante esta perplejidad, que pasando algunos habitantes de Buenos Aires á cortar leña y hacer carbon en la Banda setentrional del Rio de la Plata, segun la antigua inconcusa posesion en que estaban de disfrutar única y exclusivamente los productos de aquella ribera por ser propia del dominio español, y pertenecer sus campañas á los vecinos de Buenos Aires, advirtieron la nueva poblacion y fortaleza situada á una legua de la isla de San Gabriel, en una resguardada y cómoda ensenada que forma el rio, en la cual subsistian todavía cuatro embarcaciones de las mismas que habian llevado armas, herramientos y provisiones

1776. para la nueva ciudad. Regresaron presurosamente á Buenos Aires á dar aviso al gobernador; el cual, sin pérdida de tiempo, hizo requerir á Lobo, fundador de la Colonia, preguntándole qué hacía en aquel paraje, y con qué órden habia venido á él; respondió Lobo, que los Portugueses moradores del Brasil tenian permiso de su soberano para plantificar nuevas poblaciones en las tierras vacías, y que habiendo salido, con acuerdo del ayuntamiento del Rio Janéiro, á buscar puerto donde establecerse, ninguno le habia parecido mas á propósito que aquel: leida esta respuesta, despachó Garro segundo requerimiento, intimando á Lobo dejase el sitio que él y los suyos ocuparon en los dominios de España y pertenecia indubitablemente á esta corona, con posesion actual y aun judicial, adquirida mas de un siglo ántes, exhortándole por último á que se abstuviese de perturbar la paz que acababa de pactarse entre las dos potencias. Á esto solo replicó Lobo se hallaba en tierra de su príncipe; y suscitándose disputas entre ambos gobernadores sobre los respectivos derechos de Castilla y Portugal, produjo D. José de Garro los de aquella con tal evidencia que Manuel Lobo hubo de contraponer, por única razon, un nuevo mapa que á prevencion tenia, y ex-profeso se habia hecho en Lisboa, el año de 1678, solamente para colocar aquella tentativa, y apropiarse el suelo de la Colonia y los vastos países contiguos: formó este artificioso mapa Juan Tejería de Albornos, en el citado año, cuando se proyectaba inclinar el príncipe D. Pedro de Portugal á que diese su consentimiento para que se estableciese la Colonia, y le copió del que su antecesor, Juan de Tejéira, con la mira que siempre han llevado los Portugueses de incluir en cartas geográficas países del dominio español, habia delineado el año de 1629, habiéndose averiguado y comprobado despues, mediante el cotejo de uno y otro mapa, que el de Tejéira el moderno se habia practicado, respecto al de Tejéira el antiguo, con várias innovaciones maliciosas, á fin de que quedasen ámpliamente comprendidos en la demarcacion de Portugal centenares de leguas de la de Castilla con la Colonia del Sacramento. Rebatió Garro, fundado en poderosos fundamentos, el fraudu-

lento ardid de aquel mapa ficticio, y por último, insistiendo Lobo en la retencion, y Garro en exigir restituyese lo usurpado, al ver este desatendidas sus atenciones, cometió á las armas la decision y el agravio: en suma, puso sitio á la Colonia del Sacramento, confiando la empresa al maestre de campo D. Antonio de Vera y Mujica, que tomó por asalto la plaza, el dia 7 de agosto de 1690, demoliéndola en la mayor parte, y haciendo prisioneros á los que la ocupaban.

1776.

La Colonia del Sacramento tomada por asalto en 1680.

11. Llegó á España esta nueva miéntras el abad Mazarety reiteraba en Lisboa sus oficios, quejándose á la corte de las detenciones y de sus resultados; por último, se tomó por buena composicion, para evitar el extremo de un rompimiento, el partido amistoso de ajustar el tratado provisional de 7 de mayo de 1681, mediante el cual se depositó interinariamente la Colonia, desmantelada cual estaba, en manos de los Portugueses, permitiéndoles solo hacer reparos de tierra para cubrir su artillería y para abrigo de sus personas, con total prohibicion de fabricar edificio, ó fortaleza alguna, en el artículo 12 del mismo tratado, en la forma siguiente: « Todo lo referido sea y se en» tienda, sin perjuicio ni alteracion de los derechos de posesion » y propiedad de una y otra corona, sino quedando los que á » cada uno pertenecen en su entero y legítimo valor y perma» nencia, con todos sus privilegios y prerogativas de título, » causa y tiempo, por cuanto este asiento se ha tomado por via » de medio provisional y en demostracion de la buena amistad, » paz y concordia que profesan entre sí estas dos coronas, por » recíproca satisfaccion, durante el tiempo de esta controver» sia, y no para otro efecto alguno; » y para determinar y aclarar la antigua posesion en que la corte de España estaba de todos aquellos parajes, se dejó precavido en el artículo 7°, que contiene estas precisas palabras: « Los vecinos de Buenos Ai» res gozarán del uso y aprovechamiento del mismo sitio, la» bores de sus ganados, madera, caza, pesca y carbon, como » ántes que en él se hiciese la poblacion, sin diferencia alguna, » asistiendo en el mismo sitio todo el tiempo que quisieren con » los Portugueses en buena paz y amistad, sin impedimento

Tratado provisional de 1681.

Art. 12 del mismo.

1776. » alguno; y en el artículo 7° se previno lo que denotan las si-
» guientes cláusulas. Del puerto y ensenada usarán como ántes
» los navíos de S. M. C. teniendo en él sus surgidores y estan-
» cias libres, cortarán las maderas y harán sus carenas, y todo
» aquello que hacian en él, su costa y campaña ántes de la
» dicha poblacion, sin limitacion alguna, y sin ser necesario
» consentimiento ni licencia de cualquiera persona, de ninguna
» calidad que sea, porque así lo acordaron ambos príncipes. »
No pueden darse calificaciones mas expresas de la primitiva, única y quieta posesion en que se hallaba la corona de España, cuando los Portugueses situaron clandestinamente aquella Colonia, ni mas claras pruebas de no haberse concedido á Portugal, en virtud del tratado provisional, derecho alguno á la Colonia y sus cercanías, y sobre reservarse España el uso de aquel puerto y paraje donde estaba fundada la nueva poblacion, para disfrutarlos como suyos, promiscuamente con los Portugueses. Habia tomado sus precauciones el gobernador de Buenos Aires D. José de Garro para que no se extendiese la injusta ocupacion de aquel puesto, mas que á la circunvalacion precisa de la plaza, y alcance de su artillería, pues en el mismo punto que se fundó la Colonia, ya le puso estrechísimo bloqueo, sin dar tiempo á sus individuos de que se apoderasen de territorio alguno en los inmediatos campos fuera del recinto de las murallas, hasta que logró expelerlos de ellas, haciéndose dueño de la plaza, que despues fué devuelta á los Portugueses provisionalmente.

Se acordó el nombramiento de comisarios.

12. Quedó por último acordado en el tratado provisional, se nombrasen comisarios por una y otra parte dentro de dos meses, en cuyo término se juntarian á conferenciar, debiendo dentro de tres declarar por su sentencia los derechos de la propiedad, segun las demarcaciones; en el concepto de que si ocurriese discordia de los mismos comisarios, se habia de ocurrir al Papa, para que en el curso de un año determinase y decidiese Su Santidad el punto controvertido.

El Sumo Pontífice tercero en discordia.

Su congregacion infructuosa en Badajoz y Yélves.

13. Sabe V. E. que en efecto se congregaron en Badajoz y Yélves, y que allí expusieron las razones en que cada potencia fundaba los derechos, bien que todo fué infructuoso, puesto

que en nada se convino despues de largas controversias, ni tampoco llegó á verificarse la decision del Sumo Pontífice, en la cual se comprometian ambos soberanos, pues aunque la corte de Madrid recurrió á S. B. diputando para el intento cerca de su persona el duque de Yobenazo, no compareció en debido tiempo ministro alguno coligante de parte de la de Lisboa, de suerte que se pasó en esperarle inútilmente el año prefijado por el tratado provisional. Sería incurrir en prolijidad y repeticion ociosa internarnos en los alegatos de los comisarios españoles y portugueses : pero sin molestar á V. E. con producirlos aquí de nuevo, contemplo necesario exponer, como presupuesto indispensable para mas fácil inteligencia, los fundamentos en que estribaba aquella célebre contienda, pues siempre dependerá esencialmente de estos la noticia de la legítima pertenencia de las regiones de la América meridional de que tratamos, como el convencimiento del ningun derecho que tiene Portugal á la márgen setentrional del rio de la Plata, y á otros países que retiene ó intenta se le cedan indebidamente, cuando por todos títulos y acciones corresponden solo á la corona de Castilla. 1776.

Concesiones pontificias de países conquistados.

14. Al modo que los Sumos Pontífices Nicolas V, Calixto III y Sixto IV habian despachado sus bulas, concediendo piamente á los reyes de Portugal las conquistas que hiciesen desde los cabos de Bojador y de Non hasta toda la Guinea, y mas adelante hasta el mediodía, el papa Alejandro VI, luego que entendió los descubrimientos de Cristóbal Colon, expidió una bula, su data en Roma á 4 de mayo de 1493, declarando corresponder á los reyes católicos D. Fernando y Dª Isabel, y á sus sucesores en la corona de Castilla, todas las tierras ó islas descubiertas y por descubrir, sitas al occidente y mediodía de una línea que debia imaginarse tirada desde el polo ártico al antártico, y que pase al occidente de cualquiera de las islas de las Azores, y de Cabo Verde, á 100 leguas de distancia, como no se hallasen ocupadas por otro príncipe el dia 25 de diciembre de 1492, dejando preservadas las conquistas de Portugal, mediante el espacio de aquellas 100 leguas; á lo cual se facilitaron

1776. los soberanos españoles, concediéndole, en prueba de amistad y fraternal afecto, 270 leguas mas sobre las 100 asignadas por la bula alejandrina; conviniéronse mútuamente en que estas 370 leguas se hubiesen de contar desde las islas del Cabo Verde al occidente, á fin de que todo lo que quedase al occidente mismo de dicha línea perteneciese para siempre á la corona de Castilla, y lo que estuviese al oriente á la de Portugal; estipulóse así para perpétua firmeza en el tratado concluido en Tordesíllas, entre ambas potencias, á 7 de junio de 1494, declarándose en él que todas las islas y tierras firmes que acaso estuviesen descubiertas por vasallos ó navíos de la otra corona, dentro de la línea de la demarcacion ajena, se hubiesen de entregar recíprocamente: de suerte que por este acto, á que dió ocasion la expresada bula, hicieron solemne renuncia ambas potencias, y se desposeyeron de cualquiera derecho de pretension, reduciéndolo todo á lo prescrito en aquella concordia, y al meridiano de demarcacion, prefijado con el loable objeto de que en la posteridad no suscitasen contiendas, ó formasen proyectos de introducirse en los dominios que no les perteneciesen: dispúsose tambien en aquel convenio, que dentro de diez meses se enviasen embarcaciones de una y otra nacion con sugetos inteligentes en la geografía, náutica y astronomía, los cuales partiesen de las islas de Cabo Verde, y navegando al occidente determinasen con exactitud el sitio adonde debiesen llegar las 370 leguas, los parajes por donde hubiese de pasar el meridiano de demarcacion, y territorios que este comprendiese, para que así quedasen desde luego divididos los terrenos de uno y otro soberano; pero nunca llegó á practicarse esta diligencia, en medio de que los reyes católicos instaron eficazmente al rey D. Juan el segundo de Portugal, para que la llevase á efecto, cuya inejecucion en nada perjudicó á las partes interesadas, puesto que en nada disminuía tampoco la obligacion y fuerza del contrato, y siempre que uno de los contrayentes reconviniese al otro con alguna contravencion, le quedaba libre el uso de su derecho.

Estipulacion en el tratado de Tordesíllas.

15. No tardó mucho en ofrecerse motivo de disputa: mas

omitamos ahora las controversias y alteraciones suscitadas con ocasion de la pertenencia de las islas de Especería ó Molucas, y lo que acerca de ellas se agitó en el congreso celebrado en Badajoz y Yélves el año de 1524. Establecidos en el Brasil los Portugueses, sin duda porque comprendieron cayese al oriente del meridiano de demarcacion, y porque no advirtieron entónces podria acaso incluirse en las tierras tocantes al dominio español, se fueron internando hasta los confines del actual reino del Perú, cuya circunstancia llamó la atencion de los Castellanos á indagar, si aquel país ocupado por los Portugueses correspondia á la corona de Castilla; pero no se descendió á exámen formal sobre el asunto, hasta tanto que los vasallos lusitanos provocaron á ello con navegar por el rio de la Plata, y propasarse á situar en su orilla setentrional, en terreno notoriamente conocido por de pertenencia española, la Colonia del Sacramento, cuya fundacion motivó bien presto el segundo congreso de Badajoz y Yélves, abriéndose sus conferencias á principios de noviembre de 1681, tan infructuosamente como se ha indicado.

1776.

Segundo congreso infructuoso de Badajoz y Yélves.

16. Los cosmógrafos españoles y portugueses hicieron cómputos y operaciones distintas, sacando resultados opuestos y falibles, pues se atenian á cartas náuticas y derroteros particulares: y en fin, no fué dable se conviniesen, ni alcanzasen que, sin recurrir á observaciones astronómicas, nunca podrian fijar la situacion de cada paraje respecto del otro: lo cual es ya fácil en nuestros dias, en que tantos sabios han repetido sus investigaciones científicas, por cuyo medio se puede y debe apurar la verdadera demarcacion, sin riesgo de que á ninguna de las partes se dé justo motivo de queja. Como no adoptaron los comisarios españoles este único y seguro método, no consiguieron que los Portugueses se diesen por convencidos, y estos, á quienes constaba su mala causa, eludieron la decision de Roma: de suerte que quedó en pié la cuestion, y se continuó en favor de Portugal la posesion interina de la Colonia del Sacramento, que obtuvo en virtud del tratado provisional: sin que deba traerse aquí, ni en otra parte, á consecuencia, ni citarse jamas

1776. la cesion de dicha Colonia que hizó el señor rey Felipe V, en el tratado de alianza ajustado entre España y Portugal, á mediados de junio de 1701, pues este tratado fué, por los procedimientos de la corte de Lisboa, nulo en su mismo orígen, y por tal le dieron y tuvieron desde luego los dos príncipes contrayentes, segun V. E. mismo no deja de comprenderlo en su Memoria, no obstante que hace mencion de él.

Segunda conquista de la Colonia del Sacramento.

17. En el año de 1705, hallándose ya desde el anterior de 1704 convertido en declaracion de guerra el proyecto de alianza de las dos naciones, conquistaron nuevamente las armas españolas la plaza de la Colonia del Sacramento, siendo gobernador de Buenos Aires D. Antonio Valdes: retuviéronla hasta que el mismo monarca Felipe V, para poner término á la contienda, y no diferir la conclusion de la paz deseada, cedió é hizo donacion formal de la misma Colonia á la corona lusitana por los artículos 5 y 6 del tratado de Utrecht, celebrado entre ambas potencias en 1715, los cuales cita y copia V. E. en su Memoria: bien que en el 7 quedó estipulada la cesion de la Colonia, reservándose España la libertad de poder ofrecer dentro de año y medio á S. M. F. un equivalente á fin de que volviese aquel terreno á su dueño primitivo.

Su cesion al Portugal en 1715.

18. En puntual ejercicio de este tratado, se entregó á los Portugueses la plaza con el territorio que le pertenecia, esto es, el que comprendia el alcance de su cañon, pues como queda dicho, nunca tuvo ni se le concedió ó reconoció otro; y si en el intérvalo que medió entre el año de 1683, en que se hizo la entrega segun lo convenido en el tratado provisional, y el año de 1705, en que volvieron las armas españolas á ocupar la Colonia, disfrutaron los moradores de esta algunas de las campañas inmediatas, meramente lo lograron á hurto, y á pesar del bloqueo en que siempre se procuró mantener aquella fortaleza; en medio del que á veces burló su guarnicion la vigilancia del gobernador de Buenos Aires, que inmediatamente ocurria al remedio, ya con protestas, ya con amenazas, y ya con procedimientos militares, obligando á los Portugueses á contenerse en el limitadísimo territorio que les estaba concedido.

19. Este mismo *territorio*, y no otro, fué el que, cuando se concluyó la paz, cedió España á Portugal, como parte de la Colonia, por aquellas expresas palabras del artículo 6 : «S. M. C. no solamente volverá á S. M. F. *el territorio de la Colonia del Sacramento*, situada sobre el bordo setentrional del Rio de la Plata, sino tambien cederá en su nombre, y en el de todos sus sucesores y herederos, toda accion y derecho que S. M. C. pretenda tener sobre el dicho territorio y Colonia solamente.» Si la intencion de las dos potencias contrayentes hubiese sido dar á entender mayor extension de territorio que la permitida en el corto espacio de tiempo en que poseyeron los Portugueses la Colonia, ó por usurpacion, ó provisionalmente, era indispensable se hubiese determinado y prefijado aquella en Utrecht: ¿y cómo es creible, despues del perpétuo bloqueo en que los gobernadores de Buenos Aires habian mantenido la plaza, para que no adquiriera mayor jurisdiccion, hubiese omitido la corte de Lisboa evitar semejante procedimiento, mediante la clara y positiva especificacion de los límites del terreno á la menor posibilidad que descubriese de obtener algun ensanche? Mas no por eso desmayaron los Portugueses en solicitarle, cuando se efectuó la entrega de la Colonia en ejecucion del tratado, puesto que el maestre de campo portugues Manuel Gómez Barbosa, que fué quien se entregó de ella en 4 de noviembre de 1716, insistió á que se aplicase el *territorio*, no ménos que por la parte del norte que por la del este y costa del Rio de la Plata, como en que se quitasen las guardias españolas colocadas, desde luego que se fundó la Colonia, á cinco leguas de distancia, en los parajes de la Horqueta y rio de San Juan. Á ambas cosas se negó el gobernador interino de Buenos Aires D. Baltasar García Ros, segun mandato expreso de Felipe V comunicado en real cédula del mismo año de 1716, en que entregó la Colonia; cuyo tenor (que comprueba no fué nunca ánimo de S. M. ceder mas terreno) podrá V. E. leer al final de esta Memoria, en copia que señalaré con la letra A : habiéndose repetido la misma órden no solo en 27 de enero de 1720, por otra cédula que agregaré y distinguiré con la letra B, sino tambien en 18 de marzo

1776.

1776. de 1724, en 12 de junio y 22 de julio de 1734. En 17 de abril y en 16 de agosto de 1736 manifestó Ros, por una parte, la irregularidad de tales pretensiones, y cuán distinta cosa era el territorio de una plaza del de un reino dilatado, pues como tal debia contemplarse el espacio de mas de 100 leguas de costa, que corria por la márgen setentrional del Rio de la Plata hasta su boca, y de 200 tierra adentro; y por otra, las vastas posesiones que hubieran quedado á discrecion de los Portugueses, si se hubiesen retirado las guardias de la Horqueta y rio de San Juan, destinadas á proteger estancias ó haciendas de mas de 40 pueblos de Indios, dependientes de la jurisdiccion de Buenos Aires, y distribuidos por las campañas en mas de 200 leguas de largo y 300 de ancho, á cuya ocupacion ha dirigido siempre sus miras Portugal, sin mas fundamento que el de haber primero establecido clandestinamente una reducida Colonia; haber despues negociado se le entregase provisionalmente; y por último, haber conseguido se le cediese en propiedad, con el corto ámbito del distrito que cubria su artillería, y á que pudo solo extenderse desde su establecimiento en los años de 1679 y 1680 hasta el de 1705, en que los Portugueses fueron desalojados segunda vez.

20. En cuanto á todo lo que va expuesto, en nada se trasluce la falta de cumplimiento ó violencia alguna de tratados, pues si en el provisional de 1681 se pactó la entrega interina de la Colonia, el gobernador de Buenos Aires lo efectuó puntualmente en febrero de 1683, apénas se presentó Duarte Tejéira, comisionado del rey Fidelísimo para aquel acto; siendo esta toda la ejecucion que se requeria, sin que por nuestra parte se verificase contravencion á ninguno de los artículos: y si por el tratado de Utrecht de 1715 se cedió la misma plaza á Portugal, no bien llegó el maestre de campo Barbosa, cuando se le dió la posesion de ella y de su territorio.

Nuevas violencias de los Portugueses.

Mal satisfechos los Portugueses con la estrechez de este, procuraron ensancharlo, recurriendo para ello, y para eximirse del constante bloqueo en que entónces y siempre se ha tenido á aquella plaza, á várias tentativas y violencias, y aun con el

mismo fin pasaron distintos oficios en esta corte los embajadores de S. M. F., á que se les contestó con negativa absoluta; pero como insistiesen en que se determinasen y señalasen los límites de dicho *territorio,* mandó el rey, padre de S. M., al gobernador de Buenos Aires la cédula ya citada y distinguida á continuacion de esta Memoria con la letra B, dipútase un oficial que, poniéndose de acuerdo con el comandante de la Colonia, hiciese disparar de punto en blanco, y no por elevacion, un cañon de á 24, con bala, y procediese á demarcar el terreno ó jurisdiccion de la plaza desde el paraje adonde llegase el tiro: mas siempre se negaron á ello los Portugueses, como que por aquel medio se privaban del pretexto que, para continuar sus usurpaciones, les quedaba en lo indeterminado del alcance del cañon. Reiteraron los gobernadores españoles inútilmente sus instancias hasta el año de 1734, en que llegaron á lo sumo los insultos de la guarnicion portuguesa, la cual aprovechándose, ó de la diminucion, ó del remoto destino de la tropa de Buenos Aires, y guardias españolas del bloqueo, y campos contiguos á la plaza, se fueron internando en ellos con ocupar puestos, robar ganado, y aun hostilizar manifiestamente á los vasallos del rey en las estancias inmediatas y lejanas: llegó á tanto el desórden, que despues de haber precedido infructuosas intimaciones y requirimientos al gobernador de la Colonia D. Antonio Pedro Vasconcélos, así para el señalamiento de límites, como para que se abstuviese de tales violencias, y de proteger violentamente el comercio ilícito, en contravencion del tratado de Utrecht, se vió precisado D. Miguel del Salcedo, que á la sazon gobernaba en Buenos Aires, á poner sitio formal á la Colonia el año de 1735, y hallándose ya en puestos de batirla en brecha, redujo el sitio á estrechísimo bloqueo, contentándose con haber conseguido restaurar los terrenos usurpados en aquellas comarcas, é imposibilitar por entónces las depredaciones y frecuentes correrías con que se había ahuyentado el ganado y destruido las haciendas y domicilios de los Españoles: ambicioso ardid con que siempre han procedido los Portugueses en aquellas partes, á fin de apartar de sus propias tierras y campañas

1776.

D. Miguel del Salcedo restaura los terrenos usurpados.

1776. á los súbditos del rey, para extenderse y apoderarse de ellos despues á su salvo.

Ningun derecho de los Portugueses á los puertos de Montevideo y Maldonado.

22. Pero no puedo ya diferir el ponderar á V. E. la suma admiracion que ha causado á S. M. C. el que afirme V. E. que el gobernador de Buenos Aires dudase entregar, con la Colonia, los puertos de Montevideo y Maldonado, de que V. E. dice, en el párrafo 15 de la primera parte de su Memoria, estaba ántes Portugal en posesion. Baste expresar á V. E., como cosa tan manifiesta, que siempre pertenecieron ambos á la corona de Castilla; y que si tal vez se supo habian llegado á ellos, á robar ganados ó á hacer aguada, algunas naves portuguesas necesitadas de víveres, consta que los gobernadores de Buenos Aires, siempre recelosos de que meditase Portugal apropiarse lo que no se le permitia, ó correspondia, al modo que se apropió el sitio donde fundó la Colonia, enviaron, en repetidas ocasiones, competente número de tropa, que, reconociendo uno y otro paraje, expeliese de ellos á los Portugueses que acaso encontrase allí.

Estos no son parte de la Colonia del Sacramento.

23. Mas ¿cómo podria pensar, ni remotamente, en la entrega de aquellos puertos el mismo gobernador de Buenos Aires, que habia hecho la del territorio de la plaza, ceñido solo al tiro de cañon? ¿Ó cómo cabia comprendiesen los plenipotenciarios del congreso de Utrecht, fuesen aquellos puertos territorio de la Colonia, cuando el primero dista de esta plaza 40 leguas y el segundo 70, dejando hácia lo interior comarcas de mas de 100 de ancho, que lindaban con las siete aldeas de las Misiones, situadas entre los rios Ibicuy y Uruguay? Y si ántes poseyeron los Portugueses á Montevideo y Maldonado segun asegura V. E., ¿cómo se descuidaron los plenipotenciarios lusitanos en que se expresase esta restitucion, al modo que la de la Colonia, cuando importaba tanto no perder un país, cuya extension competia con la de un reino? Ya queda insinuado, en el número 7 de esta Memoria, teníamos de muy antiguo el uso de aquellos terrenos, y adquirida posesion de ellos mediante la cria de ganados y su matanza, para subsistir y aprovechar cueros. Las personas que querian hacer este negocio, sacaban licencia del

ayuntamiento de Buenos Aires, para recoger determinada cantidad de cueros, con obligacion de ceder la tercera parte á beneficio de la ciudad; y como para esta diligencia fuese necesario porcion de peones y operarios, que componian partidas de mucha gente, las cuales, para comodidad de sus mismas maniobras, establecian su asiento á la orilla de un rio ó arroyo, tomaron estos los nombres de los sugetos á quienes se habia concedido permiso para la matanza: de aquí es que, desde que se sale de Montevideo, hasta llegar á la costa del mar y ensenada de Castíllos, se encuentran y oyen nombrar el arroyo de *Pando*, el de *Solis Grande*, y el de *Maldonado Grande* y *Maldanado Chico*, la laguna de *Rocha*, el arroyo *Chafalote*, que se llamó así de un soldado dragon español, á quien pusieron este apodo, y los cerros de *Don Cárlos Narváez* y de *Navarro*. Tambien se insinuó en el ya citado número 7 como solian desembarcar algunos piratas á hacer cueros; y añadiré á V. E. que el año de 1717, despues de la celebracion del tratado de Utrecht, habiéndose enviado una escuadra española para castigar á los corsarios de várias naciones que infestaban el mar del Sur, apresó esta en el puerto de Montevideo á un navío frances, cuya tripulacion se empleaba en hacer y recoger cueros, y, en la ensenada de Maldonado, á otra embarcacion tambien francesa, cuya gente estaba ocupada en lo mismo; y conducidas á España, se declararon ambas por de buena presa. Esta decision deberia bastar por sí sola para probar la posesion é indubitable derecho de la corona de España á los dos puertos de Montevideo y Maldonado, y á sus respectivos *territorios;* ademas de los hechos ejecutados de órden del gobernador de Buenos Aires, por los años de 1720, para impedir semejantes robos. Se vieron ya Portugueses que intentaban principiar el proyecto de establecerse en Montevideo; y entónces las armas del rey expelieron á los intrusos: repitieron estos sus diligencias, y á fines del año de 1723 enviaron á Montevideo un navío de guerra con tropa y artillería para establecerse en aquel puerto, desembarcaron en número de 200 hombres, y empezaron á fortificarse, construyendo un reducto; pero noticioso de ello el gobernador de

1776.

Intrusion de los Portugueses en Montevideo.

1776. Buenos Aires, D. Bruno de Zabala, despachó inmediatamente al capitan D. Alonso de la Vega, para que intimase al comandante portugues desocupase aquel territorio de la dominacion española, y negándose dicho comandante á ello, mediaron várias cartas de parte á parte, entre él y el gobernador Zabala, y al fin se vió este en precision de enviar fuerzas de mar y tierra para echar de allí á los intrusos, que, temerosos, abandonaron el puesto.

Abandono del puerto.

Fortificacion de Montevideo y Maldonado.

24. De esas resultas se llevaron á efecto las órdenes anticipadas de fortificar no ménos aquel puerto que el de Maldonado, como legítimamente comprendidos en el dominio español por su situacion y demas requisitos de pertenencia. Verificóse el poblarlos en el año de 1724 con una porcion de familias que se condujeron de la Península y de las islas de Canarias, frustrando así las tentativas portuguesas; y habrá V. E. advertido que las dos copias A y B que he citado, y van en forma de apéndice al fin de esta Memoria, son dos de las várias cédulas reales que se expedieron mandando fortalecer ambos sitios cuando todavía no lo estaban, y se sospechaba quisiesen apropiárselos indebidamente los vasallos portugueses; pues carece de todo fundamento el afirmar que estos se hallaban allí establecidos ántes del año de 1704, como lo asegura V. E., y que los artículos 5 y 6 de la paz de Utrecht adjudiquen á Portugal derecho alguno á aquellos parajes; sin que deba V. E. prometerse haya quien se lo pueda conceder por la hilacion que acaso quiera sacarse de lo que indirectamente ofrece el párrafo 3 de la segunda parte de la Memoria de V. E., en que asegura que la razon por que en el congreso de Paris se introdujo la cláusula, y *conforme á los tratados entre las córtes de España, Francia y Portugal ántes de la presente guerra,* fué porque insistiendo el Sr. D. Martin de Melo y Castro para que se restituyesen los puertos de Montevideo y Maldonado poseidos por la corte de Portugal hasta la guerra que principió en 1704, y debidos restituir segun la paz de Utrecht, convinieron los señores ministros de aquel congreso, la mayor parte de los cuales vive hoy, en no dilatar la conclusion de la paz entablando

nuevas discusiones, y en salvar la dicha restitucion, y el derecho de la misma corona de Portugal, mediante las mencionadas cláusulas; lo que, añade V. E., sé yo muy bien, pues esta misma restitucion estaba expuesta por los artículos 5 y 6 de la paz de Utrecht. 1776.

25. No hay duda que debiera yo saberlo, como plenipotenciario que fuí del congreso de Paris, si en efecto se hubiese conferenciado allí sobre tal materia; pero estoy bien seguro y plenamente convencido de que no se trató de ella, ni de otro puesto ó lugar determinado, ni de pretension alguna de la corte de Lisboa, por ignorarse á la sazon los progresos militares de D. Pedro Cebállos en aquellos parajes. Segun V. E. mismo declara en el párrafo 5 de la segunda parte de su Memoria, no se llevó otra mira en haber extendido la cláusula, y *conforme á los tratados anteriores entre las córtes de España, Francia y Portugal*, que el objeto de conservar á cada una de las potencias contrayentes las posesiones que legítimamente les correspondiesen segun los tratados anteriores; pero aun cuando fuese constante é indubitable que la consabida cláusula se hubiese puesto realmente con el premeditado fin de que quedasen reservados los novísimos imaginarios derechos que quiere atribuirse Portugal á Montevideo y á Maldonado, probaria nada tal expresion, puesto que ni en el tratado de Utrecht, ni en otro de los antecedentes al de Paris, se le concede la mas remota accion á aquellos puertos, ni tampoco á otro paraje de la márgen setentrional del Rio de la Plata, segun se convence repetidamente en el discurso de esta Memoria.

Puntos comprobados.

26. Queda probado que todo el Rio de la Plata y los terrenos de sus orillas austral y setentrional, inclusos Montevideo y Maldonado, sitos en esta última, han pertenecido siempre á España, por razon de descubrimiento ó conquista, toma de posesion y ocupacion de ellos, como principalmente por estar comprendidos dentro de la demarcacion de los dominios españoles en la América meridional; cuya razon sola excluye todas las demas para convencer, que la Colonia del Sacramento fué en su principio un establecimiento clandestino, fundado por

1776. los Portugueses en tierras de España; por lo que en el mismo punto que se introdujeron allí, les intimó el gobernador de Buenos Aires desocupasen aquel sitio, el cual hacía ya mas de siglo y medio tenia legítimo dueño: que como ellos se desentendiesen de la intimacion, procedió él á recobrar con las armas lo usurpado, expeliendo á los intrusos y desmantelando murallas y edificios, en medio de que en Lisboa repetia á la misma sazon sus instancias el enviado de España, para que se restituyese voluntariamente lo ocupado con violencia: que aquella corte se resintió en gran manera de que miéntras el ministro español pasaba en Europa oficios amistosos, hubiese procedido en América el gobernador de Buenos Aires á vivos hechos, y que adoptando el expediente de devolver á los Portugueses la Colonia, por medio del tratado provisional del año inmediato de 1681, cuidó el propio gobernador de impedir se propasasen los habitantes de ella á apropiarse mas terreno que el que les adjudicaba en recinto de la plaza, puesto que ni aun tenian derecho al mismo sitio en que yacia la nueva poblacion: que este atento desvelo persistió hasta que por el tratado de Utrecht de 1715 (no por derecho alguno que se reconociese en favor de la corte de Lisboa á la mas mínima parte del terreno, sino meramente por poner término á la cuestion suscitada, y no dilatar la pacificacion de Europa) cedió España á Portugal la Colonia con aquel mismo territorio ó distrito de la jurisdiccion de su artillería que hasta allí se habia permitido: que desde luego solicitaron los comandantes de la plaza se ampliase este, como que ellos nada habian de perder en solicitarlo: finalmente, que la pretension les fué y habia sido siempre negada hasta la actualidad, con mantener nosotros las inmediaciones en perpétuo bloqueo, á pesar del cual jamas han desistido los moradores de la Colonia de intentar correrías en los campos vecinos, para robar ganados con qué subsistir, y de aspirar á ampliaciones de su distrito. He querido reasumir aquí á V. E. lo que extensamente dejo arriba expuesto en órden al territorio y Colonia del Sacramento, para fijar mas la reflexion y perspicacia de V. E. en la larga série de hechos que destituyen de todo fun-

damento la afirmativa con que su Memoria inculca en que por parte de los gobernadores de Buenos Aires no se ha dado cumplimiento, entre otros tratados, al de Utrecht de 1715, puesto que no entregaron á Portugal el territorio de la Colonia, cedido por los artículos 5 y 6. 1776.

27. V. E., sin duda por no reconvenir á los monarcas españoles con observancia de pactos y estipulaciones solemnes, se abstiene política y respetuosamente de atribuírsela, y se ciñe á culpar la malicia de los gobernadores de Buenos Aires; pero aunque se reconoce el estimable miramiento de V. E., no debo dejar de significarle que aquellos comandantes no han obrado por propio arbitrio, sino en virtud de órdenes reales, y de la justa inteligencia y genuino sentido de los artículos del tratado de Utrecht, segun debian comprenderlos los Sres. ministros católicos y fidelísimos, de lo cual resulta que nunca se ha verificado por parte de España, ó de sus gobernadores de Buenos Aires, la falta de cumplimiento, ni la violacion de tratados, que V. E. da como cosa positiva y probada, convenciéndose bien al contrario que la corte de Lisboa, ó sean sus gobernadores en la América meridional, han estado infringiendo continuamente el tratado fundamental de Tordesíllas, que excluye á los Portugueses de los dominios usurpados allí, y que autoriza al rey para reclamarlos, como hoy lo hace solemnemente.

Terreno que comprende la Colonia del Sacramento.

28. S. M. se lisonjea de que no puede haber ya en lo sucesivo el menor pretexto para dudar que nunca tuvo la Colonia del Sacramento, ni se le permitió tener mas territorio que el que comprende el alcance de su cañon; y que este propio territorio se entregó con ella misma, sin que por parte de España se le privase, ni se haya jamas intentado privarle de él, salvo el tiempo de guerra entre las dos naciones: prometiéndose S. M. que su corte de V. E. ponga ya término á las reiteradas quejas y exorbitantes pretensiones sobre el particular, como voluntarias y destituidas de razon y de títulos que las legitimen; pues aun cuando fuese lícito á S. M. ceder y desmembrar, sin un gran motivo y sin notorio beneficio de sus vasallos, alguna parte de aquellos dominios, bastaria para distraerle de ello la

1776. circunstancia misma de apoyar Portugal sus ilimitadas solicitudes, cabalmente en una donacion gratúita que por el bien de la paz, y por poner fin á los disturbios que la alteraban, le hizo de la Colonia y de su estrecho distrito el augusto padre de S. M.; puesto que desde entónces ha estado acreditando perennemente la experiencia que la corte de Lisboa se funda en la concesion de una gracia, no solo para autorizar una pretension de conveniencia propia, sino tambien para dar un aparente valor á derechos que nunca le han competido. Debe pues el rey usar en las actuales circunstancias de mas circunspeccion que hasta aquí, en condescender á instancias que algun dia pudieran ser alegadas como reconocimiento de derechos que Portugal no tiene.

29. Así piensa S. M., en cuyo real nombre pido á V. E. llame la atencion de su corte no solo á lo que dejo expuesto acerca de la Colonia del Sacramento, y de la absoluta pertenencia á España de todo el Rio de la Plata, y terreno de sus dos riberas, sino tambien á la satisfaccion que voy á dar á los demas puntos de la Memoria de V. E.; bien que ántes de empeñarme en ella, habré de expresarle que, en vista de cuanto se deja expuesto, cree el rey depondrá su corte de V. E. la admiracion que parece le causaba que el teniente general D. Pedro Cebállos cuando restituyó la Colonia del Sacramento, en virtud del tratado de Paris de 1763, la dejase bloqueada, pues en esto imitó aquel gobernador á sus antecesores, cumpliendo con su obligacion de precaver no se excediesen los precisos correspondientes límites; y tambien cesará la disonancia que le hacía el bando con que el comandante del real de San Cárlos privó entónces todo comercio y comunicacion con todos los habitantes de la plaza, si advierte que el contexto del mismo bando cita y renueva otro semejante publicado en el año de 1737; y en suma, se observa que por las dos cédulas reales ya citadas y copiadas al fin de esta Memoria, bajo las letras A y B, estaba prohibido, desde que se entregó la Colonia en virtud de la paz de Utrecht, el trato y comunicacion sucesiva con los moradores de la plaza, que siempre se han ocupado en el contrabando y en

devastar y usurpar los dominios de la monarquía española.

1776.

Lo que ocurrió sobre el trueque de la Colonia del Sacramento.

30. Recuerda V. E. el tratado de límites celebrado en 13 de enero del año 1750, en que se ajustó y determinó el señalamiento de ellos y el trueque de la Colonia, con el loable fin de evitar controversias para lo venidero; tratado anulado el año de 1761 : por cuya razon excusaria hacer aquí mencion á no intervenir la precision indispensable en que me hallo de contestar á las afirmativas de V. E.; y como unas de estas se reducen á significar V. E. en la segunda parte de su Memoria, que si á S. M. F. se le seguia de aquel tratado alguna ventaja, renunció luego á ella en obsequio del rey, no obstante la mucha sangre portuguesa derramada, y 26 millones de cruzados que consumió la corte de Lisboa, en la guerra contra los Indios y Jesuitas de las aldeas sublevadas del Uruguay, habré de manifestar aquí á V. E. sucintamente lo que entónces ocurrió sobre aquel asunto.

Manejos de los Portugueses para que no tuviese efecto el tratado de límites.

31. No bien se habia concluido el tratado de límites, cuando el ministerio lusitano envió á esta corte comisarios que con manejos, inteligencias y secretos artificios procurasen desacreditar el objeto á que se dirigia, y negociar se disolviese y no llegase á tener efecto; pero frustradas todas aquellas diligencias, y vencidas las dificultades y dilacion que hubo en expedir las instrucciones y órdenes que debian llevar los respectivos comisarios, partieron estos, trasladándose á América el teatro donde se continuó y excitó la trama principiada y no lograda en Europa. Es constante que á los principios fueron los extinguidos individuos de la Compañía del nombre de Jesus quienes allí se opusieron á la ejecucion del tratado, ya con estudiadas demoras y ardides, dignos de su política, y ya con sublevar á los habitantes guaraníes, poniéndoles en la mano las armas para resistir á la voluntad de su príncipe; pero no es ménos cierto que atenido el general portugues comisario principal, Gómez Freyre de Andrade, conde de la Bovadela, á la misma máxima, al mismo móvil, que indujo á establecer en Madrid la frustrada solicitud de la desaprobacion del tratado, se mostró desde luego descontento de él, y procuró no llegase á efec-

1776. tuarse, entendiéndose sobre el particular con los mismos Jesuitas : para ver lograda esta idea, dejó obrar libremente á los regulares, miéntras no habia ejército español que se lo impidiese; pero cuando, por una parte, hubo este derrotado á los rebeldes, y por otra, nuestro comisario principal, marques de Valdelírios, tuvo vencidas todas las astucias de que el conde se valió para impedir la evacuacion total de los pueblos; viéndose ya Gómez Freyre reconvenido y estrechado para que enviase á ellos las familias portuguesas que debian habitarlo, lo hizo de oficio sin cumplirlo nunca; ántes bien al llegar al preciso lance de faltarle toda excusa para dejar de entregar la Colonia, tomó el partido de ausentarse de repente al Rio Janéiro, dejando burlado al comisario de España; sin haber omitido entretanto hacer fortificar incesantemente aquella plaza, y enviar á ella refuerzos de tropa, y todo lo necesario para su defensa en caso de que las armas españolas intentasen tomar por fuerza lo que de grado se negase indebidamente. Esta conducta del conde de la Bovedela, y la larga série de hechos que manifestaban el infiel designio, sobraban para que el rey, mi amo, llegase bien claramente á comprender todo el artificio con que se procedia, arguyendo con evidencia que jamas vendria ya Portugal en efectuar el arreglo de límites pactado.

Propónese á S. M. F. su anulacion.

32. Con tan justo motivo, y el de parecer á la delicadeza de S. M. poco decoroso dar tiempo á mayores desengaños, que acaso pudieran ocasionar un rompimiento entre dos príncipes deudos y amigos, resolvió, apénas subió al trono de esta monarquía, proponer al rey Fidelísimo la anulacion del tratado de límites, y que se restituyesen las cosas al ser y estado que tenian ántes de haber firmado aquel, dejando en su fuerza y vigor los anteriores tratados, pactos y convenciones subsistentes entre las dos coronas; cuyo expediente se llevó á efecto, mediante el acto de anulacion concluido en 17 de febrero de 1761. Lo aceptó al punto la corte de V. E., como era consiguiente á todo lo que dejo expuesto; sin que en ello dispensase á esta favor ú obsequio alguno, pues el interes de conservar la amistad y buena armonía era comun á ambas; y si la de Lisboa habia mal em-

pleado dinero y sangre en aquella empresa, sangre y dinero habia expendido en ellas inútilmente la de Madrid. 1776.

33. Entónces fué cuando el conde de la Bovadela vió logrados los recónditos fines, sugeridos por un espíritu enemigo de la justicia y de la paz; pues al paso que consiguió que Portugal conservase la Colonia del Sacramento, desvanecido ya el ajuste del trueque, tuvo la deseada proporçion de llevar á efecto sus ideas con desatender el tratado anulatorio de 1761, en cuanto prescribia la reposicion de las cosas en el estado anterior al tratado de límites. Á consecuencia de este fraudulento y temerario proyecto, dispuso se retuviesen por los vasallos de S. M. F. los vastos países pertenecientes á España, que con pretexto del mismo tratado de 1750, habian ocupado los Portugueses en las fronteras del gobierno de Buenos Aires, desde Viamon y rio Pardo, hasta el rio Yacuy, y los muy dilatados terrenos donde se extendieron hácia Santa Cruz de la Sierra, por la parte de los Móxos, países y terrenos en que todavía permanecen, no obstante los reiterados recursos y requerimientos que los gobernadores de Buenos Aires han dirigido á los vireyes del Brasil, reclamando en vano aquellas comarcas, y las numerosas familias de Indios que de los pueblos del Uruguay se llevaron los Portugueses al rio Pardo y á Viamon, como á várias partes del Brasil, al modo que los habitantes de él y los de San Pablo, infestadores de aquellas regiones, se habian llevado tambien y nunca devolvieron, á pesar de lo estipulado en el artículo 6 del tratado provisional de 1681, el considerable número de 300,000 Indios, todos vasallos de España, establecidos en la márgen setentrional del Rio de la Plata.

Bovadela ordena la retencion de terrenos de España.

34. Bien notará aquí V. E. mismo lo que ya habrá observado en la série de la presente respuesta, es á saber: que, léjos de resultar los gobernadores españoles infractores de los tratados, salen al contrario culpados gravemente en aquel cargo solo los gobernadores portugueses, los cuales, en todos tiempos y circunstancias, parece se han propuesto por máxima constante invadir y adjudicarse los territorios del dominio español, ensordecer á las reclamaciones y protestas, ó contestar únicamente á

Los gobernadores portugueses son los infractores de los tratados.

1776. ellas para producir títulos facticios y aéreos; y al fin, valerse de la punible máxima *retencion de lo ajeno*, para fraguar y motivar insubsistentes derechos, convirtiendo en amarga queja lo que debiera ser reparacion solemne: sin duda por no hallarse V. E. bastantemente noticioso de todos aquellos terrenos usurpados á la dominacion de esta corona, con pretexto del tratado de límites, y retenidos despues en contravencion del que se anuló, se desentiende hoy de ellos; pero el rey me ha dado órden expresa para reclamarlos, como lo hago, declarando á V. E. á fin de que lo comunique á su corte, que S. M. exige absolutamente la mas pronta restitucion, y que los vasallos de S. M. F. al evacuar aquellos países, y los demas en que ántes y despues se han internado, dejen en las respectivas estancias número de Indios equivalente al de las familias que el conde de la Bovadela extrajo de las aldeas del Uruguay, é hizo trasmigrar al rio Pardo, á Viamon y á las capitales del Brasil.

Reclamaciones de terrenos usurpados y de Indios.

Sigue esa materia. Conducta de los Jesuitas.

35. Ni estos territorios que ahora reclamo en nombre del rey, ni ninguno de los demas distritos, pastos y corrales de la márgen oriental del rio Uruguay, que V. E. menciona al fin de la segunda parte de su Memoria, se han confundido aquí jamas, segun recela V. E., con el Rio Grande de San Pedro, ni con los territorios y costas que hacen al oriente, occidente y sur de él, hasta la márgen setentrional del Rio de la Plata, ántes siempre se han considerado con total distincion; eran conocidos los primeros con la demarcacion de Doctrinas, Reducciones y Misiones, que estaban á cargo de los Jesuitas; y si estos regulares abusaban de la confianza que debian á la religiosidad y próvido ánimo de los monarcas españoles que les habian cometido la conversion y cultura de los Indios habitantes de tan várias provincias, no por eso se han de reputar tierras ignoradas, ó sujetas á distinta dominacion que la española; pues ni el usufructo que de ellas se apropiasen los citados Jesuitas, ni la obstinada resistencia que hicieron para eludir la entrega de las siete aldeas estipuladas en el tratado de límites, precisando á las armas del rey, auxiliadas de S. M. F., á obrar contra aquellos súbditos de esta corte ó corona, debilitan en nada los dere-

chos de ella, ó dan título para que se gradúe de nuevo descubrimiento y de conquista el acto de subordinar á aquellos pueblos, con escarmiento de sus inquietos colonos. Excuso tambien dilatarme en esta materia, por excusar tambien á V. E. digresiones: mas no omitiré insinuarle que no creo debe la corte de Lisboa manifestarse tan ofendida, como V. E. manifiesta, de los deservicios que en beneficio y utilidad de Castilla le habian hecho los Jesuitas; pues bien al contrario son notorios y muy clásicos los hechos que acreditan los ha tenido muchas veces Portugal declarados á favor de sus miras. Los individuos de aquella extinguida órden establecidos en el Paraguay (la mayor parte de ellos extranjeros) adhirieron gustosos á la extension de límites de los Portugueses, en detrimento del dominio castellano, siempre que á ello les estimulaba el grande interes que tenian en sustraerse al conocimiento é inspeccion inmediata de los gobernadores españoles, para lograr su designio de establecer y construir una dominacion intermedia, y una exenta y separada República, donde ejerciesen absoluto mando, con el fin de utilizarse mas libremente de los productos temporales de sus misiones, arbitrando en ellas, como en las personas de sus neófitos ó catecúmenos, con despótica independencia de la soberanía de la matriz; á cuyo logro contribuían grandemente las usurpaciones de los Portugueses, que, como vecinos extraños, ninguna autoridad ejercian en sus peculiares manejos y lucros: llevaron tan adelante los ex-Jesuitas este ardid, que en sus mapas particulares no dificultaban incluir partes muy considerables y extensas del imperio español, adjudicándolas al portugues; y aun existen algunos en que se comprueba notablemente este temerario empeño, y los cuales no contenian otra autoridad que la que una maliciosa y depravada política, ó una crasa ignorancia, intentaban darles sin facultad alguna para ello, y sin que haya entendimiento despejado ó imparcial que pueda recurrir á tal absurdo para reconocer, ni aun la mas remota accion, á territorios adjudicados en tan extraordinaria manera. Ni las razones en que el rey funda sus derechos proceden, cual V. E. supone en algun lugar de su Memoria, de

1776.

1776. artificiosas sugestiones de unos regulares, cuyas máximas son, por lo ménos, tan plenamente conocidas en Madrid como en Lisboa; ni tampoco dependen de aserciones ó noticias de sugetos particulares: su principio es mas alto, su basa mas sólida, sus títulos los mas auténticos y positivos: así creo lo inferirá V. E. de todos los hechos y discursos con pruebas de esta representacion mia.

Cita del tratado de límites hecha por los Portugueses.

36. Aunque el tratado de límites se canceló, cesó y anuló, y por lo mismo parece no debiera traerse á consecuencia, con todo citándolo V. E. para apoyar las usurpaciones con argüir que no se hubieran establecido las mútuas cesiones que se le hacian en el propio tratado, á no hallarse aprobada realmente por los dos soberanos la posesion y derecho de los terrenos, debo satisfacer á V. E. que cuando se meditó y efectuó aquel ajuste, léjos de atenderse á examinar á quién pertenecian los parajes por donde debia pasar la línea divisoria, solo se llevó principalmente la mira de precaver disputas en lo sucesivo, excusándolas entónces tambien; y fué esto en tales términos, que la corte de Madrid tuvo la casi increible condescendencia de ajustar el tratado de límites con arreglo á un mapa portugues, manuscrito, que su ministro presentó para aquel intento, de que puedo manifestar á V. E. hasta cuatro copias, autorizadas con las firmas y sellos de armas de los plenipotenciarios, el Sr. D. José de Carbajal y Lancáster, primer secretario del rey, y el Sr. D. Tomas de Silva Télles, embajador de S. M. F. Este mismo mapa fué el que se entregó á los comisarios españoles, que pasaron al señalamiento de límites, con órden expresa de que los demarcasen segun él: de forma que en aquella ocasion no se procedió en manera alguna á ventilar ó reclamar derechos á las mismas tierras que cedian, ni á legitimar ó impugnar la posesion moderna ó antigua, que no se extrañaria entónces fuese de esta última clase; puesto que la nacion portuguesa, desde que se estableció en la América meridional, nunca ha desistido del conato con que aspira á ensanchar sus límites. Copiaré á V. E. aquí lo que al fin de la introduccion de este tratado se lee en las siguientes palabras: « Han resuelto los dos

» príncipes contrayentes poner término á las disputas pasadas 1776.
» y futuras, y olvidarse y no usar de todas las acciones y de-
» rechos que puedan pertenecerles en virtud de los referidos
» tratados de Tordesíllas, Lisboa y Utrecht, y de la escritura de
» Zaragoza, ó Castro, ú otro cualquiera fundamento que pueda
» influir en la division de sus dominios por línea meridiana, y
» quieren que adelante no se trate mas de ella, reduciendo los
» límites de las dos monarquías á los que señalará el presente
» tratado, siendo su ánimo que en él se atienda con cuidado á
» dos fines : el primero y mas principal, es el que se señalen
» los límites de los dominios, tomando por término los dos pa-
» rajes mas conocidos, para que en ningun tiempo se confun-
» dan, ni den ocasion á disputas, como son el orígen y curso
» de los rios y los montes mas notables ; el segundo, que cada
» parte se ha de quedar con lo que actualmente posee, á excep-
» cion de las mútuas cesiones que se dirán en su lugar, las
» cuales se ejecutarán por conveniencia comun, y para que los
» límites queden en lo posible ménos sujetos á controversias. »

Falsos títulos de dominio que alegan siempre los Portugueses.

37. De aquí es que el haber ocupado muchos de los terrenos disputados los terceros y cuartos abuelos de los mismos Portugueses, que á la sazon dice V. E. se hallan disfrutándolos, solo prueba á favor de las pretensiones de su corte de V. E. cuán inveterado es el abuso que siempre han hecho de nuestra moderacion aquellos súbditos, y el constante sistema que se han propuesto y siguen de establecerse en dominios del rey, con premeditado designio de alegar despues el mismo acto violento, como título suficiente en qué fundar acciones y derechos imaginarios : agregándose á todo lo dicho que el tiempo en que estuvieron unidos bajo de un mismo soberano estos reinos y los de Portugal, fueron ocupando los Portugueses, como vasallos naturales y reputados entónces Españoles, varios terrenos correspondientes á la demarcacion de Castilla, sin oposicion de esta; cuyo territorio despues tuvo y aun conserva todavía la corona lusitana, sin derecho alguno para ello.

Uno de ellos son sus *mapas*.

38. Igual subsistencia tiene el que dice V. E. le dan los mapas para poseer todos los países de la márgen setentrional del

1776. rio de la Plata, juntamente con el Rio Grande : bien sabido es que en los suyos colocan los geógrafos las várias regiones del mundo, aplicándolas á las potencias que en la actualidad las ocupan, sin atender á estipulaciones ni tratados, ni empeñarse en deslindar derechos, ó en hacer dotacion de legitimidad de señorío : y tal vez á solo el artificio y fines particulares de los usurpadores de países, forjan y publican mapas semejantes al de Juan de Tejéira de Albornos, de que hago mencion en el número 10 de esta Memoria, á que remito á V. E., y dispuestos segun las ambiciosas ideas de quien los saca á luz con la seguridad de que, adoptando despues aquellas mismas demostraciones, los geógrafos, que en general casi siempre se copian mútuamente, sirvan algun dia para el premeditado objeto de apropiarse dominios de ajena pertenencia.

Argumento no ménos infundado.

39. No es ménos infundado el argumento que produce V. E. cuando dice lo siguiente : « Si ni los mismos Jesuitas pudieron » pasar por los Tapes y Charrúas feroces, los muchos montes y » rios que median entre estas tierras y su imperio del Para- » guay, ¿cómo hubiera pasado algun Español? » Desde el año de 1632 en adelante, tenian ya fundados los Jesuitas, en el Paraguay, en las cabeceras del Igay y en su banda oriental, varios pueblos de Indios Tapes, que se nominaron así de una grande montaña de sus tierras, llamada *Tape*, con los nombres de San Cristóbal, San Joaquin, Santa Teresa, Jesus María y otros que fueron destinados por los Mamelucos de San Pablo, cuyas reliquias aun perseveran en algunos de los pueblos que hoy subsisten; y así este no era embarazo que pudiese detener á los Jesuitas para que bajasen á los países confinantes con el mar y el rio de la Plata. Los Charrúas, de quienes aun se conserva un corto número, ocupaban las márgenes meridionales del Uruguay, y no impedian el paso á estas sierras, cuyos centros habitaban los Jarros, Bohanes y Minuanes : las dos primeras naciones ó parcialidades no existen ya, y los últimos, que serian como quinientos individuos cuando el tratado de límites, yacian mas inmediatos á las orillas del rio, permanecieron en paz con los vecinos de Montevideo, miéntras vivia su cacique

Betete : despues se dieron á robar á estos las haciendas, y fué preciso salir contra ellos en várias ocasiones y obligarlos á refugiarse en el fuerte de San Miguel, donde se habian introducido indebidamente los Portugueses, á distancia de 75 leguas de Montevideo, cuando sin derecho alguno se establecieron en el Rio Grande, á pesar de la convencion de Paris de 1737 : deduciéndose de lo dicho ser incierto que los Tapes hayan impedido á los misioneros y demas vasallos de España transitar por aquellos distritos. 1776.

40. Los que ocuparon los Portugueses con motivo del tratado de límites, dieron ocasion ó justo motivo al teniente general D. Pedro Cebállos, siendo gobernador de Buenos Aires, para investigar la extension de las usurpaciones; y desde el primer exámen descubrió eran inmensas las provincias que furtivamente habian ido apropiándose aquellos nacionales : fijó entre ellas su atencion el Rio Grande de San Pedro, cuya descripcion se hace aquí precisa para inteligencia y claridad de la materia. Investigacion sobre usurpaciones de terrenos.

41. Daban generalmente los Indios nombre de Igay á todo el rio de que procede el Grande de San Pedro, incluyendo á este mismo en aquella denominacion : llamóse despues la parte mas inmediata á su desagüe Rio Grande de San Pedro, y la restante, que era la principal y mayor del rio, retuvo su nombre de Igay : hoy se conoce dividido el primer Igay en tres porciones ó rios, bien que forman un solo caudal y una misma continuada corriente : conserva pues su antiguo nombre de Igay, desde el sitio de su nacimiento, por todo el curso que lleva de setentrion á mediodía; pero al volver su direccion al oriente se le distingue con el nombre de Yacuy, cuando se acerca al mar, y entónces forma un lago de 60 leguas de largo, y de 10 á 12 en su mayor anchura, siendo dicho lago el que se llama Rio Grande de San Pedro. Particularidades sobre el rio Igay.

42. Halló pues D. Pedro de Cebállos que toda la extension del rio, en la triplicidad de sus nombres, como las várias comarcas de sus respectivas orillas, pertenecian irrefragablemente á la corona de España, por razon de descubrimiento, corroborado con la noticia de haber establecido en ellas los vasallos espa- Era, con otras comarcas, pertenencia española.

1776. ñoles las reducciones ya no existentes, que denominaron Sta. Teresa, Sta. María, San Joaquin, los Apóstoles, Jesus María, San Cristóbal, Sta. Ana y la Natividad; y en especial por haber sido siempre aquellos terrenos comprendidos en la demarcacion de Castilla.

Cómo se introdujeron los Portugueses en el Rio Grande.

43. Inquiriendo despues Cebállos en qué tiempo y forma se introdujeron los Portugueses en el Rio Grande, comprobó que en el año de 1733, situándose indebidamente los Paulistas ó Mamelucos hácia la banda setentrional del Yacuy, se fueron acercando por la parte que deja aquel nombre para tomar el de Rio Grande, y al fin pasaron á la orilla meridional; pero que como á la sazon recorria aquellas campañas una partida de dragones españoles mandada por el alférez D. Estévan del Castillo, los ahuyentó de dicho paraje, y se volvieron al ántes ganado: el año inmediato de 1734, se retiró de allí Castillo con su tropa, para situarse en la sierra de San Miguel, con motivo de prepararse ya el gobernador de Buenos Aires D. Miguel de Salcedo para el sitio que, en el año de 1735, puso á la Colonia del Sacramento, por no serle posible de otro modo impedir las contínuas usurpaciones de terrenos, robos de ganados y contrabandos que los moradores de ella ejecutaban en la banda setentrional del rio de la Plata: que principiadas en esta, al fin del año 1734, las hostilidades formales entre Españoles y Portugueses, quiso el gobernador de la Colonia D. Antonio Pardo Vasconcélos, ya fuese por aliviar de gente inútil la plaza, ya por conservar á Portugal en caso de pedir algun establecimiento en aquella parte, enviar con secreto al Rio Grande de San Pedro, en buques menores, una porcion de familias que habian vuelto á él; y, asistidas de víveres y socorros que les suministraban los habitantes de la isla de Santa Catalina y del Brasil, principiaron allí una poblacion ilegítima, donde el maestre de campo portugues Domingo Fernández, por obligacion que hizo con el gobernador de la Colonia, congregó 500 hombres armados: que estos fueron derrotados en el discurso de aquella guerra por D. Estévan del Castillo, quien retrocedió á contenerlos, habiendo quedado preso de estas resultas el caudillo

portugues Domingo Fernández, y frustrada por su demora la idea de llevar á efectivo logro el establecimiento del Rio Grande: que habiéndose restituido Castillo á la sierra y fuerte de San Miguel, permaneció allí hasta que se recibieron las órdenes para la cesacion de hostilidades, pactada en la convencion de Paris de 16 de marzo de 1737: que en esta convencion se estipuló no solo cesasen las hostilidades entre Españoles y Portugueses, sino tambien que se mantuviesen las cosas, miéntras se ajustaban amistosamente los disturbios, en el estado en que se hallasen á la llegada de las órdenes que se expidiesen en virtud de dicha convencion: que aprovechándose, mejor diremos, abusando de esta condicion expresa, y contraviniendo infielmente á ella, el gobernador de la Colonia del Sacramento, despues que hubo recibido las órdenes para el armisticio, y comunicádolas al gobernador de Buenos Aires, despachó dolosamente, en el propio navío que las habia llevado, al sarjento mayor de batalla portugues José de Silva Palles, provisto de gente y artillería para que se apoderase del Rio Grande de San Pedro, con la seguridad de que la buena fe de los Españoles no sospecharia aquella inmediata infraccion, y por consiguiente acudirian nuestras armas, ya entónces amigas, á oponerse al depravado intento de los que á su salvo obran aun como enemigos: que á Silva Palles le fué muy fácil el ejecutar este atentado, por haber el gobernador de Buenos Aires retirado la tropa que tenia para el resguardo de aquellos parajes, luego que por dos compañías, que despues de recibidas las mencionadas órdenes envió desde Montevideo á reconocerlos, supo que no existian Portugueses algunos en el Rio Grande, de donde ya, como se ha dicho, los expelió el año de 1735 D. Estévan del Castillo: que no bien se hubo practicado aquel reconocimiento, y retirádose la tropa española que asistia en San Miguel, y empleó el mismo alférez Castillo durante las hostilidades contra los Portugueses que se introdujeron ó refugiaron en aquellas comarcas, cuando procedió Silva Palles á ocupar el Rio Grande y mas de sesenta leguas de país, ya abundantísimo de ganado, construyendo fuertes, y al fin haciéndose dueño de la 1776.

1776. fortaleza y sierra de San Miguel, situadas á 40 leguas al sur del mismo Rio Grande, y 75 de Montevideo, cuya fortaleza y sierra habian poseido los Españoles hasta despues de la publicacion del armisticio, como tambien el Corral Alto, que era el mejor terreno que se conocia en aquellos contornos, y distaba 18 leguas de lo que hoy es villa del Rio Grande de San Pedro, cometiendo esta clara usurpacion el capitan Pedro Ferréira : que Silva reedificó de piedra y barro el citado fuerte de San Miguel, poniéndole seis piezas de artillería, y refuerzo de infantería y dragones, y con formar en los caminos diferentes cortaduras y baterías para guardar é impedir los pasos, y se señoreó de la tierra, y de la multitud de ganado mayor que en ella habia. Que noticioso de tanto cúmulo de excesos, el gobernador de Buenos Aires, D. Miguel de Salcedo, escribió sin dilacion á D. Andres Rivero de Coutiño, nombrado comandante de las nuevas posesiones del Rio Grande, intimándole desalojase prontamente, y abandonase lo usurpado, como perteneciente á España, y sobre todo la fortaleza y sierra de San Miguel, y los pingües terrenos que desde este monte adelante ocupaban, y haciéndole responsable de las funestas consecuencias que tuviesen aquellas manifiestas contravenciones de la tregua convenida entre ambos soberanos, por mediacion de Francia, Inglaterra y Holanda ; que fueron del todo inútiles estas amonestaciones y protestas ; que establecidos así los Portugueses en el Rio Grande, principiaron á ejercer desde él nuevas invasiones y correrías por los vastísimos terrenos del dominio español, robando los ganados que tenian en aquellas estancias los vecinos de Montevideo, cuyo gobernador, por no quebrantar la suspension de hostilidades, se abstuvo de proceder contra los recientemente intrusos, ciñéndose tan solo á repetir oficios amistosos para que evacuasen el terreno mal ocupado; pero que los Portugueses no bien hubieron conseguido se asintiese á permitirles una poblacion en el Rio de la Plata, que les sirviese de pretexto para imaginar y aparentar despues derechos á toda la banda setentrional del mismo rio, cuando premeditaron y llevaron á efecto el apropiarse otra en el Rio Grande de

San Pedro, por indebidos medios que les suministrasen sucesivamente motivo, y diesen algun pié para maquinar tambien derechos y acciones al propio Rio Grande; y que desde entónces, sin mas título que este, se fueron propasando cada vez mas, ya con haber establecido una guardia y porcion de estancias á orillas del arroyo Chuy; ya con ocupar 16 leguas del país que desde él se extiende hasta Castillo Grande, poco despues de las conferencias que en este último paraje tuvo el marques de Valdelírios, comisario principal sobre la ejecucion del tratado de límites, con el conde de Bovadela; ya fabricar allí mismo, el año de 1762, el fuerte de Santa Teresa, que hoy poseen nuestras armas; y ya, en fin, con retener, entre otros, el fuerte, tambien recuperado por ellas, que construyó de órden del general Gómez Freyre, el año de 1755, bajo pretexto de formar en él almacenes de víveres para la tropa portuguesa, que debia concurrir con la española á desocupar las habitaciones y llevar á efecto el tratado de límites. 1776.

Toma de la Colonia por via de hostilidad.

44. Estas fueron las averiguaciones de Cebállos, y este el principio y progreso de los establecimientos del Rio Grande de San Pedro que hoy reclama V. E., dando por asentado pertenecer sin disputa á Portugal. Bien comprobado tenia D. Pedro de Cebállos aquel primitivo orígen de ellos, y el exclusivo derecho del rey á sus comarcas, cuando el año de 1762 se preparaba para pasar á restaurarlas, juntamente como todas las retenidas de resultas del tratado de límites, al ver por una parte armados y dispuestos á mayores arrojos á los Portugueses, y por otra desatendidas las reiteradas instancias, los requerimientos, las protestas hechas á fin de obtener voluntaria y amistosamente la restitucion de los puestos sustraidos al dominio de su señor. En tales circunstancias, habia ya aprontado Cebállos alguña tropa, con designio de proceder á la recuperacion de estos terrenos, que los gobernadores lusitanos se negaban á restituir, y pasado al conde de la Bovadela un oficio individual y protesta muy séria, recopilando mucha parte de los hechos referidos, reclamando la restitucion del Rio Grande, y demas usurpaciones criminosas, y declarando el partido que por último

1776. recurso se veía precisado á tomar (cuyo oficio copiaré como apéndice á esta respuesta señalándole con la letra C), cuando de Europa le llegó aviso del rompimiento de guerra sobrevenido entre las dos coronas, y entónces atacó, y no ántes, como asegura V. E. al fin de la tercera parte de su Memoria, expresando que dormian los vasallos lusitanos tranquilamente á la sombra de la paz, cuando fueron acometidos, sin que pudiesen esperar que el mismo general que habia salido de España en socorro de las tropas portuguesas, y que llegó despues de estar todo hecho, convirtiese las armas amigas contra los Portugueses. Entónces, y no ántes, repito, salió D. Pedro Cebállos à campaña, á poner en ejecucion su proyecto, principiándola con tomar la Colonia del Sacramento, por via de hostilidad contra los que ya eran enemigos declarados de España, y con ocupar sucesivamente, por via de restauracion, los fuertes de San Miguel, San Gonzalo y Santa Teresa, la villa y puerto de Rio Grande de San Pedro, y varios de aquellos puestos de las márgenes del mismo rio en que los Portugueses se habian situado furtivamente: pero en este medio tiempo se celebró la paz, sin que, entre otros varios terrenos, hubiese podido recuperar los que desde Viamon y rio Pardo hasta Rio Janéiro se habian apropiado el año de 1752, con pretexto del tratado de límites, porque las órdenes para la suspension de armas le alcanzaron ántes de haberlos podido desalojar; y en medio de que posteriormente, aunque el mismo Cebállos y su sucesor D. Francisco Bucareli reconvinieron reiteradas veces al virey del Brasil, á fin de que dispusiese evacuasen aquellas posesiones y otras, fueron vanos y desatendidos todos los recursos.

Ocupacion sucesiva de San Gonzalo, Santa Teresa y otros puestos.

Referencia á la paz de Paris en 1763.

45. En aquella situacion se hallaban las cosas, cuando se efectuó la paz de Paris del año de 1763, y aunque sin faltar á ella, pudo muy bien D. Pedro Cebállos proseguir su empresa hasta recuperar los países usurpados, obedeció puntualmente las estrechas órdenes que se le dieron para que se abstuviese de recurrir á vias de hecho, y se ciñese á oficios amistosos. Estipulábase en el artículo 21 del tratado la recíproca restitucion de los términos de propiedad legítima de cada corona,

conquistados durante la guerra, con las siguientes palabras : 1776.
« Y en cuanto á las colonias portuguesas en América, África, » Asia, ó en las Indias Orientales, si hubiese sucedido en ellas » alguna mudanza, se volverá todo á poner en el mismo pié en » que estaba, y conforme á los tratados anteriores que subsis- » tian entre las córtes de España, Francia y Portugal, ántes de » la presente guerra. » Y como, por una parte, ninguno de los tratados anteriores concedia á Portugal mas territorios de los comprendidos en la demarcacion de Castilla, y pertenecientes á esta corona, que la Colonia del Sacramento, cedida por el tratado de Utrecht; y como por otra, bajo de la denominacion de colonias portuguesas nunca pudieron comprenderse ni entenderse los dominios del terreno español donde ilegítimamente se hubiesen introducido los Portugueses, cuales son los arriba enunciados, se cumplió exactamente por parte de España lo pactado, restituyendo, con religiosa puntualidad, la Colonia del Sacramento, que fué la única posesion portuguesa que ocuparon nuestras armas en el curso de la guerra de 1762; sin haberlo diferido, como se hubiera podido, hasta que se verificase la devolucion de las colonias españolas, que retenian y todavía retienen los Portugueses, no obstante estar prevenida la restitucion de grande parte de ellas en el tratado de 1761, anulatorio del de límites de 1750, y citarse aquel en el de Paris de 1763, prescribiendo la puntual observancia del primero, y autorizando en algun modo á España, si ésta potencia no prefiriese tan frecuentemente la paz y sus propios intereses, para negarse al cumplimiento de todo cuanto se estipuló en el de Paris respecto á Portugal, miéntras no se efectuase por la corte de Lisboa la parte favorable á la de Madrid.

Lo que quedó convenido entre ambos reyes.

46. Habia pues quedado expresamente convenido en el artículo segundo del tratado de anulacion, que ambos reyes mandarian á sus respectivos gobernadores de América evacuar inmediatamente los terrenos ocupados á su abrigo, ó con respecto al mismo tratado, demoliendo las habitaciones, casas y fortalezas que en consideracion á él se hubiesen hecho y levantado por una y otra parte; y aunque D. Pedro Cebállos repitió sus ins-

1776. tancias por escrito al conde de la Bovadela para que cumpliese lo acordado por los dos soberanos, este eludió siempre, como su sucesor el conde de Acuña, el cumplimiento de dicho artículo segundo del tratado, y por consiguiente la restitucion acordada no solo en el año de 61, sino en el mismo de 63, que le confirmaba; y en medio de ser constante que los tratados en que convienen dos soberanos, son en sí igualmente obligatorios, sin que la ejecucion del tratado moderno deba ser antepuesta á la del mas antiguo, á ménos que determinadamente se haya pactado así despues, ¿ léese por ventura en el de 63 alguna expresion que prevenga haya de cumplirse este ántes que el de 61 ? No por cierto. ¿ Pues qué razon habia para pretender que su ejecucíon fuese preferida á la del otro ? ¿ No debia efectuarse primero el de 61 que el de 63 ? Parece que sí; tanto porque fué celebrado anticipadamente, como porque su observancia estaba acordada en ambos, y porque aquel es uno de los que sirvieron á este de basa y fundamento; sin que el artículo 21 del mismo tratado de 63 favoreciese en nada las pretensiones portuguesas, pues solicitando los vireyes del Brasil la restitucion del Rio Grande, intentaban obrase Cebállos virtualmente contra lo que prescribe la cláusula del mismo artículo 21, que dice que las cláusulas en que se expresan las restituciones, se entendiesen conforme á los tratados anteriores que subsistian entre las cortes de España y Portugal : y siendo así que uno de los tratados subsistentes es la convencion de Paris del año de 1737 (de que se ha hecho mencion especial en el número 43, con manifestar, como manifesté allí á V. E., la quebrantaron inmediatamente los Portugueses, pues ocuparon, contra lo estipulado en ella, el Rio Grande de San Pedro y otras dilatadas comarcas, comprendidas tambien en el dominio español, y todas las recuperadas por Cebállos en la guerra de 62), venía sustancialmente el virey del Brasil á exigir del gobernador de Buenos Aires que, á mas de proceder contra la misma convencion del año de 37, desestimára tambien la cláusula de la paz de 63, que estableció se efectuasen las restituciones conforme á los tratados anteriores. Colígese pues de lo que aquí va

expuesto, aspiraba Portugal á que que la infraccion inmediata de la convencion de Paris, no solo le sirviese como título legítimo y decente para pretender despues se le restituyese lo que habia usurpado indebidamente, sino que tambien, respecto á la corte de Lisboa, se considerase como nula aquella misma cláusula del tratado de 63; y aun parece querian fuera de esto los Portugueses, que, no obstante tener prevenido en el artículo 23 que se exigiese compensacion, se les diese una efectiva de superior monta; puesto que hubieran quedado infinitamente mejorados, y superabundantemente reintegrados de los gastos de la guerra, si despues de ella se les hubiese entregado provincias mal habidas, y pertenecientes por todos títulos y razones á España, cuales la provincia de Rio Grande de San Pedro, y territorios españoles adyacentes que pretendia, y aun pidió y reclamó Portugal, sin accion alguna á ella. Repito en fin á V. E. que sobre haberse negado, como se negó D. Pedro Cebállos, á estas exorbitantes solicitudes, hubiera podido justamente diferir la entrega de la Colonia del Sacramento, hasta tanto que se le hubiesen devuelto todas las colonias y países españoles injustamente retenidos, no solo en virtud del tratado anulatorio de 1761, sino tambien en fuerza del de paz de 1763, qué confirmaba y mandaba llevar puntualmente á efecto aquel.

1776.

Á lo que aspiraba el Portugal.

47. Pero á pesar de tan moderada conducta, y que las usurpaciones á nadie han dado hasta ahora derecho de propiedad, encargó el ministerio lusitano al Sr. D. Martin de Melo y Castro entablase aquí sobre el asunto una negociacion que recuerda V. E. manifestando haber sido su éxito contrario á los deseos de Portugal: cita V. E., y aun apoya con una copia de carta del Sr. D. Martin, la conferencia que entónces hubo entre este y el Sr. D. Ricardo Wallt; y como las contestaciones de este ministro no fueron por escrito, sino meramente de palabra, bien comprenderá V. E. es hoy difícil conservar en la memoria y guardar el verdadero tenor, fuerza y sentimiento de cuáles fueron sus expresiones. Mas si hemos de juzgar por los efectos, es forzoso colegir, que entónces se sirvió aquel antecesor mio de locuciones y frases, las cuales, sin contener oferta alguna posi-

Alusion á una negociacion provocada por el Portugal.

1776. tiva, fueron suficientes para que el Sr. D. Martin de Melo, lisonjeándose con favorables esperanzas de haber logrado los fines que se proponian los Portugueses de obtener, mediante un tratado, posesiones que en manera alguna les pertenecian, depusiese su absoluta resistencia á admitir las cartas en que D. Pedro Cebállos demostraba los derechos del rey, y el ninguno con que Portugal aspiraba á retener los países usurpados; pues vencida tan estudiada repulsa y verificada la admision de los documentos, debió prometerse aquel experto negociador no podria su corte de V. E., en vista de la irregularidad de las pretensiones, insistir mas en ellas.

Desmedidas pretensiones de la corte de Lisboa.

48. No salió vano del todo, ni infructuoso para este objeto, el presupuesto medio término, si reflexionamos que la corte de Lisboa defirió hasta principios del año de 1765 exponer formalmente por escrito sus desmedidas pretensiones; pues fué en 6 de enero de aquel año, cuando el Sr. D. Aires de Saá y Melo, predecesor de V. E., presentó un oficio manifestando, que aunque se habia requirido al gobernador de Buenos Aires para que entregase la plaza del Sacramento, como las islas de San Gabriel, Martin García y Dos Hermanas, el Rio Grande de San Pedro con su territorio, y todo lo demas de aquellas partes de donde fueron desalojados los Portugueses durante la guerra, se habia ceñido á entregar solamente la plaza de la Colonia, fundándose en los artículos 21 y 23 del tratado de paz de Paris. Mandóme el rey contestar al Sr. D. Aires, como lo ejecuté, satisfaciéndole muy individualmente en 6 de febrero del mismo año; y por no repetir aquí todos los convencimientos que se deducen de mi respuesta, remito á V. E. á ella misma, como á lo que ya dejo aquí apuntado, á fin de que pueda V. E. tener presentes los fundamentos de la regularidad y justificacion con que por parte de España se ha procedido en el asunto, y las pruebas irrefragables del exacto cumplimiento que se ha dado á los artículos 21, 22, 23 y 24 del tratado de Paris, los cuales en manera alguna autorizan á la corte de V. E. para pretender las restituciones de países que nunca le han pertenecido, ó por derecho, ó por cesiones pac-

tadas en tratados antiguos; en cuyas restituciones insiste ahora V. E. no obstante, sin nuevo título, ni suficiente motivo para ello; desentendiéndose de que con haber devuelto la plaza del Sacramento, desempeñó España cuanto era debido en razon y en justicia, segun la letra y espíritu de los citados capítulos de la paz de Paris; y fué tan clara y convincente la exposicion que en mi enunciada respuesta hice al Sr. embajador D. Aires, en órden al ningun fundamento de sus instancias, que no replicó aquella contestacion, sirviéndose, al acusar recibo de ella, mostrar sencillamente lo poco satisfecho que le dejaba el partido que el ministro español habia tomado. 1776.

Acontecimiento en el Rio Grande de San Pedro.

49. Quedóse en este estado la cuestion, sin que su corte de V. E. volviese desde aquel tiempo á tratar de ella; y cuando el gobernador de Buenos Aires D. Francisco Bucareli, en cumplimiento de las órdenes de templanza y moderacion que el rey le habia prescrito, se abstenia de proceder á recuperar los demas terrenos usurpados, que aun tenian los Portugueses, y se ceñia meramente á reiterar sus oficios por escrito, se halló sorprendido con la noticia de un impensado suceso acaecido en el Rio Grande de San Pedro, el cual procuraré reasumir en la siguiente narracion. Descubriéndose inopinadamente, á 23 de mayo de 1767, tropa portuguesa en la sierra de los Tapes, perteneciente al dominio español, y confinante con el rio de San Gonzalo, notándose haberse acuartelado y fortificado en la estancia que llaman del P. Marques, todos territorios de esta corona, D. José de Molina, gobernador del Rio Grande de San Pedro, envió al comandante de las tropas portuguesas, en el fuerte de San Cayetano, una declaracion por escrito, protestando contra este procedimiento, y reconviniéndole con la paz y buena inteligencia mandada observar por el rey. El oficial portugues respondió ignoraba el motivo de las quejas de aquel, insinuándole podia dirigirlas al comandante de las fronteras de Rio Pardo, á quien allí estaban peculiarmente subordinadas las tropas lusitanas: hízolo así D. José de Molina, y el gobernador de Viamon, que mandaba toda la frontera portuguesa, le contestó asegurándole carecian de fundamento cuantas noticias de-

1776. cia tener de la conducta de sus soldados, y que por su parte cumpliria escrupulosamente las órdenes de su soberano con que se hallaba de mantener la buena armonía, sin practicar la menor vejacion: siendo muy digno de observarse que cuando el comandante de San Cayetano recibió la declaracion de D. José de Molina, y se evadió con remitirle al gobernador de Viamon, se hallaba este mismo con aquel; como tambien se dió por desentendido el mismo comandante de San Cayetano, de que entónces estuviese aquel gobernador en su compañía. Acreditóse la cautela y mala fe con que ambos procedian; pues dándose por parte de ellos y de sus tropas, el dia 24 de mayo, las enunciadas seguridades, atacaron á pesar de ellas, el dia 29 al amanecer, la villa del Rio Grande de San Pedro, con porcion de naves, de las cuales desembarcaron de 700 á 800 hombres, y al propio tiempo hicieron una irrupcion en el resto de la banda del Norte, perteneciente á España; y habiéndose visto precisada nuestra tropa á ceder al mayor número, se apoderaron de este puesto los Portugueses, permaneciendo en él desde entónces, fortificándose, y continuando en hacer correrías y hostilidades en tierra y agua, y en navegar por el Rio Grande, sin derecho alguno para ello.

Indignacion del rey de Portugal por ese atentado.

50. Bien ajeno se hallaba de aquel atentado el rey, cuando el Sr. D. Aires de Saa y Melo recibió de su corte un correo extraordinario, con aviso de lo ocurrido, y con órdenes de manifestar á S. M., como lo ejecutó en un largo oficio que pasó con fecha de 18 de setiembre de 1769, cuyo documento copiaré como apéndice á esta Memoria, señalado con la letra D, la indignacion con que el rey, su amo, habia entendido el exceso cometido por sus tropas; proponiendo expidiesen ambos monarcas órdenes expresas á los respectivos gobernadores de aquellos países, dirigidas á desaprobar los insultos del mes de mayo, y á mandarles reponer en el estado precedente todas las cosas que se hubiesen innovado, desde la época del mencionado suceso. Explicábase su corte de V. E., como lo podrá advertir en dicho oficio, en estos precisos términos: « Que todo cuanto se hubiese innovado con dichas hostilidades ó con cualesquiera

Desaprobacion solemne de semejante hecho.

otras cometidas despues, se reponga luego inmediatamente en el mismo estado en que se hallaba el dia 28 de mayo próximo precedente. » Y aunque el rey ignoraba entónces lo acaecido, por no haber llegado todavía las noticias directas de Buenos Aires, pareciéndole la proposicion no ménos justa y cordial que conforme á sus ideas pacíficas, mandó se expidiesen las órdenes que en Portugal se expedian, y despachase inmediatamente con ellas una embarcacion, haciendo entregar á los mismos Lusitanos, por medio de su embajador en Lisboa, el duplicado apertorio de dichas órdenes : pero á pesar de ellas y de las que se supone recibieron los comandantes portugueses, no ha llegado á verificarse la restitucion del puerto de la banda del Norte, situado en frente de la villa del Rio Grande de San Pedro que retienen hoy en dia. 1776.

51. Al leer el citado oficio que me pasó el Sr. D. Aires de Saa y Melo, no podrán dejar de ocurrir á V. E. obviamente dos reflexiones : será la primera, que en el despacho que el ministro lusitano dirigió al Sr. embajador, y este insertó en su oficio, expresa que al rey Fidelísimo le habia causado indignacion al exceso cometido de órden del comandante portugues José Custodio de Saa y Faria, agregándose al desagrado de aquel monarca la providencia que tomó de hacer llamar á Lisboa al mencionado Faria, para castigar su atentado, con cuyo hecho quedó sobradamente justificada de exceso, por la misma corte de Lisboa, la usurpacion del puerto de la banda del Norte, y desaprobado el insulto contra el dominio español, como expresamente lo confirman las palabras del propio oficio del Sr. embajador D. Aires de Saa y Melo. Consiste la segunda observacion, en que la misma circunstancia de haberse adelantado el ministerio portugues á proponer se repusiesen las cosas del Rio Grande en el estado en que se hallaban el dia 28 de mayo en que sucedió el ataque, incluye un tácito pero notorio reconocimiento de la ilegitimidad con que se sorprendió y usurpó aquel puesto, y del patente é irrefragable derecho con que siempre ha pertenecido á la dominacion española : sin embargo, á pesar de estas justas consideraciones y de las ofertas positivas de su corte

Dos reflexiones obvias.

1776. de V. E., han corrido ya nueve años sin que la restitucion se verificase, ni hayan merecido el mas mínimo aprecio las repetidas instancias de los gobernadores españoles, reclamando el cumplimiento de las órdenes que, de parte del rey Fidelísimo, se aseguró haberse expedido sobre el particular. La injuria hecha al territorio español, la violacion de la paz subsistente entre ambos soberanos y sus respectivos súbditos, y todo el irregular proceder de los vasallos portugueses en este caso, nos autorizaban soberanamente para proceder á expeler á fuerza de armas á los intrusos : pero los gobernadores de Buenos Aires, cuyas órdenes no eran aparentes ó ilusorias, resignados con las intenciones pacíficas del rey, han permanecido tantos años aguardando en vano la restitucion del consabido puesto de la banda del Norte, en el cual no ignora V. E. se mantienen todavía los Portugueses, fortificándole diariamente y abusando de nuestra moderacion.

Mas excesos y usurpaciones de los Portugueses.

52. Mas cuando parecia que esta habia llegado á lo sumo, resolvieron provocarla con nuevos excesos, con usurpaciones mas recientes, y aun con hostilidades formales, ejecutadas posteriormente contra los territorios y trópas del rey. Tuvo noticia el actual gobernador de Buenos Aires D. José de Vertiz, de que los Portugueses acababan de ocupar, en dominios de S. M., varios establecimientos y guardias en la sierra de los Tapes y banda meridional de los rios Grande y Yacuy, apadrinando los frecuentes robos de ganado vacuno y caballar, pertenecientes á vasallos de España; y con esta novedad determinó pasar á visitar y reconocer por sí aquellas provincias de su mando, con el fin de imponerse personalmente en su situacion, hacer los competentes requerimientos á los usurpadores, y precaver continuasen los enunciados perjuicios. Trasfirióse de Buenos Aires á Montevideo, y de aquella emprendió su marcha, en 7 de noviembre de 1773, sin haber hallado oposicion hasta el dia 5 de enero de 1774, en que, al llegar al rio Piquirí, encontró tomado y fortificado su único paso por tropas portuguesas, que se presentaban en ademan de guerra, determinadas á defenderlo desde el ventajoso puesto en que estaban.

1776.

Resistencia de los Portugueses al gobernador de Buenos Aires.

53. Tomó D. Juan José de Vertiz sus medidas á vista de las muestras de resistencia que advirtió, y desde luego dispuso pasar ántes los correspondientes requerimientos por escrito al oficial que allí hacía de comandante, y á los demas que ocupaban las guardias y puestos fortificados en dominios de España, como tambien á los gobernadores de Viamon y Rio Pardo, para que desocupasen é hiciesen desocupar los terrenos en que indebidamente se habian introducido los Portugueses, significándoles se veria precisado á usar de la fuerza para recuperarlos y sostener los derechos del rey, replicando aquella proposicion.

Requerimiento que hizo al comandante de una fuerza.

54. Entregóse este oficio (que es el manifiesto de que hace V. E. mencion en su Memoria, copiándole al fin de ella bajo el número 6) al citado comandante del paso del rio Piquirí; pero solo acusó su recibo, sin dar la menor señal de retirarse, y habiendo hecho Vertiz tocar á los tambores de su tropa la llamada, con ánimo de instar segunda vez á aquel oficial, para que sin detenerle mas tiempo en su tránsito desocupase el terreno español, no tuvo otra respuesta que una descarga cerrada de fusilería; procedimiento tan bárbaro, irregular y ajeno del estilo establecido aun en guerra abierta, que obligó á Vertiz á acometer el puesto del Piquirí, que al punto abandonaron los Portugueses con precipitada fuga. Sucesivamente fué Vertiz ahuyentando la tropa que encontró en ademan de guerra, así en la guardia llamada Tomatingay, que habian establecido en dominios del rey, años despues del tratado de Paris, como en otras aun posteriores, cuales son las que denominan de la Encrucijada, del Cerro Partido, del Arroyo de las Palmas y Oro, en la cual muy pocos meses ántes se habian establecido: efectuado que fué por D. Juan José de Vertiz el proyectado reconocimiento, y dirigido que hubo las correspondientes intimaciones á los comandantes portugueses de Rio Pardo y Viamon, para la pronta ejecucion del de Paris, reconviniéndoles con la notoria violacion de la paz y de los tratados, con las antiguas y modernas usurpaciones de territorios, devastacion de los campos y escandalosas depredaciones que de parte de los Portugueses experimentaban las haciendas de los súbditos del rey, se retiró á

Acto de barbarie y de cobardía de la fuerza.

1776. la villa del Rio Grande de San Pedro, por no empeñarse en sérias funciones, hecho ya cargo del desórden que tenia reconocido en aquellas provincias de su mando, y certificado por sí mismo de tanto cúmulo de violencias, en cuyo exámen experimentó el ya referido insulto, á que se atrevió la tropa que impedia el paso del rio Piquirí.

Nuevo atentado de los Portugueses, de suma gravedad.

55. No satisfechos los Portugueses con esta prolija série de atentados, se resolvieron, á principios del mismo mes de enero del año de 1774, á cometer uno de suma gravedad. Apénas llegó Vertiz al cuartel del Rio Grande de San Pedro, de vuelta de su reconocimiento, tuvo aviso no solo de que los Portugueses habian acometido alevosamente á la guardia española del Rio Bacá-Caiminy, establecida de algunos años á esta parte en las inmediaciones del Monte Grande, en la estancia de uno de nuestros pueblos de Misiones nombrado San Miguel, sino tambien de que habian asaltado á una partida compuesta de milicias de la ciudad de Corriéntes y de Indios, la cual acampaba muy sin recelo hácia el arroyo de Santa Bárbara, de la misma jurisdiccion, habiendo logrado los Portugueses sorprender y atropellar á muchos, matar algunos, y hacer prisioneros á otros, con despojo de sus caballos y bagajes, sin que hubiese precedido advertencia alguna que indicase haberse alterado la paz que reinaba en las córtes de Madrid y Lisboa.

Justas reflexiones.

56. Hé aquí la conducta de los gobernadores portugueses, y la del gobernador de Buenos Aires D. Juan José de Vertiz: V. E. que exclama contra este y le recusa, negándose á que intervenga en nuestro ajuste, sírvase cotejar la de los primeros con la del segundo, y colija quién es el insultado y quiénes los insultadores, quiénes quebrantan la paz, quiénes se ingieren en territorio ajeno; y en fin, quiénes han dado causa á las presentes desavenencias que comprometen la autoridad que en ellos hayan depositado los dos soberanos y exponen el sosiego y buena armonía de sus pueblos.

Imputacion de provocacion.

57. Produce V. E. como convencimientos de la provocacion que hubo de parte de D. Juan José Vertiz: primero, el compendio portugues, que V. E. coloca señalado con el número 5

al fin de su Memoria; segundo, el manifiesto del mismo Vertiz, distinguido con el número 6 por V. E.; y tercero, la instruccion numerada 7, la cual se encontró en el bagaje del capitan comandante don Antonio Gómez, que le habia dado don Francisco Bruno de Zabala, gobernador de los pueblos del Uruguay. 1776.

58. Este último documento incluye únicamente las advertencias que un oficial prudente y cauto da á su tropa; pues aunque no llevase mas objeto que el reconocer, reclamar y recuperar los países del dominio de su soberano, cuya conservacion le habia fiado S. M., no olvidaba tenia unos vecinos que, sobre introducirse en el territorio del rey, se le adjudicaban defendiéndole como propio y fortificándose en él, y que debia recelar cualquier insulto de quienes obraban en tales términos. ¿No acreditó la experiencia lo fundado de aquellas precauciones? ¿No encontró la tropa española tomados los pasos por la portuguesa? ¿No se vió aquella acometida por esta en los mismos dominios de su príncipe? ¿No fué tomado y saqueado, en tierras de España, el bagaje del capitan comandante don Antonio Gómez, donde se halló la instruccion misma que V. E. exhibe ahora? Esta última circunstancia basta para relevarnos de entrar en mayor exámen, y hace la completa apología de todo el contexto de la instruccion de Zabala; acreditando que su corte de V. E. no solo mira como insultos hechos á la nacion lusitana, que el actual gobernador de Buenos Aires procurase contenerla en sus introducciones y violencias, sino que sustancialmente viene á quejarse de las injurias y excesos que los vasallos portugueses han cometido con las armas del rey, y contra la inmunidad de sus Estados; cuando la propia instruccion está manifestando la templanza con que se dictó, y que léjos de intentar los Españoles hostilidades que obligasen á un rompimiento, se abstuvieron de evitarle y de proceder á la recuperacion de los terrenos sustraidos al dominio de España. ¿Qué prueba mas clara de ello que el párrafo de la misma instruccion, que ahora voy á copiar aquí á V. E.? « Aunque los » Portugueses (dice) le hagan dicha intimacion, ú otra seme- » jante, como sea sin fuerzas para oponerse, no detendrá su

Falsedad de esa imputacion.

1776. » marcha al tiempo señalado; pero si las intimaciones estuvie-
» sen apoyadas de la fuerza para impedir su camino, se man-
» tendrá sobre la defensiva, hasta recibir nueva órden, situán-
» dose de suerte que pueda defenderse con ventaja en caso de
» ser atacado; pero no les acometerá, ni obrará mas de lo pre-
» ciso á su defensa natural. » ¿Por ventura pueden exigir los Portugueses mayor moderacion por nuestra parte?

Idem. 59. Acerca del manifiesto de D. Juan José de Vertiz, remito á V. E. á lo que dejo expuesto en los núm. 52, 53 y 54, y solo insinuaré aquí se reducia á hacer patentes las vejaciones que los súbditos lusitanos practicaban en aquellos parajes, como los terrenos que ocupaban indebidamente. Si se atiende al empeño en que el mismo Vertiz se vió constituido, cuando saliendo á examinar en persona el extremo de semejantes excesos y á reclamar los terrenos usurpados, se le impidió su marcha en el paso del rio Piquirí; si se considera cuán indispensable le era ya exigir la mas pronta restitucion, sin tolerar fuesen aquellos últimos requerimientos tan desatendidos, como la larga serie de los anteriormente hechos por los comandantes españoles; en suma, si se tiene presente la suma obligacion en que se hallaba de proceder por sí propio al recobro en caso de negativa y resistencia, no debiera hoy la corte de Lisboa extrañar en manera alguna las expresiones que contenga el enunciado documento, poco favorables hácia una nacion cuyos individuos han obrado tan irregular y violentamente en aquellas regiones. Nosotros sí que debemos extrañar que la comunicacion dirigida á que los Portugueses desocupasen las tierras donde se habian introducido, sea para la corte de Lisboa proceder hostilmente, y que el obligarlos á ejecutarlo mediante la fuerza, se repute accion violenta, á que no era lícito pasar sin recurrir ántes á los soberanos á fin que decidiesen la cuestion. Siguiendo este principio, afirma V. E. que el gobernador de Buenos Aires no era juez competente para reivindicar las usurpaciones por via de hecho; pero como es cosa constante que los Portugueses no solo se adjudicaron de autoridad propia los países que al mismo gobernador le tocaba conservar y restaurar, sino tambien

fueron ellos quienes le insultaron, y quienes dieron principio 1776.
á las vias de hecho oponiéndose á que Vertiz transitase libremente en la jurisdiccion de su gobierno, y haciendo armas contra la tropa que llevaba para su resguardo; debo significar á V. E. que el rey, mi amo, comprende que el gobernador de Buenos Aires cumplió con las obligaciones que su cargo le imponia, y que léjos de haberse excedido, se comportó con una templanza que S. M. desaprobaria, si esta moderacion no fuese tan consiguiente á los deseos que siempre le asisten de mantener la buena armonía con el rey Fidelísimo, y á la esperanza de ser amistosamente finalizadas las antiguas disputas, y plenamente desagraviadas las armas y dominios españoles de las injurias que han recibido de parte de los vasallos portugueses. Tampoco me es lícito conceder á V. E. « que la causa de los contrabandos é insultos que alega Vertiz, no era suficiente para una declaracion de guerra; pues los primeros, en tan vastos y desiertos páramos, solo podrian ser de algun buey ó animal silvestre; y los segundos, bien comunes en todas las fronteras del mundo, solo se reprimen con la ejecucion de las leyes que los prohiben. » Entienda pues V. E. que no se trata de un buey ó animal silvestre, sino de millones de reses robadas á los vasallos de S. M., las cuales eran haciendas propias de ellos, puesto que sobre necesitar muchas para su subsistencia, las crian, conservan y fomentan para comerciar en los cueros con toda Europa; y permítame que añada que los insultos que han mediado y que enumera Vertiz, no son de aquellos tan comunes en la frontera de provincias contiguas, como las de ambos monarcas en Europa : consisten, sí, tales insultos en positivas y continuadas hostilidades, que tienen por objeto ocupar vastísimos países pertenecientes á la corona de España, segun pienso ya haberlo demostrado en esta prolija respuesta, en que hallará V. E. directamente contradicha y rebatida con argumentos invencibles la proposicion que se lee al principio de la segunda parte de la Memoria de V. E., cuando cree dejar probado con hechos, á la verdad insubsistentes, que no siendo agresores los Portugueses (son palabras formales de V. E.), ja-

1776. mas mueven cuestion alguna contra los dominios de S. M. C., pues ántes se defienden siempre mal, porque se confian demasiado en la seguridad de la paz, que los tratados debieran afianzar, y que por desgracia no siempre producen el mismo efecto en países tan distantes de la augusta persona de su soberano. Dejemos á la decision de sugetos desapasionados é imparciales determinar si á los usurpadores de tan extensos países de la dominacion española, ejecutores perennes de irrupciones, violencias y hostilidades, debe ó no calificárseles de agresores; pero declaremos con ingenuidad, y como cosa cierta y positiva, que el abstenerse los Portugueses de promover cuestiones contra los dominios reconocidos del rey, dimana de la práctica en que están de apoderarse de ellos sin descender á exámen alguno, ni respetar derechos; y convenga V. E. conmigo que este inaudito procedimiento de aquellos súbditos de S. M. F. estriba ménos en la seguridad de la paz y fe de los tratados, que en la moderacion y largo sufrimiento de los monarcas españoles y de sus gobernadores de provincias tan remotas del trono.

Idem. 60. Finalmente : siendo el compendio que V. E. copia al fin de su Memoria una débil impugnacion de todos estos hechos tan comprobados, y una interpretacion y siniestra glosa de la instruccion y manifiesto, debemos contemplar aquel escrito como un mero discurso con que procura deslumbrar á los mal instruidos, convertidos en justificacion propia los cargos que subsisten contra los vasallos de S. M. F., habitantes de la América meridional. El autor del compendio se propuso, en el contexto de él, guardar una exacta conformidad con el estilo que se advierte en todos los escritos portugueses relativos á los actuales disturbios; quiero decir aquel reprobado estilo con que se miran las cosas, y convierten por una parte en actos inocentes y de leve entidad los mas graves atentados de los súbditos de la corona de Portugal; y se abultan y desfiguran, por otra, con manifiestas imposturas, cuantas providencias han tomado los gobernadores de Buenos Aires para precaver y restaurar las posesiones del rey. ¿Qué prueba mas clara de ello pudiera yo aquí dar á V. E. que la notoria falsedad con que

aquel papel exagera los grandes preparativos de armas, gente y tren de campaña que supone hizo D. Juan José de Vertiz, cuando salió al reconocimiento de los Estados de su príncipe, asegurando el autor con tanta serenidad como pudiera una verdad constante, que la tropa que acompañaba á Vertiz consistia *en un ejército de mas de seis mil hombres de infantería y caballería?* Sepa V. E. que aquel imaginario ejército constaba de quinientos setenta y cuatro soldados de tropa arreglada, que llevaba Vertiz para su defensa, á que despues se agregaron cuatrocientos cuarenta milicianos, que componian el total de 1,014 individuos. Cuando V. E. quiera convencerse por sí propio de lo que aquí le afirmo, puedo manifestarle la lista ó estado original que envió el propio gobernador de Buenos Aires en aquel tiempo. 1776.

61. Me he detenido acaso demasiado con referir lo tocante al Rio Grande de San Pedro, porque las ocurrencias respectivas á él han dado muy principal motivo á la entablada negociacion, y porque la cuestion suscitada con ocasion de su pertenencia, y de los incidentes sobrevenidos, ha aumentado la gravedad de la materia, empeñando á las dos coronas en producir sus derechos y razones, á fin de poner término á las disputas; pues como, por una parte, los Portugueses, para volver á introducirse en el Rio Grande, léjos de proceder segun el método ordinario de ocupar clandestinamente en los dominios del rey todos los terrenos posibles, acometieron á fuerza de armas el puesto de la banda del Norte del mismo Rio Grande, y por otra, el ministerio lusitano, con afectar entónces desaprobacion del atentado, quiso que los vasallos portugueses se asegurasen y fortificasen allí á su salvo, abusando de la buena fe de S. M., ha llegado á hacerse tan público, ruidoso y serio el particular del Rio Grande, envolviendo en sí tales consecuencias, que se ha conceptuado indispensable exponerle con toda claridad.

Insistencia en reclamar terrenos usurpados por los Portugueses.

62. Son muy varios y extensos los dominios del rey, mi amo, donde los Portugueses se han ido situando, internándose en ellos, y penetrando inmensas comarcas: por lo mismo no he creido fácil ni conducente al sustancial objeto del dia indivi-

1776.

dualizar aquí la larga série de todos aquellos abusos y actos violentos; pero no rehusaré insistir en la reclamacion y restitucion de los territorios de San Amaro, Rio Pardo y Yacuy, que desde tiempo inmemorial han sido estancias de nuestros pueblos de Misiones, pues los fuertes que hay en ellos se hicieron, como dejo dicho, de órden del conde de la Bovadela, con motivo del tratado de 1750, es á saber: el de San Amaro y el del rio Pardo, el año de 1752, para resguardar los almacenes de víveres; y el de Yacuy, en el de 1756; concurriendo á su construccion la tropa española y portuguesa, como que una y otra se hallaban en el país poseido en virtud del convenido ajuste.

Territorios de San Amaro, Rio Pardo y Yacuy.

63. Mandóme S. M., no obstante lo dicho, no omita aquí hacer especial mencion de algunos establecimientos mas de los vasallos portugueses en dominios de esta corona, y voy á cumplir tan superior precepto.

Terrenos que baña el rio Cuyabá.

64. En el año de 1724, y en los subsiguientes, fueron infestados por los moradores de San Pablo los terrenos que baña el rio Cuyabá, donde existen las minas de este nombre: su riqueza dió motivo á la corte de Lisboa para nombrar á César de Menézes, el año de 1729, por gobernador, que mandase á los bandidos que se habian fijado allí atraidos del oro, concediéndole facultad para fundar la villa de Buen Jesus de Cuyabá, y habiéndose despues erigido provincia la que hoy se nomina de Cuyabá.

Sierra llamada de Matogroso.

65. Hácia la parte occidental del rio Paraguay yace una sierra llamada de Matogroso, que por ser muy abundante de buenos lavaderos de oro, empezaron á frecuentarla los Portugueses paulistas establecidos en Cuyabá. Pobló allí en el año de 1732 Antonio Fernández de Abreu, dando á aquel establecimiento el nombre de Real de Minas, que en el de 1734 trocó en el de San Francisco Javier de Matogroso. Comunicábase esta villa con la de Cuyabá, atravesándose los dos rios Jaurú y Paraguay; pero el deseo de hallar camino mas recto que evitase su paso, hizo reconocer á los paulistas una sierra alta, donde tiene su verdadero orígen el rio Paraguay, y en las vertientes de ella al

sur, descubrieron muestras de excelente oro, y una mina de diamantes, que se conserva intacta y con guardias de vista. 1776.

66. Como con motivo del tratado de límites se desocupó el pueblo de Santa Rosa el Viejo, situado hácia la márgen oriental del rio Itáñez, que denominan tambien Goaporé, en los confines de las misiones de los Móxos y Baures de la gobernacion de Santa Cruz de la Sierra, se establecieron en él los Portugueses, por disposicion de D. Francisco Rollin de Moura, gobernador de Matogroso, cuando se acababa de anular dicho tratado : pidióse luego por nuestra parte la restitucion del pueblo de Santa Rosa el Viejo ; pero Moura, que habia resuelto detenerle, se aceleró á fortificarle, y no solo formó allí un presidio, sino que procedió despues á fundar otras poblaciones en el distrito por donde corre el Itáñez ; desatendiendo de este modo las várias instancias que el gobernador de Santa Cruz de la Sierra le repitió para que mandase evacuar y abandonar aquellos territorios comprendidos en nuestra demarcacion.

Pueblo de Santa Rosa el Viejo.

67. Algunos años despues, por agosto del de 1767, uniéndose de nuevo diferentes moradores de San Pablo con algunos asesinos prófugos de la villa de San Isidro de Curuguaty, de la provincia del Paraguay, por haber sido cabezas de rebelion, principiaron otro establecimiento á 30 leguas de dicha villa, en la márgen del rio Igatiny, que desagua en el Paraná, capitaneados por el cabo de banderas portugues Juan Martínez Bárros : noticioso de ello el gobernador del Paraguay, comisionó en diciembre del propio año á su teniente de gobernador para que pasase á intimar á Bárros desocupára luego aquel sitio : fingieron los Portugueses estaban allí de tránsito por haberse adelantado solo con el fin de perseguir á una partida de Indios bárbaros ladrones, y despues de asegurar con mil protestas que al instante retrocederian á San Pablo, principiaron á edificar presurosamente un fuerte denominado San Francisco de Paula, el cual concluyeron mediante los auxilios que de la capitanía de San Pablo se les enviaron, con porcion de artillería, municiones y tropa que le guarneciese : desde entónces permanecieron los Portugueses en aquel puesto, desestimando los rei-

Fuerte construido á orillas del rio Igatiny.

1776. terados requerimientos del gobernador del Paraguay, sin duda á causa del interes que se les sigue de conservar aquella colonia, por cuyo medio aseguran los paulistas la comunicacion mútua con los moradores de su propia nacion, que ocupan no solo los campos de la antigua ciudad de Jerez, la cual teníamos fundada á la orilla del rio Alboteti, que desagua en el Paraguay, y los de la ciudad y provincia del Guáira, asolada como aquella por los mismos paulistas, sino tambien los establecimientos de las márgenes del rio Camapoan, y los ya descritos de Cuyabá y Matogroso, todos situados en jurisdiccion de la corona de Castilla, proporcionándoselos para acometer, y hacer nuevas internaciones en los dominios del rey.

Otros hechos comprobatorios de las usurpaciones.

68. Estos países, que cito y reclamo, dan testimonio de los atentados enormes de los moradores de San Pablo, que han sequeado y usurpado los dominios de S. M. como si perteneciesen á un príncipe enemigo; comprobándolo otros hechos, puesto que desde el año de 1620 hasta el de 1640 fueron destruidos y asolados por los Mamelucos 22 pueblos de Indios Guaraníes, situados 13 sobre el Salto del Paraná entre los rios Amemby y Paranapane, y los 9 restantes mas abajo hácia el nacimiento del Igay; en cuya irrupcion fué tambien arruinada, con las mencionadas ciudades Guáira y Jerez, la antigua Villa-Rica : y no me detendré á hacer relacion puntual de los medios con que á principios de este siglo se apoderaron del grande espacio que media entre la villa de Curitivá hácia el orígen del Rio Grande de San Pedro, apropiándose ademas mas de 80,000 vacas que apacentaban allí los mismos Guaraníes para el abasto de sus pueblos.

Usurpaciones de que se prescinde.

69. Tambien pudiera hablar á V. E. largamente del espacio de mas de 700 leguas, que los súbditos portugueses han ocupado en las riberas del rio de las Amazónas ó Marañon, extendiéndose por su dilatado curso : pero no me detendré en individualizarle estas remotas regiones usurpadas á la dominacion española, pues el partido que es forzoso adopten hoy ambas córtes para el arreglo de sus límites, y para poner fin á las controversias y disturbios que ellos ocasionan, es de tal natura

leza que cada una de las dos coronas quedará reintegrada de todos los países que en vigor le pertenezcan, sin que ninguna de ellas pueda quejarse con razon de resultar perjudicada injustamente. 1776.

70. V. E. no solo se desentiende de las enunciadas ocupaciones de terrenos tan extensos, á que se han propasado los vasallos de Portugal, sino que, al concluir la tercera parte de su Memoria en el párrafo de ella donde propone medios para el ajuste de las desavenencias, ofrece como uno de estos, en nombre de su soberano, que se separen las Misiones recónditas, ó aldeas que los Jesuitas se habian arrogado en el centro de los desiertos de la márgen oriental del rio Uruguay, con los corrales ó estancias adyacentes á ellas, los cuales habian usurpado los mismos Jesuitas y reducido á pastos de sus ganados, y que estas comarcas, á manera de cesion y donacion voluntaria que S. M. F. hace al rey, mi amo, quedarán á favor de España, sin que S. M. F. exija en compensacion cosa alguna, no obstante haber sus armas ayudado á conquistarlas, con grande dispendio de caudales; pero como aquellos países no pertenecen en manera ni por título alguno á la monarquía lusitana, sería de extrañar que el rey admitiese como don gratuito lo mismo que es y ha sido cosa propia de esta corona.

Preliminares rechazados para el ajuste de las desavenencias.

71. Pasa V. E. á hacer otra separacion, y es de los países que á Portugal acomoda reservarse para sí, « constando (sírvome de las mismas palabras de V. E.) que fueron siempre incontestablemente de Portugal, y como tales pertenecientes á la capinía de San Pablo, que los descubrió y pobló, » y son los que V. E. reclama, « mediante lo cual (prosigue) haremos V. E. y yo una convencion fácil y familiar, que dando á conocer los dichos límites, siempre incontestables, los haga inmediatamente ejecutar, con penas gravísimas á los que pusieren en ello algun óbice. »

Países que á Portugal le acomoda reservarse.

72. Cabalmente estos terrenos que Portugal pretende adjudicarse, y que llama suyos, son los mismos que arriba se ha demostrado haber sido, desde el descubrimiento de la América meridional, pertenecientes á España por todos títulos y dere-

Son de la España por todos títulos y derechos.

1776. chos; sin que Portugal pueda adjudicarse ni probar otros que los que una ocupacion ilegítima y violenta, su inmoderado deseo de adquirir á toda costa, y la conveniencia que le resultaria de agregarse acciones que no le competen, basten á darle.

Aserciones de los Portugueses, para paliar las usurpaciones.

73. Asegura V. E. que estas tierras, que su corte pretende se le adjudiquen, no producen algun provecho á las dos coronas; que meramente son una barrera natural que la Providencia puso allí, para separar unos y otros dominios; que jamas serán pobladas, ni facilitarán algun comercio; y que solo sirven, en la cuestion presente, de causar disgusto y dispendios: pero bien notorio es que los campos que existen desde la Colonia del Sacramento hasta el cerro de Don Cárlos, y que comprenden el espacio de 100 leguas, son hermosos, fértiles y regados de varios rios y arroyos, desde el rio de Rocha, prosiguiendo la costa. Los médanos de arena que forman allí los vientos de este y sudeste, detienen el curso de los arroyos y salidas al mar; y así el que baja de la falda de aquel monte, se convierte en una laguna de tres leguas. Las aguas que vierte la cordillera del Cerro de Navarro, caminando hácia el Rio Grande de San Pedro, forman otra de ménos espacio, que descarga en la del Miny, la cual tendrá como 40 leguas; y aunque todo el terreno que se dilata entre el mar y estos lagos, hasta la villa de San Pedro, distante 60 leguas del Cerro de Navarro, es pantanoso y arenisco, no impidió esto á los Portugueses formasen haciendas en los pocos terrenos cultivables que ofrecia, como lo ejecutó el capitan Pedro Pereira en el Corral Alto, que ocupó indebidamente, segun expresé á V. E. en el número 23. No es de esta ínfima naturaleza el país por donde corrió la línea del tratado del año de 50; pues todas son tierras laborables, y muy proporcionadas por sus pastos y aguas para la cria de ganados; como lo son tambien los que yacen á las márgenes del Yacuy, cuya utilidad ha estimulado siempre á los Portugueses á introducirse con tanto anhelo en los dominios de España hácia aquellos parajes, principalmente siendo de mala calidad las campañas del Brasil.

74. Bien convencido el rey de que, así los países que Portu-

gal aparenta ceder, como los que aparenta adquirir, son de pertenencia de esta corona, no solo no consiente S. M. en la arbitraria reparticion de ellos, que intenta hacer su corte de V. E., sino que declara no es admisible la proposicion, ni tolerable se arrogue el ministerio lusitano facultades que solo el rey, mi amo, pudiera conferirle, como soberano que es de todos los dominios españoles en ambos mundos.

1776.

Se rechaza una proposicion.

75. Es muy consiguiente á los principios y máximas que se deducen de las mencionadas solicitudes y proposiciones de la corte de V. E., la pretension de que se proceda al arreglo de los límites, reduciéndolo todo á la ejecucion del tratado de Utrecht y de Paris, y tomando por norte los mapas que formaron, de comun acuerdo, los comisarios nombrados para efectuar el tratado de límites; pero permítame V. E. entremos en el exámen y explicacion de estos dos puntos, y veamos si son tan simples, naturales y admisibles como se aparentan.

Medios de arreglo que proponen los Portugueses.

76. Los mapas que los comisarios formaron, cuando pasaron á poner en planta el tratado de límites, eran solo respectivos á la division que acababan de hacer las potencias con el objeto que ya apunté á V. E. en el número 36, de terminar las controversias, evitando entrar en radical averiguacion de los derechos de ambas coronas, y de la legítima pertenencia de los terrenos; en cuyo concepto deben aquellos mapas contemplarse absolutamente inútiles para el caso presente, y tenerse solo como claros testimonios de que entónces se intentó concluir la disputa, con adoptar un expediente que, al cabo de 11 años, acreditó de infructuoso la experiencia, y que, posteriormente, vemos aumentaron las dificultades, dando pié á nuevas usurpaciones, comprometiendo la nueva amistad de los reyes, nuestros amos, conmoviendo á las dos naciones, y, en suma, obligándonos á buscar otro medio capaz de exterminar las discordias para siempre. Los respectivos comisarios, al formar las cartas geográficas, que de comun acuerdo extendieron en consecuencia del tratado de 1750, se ciñieron á demostrar en ellas, por la parte del sud de la América meridional, con la exactitud que les prevenian sus instrucciones, los límites que

Se rechaza uno de ellos.

1776. prevenia el mismo tratado; y habiéndose formado este con el fin de extinguir antiguas disensiones, dejó á los Portugueses por poseedores de los terrenos en que se habian introducido por derecho ó sin él, como sucedió en todo el rio de las Amazónas, en el Grande, y en los demas establecimientos que expresa V. E. mismo tenian ya en aquellas partes; buscando los comisarios por linderos visibles y permanentes los rios y montes mas notables, en que cortaban la línea muchos territorios vacíos, que ni una ni otra nacion ocupaba, y algunos otros parajes habitados, como era la márgen oriental del rio Uruguay, en que estaban situados los siete pueblos de las Misiones, y el de Santa Rosa el Viejo, en las de Móxos, que se cedian á Portugal, y quedaba por España el de San Cristóbal, que aquella nacion habia fundado indebidamente en el rio de las Amazónas: síguese de esto, que dichos mapas solo asignaban los límites de las dos coronas para el caso que hubiese tenido efecto el tratado, y cuando mas las partes en que se habian introducido los Portugueses, pero no los verdaderos términos antiguos de unos y otros Estados.

77. Queda pues explicado y aclarado el primero de los puntos cuyo exámen me he propuesto, y paso al segundo, que conducirá á corroborar lo que acerca de aquel dejo expuesto.

Tambien el otro, ó sea el tratado de Utrecht.

78. En el tratado de Utrecht se estipuló la cesion del territorio y Colonia del Sacramento, y ya se ha demostrado y probado convincentemente que, con haber entregado lo cedido, cumplió España la obligacion que contrajo; de suerte que no comprendia cómo recurriese siempre V. E. al mismo tratado, para autorizar las pretensiones de su corte, las cuales no parecia pudiesen hallar apoyo en él, pues la letra del tratado no ofrecia palabra ó expresion capaz de favorecerlas. Confieso á V. E. que permanecí en esta dudosa perplejidad, hasta tanto que en un lugar de la Memoria de V. E. advertí estas palabras: « Volvieron los negocios al principio constante y fijo del 4° y 6° » artículo del tratado de Utrecht, que anula los antecedentes, » y es la base inalterable á que se puede reducir la ejecucion » del tratado de Paris en los artículos 21, 22, 23 y 24; » y en

otro párrafo de la misma Memoria la siguiente cláusula : 1776.
« Siendo cierto que nosotros los Portugueses nunca pedimos » mas que la ejecucion del tratado de Utrecht, que revoca todos » los antecedentes hasta aquel dia : » las frases que *anula los antecedentes, y que revoca todos los antecedentes hasta aquel dia,* me empeñaron en otro distinto exámen, pues me constituyeron en la precision de repetir várias veces la lectura del tratado de Utrecht entre España y Portugal, sin haber podido encontrar en su contexto se anulase ó revocase otro tratado que el provisional de 1681, y bien al contrario confirma expresamente otros dos, esto es, el de 13 de febrero de 1668, y el de transaccion de 18 de junio de 1601, omitiendo hacer mencion de los demas entre España y Portugal; los cuales, por el mismo silencio que acerca de ellos se observa, quedaron tan íntegros y tan válidos como cuando se firmaron : síguese pues de lo expuesto, que el tratado de Tordesíllas, que es el fundamental y único á que debemos atender y atenernos en los puntos controvertidos, si se exceptúa lo respectivo á la Colonia, no está ni remotamente anulado por el tratado de Utrecht, ni por el de Paris, ni por otro alguno, y ántes bien permanece siempre subsistente, y en toda su fuerza y vigor, para servir de segura regla y perpétua guia que señale y prescriba indeleblemente los derechos de las dos potencias, y nos conduzca al perfecto conocimiento de los límites de unas y otras posesiones en la América meridional : ni puede oponerse lo que descuidada ó cuidadosamente insinúa el párrafo cuarto de la Memoria de V. E. en la frase equívoca y anfibológica, *anuló el Sr. Felipe V* el tratado de 1681, que se referia al de Tordesíllas, como todo consta por los artículos 5, 6 y 7 del mismo tratado de Utrecht; pues la circunstancia de referirse el tratado provisional, anulado despues, al de Tordesíllas, no deroga este, ni disminuye en manera alguna el vigor de sus estipulaciones, ántes bien por el hecho mismo de haberse cancelado y cesado el tratado de 1681, por el cual se dejaba en cierto modo suspensa la ejecucion del de Tordesíllas, hasta que se decidiese la propiedad de la Colonia del Sacramento, debe

1776. considerarse como una nueva y solemne confirmacion del mismo tratado de Tordesíllas; en cuyo cumplimiento, si alguna parte quedó dudosa por el tratado provisional, se restituyó á su antigua firmeza, integridad y claridad, en virtud de los artículos 5, 6 y 7 del tratado de Utrecht, que con anular el de 1681 y desvanecer la cuestion suscitada, anuló tambien y desvaneció cualquier objecion que, fundándose siniestra y artificiosamente en el mismo tratado provisional anulado, se intentase poner en lo venidero al de Tordesíllas, el cual quedó subsistente.

El de Tordesíllas es el que debe consultarse.

79. Debo lisonjearme de que á V. E. no le quede ya duda alguna en este particular, y de que comprenda no es exequible se reduzca la negociacion para el arreglo de límites á consultar solo el tratado de Utrecht y el de Paris que lo confirma, pues estos poco ó nada conducen al principal intento. El tratado de Tordesíllas, repítolo á V. E., es el que debemos consultar, y no otro alguno : todos se hallan ya cumplidos por parte de España : la ejecucion de este es la que únicamente se ofrece no efectuada respecto á una y otra corte. V. E. reclama, en nombre de su soberano, el cumplimiento de todos en general : el rey se precia de ser el mas puntual observador de ellos, y quiere acreditarlo solemnemente en la presente ocasion; pero quiere tambien sea mútua la observancia, ya que ambos monarcas se hallan tan conformes en unos mismos principios : pónganse en práctica tan felices disposiciones, cesen las desavenencias, y recobre cada corona sus países, practicando para ello lo que establece el tratado de Tordesíllas.

Y las observaciones astronómicas.

80. Toda esta grande obra depende de observaciones astronómicas; y sería indecoroso que en el siglo de las ciencias dudasen todavía dos naciones cultas el modo infalible de señalar los parajes por donde debe pasar el meridiano de demarcacion convenida en el tratado de Tordesíllas : observaciones exactas hay hechas por astrónomos célebres : procédase pues mediante ellas y la inteligencia y luces de náuticos y geógrafos hábiles é imparciales á fijar los límites de cada dominacion, restituyéndose mútuamente cada una de las dos potencias la porcion de terreno

que haya usurpado, ó que de buena fe posea, perteneciente á la otra. El rey, mi amo, se compromete y constituye en esta justísima obligacion, autorizándome para ofrecer á V. E., en su real nombre, que si algunos de los Estados que S. M. posea actualmente, resultaren comprendidos en la demarcacion de Portugal, hará se restituyan á aquella corona, con tal que S. M. F. haya de devolver y entregar á esta todos los países tocantes á la dominacion de España que ocupe Portugal. 1776.

81. Este expediente es el mas equitativo, es recíproco, el único capaz de terminar las dudas subsistentes: está prescrito y estipulado por ambas córtes, poco despues del descubrimiento del Nuevo Mundo, en un tratado solemne, del cual no es dable prescindir, ni puede S. M. creer que el rey Fidelísimo, que por medio de V. E. se dirige á S. M. mismo para reconvenir con la inejecucion de los tratados, y exigir la efectuacion de todos los que intervienen entre las dos monarquías, se niegue al cumplimiento y rigorosa observancia de este, en cuya ejecucion y cumplimiento se incluyen los bienes de la paz, que perpétuamente quedará asegurada entre España y Portugal. No hay otros medios.

82. Apénas se determinen por tan obvio y sencillo método los derechos de uno y otro reino á las conquistas de la América meridional, y los límites respectivos de ellas, pasarémos V. E. y yo á conferir, segun V. E. mismo me propone, y se estipuló en el tratado de Utrecht, acerca del trueque de la Colonia del Sacramento y del equivalente que la corte de Madrid deba dar por ella á la de Lisboa. Trueque de la Colonia del Sacramento.

83. Si logramos el deseado ajuste, podremos V. E. y yo lisonjearnos de haber concluido el asunto mayor y mas conducente á la felicidad de las dos naciones, y el mas á propósito para acreditar á los reyes, nuestros amos, el celo con que nos esmeramos en su servicio. Conclusion.

84. Sírvase V. E. comunicar á su corte el contenido de esta Memoria, no difiriéndola sobre todo la participacion del primer fruto de nuestra negociacion; y viva V. E. persuadido de la buena voluntad que le profeso, de mi anhelo de emplearme en obsequio de su persona, y de las véras con que ruego á Dios le

1776. guarde muchos años. — Excmo. Sr. — B. L. M. de V. E. su mayor y mas seguro servidor. — *El marques de Grimaldi.* — Sr. D. Francisco Ignacio de Sousa Coutiño.

APÉNDICE DE LOS DOCUMENTOS

QUE SE CITAN EN LA RESPUESTA Á LA MEMORIA PORTUGUESA.

A.

Se manda entregar á los Portugueses la Colonia del Sacramento.

El Rey. — D. Baltasar García Ros, mi gobernador interino de la ciudad de la Trinidad y puerto de Buenos Aires, en las Provincias del Rio de la Plata, ó la persona ó personas á cuyo cargo fuere su gobierno : — por despacho de la fecha de hoy, que recibireis con este, entendereis la resolucion que he tomado, de que, con ningun pretexto, diferais el dar á los Portugueses posesion de la Colonia del Sacramento, en conformidad de lo estipulado en el artículo 6 del último tratado de paz, y de lo que en su consecuencia tengo mandado por otro despacho de 26 de julio del año pasado de 1715; y siendo lo que, segun el enunciado artículo 6, he dado y cedido á Portugal, lo mismo y nada mas que lo que tenia ántes, y constante que por el tratado provisional de 7 de marzo de 1681 solo se les concedió el territorio que comprendia el tiro de cañon de la fortaleza que habian construido, y que en este estado se mantuvieron hasta el año de 1705, en que fueron desalojados, pues aunque usufructuaban las campiñas, era á hurto y siempre entendia se les obligaba á contenerse, como lo acreditais vos en la representacion que acerca de este asunto me teneis hecha con fecha 7 de diciembre de 1715; he resuelto preveniros tengais entendido que por el enunciado artículo 6 del último tra-

tado de la paz, ni por el despacho expedido en su consecuencia, de 26 de julio de 1715, no es, ni ha sido mi real ánimo dar ni ceder á los Portugueses mas de lo que tenian y ocupaban el año de 1705; y que en esta conformidad no debeis permitirles mas extension ni territorio que el que comprenda el tiro de cañon, y que si lo intentasen, se lo procureis embarazar, arreglándoos al expresado artículo 6, cuya copia he querido remitiros con este despacho, firmada de mi infrascrito secretario; observando para ello las órdenes que tengo expedidas desde el año de 1680 á vuestros antecesores, y manteniendo á este fin en los puestos de Santo Domingo, Soriano, San Juan y los demas las guardias que ellos han tenido y mantenido por lo pasado, mas ó ménos fuertes, segun lo pidiere la necesidad ó precision, respecto á las noticias que adquiriéseis del designio que puedan tener los Portugueses; sobre lo que os encargo la mayor vigilancia, sin permitirles que en las ensenadas y puertos de ese rio, y con especialidad en los de Montevideo y Maldonado, puedan hacer fortificaciones, ni otros actos de posesion, oponiéndoos á ello, como os mando lo hagais en caso necesario, segun está ordenado y prevenido ántes de ahora á vuestros antecesores, y no concedido en este último tratado: y finalmente, he resuelto, en punto al comercio y comunicacion con esta ciudad y provincia, celeis con tal actividad y vigilancia, que ni aun para lo mas preciso de bastimentos se permita el comercio de unos y otros vasallos; con declaracion de que no por esto parece se les deba impedir el curso de sus embarcaciones en el rio, ni que dentro de los límites del territorio del tiro de cañon puedan hacer fortificaciones: de todo lo que he querido advertiros, ordenaros y mandaros, como por el presente lo hago, os arregleis á esta mi deliberacion, observándola literal y puntualmente, para que de esta forma se logre contener á los Portugueses en los límites de lo que únicamente les he dado ó cedido, y frustrarles cualquiera otra idea que puedan tener: sobre lo cual os hago el mas estrecho y eficaz encargo, fiando de vuestra acreditada experiencia, amor y celo al servicio os dediqueis con la mayor actividad y vigilancia al mas exacto cum- 1776.

1776. plimiento de esta mi resolucion. — Fecha en Buen Retiro, á 11 de octubre de 1716. — YO EL REY. — Por mandado del rey nuestro señor. — *D. Francisco Castejan.*

B.

A lo que se extiende el territorio de la Colonia del Sacramento.

El Rey. — Brigadier don Bruno Mauricio de Zabala, mi gobernador y capitan general de la ciudad de la Trinidad y puerto de Buenos Aires, en las provincias del Rio de la Plata. — Hallándose D. Baltasar García Ros sirviendo ese empleo en interino, participó en cartas de 16 de enero y 11 de febrero del año de 1717, que en ejecucion de lo prevenido en reales cédulas de 26 de enero de 1716, habia hecho la entrega de la Colonia del Sacramento, en 11 de noviembre de dicho año de 1716, al maestre de campo D. Manuel Gómez Barbosa, que con poderes bastantes habia ido con alguna gente para ello, si bien despues habia introducido Barbosa pretensiones á fin de que se declarase el límite que se destinaba á este territorio; pero que no se habia determinado á ello por no expresarse en las citadas reales cédulas, ponderando los inconvenientes que resultarian así á mi real servicio, como á esas provincias, de que los Portugueses consiguiesen las extensiones que solicitaban, no debiéndoseles permitir mas que la que les estaba señalada por el capítulo 6 del tratado de Utrecht, que se reducia á la Colonia y territorio que cubria su cañon, que era lo mismo que tenian cuando se les desalojó de ella. En inteligencia de todo, se os previno por real cédula de 13 de noviembre del año de 1717, expedida por la via reservada, que os arregláseis á la instruccion que con fecha de 12 de octubre de 1716 se os entregó, en órden al modo de portaros con los Portugueses, solicitando con eficacia impedir la comunicacion y comercio de Buenos Aires con los habitantes de la Colonia del Sacramento, sin permitirles mas territorio que el de un tiro de cañon de la plaza, como estaba prevenido por la citada instruccion, y ordenado por despachos de 11 de octubre del mismo año, expedidos al dicho gobernador

interino, cuyos duplicados se os remitieron; procurando tambien dar la providencia que fuese necesaria para que ni Portugal, ni otra nacion alguna, se apoderasen, ni fortificasen en los parajes de Maldonado y Montevideo, solicitando poblarlos y fortificarlos, en la forma que pudiéseis: en inteligencia de que se encargaba al virey del Perú cuidase mucho, no solo de tener alistada puntualmente esa guarnicion, sino de aumentarla y proveer cuanto fuese necesario para la mantencion de los referidos puertos que se proponia se fortificasen, procurando vos usar y hacer usar por toda la guarnicion de esa plaza, y vecinos de su jurisdiccion, los actos de la mayor urbanidad con los Portugueses, agasajándolos en todo lo que no mirase á la usurpacion de terreno, ó contravencion de lo capitulado; sin permitirles la compra, ni saca de géneros algunos, aunque fuesen de bastimentos, usando siempre de la fortaleza y del celo con la cortesía de las palabras y operaciones; y habiendo representado despues, en cartas de 10 de setiembre del año de 1717, 5 de abril y 11 de junio de 1718, los recelos con que estaban de que los Portugueses intentasen extenderse y apoderarse de los expresados puertos de Montevideo y Maldonado, y las noticias que teníais de los socorros de gente, pertrechos y otros géneros que esperaban, se consideró que respecto de haberse prevenido por la citada real cédula de 13 de noviembre del año de 1717, todo lo que se debia obrar en el caso que recelais, la cual no habríais recibido cuando escribísteis las citadas cartas, pues no haceis mencion alguna de ella, no habia que hacer mas que repetir, como se os repitieron, las mismas órdenes, por si acaso se hubiesen extraviado, y reiterar bastantemente el encargo de que se fortificasen los sitios de Maldonado y Montevideo, como se encargó tambien al virey del Perú, para que atendiese con la debida puntualidad á dar cuantas providencias fuesen necesarias, y las pidiesen los intentos de Portugal; á que añado ahora, que el embajador de Portugal ha ponderado que no habia cumplido el gobernador de Buenos Aires con la entrega de dicha Colonia en la forma capitulada, respecto á tener guardias, á fin de que no tuviesen los Portugueses mas territorio que 1776.

1776. aquellos que cubria la artillería de la plaza; sobre lo cual uno y otro gobernador habian hecho várias protestaciones, suplicando se asignen unos y otros límites, de forma que en adelante, ni los Portugueses puedan entrar en las tierras de los Españoles, ni los Españoles en las tierras de los Portugueses, á fin de evitar los disturbios que puedan acaecer: con cuyo motivo, y teniendo presentes todos los antecedentes de esta dependencia, he resuelto que por ningun término se les permita cosa alguna que exceda el uso de su plaza y territorio que cubre el tiro de cañon; pues no les toca otra cosa, ni tienen derecho para intentarlo; con advertencia de que el territorio de la Colonia del Sacramento solo se debe entender lo que alcanza el tiro de una pieza de á 24 de bala, disparado de la misma plaza ó lugar, á fin de arreglar de una vez este límite, y no otro alguno mas. — Os ordeno así mismo envieis un oficial de vuestra satisfaccion que reconozca que la pieza con que se dispare sea de á 24 y de las ordinarias, sin refuerzo particular, que no se le dé mas carga que la que correspondiese á su calibre, ni permita se sirvan de otra pólvora que la ordinaria con que se acostumbra servir el cañon, y que el tiro se dispare de punto en blanco, y no por elevacion; de que estaréis advertido para la puntual observancia de todo lo que viene expresado, sin que se exceda de ello en manera alguna, dándome cuenta de quedar en esta inteligencia. — Madrid, á 27 de enero de 1720.

YO EL REY.

Por mandado del rey, nuestro señor: FRANCISCO ARANA.

C.

D. Pedro de Cebállos al conde de la Bovadela.

EXCMO. SEÑOR. — Muy Sr. mio: en cartas de 30 de enero de 1761 reconvine, por hallarse V. E. en esa remota distancia del Janéiro, al gobernador de la Colonia, y á los comandantes de la

tropa portuguesa que se hallaban en el Rio Grande, sobre que evacuasen las tierras de España, en que, con el pretexto del tratado del año de 50, y anteriormente con otros, se habian introducido los Portugueses en las fronteras de este gobierno; y con otra de la misma fecha que dirigí á V. E. por mano del coronel D. Tomas Luis Osorio, le escribí sobre el mismo asunto. 1776.

En el discurso de mas de tres meses solo recibí la respuesta de los expresados gobernadores y oficiales, que pretextando no tener órdenes de su corte ni de V. E., se negaron constantemente á condescender con mi instancia, sin embargo de haberles replicado que de esta necesitarian para dejar lo que fuese de Portugal, mas no para retirarse de los dominios de España; y viendo lo mucho que se dilataba V. E. en responderme, le volví á instar sobre lo mismo en 6 de mayo del propio año. Al cabo de siete y medio meses, recibí una de V. E. de 2 de agosto, y pocos dias despues, otras dos de 15 de mayo y 12 de julio, en las cuales, aunque sin poner en duda que sean del rey, mi amo, las tierras cuya evacuacion les habia reconvenido, me respondió en sustancia, que miéntras no llegasen las órdenes de su corte, no podia convenirse en ella.

En 18 de setiembre y 26 de octubre, remitiendo ambas cartas por el gobernador de la Colonia, volví á hacer á V. E. las mismas reconvenciones que le tenia hechas, repitiéndole que las órdenes de su corte podria necesitar para retirarse de los terrenos de Portugal, mas no para desocupar los del rey, mi amo, contra cuya real voluntad, declarada ya muchas veces por el gobernador que S. M. tiene en ellos, nadie podia, sin una manifiesta violencia, ocuparlos, y mucho ménos mantenerlos con un cuerpo considerable de tropa, como lo hacía y aun lo hace V. E.; protestándole al mismo tiempo sería responsable de las malas consecuencias que de persistir en este empeño se siguiesen contra la buena armonía de las dos naciones.

Últimamente, en esta carta de 6 de noviembre, habiendo recibido el acto de anulacion del tratado de límites del año de 50, concluido entre las dos coronas, renové las repetidas instancias á V. E., quien llevando siempre adelante la idea de entretener

1776. el tiempo con sus dilaciones, con el fin de no restituir jamas los países de S. M. que tiene ocupados, deferia hasta el 29 de enero de este año remitirme el duplicado de la corte de Madrid, que vino por su mano, diciendo que le acababa de recibir por la flota del Janéiro, sin reparar que esta asercion daba á entender haber faltado su corte al artículo 2 del mismo acto, en el cual se estipuló, que los dos serenísimos reyes de España y Portugal, luego que fuese ratificado, expidiesen copias auténticas de él á todos sus respectivos comisarios y gobernadores en los límites de los dominios de América; pues habiéndose hecho esta ratificacion por marzo del año pasado, y sabiéndose de cierto que la referida flota no partió de Lisboa hasta noviembre, y si en ella lo recibió, como V. E. dice, resulta con evidencia haberse dilatado ocho meses la remision, cuando á todos y á V. E. mismo consta la puntualidad con que se me despachó de Madrid la correspondiente copia: en julio del año próximo pasado arribó á este puerto el bajel de aviso *San Zenon*, que la conducia.

No pudiendo V. E. ya valerse de la excusa de no tener órdenes, respecto de que por el referido acto se mandan evacuar inmediatamente los terrenos ocupados, y que todas las cosas pertenecientes á los límites de América se restituyan á los términos de los tratados, pactos y conveniencias que habian sido celebrados entre las dos coronas contratantes ántes del año de 1750, ha tomado ahora el medio de poner en cuestion los constantes y notorios derechos que el rey, mi amo, tiene á los países que tantas veces le he reclamado, proponiendo que si no me satisfacen sus razones, recurramos á la decision de las córtes.

Si V. E. procediendo con sinceridad, hubiese manifestado á la reconvencion que le hice, há mas de un año y medio, las dudas que ahora suscita, estuvieran há mucho tiempo desvanecidas; pero como lo que V. E. intentaba no era que se pusiese en claro la verdad, sino lograr con el beneficio del tiempo que nunca se verificase la restitucion de lo usurpado, ha reservado para ahora ese arbitrio, que, aunque se practicase, como el efecto no fuese favorable á las ideas de V. E., sería no solo

dilatorio sino infructuoso, segun lo ha demostrado la experiencia en los recursos que durante la ejecucion del tratado de límites se hicieron por V. E. y el comisario de España; pues sin embargo de las decisiones que vinieron, suscitó V. E. nuevas dudas y dificultades para no llegar jamas á la conclusion de entregar la Colonia, aunque anduvo muy solícito, — ademas de enriquecer á los Portugueses con las cantidades exorbitantes de ganados, que, como quien entra al saco en país extraño, extrajeron con insaciable codicia de los dominios del rey, — en ocupar con el pretexto del tratado los terrenos de España que no debia poseer hasta que se efectuasen las mútuas entregas de ellos, y de aquella plaza que era la estipulada. 1776.

Con todo, para que se vea cuán destituidas son de fundamento las aparentes razones de que se vale V. E. para oscurecer los derechos de S. M. C., lo manifestaré con pruebas evidentes, corroboradas, no solo de Españoles sino de Portugueses tan calificados que V. E. no los desechará; habiendo primero hecho patente la injusticia con que V. E. retiene las numerosas familias de Indios vasallos de S. M., sobre lo que tambien le he reconvenido muchas veces.

Aunque V. E. se esfuerza en persuadir que se fueren voluntariamente y permanecen sin violencia, no hay cosa mas pública y constante que la de haber sido llevados y seducidos, con mil engaños y falsedades, por comisarios de V. E., como jurídicamente lo tengo probado; siendo igualmente cierto que con las mismas trazas son retenidos, como en parte se reconoce por la declaracion formal que en febrero del año de 61 hicieron dos capitanes y un teniente de dragones, que envié al mismo paraje; cuyo capítulo á la letra es como sigue: « Son » increibles los enredos y astucias de que se valen los Portu- » gueses para que los Indios no vuelvan á sus pueblos, como » la mayor parte de ellos lo desea; hemos sabido les han dicho » que es incierto vuelvan á ellos los demas que fueron á la » banda occidental del Uruguay, y que decirles se vengan, no » es mas que engaño de los Castellanos, para obligarles á com- » poner los pueblos, y despues entregarles á los Portugueses;

1776. » pero como temen estos que, sin embargo de sus embustes, » han de querer los Indios volverse, les han puesto muchas » guardias que no les permiten salir de aquel recinto, y al Indio » que huye para venirse, le siguen 20 y 30 leguas por los do- » minios de S. M. partidas de Portugueses, hasta alcanzarle, y » al que cogen, le castigan y envian tierra adentro, como lo » han hecho con algunos de ellos, hasta enviarles al Janéiro, » como es notorio. »

Componga V. E. esto con lo que aseguró de que, sin ningun acto de violencia, residen los Indios entre los Portugueses, y que muy gustosos y satisfechos de su trato procuran su abrigo. Tampoco puedo disimular á V. E. la asercion de que yo he faltado al convenio que, dice, hicimos de restituirnos recíprocamente los desertores de ambas naciones; porque sin embargo de que yo nunca hice tal convenio con V. E., tuve la atencion de volverle los suyos, hasta que viendo que de muchos de la tropa española que habian pasado á su campo, solo me remitió uno, ocultando los demas, me ví en la precision de no volvérselos en adelante. Fuera de que este caso es muy diferente del de los Indios, que ni eran soldados, ni los parajes del Yacuy y Rio Pardo adonde fueron eran de Portugal sino de España; y con todo eso, no quiso V. E., hallándose ellos con su tropa, permitir que los oficiales que envié en su solicitud con una partida y el carruaje necesario los condujesen á sus pueblos, como yo habia dispuesto; y aun ahora, contra todo derecho divino y humano, los retiene, por mas que los he reclamado.

Para probar que las islas de Martin García y Dos Hermanas no pertenecen á España sino á Portugal, no da V. E. mas razon que la de afirmar voluntariamente haber introducido y conservado guardia en ellas los Portugueses, por medio de las armas, desde el año de 1735.

Pero que esto sea incierto lo saben todos y lo tengo manifestado, en cartas de 22 de mayo y 22 de julio del año pasado, al gobernador de la Colonia, por las cuales, y las que en ellas cito y tengo en mi poder de D. Antonio Pedro Vasconcélos (que al tiempo en que se recibieron las órdenes de armisticio del año

de 1737 era gobernador de aquella plaza), y por las que escribian los oficiales españoles, que estaban de guardia en Martin García, al gobernador de Buenos Aires D. Miguel de Salcedo, dándole parte de lo que ocurria en aquella isla, donde se mantuvieron hasta el año de 1739, se convence que, sin intermision alguna, han sido siempre las dos expresadas islas, como todas las demas del Paraná y Uruguay, del dominio de España, que es por donde corren estos rios, lo cual jamas se atrevió á negar el expresado gobernador Vasconcélos, ántes llanamente lo confesó en carta de 11 de marzo del año de 1743, que respondiendo á mi antecesor D. Domingo Ortiz de Rózas, sobre este particular, dice estas formales expresiones: « Yo no me » quiero apoderar de la isla de Martin García y de las demas ve- » cinas, ni de sus montes; lo que pretendo es solo disfrute esta » plaza sus leñas y maderas. » 1776.

Si aun el año de 43 no eran dueños de la isla de Martin García los Portugueses, ¿cómo se puede verificar que la poseen desde el año de 1735, segun V. E. afirma? Y no habiendo intervenido desde entónces hasta ahora quiebra entre las dos coronas, es indubitable que no pudieron justamente los Portugueses introducirse y conservarse en ella; y si lo han efectuado primero en Martin García, y muchos años despues en las Dos Hermanas, ha sido furtivamente, y con manifiesta infraccion de la paz y de la convencion de Paris del año de 1737; donde claramente se concluye que las deben evacuar, por ser de la corona de España.

De suyo está desvanecida la pretension que, con motivo de negarse á la restitucion de estas islas, introduce V. E. diciendo, que en virtud del tratado anulatorio últimamente celebrado entre las córtes de Madrid y Lisboa el año de 61, debo yo hacer se observe el convenio hecho por mi antecesor D. José Andonaegui con el gobernador de la Colonia, sobre el número de vacas y carretadas de leña para el abasto de aquella plaza; porque los tratados, pactos y convenciones que, por el artículo primero del citado acto de anulacion, deben ejecutarse, son los celebrados entre las dos coronas contratantes, como con estos

1776. mismos términos lo expresa, y no los convenios particulares hechos entre los gobernadores de una y otra nacion; cual lo es V. E., á quien anteriormente tengo respondido sobre este asunto, que: habiendo el gobernador y los moradores de la Colonia abusado, con grande detrimento del servicio del rey, de la gracia que el expresado Andonaegui les hizo, de permitir llevasen de esta jurisdiccion ganado y leña para la subsistencia de la plaza, sin embargo de estar bloqueada, no podia yo permitirlo, especialmente constando no haber aprobado S. M. esta franqueza.

Por donde se ve que V. E., para lograr su invencion, no tira mas que á confundir las cosas; como lo hace tambien en decir, que debo mandar demoler los baluartes que he hecho levantar en el nominado San Cárlos, tan adelantado, dice V. E., sobre la Colonia, que queda á su retaguardia el lugar en que fué puesto el bloqueo. Mas con igual facilidad que la que antecede, está deshecha esta confusion; pues todos, así Españoles como Portugueses, concordes afirman, que las guardias del campo de San Cárlos mas avanzadas sobre la plaza, están en los mismos puestos en que quedaron situadas el año de 37, cuando se estableció el bloqueo, y ven que queda muy distante á su retaguardia el citado campo de San Cárlos, en donde es patente no haberse construido baluarte alguno, sino dos reductos, que apénas merecen este nombre, aunque pudiera haber hecho cualquiera fortificacion, á vista de que el gobernador de la Colonia, desde el año de 60 en que llegó á ella, va aumentando y mejorando mucho las obras de aquella plaza, en que, sin embargo de mis repetidas reconvenciones, no cesa de trabajar, con todo desprecio de los tratados que lo previenen.

Ni es mas posible el modo con que V. E. pretende probar que pertenecen á Portugal el Rio Grande y las demas tierras que se extienden hasta el fuerte de San Miguel y guardia del Chuy, diciendo que habiendo desembarcado en el Rio Grande el sarjento mayor de batalla José de Silva Páez, en 16 de febrero del año de 37, la primera diligencia que hizo, fué pasar al terreno de San Miguel con seis piezas de artillería, y montarlas en la

fortificacion que hoy tiene, y apostar la guardia del Chuy como hasta ahora se conserva. 1776.

Pero se sabe muy bien que el expresado José de Silva Páez estaba en la Colonia cuando llegaron las órdenes del armisticio á aquella plaza; y porque las cosas de acá debian quedar en el estado en que estuviesen al tiempo de su recibo, partió dolosamente, proveido de gentes y artillería, para el Rio Grande, con fin de extenderse á ocupar, como lo hizo, mas de sesenta leguas; lo cual le fué muy fácil, por haber el gobernador de Buenos Aires retirado la tropa que tenia al resguardo de aquellos parajes. Luego, por dos compañías, que despues de haber recibido las citadas órdenes envió desde Montevideo á reconocerlos, supo que no habian hallado Portugueses algunos en ellos, ni en el Rio Grande, de donde, el año de 39, el alférez D. Estévan del Castillo arrojó á los de la misma nacion que allí se habian introducido, y con poca resistencia unos quedaron muertos y otros prisioneros, y entre ellos un maestre de campo D. Domingo Fernández y los demas huyeron, como todo es público por relacion de muchos oficiales que se hallaron en la funcion.

Fuera de esto, á V. E. y á todos consta que, en 20 de setiembre del año de 37, recibió el gobernador de Buenos Aires las órdenes del armisticio que le remitió el de la Colonia, por cuya mano vinieron; que en su cumplimiento expidió inmediatamente órdenes al comandante del bloqueo, al de Montevideo y á todos los demas de su jurisdiccion, para que cesasen enteramente las hostilidades, como en efecto cesaron de nuestra parte. Es así mismo constante, que el gobernador del Rio Grande D. Andres Rivero de Coutiño, respondiendo al de Buenos Aires, en carta de 25 de enero del año de 38, afirma que el referido Silva Páez no entró á ocupar el terreno de San Miguel, en que construyó el fuerte que hoy subsiste, en cuya inmediacion se puso despues la guardia del Chuy, hasta el 17 de octubre del referido año 37; y por consiguiente, mes y medio despues de recibidas y publicadas las órdenes del armisticio, y con manifiesta infraccion de ellas. Y aunque se quiera decir que Silva Páez, cuando hizo esta irrupcion, las ignoraba, nada favorece

1776. esta tentativa al intento de V. E., por ser indubitable que, desde que el gobernador de Buenos Aires, de cuya jurisdiccion es aquel territorio, cesó por su parte, en virtud de ellas, todas las hostilidades, haciéndolo patente, como lo hizo al gobernador de la Colonia, debian los Portugueses cesar por la suya en todas las fronteras de este gobierno; no pudiendo la ignorancia de ellas servir sino, cuando mas, á disculpar la accion, pero no para fundar algun derecho á favor de la corona de Portugal, como pretende V. E., quien por lo mismo debiera, á la primera reconvencion, haber evacuado los referidos países.

Por lo que toca á los territorios de los fuertes de San Gonzalo, San Antonio, Rio Grande y Yacuy, es innegable que desde tiempo inmemorial han sido estancias de ganados de los pueblos de Misiones, y que los fuertes que hay en ellos se hicieron todos de órden de V. E., con el pretexto de la ejecucion del tratado del año de 50; el de San Amaro, situado á la márgen del rio Tacuarí, y el del rio Pardo á las orillas de este, ambos en la estancia del pueblo de San Luis, el año de 1752; suponiendo V. E. ser necesarios para resguardo de los almacenes de víveres de que habia de subsistir la tropa de su nacion, que debia venir por aquella parte á los referidos pueblos, enviando para construirlos al ingeniero D. Juan Gómez Melo, escoltado de un destacamento por el capitan Francisco Pinto Bandéira; el de San Gonzalo el año de 55, con el pretexto de depositar en él los víveres para la segunda compañía; y el de Yacuy, en el siguiente de 56, concurriendo á su construccion la tropa española con la portuguesa: todo lo cual es tan cierto, que aun los mismos Portugueses, que se hallaron presentes á su construccion, lo han confesado, y entre ellos un oficial de grado y de mucho honor y crédito de la misma nacion, cuyo nombre, por no exponerse á padecer algun trabajo inocentemente, me ha parecido conveniente no expresar, el cual, en presencia de muchos hombres de distincion, confirmó haberse hecho los cuatro fuertes referidos desde el año de 1752 en adelante, con motivo del tratado: de donde se colige cuán ajeno sea de verdad que los Portugueses hayan sido los primeros pobladores de aquellos terrenos. Ni

aun que Cosme de Silvéira, que es el único que V. E. nombra, 1776.
se hubiese hallado algunos años ántes en el que média entre Viamon y Rio Pardo, bien claro es que la introduccion de un particular en las tierras de España no puede dar derecho alguno á la Colonia de Portugal.

Por todo lo que dejo expuesto se manifiesta: lo primero, ser indisputablemente del rey los terrenos que he reclamado; lo segundo, que el haber V. E. reservado para ahora el ponerlo en duda, sin mas que unas vanas apariencias de razon, proponiendo que si estas no me satisfacen, recurramos á las córtes, no es mas que tomar este nuevo medio de dilacion, para no restituirlos jamas; lo tercero, que con las repetidas reconvenciones y protestas que en el discurso de mas de un año y medio tengo hechas infructuosamente á V. E., he practicado todos los medios que dictan la urbanidad y el mas sincero deseo de evitar las perniciosas consecuencias de un rompimiento; lo cuarto, que teniendo V. E., como tiene, un cuerpo considerable de tropas muy internado en los dominios de España, sin quererlo retirar, por mas instancias que se le han hecho, pretende no solo conservar con la fuerza aquellos países de S. M., sino tambien lograr con esta proposicion adquirir sobre ellos mayores ventajas y extension á favor de Portugal; reconociéndose mas claramente este designio de V. E. en los extraordinarios preparativos de guerra que, de mas de dos años á esta parte, no cesa de hacer por mar y tierra.

Y siendo este proceder de V. E., como se ve, una declarada agresion, es constante que no puedo, sin faltar gravemente á las obligaciones de mi empleo, dejar de valerme de las armas que el rey se ha dignado fiarme, para sostener los reales derechos en esta provincia; lo que ejecuto solo con este fin, protestando á V. E. que, pues me pone en esta precision, será responsable de todos los perjuicios que de ella se siguieren.

Nuestro Señor guarde á V. E. muchos años como deseo. — Buenos Aires, julio 15 de 1762.

Besa la mano de V. E., su mas seguro servidor. — *D. Pedro de Cebállos.* — Excmo. señor conde de la Bovadela.

D.

(TRADUCCION.)

1776.

El rey de Portugal desaprueba el hecho del Rio Grande de San Pedro.

EXCMO. SEÑOR. — Muy señor mio: por el expreso que esta mañana he recibido de mi corte, tengo entre otras instrucciones la de representar á S. M. C. *la grande indignacion con que el rey Fidelísimo, mi amo, recibió la noticia del desórden sucedido en las fronteras del Rio Grande de San Pedro*, como mejor consta de la órden del campamento de San Cayetano, de que remito á V. E. la adjunta copia. Como la sincera amistad que felizmente existe entre nuestras córtes me es de la última evidencia, no he tenido reparo alguno en copiar á V. E. el despacho que recibí sobre este asunto, para que V. E. comprenda enteramente las intenciones del rey, mi amo, y pueda exponerlo á S. M. C.:

Ilustrísimo y Excmo. señor. Cuando se estaban poniendo en limpio los largos despachos que V. E. recibirá por el portador de esta, entró, en la tarde del domingo 6 del corriente, una embarcacion de aviso despachada del Rio Janéiro por el conde de Acuña, sin otra carta ó asunto que la de pronta participacion, de que al mismo tiempo de que las órdenes que habia recibido eran las que tengo participadas á V. E. para suspender todo lo que fuese controversia que pudiera dar motivo á la menor perturbacion entre los respectivos vasallos de las fronteras de aquel continente, habia el comandante del campamento de San Cayetano, frontera al Rio Grande de San Pedro, expedido en 28 de mayo de este presente año la órden cuya copia remito á V. E., y que en virtud de ella habia habido un choque con la guarnicion de dicho Rio Grande de San Pedro, en el cual murieron algunos soldados portugueses, y que le pedia mas municiones de guerra.

Será innecesario haga V. E. largos discursos á esa corte para que ella comprenda la grande indignacion de S. M. por el re-

ferido aviso y órden del comandante José Custodio de Sá, que hace el asunto de él. 1776.

Porque aunque Sá hace presente al mismo señor que el gobernador de Matogroso habia alzado ya todos los otros gobernadores y comandantes de nuestras fronteras del Brasil, á causa de que los Españoles habian roto la guerra por aquella parte del rio Guaporé, y marchaban con fuerza á atacar la aldea de Santa Rosa de esta parte del referido Rio Janéiro hasta Santa Catalina, desde el mes de julio del año próximo pasado; siendo grande la distancia que hay del dicho rio Guaporé al Rio Grande de San Pedro, se ve claramente no podia saber la llegada de tal noticia de la expedicion española á atacar la aldea de Santa Rosa, sin cometer ántes hostilidades; y aunque al referido comandante José Custodio de Sá le hubieren dado los Españoles que guarnecen el mismo Rio Grande de San Pedro los motivos que él refiere en la carta inclusa en copia, nada de esto bastaba para tomarse él la extraña libertad de excederse á todo lo que se le habia ordenado, como él mismo, conociéndolo, lo confiesa por las expresas palabras: *sin embargo de las estrechas órdenes que me urgen tanto de S. M. como del ilustrísimo señor conde virey del Estado, para conservar con dichos Españoles la mejor armonía*: órdenes á cuya observancia debia el mismo comandante limitarse, dando cuenta al virey del Estado, para que este se entendiese á este respecto con el gobernador y capitan general de S. M. C., reduciéndose entre tanto dicho comandante subalterno á la natural defensa en caso de hallarse constituido en la indispensable necesidad de ella, y no dar ocasion á la aparicion de una guerra ridícula de subalternos, al mismo tiempo que las dos coronas se hallan en la mas estrecha amistad que entre ellas se ha visto despues de algunos siglos.

La extrañeza que esta inesperada novedad causó en el real espíritu del rey, nuestro señor, hizo que S. M. mandase, como mandó luego, que inmediatamente se aprontase un navío, que estaba aparejándose para llevar á los gobernadores de la isla de Madera, de Pernambuco y de la Bahía, y se despachase como

1776. ya queda despachado para el Rio de Janéiro, y de allí para la isla de Santa Catalina, con órdenes para que en el campo de San Cayetano, ó en cualquiera parte que se hallase, sea preso dicho comandante José Custodio de Sá, y trasportado á esta corte, para que responda en ella sobre aquel su desatino: y que esta determinacion sea participada luego á D. Francisco Antonio Bucareli, para que por su parte pueda dar las providencias necesarias.

Combinando los referidos desatinos con los que aquí se han experimentado, puede recelarse que los subalternos del Rio Grande de San Pedro y de sus fronteras se hallen airados unos contra otros por intrigas y estratajemas de los Jesuitas. Estos, al mismo tiempo que han hecho divulgar en los papeles públicos de Lóndres todas cuantas imposturas entendieron podian hacer odioso á Portugal á los pueblos de Inglaterra, persuadiendo se hacen aquí á los Ingleses las mas extraordinarias insolencias, han introducido en este reino y otros países otros contradictorios, por los cuales persuaden á los Portugueses que los Ingleses cometen contra ellos los mayores insultos y las mas injuriosas sinrazones. Y si esto estamos viendo dentro de Portugal, no es nada inverosímil que en las fronteras de los dos dominios de América hayan hecho lo mismo los dichos Jesuitas. Para que todo esto acabe, ha mandado S. M. aprontar luego otro navío de aviso, para partir así que vuelva la respuesta de esta carta. Por ella manda el rey, nuestro señor, proponer á S. M. C. por V. E., que le parece que el medio mas eficaz para dicho fin será el de expedir SS. MM., de comun acuerdo, nuevas órdenes á sus respectivos gobernadores y capitanes generales de aquellas partes, determinándoles en sustancia que desaprueban y extrañan todas cuantas hostilidades se hayan cometido desde el dia 28 de mayo próximo pasado en adelante, como contrarias á sus reales órdenes y á su fraternal y sincera amistad. *Que todo cuanto se hubiere innovado con dichas hostilidades, ó con cualesquiera otras, despues de ellas cometidas, se reponga luego inmediatamente al mismo estado en que se hallaba el referido dia 28 de mayo próximo pasado.* Y que las

armas y fuerzas de ambas córtes en aquellas partes del mundo, se establezca que son preventivas para cohibir á sus adversarios ó rebeldes, y de ninguna suerte para ponerlas en el mejor ejercicio contra los vasallos de dos monarcas tan estrechamente unidos por la sangre, y por la fina y estrecha amistad que entre sí están cultivando tan cuidadosamente. Dios guarde á V. E.— Sitio de Nuestra Señora de la Ayuda, á 10 de setiembre de 1767. — *Conde de Oyras.* 1776.

Y en tanto S. M. C. tiene á bien expedir sus reales órdenes al teniente general D. Francisco Bucareli, gobernador de Buenos Aires, junto con las correspondientes del rey, mi amo, por el navío que expresa el despacho copiado, y que declara estará pronto á partir con la mayor brevedad, espero que V. E. me las comunique para participarlo así á mi corte por el expreso que V. E. expidiere con las mismas órdenes, ó por el mismo que llegó esta mañana de Lisboa, si V. E. las remitiere por él al embajador de esta corte en la de Lisboa.

Repito con mi mayor afecto á V. E. mis respetos y deseos de darle en todo gusto. Dios guarde á V. E. muchos años. — San Ildefonso, 18 de setiembre de 1767. — Excmo. Sr. B. L. M. de V. E. su mayor y mas seguro servidor. — *Ayres de Sá y Melo.* — Excmo. Sr. marques de Grimaldi.

Copia de la órden del comandante José Custodio de Sá y Faria al coronel José Marcelino de Figueredo, en el campo de San Cayetano, frontera en el Rio Grande de San Pedro.

Instruccion al coronel Figueredo.

Las justísimas causas que nos han dado los Españoles en esta frontera del Rio Grande de San Pedro, faltando el comandante de las tropas de S. M. C., teniente coronel de infantería D. José de Molina, á lo estipulado no solo en los tratados antiguos, respectivos á las dos córtes de Portugal y España, sino al convenio hecho en esta misma frontera en 6 de agosto anterior; haciéndonos en ellas las hostilidades que son notorias, no queriendo restituirnos el gran número de negros esclavos

1776. que han pasado á su territorio, habiéndolos reclamado repetidas veces y respondido el dicho comandante ser acto muy propio de soberanía de los reyes admitir á los dichos esclavos que huyen de la esclavitud, como todo consta de la carta del dicho, de primero de octubre de 1765 : siendo estas, por todo derecho, hostilidades hechas á vasallos del rey, nuestro señor, que han experimentado tan graves perjuicios en la falta de dichos esclavos; no queriendo al mismo tiempo restituir nuestras embarcaciones en que han pasado muchos desertores á aquellos lados, pretextando para no entregarlos, que eran tomados con contrabando, cuando es enteramente falso: tomándonos repetidas satisfacciones de los mas sinceros movimientos que se hacen en este campamento de San Cayetano, con términos arrogantes é impropios de la civilidad con que se acostumbran tratar los negocios de oficio, llegando á tener la petulancia dicho comandante de proferir que los dominios de S. M. habian sido siempre *cuevas de ladrones*, como todo consta de las cartas que V. S. me ha manifestado : y últimamente las noticias ciertas de que se refuerzan de tropas y municiones de guerra, como ya lo han hecho en la guardia del Norte que han reforzado con gente y artillería, procurando prácticos y disponiendo embarcaciones para navegar á los puertos interiores de este continente, á mas de otros preparativos y disposiciones que actualmente hacen y toman en la villa del Rio Grande, que no tienen otro fin que el de atacarnos : confrontando todo con las noticias que tenemos de aquel lado, me obligan, sin embargo de las estrechas órdenes que me urgen tanto de S. M. como del ilustrísimo y Excmo. Sr. conde virey del Estado, para conservar con dichos Españoles la mejor armonía, á no sufrir por mas tiempo á estos malos vecinos, por ser en descrédito de nuestras armas, y en desabono de la régia autoridad de nuestro augusto soberano; no siendo lo ménos el exponer á la tropa que guarnece esta frontera á ser atacada con gran ventaja, bajo de la simulada fe y fingida amistad con que nos tratan dichos Españoles, siendo sus intentos y disposiciones muy diversas. Por esto, estoy resuelto á romper con ellos, ántes que ellos lo hagan con noso-

tros, haciéndonos desalojar hasta la guardia del Norte como de los demas terrenos del Rio Grande, que pertenecen al rey, nuestro señor, é indebidamente ocupan : para cuyo fin ordeno á V. S., que con 500 hombres de armas pase V. S. en las embarcaciones que se hallan en este puerto á la villa del Rio Grande, á desalojar á los dichos Españoles, para lo que hará V. S. ejecutar el plan que hemos acordado, con las circunstancias en él expresadas, á las cuales podrá V. S. añadir las demas que le parecieren adaptables á la misma empresa y al buen suceso de ella. 1776.

Tambien incluyo á V. S. las copias de las órdenes que he dado al coronel de dragones José Casimiro Roncálles, que salió del Rio Grande con 200 hombres y atacar al mismo Rio Grande por la parte de San Gonzalo, y van notadas con los números 1 y 2, y la carta que de él he recibido bajo el número 3.

Al mismo coronel de dragones debe V. S. socorrer en caso de impedírsele el pasaje del rio llamado el Sangradero de Merin, con el número de tropa que juzgue conveniente, y luego que hayamos conseguido la victoria (como espero) de nuestros enemigos, determinará V. S. la gente que debe venir á tomar la guardia del Norte, despachándome aviso con anterioridad del dia y hora en que lo determináre, para poder concurrir yo al mismo fin, conduciendo la artillería precisa para batirla.

De todas las novedades que ocurrieren me dará V. S. parte sin demora, y por persona segura, para poderme determinar sobre las noticias que V. S. me diere.

Hallo inútil recomendar á V. S. ninguna cosa mas á ese respecto, porque su distinguido valor, su grande capacidad y celo del real servicio son evidentes pruebas de que son innecesarias mis advertencias. Dios permita dar á V. S. felicidad y la victoria que esperamos. Campamento de San Cayetano, mayo 28 de 1767. — Sr. coronel José Marcelino de Figueredo. — El coronel gobernador, *José Custodio de Sá y Faria.* — Está conforme con el original.— *José Custodio de Sá y Faria.*

F.

1776.
Estado de una fuerza.

Estado que manifiesta la tropa que D. Juan José Vertiz llevó para su propia defensa, cuando salió á reconocer en el año de 1773 los dominios de S. M. en las provincias de su mando.

Del regimiento de infantería de Buenos Aires, inclusa la asamblea.	344
Del de dragones de la misma provincia	160
De la asamblea de caballería.	25
De la de dragones	25
De la compañía de artillería	20
Total de la tropa . . .	574
Milicias de caballería de Santa Fé, inclusa la compañía de blandengues	200
Idem de Corriéntes.	240
Total del destacamento	1,014

PRIMER PERÍODO.

FRANCIA Y ESPAÑA.

TRAITÉ

ENTRE LES MINISTRES PLÉNIPOTENTIAIRES DE LL. MM. TRÈS CHRÉTIENNE ET CATHOLIQUE

CONCERNANT LES LIMITES DES POSSESSIONS FRANÇAISES ET ESPAGNOLES,

A SAINT-DOMINGUE, LE 3 JUIN 1777.

NOTICE HISTORIQUE.

1777.

Occupation de plusieurs points de la côte nord de Saint-Domingue par les Français.

Les Français, que les Espagnols avaient chassés de l'île Saint-Christophe, occupèrent plusieurs points de la côte nord de Saint-Domingue depuis la péninsule de Samana jusqu'au Port-de-Paix. Quelque temps après ils poussèrent leurs établissements, le long de la mer, depuis le Port-de-Paix jusqu'à la rivière du Rebouc, et possédaient l'île de la Tortue et la péninsule de Samana.

Le Vasseur, gouverneur de la Tortue.

Les aventuriers avaient repris la Tortue. Le Vasseur, gouverneur lieutenant général des îles françaises de l'Amérique, avait pris le commandement de la Tortue, où Willis, chef nommé par les aventuriers de sa nation, s'était arrogé une autorité despotique.

1777.

D'Ogeron fortifie la peuplade de Samana.

D'Ogeron, qui avait excité les Français de s'établir dans la plaine du Cap, fortifia en hommes la peuplade de Samana, que les Espagnols avaient en vain attaquée.

Notification de la paix de Nimègue à M. de Pouançay.

Le président de la partie espagnole, D. Francisque de Segura, écrivit et envoya à M. de Pouançay (successeur de d'Ogeron), le licencié D. Jean-Baptiste Escoso pour lui notifier la paix de Nimègue entre les Français et les Espagnols, et lui proposer de fixer les limites entre les deux nations. Après l'entretien d'Escoso et de Pouançay, au Cap, on dressa un acte qui assigna la rivière du Rebouc pour ligne de démarcation.

Déclaration de la guerre peu d'années après.

Malgré cela, quelques événements occasionnèrent que la guerre fut déclarée peu d'années après. La guerre donc était déclarée entre la France et l'Espagne; les Français allèrent planter leur pavillon sur la rive ouest du Rebouc et y placèrent des vigies.

Prise de Saint-Jacques par les Français.

Les Français attaquèrent et prirent Saint-Jacques. Les Espagnols, réunis aux Anglais, ravagèrent jusqu'au Port-de-Paix.

Clause du traité de paix de Riswick.

Le traité de paix de Riswick porta que les possessions des deux puissances resteraient telles qu'elles étaient lorsque la paix précédente avait été rompue.

Abus commis par les Espagnols.

Les Espagnols profitèrent de la paix pour commettre des abus.

Entretiens entre le président espagnol et le gouverneur français.

Des entretiens au sujet des limites eurent lieu ensuite entre le président espagnol et le gouverneur français, celui-ci s'étant toujours refusé aux prétentions du président.

Sommations faites au gouverneur français.

Des sommations au nom du président espagnol furent faites, à plusieurs reprises, au gouverneur français de faire reculer les vigies françaises de six ou sept lieues, jusqu'à Bahaya et Caracol. M. Dusquenot arrêta que jusqu'à la décision des deux cours, les vigies seraient de part et d'autre reculées à quatre lieues des rives du Rebouc.

Proposition de nommer des commissaires.

Après de nouvelles et de pareilles sommations et d'autres événements, la France proposa à l'Espagne de nommer des commissaires pour les limites; et ce fut en 1715 que le roi d'Espagne enjoignit au président de laisser aux Français ce qu'ils avaient lorsqu'il était monté sur le trône, et d'envoyer des instructions pour qu'on pût nommer des commissaires.

1777.

Observation de la neutralité à Saint-Domingue.

A cause de la déclaration de la guerre entre la France et l'Espagne, peu d'années après, il fut convenu entre le gouverneur français et le président espagnol de garder la neutralité à Saint-Domingue, et de laisser la question des limites indécise, sans que les Espagnols pussent passer le Rebouc, et que les Français n'iraient pas au delà de Capotille.

Nomination des plénipotentiaires.

Quelques années après, des commissaires furent nommés de part et d'autre afin d'éviter de grands malheurs. A cet effet, M. de Nolivos fut envoyé et il conféra chez M. Hardouineau avec D. Gonzalo de Oviedo. Le plénipotentiaire espagnol dit qu'il répondrait par écrit, regagna son territoire et marqua que le terrain contesté, et dont M. Nolivos avait fait retirer un corps de garde, appartenait aux Espagnols.

Plainte du président la Rocheferrer.

Le président la Rocheferrer écrivit, le 26 mai 1731, à M. de la Rochalar, pour se plaindre de ce que depuis quatre ou cinq ans, des Français s'étaient établis dans le Fond-de-Capotille; il demanda leur éloignement et menaça même d'employer la force. Mais les Français n'y ayant pas consenti, les Espagnols, au nombre de quatre cents, détruisirent les établissements de trois habitants à Capotille et brûlèrent leurs cases. Il en résulta que M. de Chastenoye, gouverneur du Cap, vint avec un détachement de deux cents hommes détruire sur le territoire espagnol le même nombre d'établissements, mais sans employer le feu. Après cette représaille, les deux gouverneurs du Cap et de Saint-Jacques convinrent que la rivière du Massacre servirait de limite provisoire. Le ministre approuva la conduite de M. de Chastenoye, et prescrivit de nouveau de s'arrêter au Massacre, jusqu'à ce que les limites fussent réglées par des commissaires des deux puissances.

Ce qu'il en résulta.

Un commissaire.

Plusieurs années après, pendant lesquelles eurent lieu des querelles et des luttes réciproques, le marquis de Grimaldi, ministre d'Espagne, écrivit au marquis d'Ossun, ambassadeur de France, qu'on allait choisir les commissaires pour les limites. En conséquence, M. d'Estaing, partant pour Saint-Domingue, est chargé d'ordres du roi en blanc, avec pouvoir de les remplir du nom de ceux qu'il choisirait. Ce fut du nom de

1777. M. le comte d'Ornano que M. d'Estaing remplit les pouvoirs relatifs aux limites; mais l'Espagne n'ayant pas nommé de commissaires, M. d'Ornano revint au Cap.

Article 5 du traité conclu le 4 juin 1770.

M. de Vincent, lieutenant du roi au Cap, est envoyé, en 1770, à Saint-Domingue par M. de Nolivos et y conclut avec le président, le 4 juin, un traité dont l'article 5, le seul qui ait rapport aux limites, portait qu'en cas de contestation sur les limites entre les deux nations, les commandants respectifs des corps de garde placés sur les frontières s'avertiraient mutuellement et se porteraient ensemble sur les lieux, pour y vérifier l'objet des contestations et y remédier provisoirement à l'amiable, jusqu'à ce que les gouverneurs généraux se fussent concertés et aient donné leurs ordres. M. d'Azelor ajouta à cet article que les commandants feraient la visite de leurs frontières pour en bien reconnaître l'état.

Traité souscrit entre M. de Nolivos et don Fernando de Espinosa, 1771.

M. de Nolivos souscrivit avec D. Fernando de Espinosa, au nom du président D. José de Solano, commandant de Saint-Raphaël et de ses limites, le 3 novembre 1771, un traité où il abandonnait aux Espagnols la jouissance provisoire des terrains contestés au Dondon, et stipulait que les Français les abandonneraient et consentiraient à l'établissement d'un corps de garde au Saut-du-Canaut, quoiqu'on s'y fût constamment refusé depuis le gouvernement de M. d'Estaing.

M. le vicomte de la Ferronays refuse de l'exécuter.

M. le vicomte de la Ferronays, prenant l'intérim de M. de Nolivos, parti pour la France, refusa d'exécuter la convention du 3 novembre 1771, excepté par rapport au corps de garde du Saut-du-Canaut. Il fut arrêté entre M. de Solano et lui, le 10 février, qu'on suspendrait l'exécution pendant dix mois, pour attendre les ordres des deux cours. Celle de France approuva M. de la Ferronays.

Désir de l'Espagne de voir terminer l'affaire des limites.

Le ministre manda à M. de Vallière, gouverneur général, que la cour d'Espagne désirait que l'affaire des limites fût terminée en Europe; en conséquence, on lui demanda tous les renseignements nécessaires.

M. de Vallière fut forcé, l'année suivante, de souscrire, au Port-au-Prince, une convention qui, en adoptant toutes les

prétentions des Espagnols, faisait commencer la limite nord à la rivière du Massacre et la terminait au sud à la rivière des Pédernales. Cet acte tyrannique accéléra la conclusion du traité des limites ci-après, signé à l'Atalaye, entre MM. d'Ennery (successeur de M. de Vallière) et Solano. Les plénipotentiaires nommés à cet effet terminèrent leurs opérations le 28 août. Ce traité fut ratifié à Aranjuez, le 3 juin 1777.

1777.

Circonstance qui accéléra la conclusion du traité de paix de l'Atalaye.

(*Description topographique et politique de la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue*, etc. — Philadelphie, 1796.)

DOCUMENT (1).

(Koch table, etc., et Recueil, t. XI, p. 406.)

Signé le 3 juin. Ratifié le 4 juillet.

Circonstances préliminaires. But du traité.

Les souverains d'Espagne et de France, toujours attentifs à procurer à leurs sujets respectifs tous les avantages possibles, et ces deux monarques étant convaincus de la grande importance d'établir entre les vassaux des deux couronnes la même union intime qui règne si heureusement entre Leurs Majestés, ont l'intention de concourir, d'un commun accord, selon les cas et les circonstances, à lever les difficultés et les obstacles qui peuvent s'opposer à une fin aussi salutaire. Les fréquentes dissensions qu'il y a eues, depuis bien des années, à Saint-Domingue, entre les habitants espagnols et français de cette île, tant sur l'étendue des terrains que sur d'autres jouissances particulières, malgré les diverses conventions faites provisoirement entre les commandants des possessions respectives des deux nations, avaient engagé les deux souverains à prendre cet important objet en considération, et à expédier des ordres et des instructions en conséquence à leurs gouverneurs dans ladite

(1) Tomado de la gran Coleccion de tratados de Martens. Véase la *Historia de Haiti*, por M. ARDOUIN, ministro residente en Paris (1862).

1777. ile, en leur enjoignant de s'appliquer avec le plus grand soin et le désir le plus sincère du succès à établir la meilleure harmonie possible entre les colons respectifs, de reconnaître par eux-mêmes les terrains principaux, de faire lever des plans très exacts, et de conclure enfin un arrangement de limites, en termes si clairs et si positifs qu'ils missent fin pour toujours aux disputes, et qu'ils assurassent la plus étroite union entre lesdits habitants. En exécution des ordres des deux monarques, on fit toutes les diligences et reconnaissances nécessaires, et enfin D. Joseph Solano, commandant et capitaine général de la partie espagnole, et M. de Vallière, commandant et gouverneur de la partie française de l'île, signèrent une convention provisionnelle le 25 août 1773; mais les deux cours, jugeant que cette convention ne remplissait pas entièrement leurs désirs mutuels, et que, s'agissant de bannir à jamais tout motif ou prétexte de discorde, il était nécessaire d'éclaircir encore davantage certains points, elles expédièrent de nouveaux ordres relativement à cet objet.

Nouvelle convention signée en 1776. Commissaires et ingénieurs. Instrument que signèrent les commissaires.

Les deux gouverneurs, sérieusement animés du même désir, parvinrent à conclure et à signer une nouvelle convention ou description de limites le 29 février de l'année dernière mil sept cent soixante-seize, et ils nommèrent, en outre, des commissaires et des ingénieurs pour lever un plan topographique de toute l'étendue de la frontière, depuis une extrémité jusqu'à l'autre, du nord au sud, et placer de distance en distance les bornes ou piliers nécessaires. Cette commission fut complétement exécutée, comme il paraît par l'instrument signé des commissaires le 28 du mois d'août suivant.

Ce qui fut arrêté entre les deux souverains.

Les deux souverains s'étant fait rendre le compte le plus exact de tous ces préalables et désirant mettre le sceau de leur approbation royale à un arrangement définitif qui établisse pour toujours l'union entre leurs sujets respectifs, ont déterminé qu'on rédigeât en Europe un traité relatif aux limites des possessions espagnoles et françaises dans l'île de Saint-Domingue, en prenant pour base la convention du 25 août 1773, l'arrangement conclu le 29 février 1776, et surtout l'instrument

signé par les commissaires respectifs le 28 août de la même année 1776. 1777.

A cet effet, S. E. D. Joseph Moñino, comte de Florida-Blanca, chevalier de l'ordre de Charles III, conseiller d'Etat et premier secrétaire d'Etat et du département des affaires étrangères, nommé et autorisé par S. M. Catholique, et S. E. M. le marquis d'Ossun, grand d'Espagne de la première classe, maréchal des camps et armées de S. M. Très Chrétienne, chevalier de ses ordres et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en cette cour, nommé et autorisé par S. M. Très Chrétienne, après en avoir conféré entre eux et s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants : Nomination du comte de Florida Blanca par S. M. Très Chrétienne.

Art. 1. — Que les limites entre les deux nations resteront perpétuellement et invariablement fixées à l'embouchure de la rivière Daxabon ou du Massacre, du côté du nord de ladite île et à l'embouchure de la rivière Pédernales ou des Anses-à-Pitre, du côté du midi, dans les termes qui seront spécifiés dans l'article qui suit immédiatement, observant uniquement ici que, si à l'avenir il survenait quelque doute sur l'identité des rivières de Pédernales et des Anses-à-Pitre, il est dors (1) et déjà décidé que c'est la rivière vulgairement appelée par les Espagnols de Pédernales que les plénipotentiaires ont voulu désigner pour servir de limite. Limites.

Art. 2. — Qu'attendu que la dernière opération que D. Joachim Garcia et le vicomte de Choiseul ont faite en qualité de commissaires, conjointement avec les ingénieurs respectifs et des habitants nés dans le pays, a été exécutée dans le plus grand détail, avec connaissance de l'arrangement convenu entre les commandants espagnols et français le 29 février 1776, et qu'ayant eu sous les yeux les différents terrains, il ont été à portée d'éclaircir tous les doutes ou équivoques qui pouvaient naître de l'expression littérale dudit arrangement, vu aussi la circonstance qu'il a été planté des bornes d'un commun accord Travail des commissaires adopté.

(1) Vieux mot dérivé du latin *de hordâ*, *de hac hordâ*, dès à présent. (Koch.)

1777. sur toute la frontière, et qu'il a été levé d'autres plans plus corrects, dans lesquels lesdites bornes sont marquées une à une : sur ces principes, les plénipotentiaires soussignés stipulent que ledit instrument fait et signé par lesdits commissaires le 28 août 1776, et dans lequel sont clairement et distinctement désignés tous les points, rivières, vallées et montagnes, par où passe la ligne de démarcation, sera inséré dans le présent article, dont il fera partie, comme suit :

Description des limites convenue à l'Atalaya.

Description des limites de l'île de Saint-Domingue, convenue à la Atalaya le 29 février 1776 par le traité définitif *sub spe rati*, conclu entre Leurs Excellences M. D. Joseph Solano, chevalier de l'ordre de Saint-Jacques, brigadier de l'armée royale de Sa Majesté Catholique, gouverneur et capitaine général de la partie espagnole, président de l'audience royale, inspecteur des troupes et milices, surintendant de la Croisade, juge subdélégué de la rente des postes et plénipotentiaire de Sa Majesté Catholique, et Victor-Thérèse Charpentier, marquis d'Ennery, comte du Saint-Empire, maréchal des camps et armées de S. M. Très Chrétienne, grand-croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, inspecteur général d'infanterie, directeur des fortifications, artillerie, troupes et milices des Colonies françaises, gouverneur, lieutenant général des îles françaises de l'Amérique sous le vent, et plénipotentiaire de Sa Majesté Très Chrétienne : lesquels, ayant signé ledit traité original par ancienneté d'âge, ont remis en conséquence leurs instructions de la même date aux soussignés D. Joachim Garcia, lieutenant-colonel de l'armée de S. M. Catholique, commandant des milices réglées en la colonie espagnole, et Hyacinthe-Louis, vicomte de Choiseul, brigadier des armées de S. M. Très Chrétienne, nommés commissaires à l'effet d'exécuter les articles du traité qui fixent invariablement les limites des possessions respectives des deux couronnes, construire des pyramides, poser des bornes partout où besoin serait, pour faire cesser désormais les discussions qui altéreraient la bonne harmonie entre les deux nations, et lever, avec l'assistance d'un nombre suffisant d'ingénieurs, le plan topographique et auquel

les soussignés renvoient pour plus grands éclaircissements, observant qu'il n'a pu être signé, comme il est dit dans le traité, par l'ingénieur en chef, le sieur de Boisforêt, employé par ordre supérieur à d'autres fonctions de son état. 1777.

Commencement de la ligne de démarcation des limites.

En exécution dudit traité, la ligne de démarcation des limites commence à la côte du nord de cette île, à l'embouchure de la rivière Daxabon ou Massacre, et se termine à la côte du sud, à l'embouchure de la rivière Pédernales ou des Anses-à-Pitre, sur les rives desquelles ont été construites les pyramides indiquées par le plan : les deux premières portant le n° 1, et les deux dernières le n° 221, avec les inscriptions gravées en pierre : Espagne, France. Le plan explique clairement tout le reste, suivant sa véritable position ; bien entendu que la route suivie par les commissaires désigne la droite ou la gauche de la ligne ; et qu'à l'égard des rivières ou ruisseaux, c'est leur cours en partant de la source. En remontant le long de la rivière Daxabon ou Massacre, ses eaux et sa pêche commune forment la ligne de frontière jusqu'à la pyramide n° 2 de l'îlet, divisé par les pyramides 3, 4, 5 et 6 conformément au traité ; et cette ligne n'est point tangente au coude le plus avancé de la Ravine à Caïman, le marais étant impraticable.

Ce que désignent deux pyramides.

Les deux pyramides n° 7 désignent que les eaux réunies en un seul bras entre les deux îlets, la rivière devient commune et forme la ligne comme en bas. Le second îlet se trouve divisé par les pyramides qu'on y a élevées depuis le n° 8 jusqu'au n° 17 inclusivement, de la manière représentée sur le plan, quoique, conformément au traité, il dût être divisé par une ligne droite d'une extrémité à l'autre qui forme une fourche où le bras droit de la rivière prend le nom de Don Sébastien, et l'autre se nomme Bras gauche du Massacre ; mais le plan particulier qui a servi de base à cet article, figurant l'îlet elliptique et divisible en une seule ligne droite, était si peu fidèle qu'il a fallu avec plus de précision en lever un nouveau, tel qu'il est figuré sur le plan général ; et l'îlet a été divisé en deux lignes qui se rencontrent, afin de ne point préjudicier, conformément à l'article 5 du traité, aux intérêts essentiels des vassaux de

Noms des bras de la rivière.

1777. S. M. Catholique, dont le terrain aurait été enlevé par la division en une seule ligne droite.

D'autres pyramides. Depuis la pyramide n° 17, les eaux de la rivière du Massacre et du ruisseau de Capotille sont la limite des possessions respectives jusqu'à la borne n° 22. Dans cet intervalle, on rencontre deux pyramides n° 18, placées sur les rives du Daxabon, à celui de Juana Mendez; deux à l'embouchure de Capotille, n° 19, deux à l'embouchure du ruisseau de la Mine, n° 20, et deux bornes portant le même n° 21, au bas de l'embranchement sur lequel se trouvent les établissements du sieur Gaston, où se joignent deux petits ruisseaux qui forment celui de Capotille. La ligne remonte le long des eaux encaissées du ruisseau de la gauche jusqu'au n° 22 où se terminent les plantations qu'elle environne en cherchant le n° 23 et le sommet de l'embranchement qu'elle prolonge jusqu'au n° 24, sur le piton des Ramiers. De ce point la ligne de frontière passe sur le sommet des montagnes de la Mine et de Marigallega, en suivant l'ancien chemin des rondes espagnoles, jusqu'à la borne n° 25, à la pointe que forme la petite savane du Sirop sur la plantation du feu sieur Lassalle Descarrière; elle continue le long des cafés entourés d'une haie de citronniers appartenant audit habitant, représenté par le sieur Maingault, jusqu'au Piton-des-Perches, et descend en ligne directe par les n°s 26, 27 et 28, dans la savane du même nom; par la rive droite et par le n° 29, elle monte à Montagne-des-Racines, les grandes selles du Chocolat et de Coronado où est le n° 30, duquel, en suivant la même montagne par un chemin bien ouvert, on arrive au n° 31, posé sur la pente du piton de Bayaha, où la ligne n'est susceptible d'aucun doute, par le sommet de la montagne et le chemin bien ouvert qui passe sur la crête de la Loma de Santiago ou montagne à Ténèbres, par le n° 32, par le piton de las Tablitas ou des Essentes jusqu'au n° 33, del Silgueral, laissant à droite les sources de la rivière Guaraguey ou grande rivière qui coule dans la prairie française, et à gauche la tête du ruisseau de Loslazos ou des Eperlins, qui verse ses eaux dans la partie espagnole.

1777.

Continuation des limites nationales.

Depuis le n° 33, les limites nationales continuent par un chemin bien marqué, traversant des gorges profondes figurées sur le plan, pour arriver à la Loma Atravesada ou Montagne-Traversière, sur le sommet de laquelle et par le n° 34 on va chercher le n° 35, qui coupe el Arroyo de Arénas ou Ruisseau des Sables, 36 et 37, sur un chemin commun le long d'un grand bois, et 38, sur le ruisseau de Ziguapo ou des Chapelets, où, par les embranchements de la montagne du même nom on arrive à sa hauteur, au n° 39, où prend naissance l'embranchement ou montagne des Chandeliers, suit la ligne passant par les bornes 40, 41, 42 jusqu'à 43, placée au confluent que forme le ruisseau des Chandeliers avec la grande rivière et à gauche la profondeur inaccessible du ruisseau.

Les eaux du Rio-Guaraguey sont la limite jusqu'à certains corps de garde.

Depuis le n° 43, les eaux du Rio Guaraguey ou Grande-Rivière sont la limite des deux nations jusqu'au corps de garde de Basson, où est la pyramide n° 44, et l'embouchure du ruisseau de ce nom, mentionné dans le traité, et que les commissaires ne pourraient chercher depuis la montagne des Chapelets ni celle des Chandeliers par leur route à l'ouest pour le suivre comme une ligne de frontière, parce qu'il prend naissance très loin vers le sud dans les montagnes de Barrero, Canas et Artamisa, sans aucune jonction avec celle des Chapelets et des Chandeliers, d'ailleurs peuplée de hates espagnoles très considérables qui aboutissent à la rivière où sont les plantations des vives, des fermes, des rentes ecclésiastiques : considérant que l'on ne pouvait connaître ces particularités lors de la conclusion du traité, et que de tirer la ligne d'embranchement en embranchement par la rive gauche de la rivière jusqu'à l'embouchure du ruisseau de Bahon, ne serait d'aucune utilité à la nation française par la petite quantité et la mauvaise qualité de la terre qui resterait entre la ligne et la rivière ; que d'ailleurs ce serait intercepter l'eau aux animaux, ce qui préjudicierait aux vassaux de Sa Majesté Catholique, sans aucun profit pour ceux de S. M. Très Chrétienne ; c'est pourquoi les commissaires soussignés sont convenus, et leurs généraux l'ont approuvé, qu'entre les deux susdits n°s 43 et 44, les eaux de la grande rivière se-

1777. raient la limite nationale, et que, pour faciliter la communication de ce trajet, le chemin serait commun, traversant la rivière d'un côté comme de l'autre, partout où les difficultés du terrain et celles de ladite rivière l'exigeront.

Continuation de la ligne. Du corps de garde de Bahon, la ligne de frontière monte par l'embranchement qui finit à la pyramide, et de son sommet elle passe par les nos 45, 46, 47, 48 et 49, en contournant les plantations actuelles des Français Conze et Laurent sur la droite, laissant à gauche les possessions de Bernardo Familias, jusqu'au corps de garde de la vallée où est posée la borne 50.

Id. Dudit poste, la ligne monte sur la Montagne-Noire par un chemin de ronde bien connu, et à moitié côte a été gravé le n° 51, sur deux rochers avec l'inscription España, France. Au sommet on place le n° 52, à l'entrée des plantations actuelles du sieur Melkens, et les limites prolongent ses cafés qui sont sur la crête, en cherchant les nos 53, 54, 55, 56 et 57, puis le long des plantations actuelles du sieur Jouanneaux, passant par les nos 58, 59, à la tête d'un des rameaux du Ravin-Sec, et par le piton de ce nom au sommet de la montagne, en rasant les plantations du sieur de la Prunarède.

Id. Les nos 60 et 61 sont à la tête du Ravin-Sec, les nos 62, 63 et 64 sur le même ravin autour des plantations actuelles du sieur Larivière, et depuis 65 jusqu'à 69 inclusivement ce sont les limites des plantations actuelles du sieur Laferre, placées sur la gauche du sommet de cette montagne, au n° 69 ; la ligne suit un chemin commun, qui va reprendre en descendant la crête de la montagne et contourner les plantations actuelles de Potier, Laleu, Gerbier et Béon, qui penchent sur la gauche avec les bornes depuis le n° 70 et jusqu'au 79 inclusivement, placée aux sources de la ravine Mathurin, sur les différentes gorges qui la forment. Du piton où se trouve établi le sieur Béon, la ligne passe par un chemin bien ouvert sur la crête jusqu'au n° 80, qui est à la tête de la Gorge-Noire, entre les plantations actuelles du sieur Colombier et de Mathias Nolasco, de la case duquel la ligne prolonge la crête, soit en montant ou descendant quelques ravins, jusqu'à rencontrer les nos 81, 82, 83, le

long des cafés de Dumart; sur la hauteur appelée de la Porte, qui regarde les bois du même nom, et sur la crête de ladite hauteur, dans un chemin bien ouvert, la ligne descend autour de la plantation du sieur Dumart, jusqu'à la pyramide 84, construite à l'ancien corps de garde du Bassin-Caïman, sur la rive gauche de la rivière. 1777.

A la rive droite vis-à-vis le n° 84, est la pyramide 85, où les plénipotentiaires ont posé la première pierre au pied du piton où commence la montagne de Villarubia; la ligne monte à son sommet où est la borne n° 86, et en descendant par un embranchement au n° 87, elle prend le sommet de la montagne sur les plantations de madame la baronne de Pis, qu'elle suit, les eaux toujours versant à droite dans la vallée du Doudou et à gauche dans la partie espagnole, jusqu'à rencontrer les plantations actuelles de ladite de Collière, qui dépassent le sommet de la montagne, ainsi que celles du sieur Chiron, lesquelles conjointement ont été renfermées par les bornes 88, 89, 90 et 92, où la ligne reprend et suit le sommet de la montagne, regardant la susdite vallée jusqu'au n° 93, à la Montagne-des-Chapelets; et de son piton elle descend aux n°s 94 et 95, en coupant le ravin qui joint les plantations du sieur Soubira, pour arriver au n° 96, sur celles du sieur Moreau, et de ce point descendre en ligne droite à la rivière du Canot, sur la rive droite de laquelle est la pyramide 97, à la pointe de l'embranchement opposé qui descend de Marigallega.

La ligne de frontière continue, montant droit par ledit embranchement au piton de Kercabras n° 97, et suit par son sommet, regardant les plantations actuelles des sieurs Lécluse et Tripier, jusqu'aux n°s 99 et 100, d'où elle retourne le long des plantations de MM. Montalibor, Fouquet et Gérard, par les bornes 101, 102 et 103 jusqu'au 104, à un piton de rocher sur les hauteurs de l'établissement de Valero et en bas de la seconde habitation de Fouquet et Rodanes. Id.

De ce point la ligne suit, le plus droit qu'il a été possible, par un chemin bien ouvert sur un terrain très âpre, en coupant le ruisseau Rouge à la borne 105, le ruisseau Maho à la borne 106, Id.

1777. et monte en côtoyant la montagne des Cannas ou Lantaniers, sur le sommet de laquelle est le n° 107, d'où elle descend à la Ravine-à-Fourmi et à la pyramide 108, sur la rive gauche entre les établissements abandonnés de l'Espagnol Lora et ceux du Français Fouquet, possesseur du terrain connu dans le traité sous le nom de Beau-Fossé, alors associé de Fouquet.

Id. Traversant la Ravine-à-Fourmi, la ligne rencontre la pyramide 109, à la rive droite sur l'embranchement par lequel elle monte la montagne de Marie-Galante, passant par les n°s 110, 111 jusqu'au n° 112, d'où les eaux se divisent dans la partie espagnole et française; et de là elle commence à descendre, cherchant la montagne d'où les eaux se jettent dans la rivière du Bois-de-l'Inde, par la borne 113 gravée sur un rocher, 114 posée sur un embranchement, 115 sur le ruisseau des Eperlins, 117 sur un ravin, 118 sur la hauteur appelée del Dorado, 119 à la gorge du Coucher, 120 au brûlage de la Montagne-Sale, 121, 122, dans la savane de ladite montagne, sur les bords du Chemin-Royal, et, remontant jusqu'au piton, elle descend au n° 123, qui est à la source du Ruisseau-à-Dentelles, entre ladite Montagne-Sale et la Montagne-Noire des Gonaïves, sur laquelle monte la ligne par le n° 124, jusqu'à 125, où les soussignés, trouvant son sommet impraticable, ont été obligés de le contourner par le terrain espagnol, pour arriver au côté opposé dans la direction de la ligne de frontière, qui, comme tous les autres lieux inaccessibles, a été mesurée trigonométriquement depuis le n° 125, passant par 126, au piton de la savane de Paez, et 127, au pont de Paez, indiqué par le traité.

Id. Ici continue la ligne des limites, cherchant le sommet de la Coupe-à-l'Inde, passe par la borne 128, au petit piton de Paez, 129, et une source dans la vallée, 130 au milieu de ladite vallée coupant le chemin royal qu'on appelle la Coupe-à-l'Inde entre deux montagnes, chassant sur la hauteur où elles se rejoignent pour descendre au n° 131, qui est dans un fond de ladite montagne Coupe-à-l'Inde, dont la ligne suit la crête par les n°s 132 sur un rocher, 133 au pied d'un amas de rochers inaccessibles nommés Hauteur-des-Tortues, jusqu'au n° 134 sur la

hauteur et au bord du chemin de la Découverte, impraticable dans la majeure partie de sa crête, jusqu'aux sources de la rivière du Cabeuil; mais, malgré cela, les nos 135 et 136 ont été posés sur la vallée des Cédras, et 137 sur la vallée Polanque; la montagne continuant toujours ses eaux versantes dans la partie espagnole et française, par la borne 138, placée au-dessus du Cabeuil, sur la montagne que les Espagnols appellent « de los Gallaronès. » 1777.

Suit la ligne au-dessus des sources du Cabeuil, le long des bornes 139 et 140, sur le sommet où se joint la Découverte avec la Montagne-Noire-des-Cahos à la borne 141, près des plantations de Cebere et Gui; elle continue par les nos 142, 143 et 144, gravés sur trois rochers; 145, 146, le long des plantations actuelles de Poirier; 147 et 148, chez Raulin, jusqu'au 149, d'où elle commence à baisser et rencontre la première plantation de Fieffé, dépassant du côté espagnol le sommet de la montagne des Cahos, et qui a été limitée par les bornes 150, 151, 152, 153, 154 et 155, en retournant prendre et suivre la crête jusqu'à la seconde plantation qui joint celle de la Casenave, et les deux ont été renfermées dans les nos depuis 156 jusqu'à 160 inclusivement. La ligne passant par le no 161 prolonge de pitons en pitons la crête non douteuse de la montagne jusqu'à la borne 162, à l'entrée de la plantation actuelle de Perodin, renfermée dans les nos 163, 164, 165; d'où elle reprend la crête jusqu'au no 166, le long de la plantation actuelle de Cottereau, passant la crête à gauche, et renfermée dans les bornes depuis le no 166 jusqu'à 171 inclusivement, par lequel et sur le sommet d'un embranchement elle arrive aux nos 172 et 173, le long de la plantation d'Isigrand, où devient impraticable la plus grande hauteur de la Montagne-Noire ou Grand-Cahos, dont le sommet indique les limites nationales, jusqu'à la porte ou saut de la rivière Guaranat, qui se réunit avec la rivière Blanche, au lieu que les Français nomment le Trou-d'Enfer, où a été posée sur le chemin la borne 174. Id.

D'ici la ligne de frontière suit par la crête de la montagne de Jaïti, versant ses eaux dans la partie espagnole et la partie fran- Id.

1777. çaise jusqu'au piton de l'Oranger, duquel elle passe droit à la borne 175, gravée sur un rocher plat de ladite montagne appelé le Reposoir, prolongeant les possessions de Hubé, et poursuit par le piton joignant jusqu'au n° 178, d'où elle va en descendant par un chemin bien ouvert et marqué au n° 179 dans la petite savane de Jaïti, pour arriver dans la grande savane où était autrefois le corps de garde de ce nom; traverse la savane chassant au sud-est le long des bornes 180, posée dans le milieu, et 181, à la pointe, pour aller dans la même direction chercher le poste de Honduras; coupant un ravin très profond, et côtoyant par ses embranchements la montagne de la gauche, jusqu'à descendre au n° 182, posé dans la savane des Bêtes, et 183, sur la rive droite de la rivière Artibonnite, qu'elle traverse à ce point pour joindre le n° 184 sur la rive gauche, et 185 sur le ruisseau d'Isidore, et arriver à 186, corps de garde de Honduras.

Id. Pour monter au sommet de la montagne à Tonnerre, on passe une deuxième fois le ruisseau d'Isidore au n° 187, la ligne remontant par les numéros 188 et 189 vers la crête, qui est une limite bien connue par la division de ses eaux, jusqu'aux n°s 190, 191 et 192 pour arriver à la Roche de Naiboue au bord du chemin royal, et sur les deux côtés de laquelle ont été gravées les inscriptions relatives et le n° 193.

Id. Depuis ladite roche, le pied de la hauteur appelée de Naiboue, par où continue la ligne, étant inaccessible, les soussignés ont été la chercher par la partie espagnole pour placer sur le sommet la borne 194, d'où la ligne, dans un chemin bien ouvert et marqué, passe par la hauteur de la Mahotière et par la crête de la montagne pour descendre (par une gorge qu'elle coupe) à la rivière Chaude, qu'elle traverse aussi après sa jonction avec la rivière des Indes ou du Fer-à-Cheval, que les soussignés ont passée pour la première fois et ont posé sur la rive gauche la borne 195, contraints par le nouveau terrain de la rive droite de traverser ses eaux répandues et ses petits îlets, pour arriver au corps de garde de la vallée Profonde et au n° 196, situé au bord des plantations actuelles de Colombier.

De ladite garde les soussignés, traversant la rivière, ont posé 1777.
le nº 197 sur un rocher du premier embranchement, et conti- Id.
nuant à ouvrir la ligne, en coupant les embranchements et les gorges de la grande montagne, le long des bornes 198 et 199, jusqu'à 200, au fond des Palcuistes, à cause de l'impossibilité d'en suivre aucun, pour prendre au nº 201 la crête qu'ils ont prolongée le long des nºs 202 et 203 jusqu'à 204; et, traversant une gorge par le nº 205 pour trouver la rivière de Gascogne, ils ont placé la borne 206 sur la rive gauche, 207 sur un embranchement, 208 dans le plat pays, et toutes les trois le long des plantations de Mousset, établies entre la rivière de Gascogne et la ravine des Pierres Blanches.

Depuis ledit nº 208, la ligne traverse la ravine par une direc- Id.
tion au sud, prolongeant les établissements de Mauclerc et Guérin par les embranchements qui conduisent au nº 209, sur la plus grande hauteur de la montagne de Neibe, d'où l'on aperçoit les étangs; elle suit le sommet de cette montagne jusqu'au nº 210, où les guides pratiques ont indiqué la Bajada Grande ou Grande Descente, ajoutant qu'il était impossible de continuer la marche par le sommet de la montagne désignée dans le traité comme la limite nationale, et, descendant par la partie espagnole, les soussignés ont été au pied de la Grande Descente y poser sur le chemin royal la borne 211, depuis laquelle, traversant le lac ou étang Saumate et dirigée sur la pointe de la montagne qui entre le plus dans ledit étang par la partie méridionale près de l'embarcadère de la savane de la Ravine Blanche ou Rivière Ravine, la ligne arrive au nº 212, gravé sur un rocher à la susdite pointe, d'où elle monte en cherchant le sommet de la montagne, passe par la borne 213 sur le chemin à la montagne du Brûlage, traverse la gorge du Fond-Oranger, et de son piton descend au nº 214, gravé sur un rocher d'une autre gorge au bas de l'établissement de Pierre Bagnol, en suivant ladite gorge, au nº 215, à la jonction d'une autre gorge au pied des plantations dudit habitant.

De ce point la ligne, dirigée vers le sud, coupe la montagne Id.
sur laquelle est établi Bagnol, jusqu'au nº 216, gravé sur un

1777. rocher, où se joint la rivière Blanche, qui ne coule plus depuis le grand tremblement de terre, avec celle qui prend sa source chez Beaulieu et Soleillet : pour sauver leurs plantations actuelles, qui sont sur l'une et l'autre rive de la ravine courante, on la passe, et le sommet de la montagne Majagual, où des Mahanes, forme la ligne jusqu'à l'embranchement qui descend aux n°s 217 et 218, dans deux ruisseaux secs, le long des plantations de Soleillet. La ligne continue par le ruisseau de la droite dans un chemin bien ouvert, le long duquel tous les grands arbres sont marqués (à défaut de pierres propres à faire des bornes dans les déserts) jusqu'à la tête des Pédernales ou rivière des Anses-à-Pitre; la ligne faisant divers contours tracés sur le plan par les embranchements pour monter à la grande montagne, passant par le piton du Brûlage de Jean-Louis, par la savane du Baucan-Patate, par la savane de la Découverte et son petit étang, à la vue de la montagne de la Flor, sur la gauche de la Gorge Obscure, par la source des Misères, par le défrichement des nègres marrons du Maniel, par le Ruisseau Profond, pour arriver aux sources de la rivière nommée par les Espagnols Pédernales et par les Français rivière des Anses-à-Pitre, sur les rives de laquelle les soussignés ont placé deux bornes portant chacune le même n° 219 avec la double inscription.

Le lit de la rivière *Pédernales* est la limite des deux nations.

Le lit de cette rivière est la limite des deux nations; on l'a suivi jusqu'à son embouchure à la côte du sud : observant que le long de sa première partie les eaux disparaissent plusieurs fois ; on a gravé l'inscription et le n° 220 sur un rocher au milieu du lit de la rivière, qui dans cet endroit ne coule point, et à son embouchure ont été élevées les deux pyramides n° 221, sur les deux rives, avec les inscriptions respectives à la vue des deux corps de garde.

Pour cette opération on a toujours eu présent le traité du 29 février 1776.

Les soussignés, pour exécuter avec la plus grande précision cette opération importante, ont toujours eu présent le traité du 29 février 1776, et en acceptant la division du second îlet et la démarcation de la ligne entre les n°s 43 et 44, à cause des raisons ci-devant exposées, ils ont littéralement suivi leurs

instructions, accompagnés d'un nombre suffisant d'hommes connaissant les lieux le long de la ligne : d'ailleurs, guidés par leur propre honneur, animés du désir de remplir les intentions de leurs souverains en faveur du bien et de la tranquillité des sujets respectifs, ayant de plus l'exemple d'harmonie et de bonne foi que leur ont donné les plénipotentiaires, ils ont borné les plantations actuelles et fait rétablir les habitants qui dépassaient la ligne de l'une ou de l'autre partie, ainsi qu'il a été réglé par les articles 4 et 5 du traité, 4, 6 et 7 des instructions, excepté le nommé Devoisins, dont il est fait mention, qui a volontairement abandonné la position. Observant que, dans toutes les parties, il a été publié un ban portant peine de mort contre quiconque arracherait, transporterait ou dérangerait les bornes ou pyramides de la ligne, et que tout particulier qui la dépasserait serait puni suivant l'exigence du cas. 1777.

Les commissaires, s'étant trouvés parfaitement d'accord sur tout le contenu de la présente description, écrite en idiome espagnol et français, l'ont signée, au Cap, le 28 août 1776.

Accord des commissaires sur cette description signée le 28 août 1776.

D. JOACHIM GARCIA. CHOISEUL.

ART. 3. — Pour donner plus de solennité à cet arrangement et prévenir tous les doutes qui pourraient s'élever dans la suite, les deux plénipotentiaires signeront le même plan topographique original qui a été envoyé de l'île de Saint-Domingue, signé de D. Joachim Garcia et du vicomte de Choiseul, commissaires; attendu que tous les endroits où ont été placées les pyramides comprises entre les nos 1 et 221, se trouvant aussi marquées dans ledit plan, avec les inscriptions respectives España, France, il doit être considéré comme partie très essentielle du présent traité, et être signé par les deux plénipotentiaires. On observe à ce sujet que, comme il doit y avoir deux exemplaires du traité et qu'il n'existe ici qu'un seul plan, pour suppléer à ce défaut par une formalité équivalente, Leurs Excellences M. le comte d'Aranda, ambassadeur du roi catholique, et M. le comte de Vergennes, ministre des affaires étran-

On signera le même plan topographique original envoyé de l'île de Saint-Domingue.

1777. gères de Sa Majesté Très Chrétienne, devront signer l'autre plan égal qui se trouve à Versailles, lequel y a été pareillement envoyé de l'île de Saint-Domingue, ayant été signé par les mêmes commissaires avec la même solennité que celui qui est ici.

Rivière Daxabon. ART. 4. — Pour prévenir toute espèce de contestation sur l'usage des eaux de la rivière Daxabon ou du Masfaire, et rendre d'avance inutiles toutes les tentatives et entreprises que pourraient faire les sujets de l'un ou de l'autre monarque sur la rive de leur frontière, au préjudice du libre cours des eaux de ladite rivière, il est stipulé dès à présent que les commandants respectifs des deux nations auront pleine et absolue faculté d'inspectionner par eux-mêmes ou par des commissaires sur l'exécution du présent article; c'est-à-dire que le commandant espagnol veillera à ce qu'il ne se commette point d'infraction sur la rive de la juridiction française; que le commandant français veillera à ce qu'il ne s'en commette point sur la rive de la partie espagnole, et si l'on apercevait sur ce point la moindre contravention, le commandant de la partie lésée portera sa plainte à celui de la partie offensante, pour que celui-ci fasse détruire sans aucun délai ni excuse l'ouvrage qui aura été élevé et fasse remettre les choses dans leur état primitif; bien entendu que, s'il s'y refuse, ledit commandant de la partie lésée sera autorisé à se faire sur-le-champ justice par lui-même.

Ce qui est énoncé dans le précédent article n'empêchera pas que chacune des deux parties ne puisse élever sur la rive de son territoire les digues nécessaires pour se garantir des crues d'eau ou inondations, pourvu que ces digues n'interrompent point le libre cours des eaux.

Colons. ART. 5. — Quoique dans les conventions antérieures il se soit élevé quelques doutes ou quelques difficultés relativement au pied sur lequel devaient rester divers colons dont les possessions avaient empiété sur les limites de la nation voisine, ce point ayant été réglé individuellement par l'instrument signé par les commissaires respectifs le 28 août 1776, le présent article confirme ledit règlement; en sorte que si par hasard les

colons qui, conformément aux termes dudit instrument, devaient abandonner certaines possessions, ne se sont pas encore retirés, ils se retireront sans aucun délai. 1777.

Art. 6. — Pour que les bornes ou pyramides par lesquelles les limites viennent d'être fixées, restent dans leur état actuel et dans les mêmes points où elles ont été placées, le présent article approuve et confirme le ban publié de commun accord par les commandants des possessions espagnoles et françaises dans ladite île, déclarant coupable de rébellion toute personne qui aurait la témérité d'enlever, détruire ou changer quelqu'une desdites bornes; que le criminel sera jugé par un conseil de guerre et condamné à mort; et que si, cherchant à se soustraire à l'une ou à l'autre des deux juridictions, il allait se réfugier dans l'autre, il ne devra y trouver aucun secours ni protection. Bornes ou pyramides.

Art. 7. — Quoique les limites entre les deux nations soient clairement et distinctement marquées sur toute l'étendue de leur frontière, il est néanmoins stipulé par le présent article qu'il y aura constamment de part et d'autre un inspecteur qui veillera à l'exécution de tous les points convenus et arrêtés par le présent traité. Inspecteur veillant à l'exécution de ce traité.

Art. 8. — Sans préjudice de tout ce qui vient d'être établi au sujet des limites, les plénipotentiaires, ayant égard au bien général, et pour rendre cet arrangement plus avantageux aux vassaux des deux couronnes, confirment, en outre, le règlement fait par les commandants respectifs, le 29 février 1776, relativement à la faculté qu'auront les Espagnols de traverser, par les lieux indiqués dans l'instrument fait par les commissaires respectifs, les possessions françaises dans tous les cas nécessaires, sans en excepter celui de la marche des troupes; les Français pouvant aussi traverser par les chemins indiqués par le même instrument signé des commissaires respectifs, et non par d'autres routes, les possessions espagnoles dans tous les cas qui se présenteront (sans excepter celui du passage ou de la marche des troupes); observant néanmoins quant à la marche des troupes, qu'elle devra être précédée de l'avis que s'en donne- Passage libre.

1777. ront mutuellement les commandants respectifs, et de l'accord qu'ils feront entre eux ; mais lorsqu'il s'agira de transporter des marchandises ou d'autres objets de commerce, chaque nation pourra faire les règlements et prendre les précautions les plus conformes à ses lois, pour éviter que cette concession ne serve en aucune manière de prétexte pour la contrebande; le passage que les deux parties s'accordent réciproquement n'ayant pour objet que de faciliter aux vassaux ou colons de chaque puissance la communication indispensable entre eux-mêmes.

On prévient, en conséquence, qu'il sera permis aux Français de faire réparer à leurs dépens le chemin ou communication entre Saint-Raphaël et la Coupe-à-l'Inde, quoique le terrain par où passe cette communication appartienne en propre à l'Espagne.

Terme pour approuver et ratifier ce traité.

ART. 9. — Le présent traité sera approuvé et ratifié par Leurs Majestés Catholique et Très Chrétienne dans le terme de deux mois, ou plus tôt s'il est posible, et il en sera envoyé, sans perdre de temps, des copies authentiques aux commandants respectifs de l'île de Saint-Domingue, pour qu'ils le fassent observer ponctuellement et invariablement.

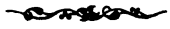
En foi de quoi, nous, ministres plénipotentiaires de Leurs Majestés Catholique et Très Chrétienne, l'avons signé, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

A Aranjuez, le 3 juin 1777.

(L. S.) OSSUN.

Et au bas de la colonne espagnole :

(L. S.) Comte DE FLORIDA BLANCA.



PRIMER PERÍODO.

FRANCIA Y ESPAÑA.

TRAITÉ DÉFINITIF

DE POLICE ENTRE LES COURS DE FRANCE ET D'ESPAGNE,

RELATIVEMENT A LEURS SUJETS RESPECTIFS

A SAINT-DOMINGUE.

(MOREAU DE SAINT-MÉRY, *Lois et constitutions des colonies françaises*, t. V, p. 771.)

1777.
Signé le 3 juin.
Restitution des déserteurs.

ART. 1er. — Les déserteurs des troupes et les matelots classés des deux nations seront restitués fidèlement de part et d'autre sur la réclamation des officiers chargés respectivement de les réclamer, et quand il arrivera dans chacune des colonies des déserteurs connus pour tels, les commandants ou juges des lieux immédiats les feront arrêter, et s'ils sont proches des frontières, ils en avertiront les commandants des coupables, pour qu'ils les fassent retirer; mais si la capture se fait dans l'intérieur des terres, on en donnera avis aux officiers généralement chargés de les réclamer. Ceux qui par ordre des commandants ou des juges seront chargés de la conduite des déserteurs ou matelots classés, seront payés chacun à raison de cinq escalins, et

1777. d'autant pour le cheval par journée de six lieues (1): sur le territoire français il sera employé deux cavaliers de la maréchaussée, et sur le territoire espagnol deux lanciers pour la conduite d'un, deux, trois ou quatre déserteurs; quand il y en aura un plus grand nombre, on emploiera à raison d'un cavalier de maréchaussée ou d'un lancier par deux déserteurs; mais si, dans le cas où les déserteurs seront remis à l'officier chargé de les réclamer, celui-ci, pour la sûreté de leur conduite, demande un certain nombre de cavaliers de la maréchaussée ou des lanciers, ils lui seront accordés aux conditions susdites. Du jour où les déserteurs seront arrêtés jusqu'à leur remise, la partie qui les aura réclamés paiera pour nourriture de chacun un escalin par jour, l'escalin valant la huitième partie d'une piastre gourde.

Arrestation des esclaves.

ART. 2. — Il a été convenu que les esclaves des deux nations seront restitués exactement et fidèlement dès qu'ils seront réclamés par l'officier chargé de cette commission; et quand il sera douteux si le nègre est français ou espagnol, il sera détenu en prison jusqu'à ce que la propriété en ait été prouvée, mais aux frais de la nation qui l'aura fait arrêter, qui paiera un escalin par jour jusqu'à la remise, ainsi qu'il a été expliqué ci-dessus pour les déserteurs des troupes.

Il sera payé à la nation chez laquelle se fera la capture douze (2) piastres gourdes par chaque esclave, et pour sa conduite il sera payé ce qui a été réglé pour les déserteurs des troupes et matelots classés.

A l'égard des esclaves mariés, ils resteront à la nation chez laquelle ils auront contracté mariage, sous la condition qu'on en paiera la valeur, suivant l'estimation qui en sera faite par l'officier chargé de les retirer et par un officier commis à cet effet par la nation à laquelle ils devront appartenir; quant aux enfants nés de ces mariages, ils suivront le sort de leur mère

(1) Le règlement provisoire du 29 février 1776 portait une piastre gourde.

(2) Le règlement provisoire en portait 18.

et seront pareillement estimés par les mêmes arbitres, pour le prix en être payé au propriétaire de la mère. 1777.

Mais comme, malgré la droiture des intentions des deux souverains et la vigilance de leurs commandants respectifs dans cette île, ces sortes de mariages pourraient être susceptibles de quelques abus, pour y obvier autant qu'il est possible pour l'avenir, l'archevêque de ladite île, ainsi que les juges ecclésiastiques, curés et autres à qui il appartiendra, auront l'ordre et la charge d'apporter à l'expédition des permissions qui doivent précéder lesdits mariages, toute l'attention nécessaire pour qu'ils ne se contractent et ne s'effectuent point avant l'expiration du terme fixé en général pour la réclamation que pourra faire de l'esclave la nation à laquelle il appartiendra, ni jusqu'à ce que la liberté de ceux qui voudront se marier en domicile étranger à leur résidence, soit suffisamment prouvée; lesdits juges ecclésiastiques et curés des paroisses se comportant à cet égard de manière qu'il n'y ait point de fraude de la part des contractants et avec toute l'exactitude et la bonne foi qui règnent entre Leurs Majestés.

A l'égard des esclaves qui allégueront pour prétexte de leur fuite les poursuites de la justice pour quelque crime qu'ils auraient commis, et qui prétendront en conséquence ne devoir pas être rendus, ils le seront néanmoins; mais le gouverneur général de la nation qui les réclamera donnera sa caution juratoire de reconnaître, relativement au délit, l'asile de la couronne sous la protection de laquelle ils se seront réfugiés et s'engagera à ce qu'ils ne soient point châtiés pour ce délit, à moins que ce ne soit un crime atroce ou de ceux qui sont exceptés par des traités et par le consentement général des nations : ceux qui ne se trouveront pas dans le cas de l'exception pourront seulement, si la sûreté publique l'exige, être rendus hors du pays au profit de leur maître ou être destinés aux ouvrages publics, et il sera payé pour leur capture et conduite le même prix et les mêmes frais ci-dessus fixés.

Comme l'usage constant de la nation française a été jusqu'à présent de vendre juridiquement les nègres des habitants espa-

1777. gnols qui passaient dans leur territoire, après trois mois de détention, s'ils n'étaient réclamés pendant ce temps, et que conséquemment ils n'étaient plus réclamables passé l'année de la vente, il est convenu par le présent article que cet usage sera entièrement aboli, qu'on fera avertir l'officier espagnol le plus à portée pour qu'il retire lesdits nègres transfuges, et qu'ils seront, en attendant, nourris dans la prison, les frais de leur entretien devant être payés par la nation propriétaire, conformément à ce qui a été réglé par rapport aux déserteurs et aux fugitifs.

Officiers chargés de les retirer.

ART. 3. — Les officiers chargés de retirer les déserteurs des troupes et les esclaves fugitifs seront protégés par le gouvernement de la nation où ils exerceront leurs fonctions, comme s'ils étaient nationaux; ils éprouveront, dans les affaires qu'ils traiteront au nom de leur gouverneur, la même justice qu'éprouverait un particulier dans sa propre cause de la part du tribunal du pays; en conséquence, l'entrée des prisons leur sera libre toutes les fois qu'ils le requerront, et ils pourront y déposer, pour plus de sûreté, les déserteurs et les esclaves réclamés.

Ventes d'esclaves et de bestiaux.

ART. 4. — Toutes ventes d'esclaves, de bêtes cavalines et de toute espèce de bestiaux, seront déclarées nulles à l'avenir, si les acquéreurs ne sont munis d'un certificat du commandant du vendeur, et l'effet vendu, en cas de réclamation, sera restitué aux frais de celui qui l'aura mal acquis, ou entre les mains de qui il se trouvera, et en cas de mort dudit esclave ou animal, il en sera payé la valeur en raison du prix de l'achat.

Voleurs d'esclaves, etc.

ART. 5. — Les voleurs d'esclaves, comme aussi ceux des bêtes cavalines, bêtes à cornes et autres animaux, seront respectivement livrés, sur la réclamation des commandants et la preuve qui sera fournie du vol et sur la caution juratoire desdits commandants que les coupables ne subiront ni peine de mort ni de mutilation, de manière qu'un Français qui aura volé des esclaves ou des animaux chez les Espagnols sera remis au gouvernement espagnol pour y être puni, et de même l'Espagnol qui aura volé des esclaves ou des animaux chez les Français, sera livré au gouvernement français, qui le fera châtier convenablement.

ART. 6. — Les autres délinquants seront réciproquement remis au gouvernement qui les réclamera, sous caution juratoire qu'ils ne subiront ni peine de mort ni de mutilation, mais tout au plus la peine des galères ou du préside, à moins qu'ils n'aient commis des crimes atroces, comme de lèse-majesté et autres exceptés par des traités et par le consentement général des nations, conformément à ce qui a été stipulé au sujet des esclaves dans l'article 2. 1777. Délinquants extradés.

ART. 7. — La retraite des marrons dans les montagnes escarpées et leur propagation résultant de la liberté et de l'indépendance avec lesquelles ils y vivent, portant un préjudice notoire aux vassaux ou colons des deux nations, par cette considération, qui intéresse la sûreté publique, et pour priver entièrement lesdits esclaves marrons de cet asile, qui est pour eux un sujet d'encouragement à la fuite et à la révolte, et pour leurs maîtres, à qui il importe de les soumettre, un objet de dépense le plus souvent inutile, il est convenu par le présent article que les deux nations continueront à en faire la chasse dans les montagnes des frontières, se mettant d'accord, lorsque les cas l'exigeront, pour faire cette espèce de battue ou de petite guerre avec plus de succès; que les nègres marrons qui auront été pris par l'une des deux parties, seront indistinctement remis entre les mains de la justice de la nation qui en aura fait la capture et employés aux travaux publics, en attendant la réclamation de leurs maîtres; que cette réclamation devra se faire dans l'espace d'un an à compter du jour de la capture de l'esclave, et que dans ce terme celui qui s'en dira le maître devra avoir justifié sa propriété; que ce préalable rempli, l'esclave lui sera délivré, à condition que ledit propriétaire paiera, pour les frais qu'auront occasionnés la capture et l'entretien de l'esclave dans le pays voisin, la somme déterminée, dont les deux commandants français et espagnol devront convenir incessamment par un instrument qui sera considéré comme faisant partie de ce traité, pour servir de règle générale et prévenir des doutes ou des recours arbitraires; mais que si après l'année révolue il n'y a eu ni réclamation ni justification de propriété en bonne forme, Chasse des esclaves marrons.

1777. dès lors l'esclave appartiendra de droit à la nation qui l'aura pris, laquelle pourra en disposer conformément à ses lois particulières, tant en la partie pénale relativement à l'expiation de ses crimes, qu'en la partie de faveur relativement à sa liberté.

Extraction des animaux.

ART. 8. — L'extraction des animaux de la partie espagnole pour la subsistance des troupes et des colons de Sa Majesté Très Chrétienne sera accordée de la manière la plus convenable au gouvernement espagnol et la moins onéreuse aux Français ; en conséquence, le gouverneur commandant général de la partie espagnole délivrera les passe-ports nécessaires pour cette extraction, tant aux entrepreneurs des boucheries françaises qu'aux Espagnols qui les demanderont.

Secours en cas de guerre.

ART. 9. — En cas de guerre ou d'attaque imprévue de l'une des deux parties de l'île, la nation non attaquée fournira à l'autre tous les secours possibles, tant en hommes qu'en argent, armes, munitions de guerre, vivres et autres objets de subsistance ; les armes, les munitions et l'argent seront délivrés sur des reçus, mais on paiera comptant les vivres et les objets de subsistance. Les deux nations se donneront mutuellement l'asile dont elles auront besoin, tant sur leurs terres que dans leurs ports, regardant la défense de l'île comme une cause commune.

Officier résidant.

ART. 10. — Pour rendre plus facile et plus prompte l'exécution des articles ci-dessus, il y aura en résidence auprès du gouverneur ou commandant général de chaque partie un officier de l'autre nation, chargé de réclamer les déserteurs, les fugitifs et l'exécution des autres objets de police insérés dans le présent traité, ou relatifs aux intérêts de la nation.

Conventions antérieures annulées.

ART. 11. — En conséquence des points ci-dessus convenus, toutes les conventions particulières qui auront été faites antérieurement par les généraux des deux nations pour la police intérieure, resteront annulées et de nul effet, les principaux objets qui y ont rapport se trouvant réglés par le présent traité.

Ratification.

ART. 12. — La ratification dudit traité, après avoir été faite par Leurs Majestés Très Chrétienne et Catholique, sera échangée

dans le terme de deux mois à compter de ce jour, date de la signature des plénipotentiaires; et après que les deux souverains y auront donné leur approbation, il sera envoyé des copies authentiques du même instrument aux commandants respectifs français et espagnols dans l'île de Saint-Domingue, pour qu'ils le fassent observer ponctuellement et exactement. 1777.

En foi de quoi, nous soussignés, ministres plénipotentiaires de Sa Majesté Très Chrétienne et de Sa Majesté Catholique, en vertu des pleins pouvoirs copiés à la lettre au bas du présent traité, l'avons signé, et y avons apposé le sceau de nos armes.

A Aranjuez, le 3 juin 1777.

Signé : Ossun. — Comte de Florida Blanca.

Pour copie conforme :

Signé : D'Argout.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

TRATADO PRELIMINAR

DE LÍMITES ENTRE LOS ESTADOS PERTENECIENTES Á AMBAS CORONAS EN LA AMÉRICA MERIDIONAL;

AJUSTADO Y CONCLUIDO EN SAN ILDEFONSO.

NOTICIA HISTÓRICA.

1777.

Negociaciones pacíficas para la buena inteligencia recíproca.

La muerte del rey D. José de Portugal abrió la puerta á negociaciones pacíficas para restablecer la buena inteligencia entre los gabinetes de Madrid y Lisboa. Separadas de su alianza natural por el *pacto de familia*, estas dos córtes se habian mantenido en actitud hostil aun despues de firmada la paz de Paris en 1763; y las usurpaciones contínuas de los Portugueses en las fronteras del Brasil hacian urgente un arreglo definitivo en los límites de sus posesiones en América.

Intervencion del conde de Florida Blanca en el tratado de San Ildefonso.

Este fué uno de los primeros actos de la administracion del conde de *Florida Blanca*, que intervino personalmente en el tratado celebrado en San Ildefonso el 1° de octubre de 1777, y ratificado en San Lorenzo del Escurial el dia 11 del mismo mes.

1777.

Dominio de la España sobre el Rio de la Plata.

Mas ventajoso á España que el de 1750, la dejó en el dominio absoluto y exclusivo del Rio de la Plata, enarbolando su bandera en la Colonia del Sacramento, y extendiendo su dominacion á los campos del Ibicuí en la márgen oriental del Uruguay, sin mas sacrificio que la devolucion de la isla de Santa Catalina, de la que se habia apoderado por conquista.

Defectos de la nueva frontera.

Sin embargo, la nueva frontera se desplegaba con todas las ambigüedades de la proyectada en 1750. Sus principales efectos fueron indicados por Azara en una correspondencia con el virey y el ministerio (1), que contiene datos importantes sobre la topografía del terreno por donde debia pasar la línea divisoria. Esta correspondencia es un comentario luminoso del tratado y debe ser consultada toda vez que se piense en ejecutarlo.

Inexistencia de los rios Igurey y Corriéntes.

Lo que mas embarazó á los demarcadores fué el descubrimiento de los rios *Igurey* y *Corriéntes*, de que se hacía mencion en el tratado y que no se hallaban en el terreno. Creyó Azara que debia subrogarse el Igatimí al primero, y el Ipané-Guazú al segundo; pero esta conjetura, que daba el derecho de formar otra, entorpecia la demarcacion, á lo que estaban dispuestos los Portugueses por ser el único arbitrio que les quedaba para no volver lo que tenian ocupado.

Perseverantes en su plan de usurpaciones, habian dado mayor extension á sus establecimientos de Cuyabá y Matogroso, y fundado los presidios de Albuquerque y Coimbra en la costa occidental del Paraguay, arrogándose de hecho la navegacion exclusiva de este rio, é interceptando la comunicacion interior de las provincias interiores con el Perú por el camino de Chiquítos. Estas ventajas eran tan grandes, que parecia improbable que las sacrificasen á la gloria estéril de no faltar á lo pactado.

Apatía de los Portugueses en cuanto á la demarcacion.

Efectivamente, cuanto mas celo y actividad desplegaban los comisarios españoles en los trabajos de demarcacion, tanta mas

(1) Esta correspondencia hace parte de esta obra y se encuentra mas adelante.

1777. apatía é indiferencia hallaban en los Lusitanos, que por fin se retiraron sin querer tomar parte en ellos.

Si tuvo estas intenciones la corte de Lisboa cuando ajustó el tratado preliminar de límites, se ocultaron al ojo penetrante de Florida Blanca, que se empeñó en revalidarlo : y si no aprovechó en América el del Pardo de 24 de marzo de 1778, neutralizó las fuerzas portuguesas en la guerra que se encendió poco despues entre Francia y España contra Inglaterra.

Censurable conducta de los Portugueses.

Miéntras que los puertos de la monarquía portuguesa quedaban cerrados en ambos hemisferios á los buques de la marina británica, el pabellon lusitano cubria los tesoros que salian de los varios puntos de América para llenar las arcas de la metrópoli (1).

DOCUMENTO (2).

Tratado preliminar de limites (3) na América meridional entre a rainha a senora D. Maria I e D. Carlos III, rei de Hespanha, assignado em Santo Ildefonso, no 1° de outubro de 1777, e ratificado por parte de Portugal em 10, pela de Hespanha em 11 dos ditos mez e anno (4).

(Do original que se guarda no real archivo da torre do Tombo.)

Em Nome da Santissima Trindade.

Havendó a Divina Providencia excitado nos augustos corações de Suas Magestades Fidelissima e Catholica o sincero desejo de extinguir as discordias que tem havido entre as duas co-

(1) De Ángelis, *Coleccion de obras y documentos*, *etc.*, publicada en Buenos Aires.

Alejandro del Cantillo, *Tratados de paz y de comercio de España*, publicados en Madrid.

Comte de Garden, *Histoire générale des traités de paix*, publiée à Paris.

(2) Coleccion de Portugal, de Castro.

(3) Este tratado va acompañado de un pequeño mapa.

(4) Véase el tratado de 11 de marzo de 1778 entre ambas coronas.

DOCUMENTO.

Tratado preliminar de límites en la América meridional, ajustado entre las coronas de España y de Portugal: firmado el 1° de octubre de 1777. 1777.

En el nombre de la Santísima Trinidad.

Firmado el 1° de octubre; ratificado el 11 del mismo.

Habiendo la divina Providencia excitado en los augustos corazones de Sus Majestades Católica y Fidelísima el sincero deseo de extinguir las desavenencias que ha habido entre las dos coronas de España y Portugal y sus respectivos vasallos por casi el espacio de tres siglos sobre los límites de sus dominios de América y Asia: para lograr este importante fin y establecer perpétuamente la armonía, amistad y buena inteligencia que corresponden al estrecho parentesco y sublimes cualidades de tan altos príncipes, al amor recíproco que se profesan y al interes de las naciones que felizmente gobiernan, han resuelto, convenido y ajustado el presente tratado preliminar, que servirá de basa y fundamento al *definitivo de límites*, que se ha de extender á su tiempo con la individualidad, exactitud y noticias

1777. rôas de Portugal e Hespanha e seus respectivos vasallos, no espaço de quasi tres seculos, sobre os limites de seus dominios na America e da Asia : para lograr este importante fim e estabelecer perpetuamente a harmonia, amizade e boa intelligencia que correspondem ao estreito parentesco e sublimes qualidades de tão altos principes, ao amor reciproco que se professam, ao interesse das nações que felizmente governam; têem resoluto, convindo e ajustado o presente tratado preliminar, que servirá de base e fundamento ao definitivo de limites, que se ha de estender a seu tempo com a individuação, exacção e noticias necessarias, mediante o qual se evitem e acautelem para sempre novas disputas e suas consequencias. Para effeito pois de conseguir tão importantes objectos, se nomeou por parte de Sua Magestade Fidelissima, por seu ministro plenipotenciario, o Excmo. Sr. D. Francisco Innocencio de Sousa Coutinho, commendador na ordem de Christo, do conselho de Sua Magestade Fidelissima e seu embaixador junto a Sua Magestade Catholica; e pela de Sua Magestade el rei Catholico, por seu ministro plenipotenciario, o Excmo. Sr. D. Joseph Moñino, conde de Florida Branca, cavalleiro da real ordem de Carlos III, do conselho de Estado de Sua Magestade, seu primeiro secretario e do despacho, superintendente geral de correios terrestres e maritimos, e das postas e renda de estafetas em Hespanha e Indias : os quaes, depois de haver-se communicado os seus plenos poderes, e de have-los julgado expedidos em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes, regulados pelas ordens e intenções dos seus soberanos.

Paz perpetua e esquecimento de offensas reciprocas.

ART. 1. — Haverá uma paz perpetua e constante, assim por mar como por terra, em qualquer parte do mundo, entre as duas nações portugueza e hespanhola, com esquecimento total do passado e de quanto houverem obrado as duas em offensa reciproca; e com este fim ratificam os tratados de paz de 13 de fevereiro de 1668 (1), de 6 de fevereiro de 1715 (2) e de 10 de

(1) Véase la Coleccion de Castro, t. I, pág. 357.
(2) Véase la presente obra, t. II, pág. 162.

necesarias, mediante lo cual se eviten y precavan para siempre nuevas disputas y sus consecuencias. Á efecto pues de conseguir tan importantes objetos, se nombró por parte de Su Majestad el rey Católico por su ministro plenipotenciario al excelentísimo señor *don José Moñino, conde de Florida Blanca*, caballero de la real órden de Cárlos III, del consejo de Estado de Su Majestad, su primer secretario de Estado y del despacho, superintendente general de correos terrestres y marítimos, y de las postas y renta de estafetas en España y las Indias; y por la de Su Majestad la reina Fidelísima fué nombrado ministro plenipotenciario el excelentísimo señor *don Francisco Inocencio de Souza Coutinho*, comendador en la órden de Cristo, del consejo de Su Majestad Fidelísima y su embajador cerca de Su Majestad Católica, quienes despues de haberse comunicado sus plenos poderes y de haberlos juzgado expedidos en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes con arreglo á las órdenes é intenciones de sus soberanos.

1777.

Plenipotenciarios.

Ratificacion de ciertos tratados.

Artículo 1°.—Habrá una paz perpétua y constante así por mar como por tierra en cualquier parte del mundo entre las dos naciones española y portuguesa, con olvido total de lo pasado y de cuanto hubieren obrado las dos en ofensa recíproca; y con este fin ratifican los tratados de paz de 13 de febrero de 1668, de 6 de febrero de 1715 y de 10 de febrero de 1763, como si fuesen insertos en este palabra por palabra, en todo aquello que expresamente no se derogue por los artículos del presente tratado preliminar, ó por los que se hayan de seguir para su ejecucion.

1777. fevereiro de 1763 (1), como se fossem insertos n'este, palavra por palavra, em tudo aquello que expresamente não se derogue pelos artigos do presente tratado preliminar, ou pelos que se hajam de seguir para a sua execução.

Liberdade dos prisioneiros.

Pagamento das dividas.

ART. 2. — Todos os prisioneiros que se houverem feito no mar ou na terra serão postos logo em liberdade, sem outra condição que a de segurar o pagamento das dividas que tiverem contrahido no paiz em que se acharem. A artilheria e munições que, desde o tratado de París de 10 de fevereiro de 1763, se houverem occupado por alguma das duas potencias á outra, e os navios assim mercantes como de guerra com suas carregações, artilheria, petrechos e o mais que tambem se houverem occupado, serão mutuamente restituidos de boa fé no termo de quatro mezes seguintes á data da ratificação d'este tratado, ou antes se possivel fôr : ainda que as presas ou occupações procedam de algumas acções de guerra no mar ou na terra, de que ao presente não possa haver chegado noticia; pois sem embargo deverão comprehender-se n'esta restituição, igualmente que os bens e effeitos tomados com os prisioneiros, e os territorios cujo dominio vier a ficar, segundo o presente tratado, dentro da demarcação do soberano a quem se hão de restituir.

Restituição dos bens e territorios.

A navegação dos rios da Prata e Uruguay será commum.

A corôa de Portugal renuncia a Colonia do Sacramento e a ilha de S. Gabriel.

ART. 3. — Como um dos principaes motivos das discordias occorridas entre as duas corôas tem sido o estabelecimento portuguez da Colonia do Sacramento, ilha de S. Gabriel e outros portos e territorios que se tem pretendido por aquella nação na margem septentrional do rio da Prata, fazendo commum com os Hespanhoes a navegação d'este, e ainda a de Uruguay, convieram os dois altos contratantes, pelo bem reciproco de ambas as nações, e para segurar uma paz perpetua entre as duas, que a dita navegação dos rios da Prata e Uruguay, e os terrenos das duas margens septentrional e meridional, pertençam privativamente á corôa de Hespanha e a seus subditos, até o logar em que desemboca no mesmo Uruguay pela margem occidental o rio Pequiri ou Pepiri-guaçú, estendendo-se o dominio

(1) Véase la presente obra, t. II, pag. 378.

1777.

Libertad de prisioneros. Restituciones.

ART. 2. —Todos los prisioneros que se hubieren hecho en mar ó en tierra serán puestos luego en libertad sin otra condicion que la de asegurar el pago de las deudas que hubieren contraido en el país en que se hallaren. La artillería y municiones que desde el tratado de Paris de 10 de febrero de 1763 se hubieren ocupado por alguna de las dos potencias á la otra, y los navíos así mercantes como de guerra con sus cargazones, artillería, pertrechos y demas que tambien se hubieren ocupado, serán mútuamente restituidos de buena fe en el término de cuatro meses siguientes á la fecha de la ratificacion de este tratado, ó ántes si ser pudiese, aunque las presas ú ocupaciones dimanen de algunas acciones de guerra en mar ó en tierra, de que al presente no pueda haber llegado noticia; pues sin embargo deberán comprenderse en esta restitucion, igualmente que los bienes y efectos tomados á los prisioneros cuyo dominio viniere á quedar, segun el presente tratado, dentro de la demarcacion del soberano á quien se han de restituir.

Pertenencias españolas.

ART. 3. — Como uno de los principales motivos de las discordias ocurridas entre las dos coronas haya sido el establecimiento portugues de la *Colonia del Sacramento*, isla de *San Gabriel* y otros puertos y territorios que se han pretendido por aquella nacion en la banda septentrional del Rio de la Plata, haciendo comun con los Españoles la navegacion de este y aun la del Uruguay, se han convenido los dos altos contrayentes por el bien recíproco de ambas naciones, y para asegurar una paz perpétua entre las dos, que dicha navegacion de los rios de la Plata y Uruguay y los terrenos de sus dos bandas septentrional y meridional pertenezcan privativamente á la corona de España y á sus súbditos hasta donde desemboca en el mismo Uruguay por su ribera occidental el rio *Pequirí* ó *Pepiriguazú*, extendiéndose la pertenencia de España en la referida banda septentrional hasta la línea divisoria que se formará principiando por la parte

1777. de Hespanha na referida margem septentrional até á linha divisoria, que se formará principiando pela parte do mar o arroio de Chui e forte de S. Miguel inclusive, e seguindo as margens da lagoa Merim a tomar as cabeceiras ou vertentes do rio Negro; as quaes, como todas as outras dos rios que vão a desembocar nos referidos da Prata e Uruguay, até á entrada n'este ultimo Uruguay do dito Pepiri-guaçú, ficarão privativas da mesma corôa de Hespanha, com todos os territorios que possue e que comprehendem aquelles paizes, inclusa a referida Colonia do Sacramento e seu territorio, a ilha de S. Gabriel e os demais estabelecimentos que até agora tem possuido ou pretendido possuir a corôa de Portugal até á linha que se formará; a cujo fim Sua Magestade Fidelissima, em seu nome é de seus herdeiros e successores, renuncía e cede a Sua Magestade Catholica e a seus herdeiros e successores, qualquer acção e direito ou posse que lhe tenham pertencido e pertençam aos ditos territorios, pelos artigos 5 e 6 do tratado de Utrecht de 1715, ou em distincta fórma.

Limites de um e outro dominio: a linha divisoria seguirá as direcções dos montes e vertentes dos rios.

Art. 4. — Para evitar outro motivo de discordias entre as duas monarchias, qual tem sido a entrada da lagoa dos Patos ou Rio Grande de S. Pedro, seguindo depois por suas vertentes até o rio Jacui, cujas duas margens e navegação têem pretendido pertencer-lhes ambas as corôas, convieram agora em que a dita navegação e entrada fiquem privativamente para a de Portugal, estendendo-se o seu dominio pela margem meridional até o arroio Tahim, seguindo pelas margens da lagoa da Mangueira em linha recta até o mar; e pela parte do continente irá a linha desde as margens da dita lagoa de Merim, tomando a direcção pelo primeiro arroio meridional, que entra no sangradouro ou desaguadouro d'ella, e que corre pelo mais inmediato ao forte portuguez de S. Gonçalo; desde o qual sem exceder o limite do dito arroio, continuará o dominio de Portugal pelas cabeceiras dos rios, que correm até o mencionado Rio Grande e o Jacui, até que passando por cima das do rio Ararica e Coyacui, que ficarão da parte de Portugal, e as dos rios Piratini e Abimini, que ficarão da parte de Hespanha, se tirará

del mar en el arroyo de *Chuí* y fuerte de *San Miguel* inclusive, y siguiendo las orillas de la laguna *Merin* á tomar las cabeceras ó vertientes del *Rio Negro*, las cuales como todas las demas de los rios que van á desembocar á los referidos de la *Plata* y *Uruguay* hasta la entrada en este último de dicho *Pepiriguazú*, quedarán privativas de la misma corona de España, con todos los territorios que posee y que comprenden aquellos países, inclusa la citada *Colonia del Sacramento* y su territorio, la isla de *San Gabriel* y los demas establecimientos que hasta ahora haya poseido ó pretendido poseer la corona de Portugal hasta la línea que se formará, á cuyo fin Su Majestad Fidelísima, en su nombre y en el de sus herederos y sucesores, renuncia y cede á Su Majestad Católica y á sus herederos y sucesores cualquier accion y derecho ó posesion que la hayan pertenecido y pertenezcan á dichos territorios por los artículos 5° y 6° del tratado de Utrecht de 1715 ó en distinta forma. 1777.

Pertenencias portuguesas.

ART. 4. — Para evitar otro motivo de discordias entre las dos monarquias, que ha sido la entrada de la laguna de los *Patos* ó *Rio Grande de San Pedro* siguiendo despues por sus vertientes hasta el rio *Yacuí*, cuyas dos bandas y navegacion han pretendido pertenecerlas ambas coronas, se han convenido ahora en que dicha navegacion y entrada queden privativamente para la de Portugal, extendiéndose su dominio por la ribera meridional hasta el arroyo de *Tahim*, siguiendo por las orillas de la laguna de la *Manguera* en línea recta hasta el mar, y por la parte del continente irá la línea desde las orillas de dicha laguna de *Merin*, tomando la direccion por el primer arroyo meridional que entra en el sangradero ó desagüadero de ella, y que corre por lo mas inmediato al fuerte portugues de *San Gonzalo*, desde el cual, sin exceder el límite de dicho arroyo, continuará la pertenencia de Portugal por las cabeceras de los rios que corren hácia el mencionado *Rio Grande* y hácia el *Yacuí*, hasta que pasando por encima de las del rio *Ararico* y *Coyacuí*, que quedarán de la parte de Portugal, y las de los

1777. uma linha, que cubra os estabelecimentos portuguezes até o desembocadouro do rio Pepiri-guaçú no Uruguay: e assim mesmo salve e cubra os estabelecimentos e missões hespanholas do proprio Uruguay, que hão de ficar no actual estado em que pertencem á corôa de Hespanha; recommendando-se aos commissarios, que verificarem esta linha divisoria, que sigam em toda ella as direcções dos montes pelos cumes d'elles ou dos rios onde os houver a proposito; e que as vertentes dos ditos rios e nascentes d'elles sirvam de marcos a um e outro dominio, aonde assim se podér executar, para que os rios, que nascerem em um dominio e para elle correrem, fiquem desde o nascente d'elles para esse dominio; o que melhor se póde executar na linha que correrá desde a lagoa Merim até o rio Pepiri-guaçú, e em que não ha rios grandes que atravessem de um terreno a outro; porquanto aonde os houver se não poderá verificar este methodo, como é bem notorio, e se seguirá o que nos seus respectivos casos se especifica em outros artigos d'este tratado, para salvar os dominios e possessões principaes de ambas as corôas. Sua Magestade Catholica, em seu nome e de seus herdeiros e successores, cede a favor de Sua Magestade Fidelissima, de seus herdeiros e successores, todos e quaesquer direitos, que lhes possam pertencer aos territorios que, segundo vae explicado n'este artigo, devem pertencer á corôa de Portugal.

As lagoas de Merim e da Mangueira servirão de separação.

ART. 5. — Conforme ao estipulado nos artigos antecedentes, ficarão reservadas entre os dominios de uma e outra corôa as lagoas de Merim e da Mangueira, e as linguas de terra que mediam entre ellas e a costa do mar, sem que nenhuma das duas nações as occupe, servindo só de separação; de sorte que nem os Portuguezes passem o arroio de Tahim, linha recta ao mar até á parte meridional, nem os Hespanhões o arroio de Chui e de S. Miguel até á parte septentrional: cedendo Sua Magestade Fidelissima, em seu nome e de seus herdeiros e successores, a favor da corôa de Hespanha e d'esta divisão, qualquer direito que possa ter ás guardas de Chui e seu districto, á barra de Castilhos Grandes, ao forte de S. Miguel e a tudo o mais que n'ella se comprehende.

rios *Piratini* é *Ibimini*, que quedarán de la parte de España, se tirará una línea que cubra los establecimientos portugueses hasta el desembocadero del rio *Pipiriguazú* en el Uruguay, que han de quedar en el actual estado en que pertenecen á la corona de España: recomendándose á los comisarios que lleven á ejecucion esta línea divisoria, que sigan en toda ella las direcciones de los montes por las cumbres de ellos, ó de los rios donde los hubiere á propósito; y que las vertientes de dichos rios y sus nacimientos sirvan de marcos á uno y otro dominio, donde se pudiere ejecutar así, para que los rios que nacieren en un dominio y corrieren hácia él, queden desde sus nacimientos á favor de aquel dominio, lo cual se puede efectuar mejor en la línea que correrá desde la laguna *Merin* hasta el rio *Pepiriguazú*, en cuyo paraje no hay rios grandes que atraviesen de un terreno á otro, porque donde los hubiere no se podrá verificar este método, como es bien notorio, y se seguirá el que en sus respectivos casos se especifica en otros artículos de este tratado para salvar las pertenencias y posesiones principales de ambas coronas. Su Majestad Católica, en su nombre y en el de sus herederos y sucesores, cede á favor de Su Majestad Fidelísima, de sus herederos y sucesores todos y cualesquier derechos que le puedan pertenecer á los territorios que, segun va explicado en este artículo, deben corresponder á la corona de Portugal. 1777.

ART. 5. — Conforme á lo estipulado en los artículos antecedentes, quedarán reservadas entre los dominios de una y otra corona las lagunas de *Merin* y de la *Manguera*, y las lenguas de tierra que médian entre ellas y la costa de mar, sin que ninguna de las dos naciones las ocupe, sirviendo solo de separacion; de suerte que ni los Españoles pasen el arroyo de *Chuí* y de *San Miguel* hácia la parte setentrional, ni los Portugueses el arroyo de *Taim*, línea recta al mar hácia la parte meridional: cediendo Su Majestad Fidelísima, en su nombre y en el de sus herederos y sucesores, á favor de la corona de España y de esta division, cualquier derecho que pueda tener á las guardias de *Chuí* y su distrito, á la barra de *Castillos Grandes*, al fuerte de *San Miguel* y á todo lo demas que en ella se comprende. Reservas recíprocas.

1777.

Espaços neutros, em que se não possa entrar, nem construir-se fortalezas.

ART. 6. — Á similhança do estabelecido no artigo antecedente, ficará tambem reservado no restante da linha divisoria, tanto até á entrada no Uruguay do rio Pepiri-guaçú, quanto no progresso que se especificará nos seguintes artigos, um espaço sufficiente entre os limites de ambas as nações, ainda que não seja de igual largura á das referidas lagoas, no qual não possam edificar-se povoações, por nenhuma das duas partes, nem construir-se fortalezas, guardas ou postos de tropas, de modo que os taes espaços sejam neutros, pondo-se marcos e signaes seguros, que façam constar aos vassallos de cada nação o sitio, de que não deverão passar; a cujo fim se buscarão os lagos e rios, que possam servir de limite fixo e inalteravel, e em sua falta os cumes dos montes mais signalados, ficando estes e as suas faldas por termo neutral e divisorio, em que se não possa entrar, povoar, edificar nem fortificar por alguma das duas nações.

Os Portuguezes terão a liberdade de retirar-se ou permanecer.

ART. 7. — Os habitantes portuguezes que houver na Colonia do Sacramento, ilha de S. Gabriel e outros quaesquer estabelecimentos, que vão cedidos á Hespanha pelo artigo 3, e todos os mais, que desde as primeiras contestações do anno de 1762 se houverem conservado em diverso dominio, terão a liberdade de retirar-se ou permanecer ali com os seus effeitos e moveis; e assim elles, como o governador, officiaes e soldados da guarnição da Colonia do Sacramento, que se deverão retirar, poderão vender os seus bens de raiz, entregando-se a Sua Magestade Fidelissima a artilheria, armas e munições, que lhe houverem pertencido na dita Colonia e estabelecimentos. Da mesma liberdade e direitos gozarão os habitantes, officiaes e soldados hespanhoes que existirem em algum dos estabelecimentos cedidos ou renunciados á corôa de Portugal pelo artigo 4: restituindo-se a Sua Magestade Catholica toda a artilheria e munições que se houverem achado no tempo da ultima entrada dos Portuguezes no Rio Grande de S. Pedro, sua villa, guardas e postos de uma e outra margem, excepto aquella parte que houvesse sido tomada e pertencesse aos mesmos Portuguezes no tempo da entrada dos Hespanhoes n'aquelles estabelecimentos

Os soldados poderão vender os seus bens.

1777.

Otra reserva.

ART. 6. — Á semejanza de lo establecido en el artículo antecedente, quedará tambien reservado en lo restante de la línea divisoria, tanto hasta la entrada en el *Uruguay* del rio *Pepiriguazú*, cuanto en el progreso que se especificará en los siguientes artículos, un espacio suficiente entre los límites de ambas naciones, aunque no sea de igual anchura al de las citadas lagunas, en el cual no puedan edificarse poblaciones por ninguna de las dos partes, ni construirse fortalezas, guardias ó puestos de tropa, de modo que los tales espacios sean neutrales, poniéndose mojones y señales seguras que hagan constar á los vasallos de cada nacion el sitio de donde no deberán pasar; á cuyo fin se buscarán los lagos y rios que puedan servir de límite fijo é indeleble, y en su defecto las cumbres de los montes mas señalados, quedando estos y sus faldas por término neutral divisorio en que no se pueda entrar, poblar, edificar ni fortificar por alguna de las dos naciones.

Regla sobre los habitantes existentes en los territorios cedidos.

ART. 7. — Los habitantes portugueses que hubiera en la *Colonia del Sacramento*, isla de *San Gabriel* y otros cualesquiera establecimientos que van cedidos á España por el artículo 3, y todos los demas que desde las primeras contestaciones del año de 1762 se hubieren conservado en diverso dominio, tendrán la libertad de retirarse ó permanecer allí con sus efectos y muebles, y allí ellos como el gobernador, oficiales y soldados de la guarnicion de la *Colonia del Sacramento*, que se deberán retirar, podrán vender los bienes raíces, entregándose á Su Majestad Fidelísima la artillería, armas y municiones que le hubieren pertenecido en dicha Colonia y establecimientos. La misma libertad y derechos gozarán los habitantes, oficiales y soldados españoles que existieren en algunos establecimientos cedidos ó renunciados á la corona de Portugal por el artículo 4, restituyéndose á Su Majestad Católica toda la artillería y municiones que se hubieren hallado al tiempo de la última invasion de los Portugueses en el Rio Grande de San Pablo, su villa, guardias y puestos de una y otra banda, excepto aquella parte que hubiese sido tomada y perteneciese á los Portugueses al tiempo de la entrada de los Españoles en aquellos estableci-

1777. no anno de 1762. Esta regra se observará reciprocamente em todas as mais cessões que contém este tratado para estabelecer os dominios de ambas as corôas e seus respectivos limites.

Linha de demarcação.

Art. 8. — Ficando já signalados os dominios de ambas as corôas até a entrada do rio Pequiri ou Pepiri-guaçú no Uruguay, convieram os dois altos contratantes em que a linha divisoria seguirá aguas acima do dito Pepiri-guaçú até á sua origem principal; e desde esta pelo mais alto do terreno, debaixo das regras dadas no artigo 6, continuará a encontrar as correntes do rio Santo Antonio, que desemboca no grande de Curituba, por outro nome chamado Iguaçú, seguindo este aguas abaixo até á sua entrada no Paraná pela sua margem oriental, e continuando então aguas acima do mesmo Paraná até aonde se lhe ajunta o rio Igurei pela sua margem occidental.

Correntes, lagoa dos Harayes e rio Jaurú servirão de separação.

Art. 9. — Desde a bôca ou entrada do Igurei seguirá a raia aguas acima até á sua origem principal; e desde ella se tirará uma linha recta pelo mais alto do terreno, com attenção no ajustado no referido artigo 6, até chegar á cabeceira e vertente principal do rio mais visinho á dita linha, e que desague no Paraguay pela sua margem oriental, que talvez será o que chamam Correntes; e então baixará a raia pelas aguas d'este rio, até á sua entrada no Paraguay, desde cuja bôca subirá pelo canal principal, que deixa este rio em tempo secco, e seguirá pelas suas aguas até encontrar os pantanos que fórma o rio, chamados a lagoa dos Harayes, e atravessará esta lagoa até á bôca do rio Jaurú.

Delineação das fronteiras desde o Jaurú até ao rio da Madeira o qual entra no Maranhão.

Art. 10. — Desde a bôca do Jaurú pela parte occidental seguirá a fronteira em linha recta até á margem austral do rio Guaporé ou Itenes, de fronte da bôca do rio Sararé, que entra no dito Guaporé pela sua margem septentrional; mas se os commissarios encarregados de regular os confins e execução d'estes artigos, acharem ao tempo de reconhecer o paiz entre os rios Jaurú e Guaporé, outros rios ou balizas naturaes, por onde mais commodamente e com maior certeza se possa assignalar a raia n'aquella paragem, salvando sempre a navegação do Jaurú, que

mientos por el año de 1762. Esta regla se observará recíprocamente en todas las demas cesiones que contuviese este tratado para establecer las pertenencias de ambas coronas y sus respectivos límites. 1777.

Art. 8. — Quedando ya señaladas las pertenencias de ambas coronas hasta la entrada del rio *Pequirí* ó *Pepiriguazú* en el Uruguay, se han convenido los altos contratantes en que la línea divisoria seguirá aguas arriba de dicho Pepirí hasta su orígen principal, y desde este, por lo mas alto del terreno, bajo las reglas dadas en el artículo 6, continuará á encontrar las corrientes del rio *San Antonio*, que desemboca en el grande de *Curituba*, que por otro nombre llaman Iguazú, siguiendo este aguas abajo hasta su entrada en el *Paraná* por su ribera oriental, y continuando entónces, aguas arriba del mismo *Paraná*, hasta donde se le junta el rio *Igurey* por su ribera occidental.

Continúa la línea divisoria hasta el desembocadero del Igurey en el Paraná.

Art. 9. — Desde la boca ó entrada del *Igurey* seguirá la raya aguas arriba de este hasta su orígen principal, y desde él se tirará una línea recta por lo mas alto del terreno, con arreglo á lo pactado en el citado artículo 6, hasta hallar la cabecera ó vertiente principal del rio mas vecino á dicha línea, que desagüe en el *Paraguay* por su ribera oriental, que tal vez será el que llaman *Corriéntes;* y entónces bajará la raya por las aguas de este rio hasta su entrada en el mismo *Paraguay*, desde cuya boca subirá por el canal principal que deja este rio en tiempo seco, y seguirá por sus aguas hasta encontrar los pantanos que forma el rio, llamados la laguna de los *Xaráyes*, y atravesará esta laguna hasta la boca del rio *Jaurú*.

Sigue hasta la boca del Jaurú.

Art. 10. — Desde la boca del *Jaurú* por la parte occidental, seguirá la frontera en línea recta hasta la ribera austral del rio *Guaporé* ó *Itenes* en frente de la boca del rio *Sararé*, que entra en dicho *Guaporé* por su ribera septentrional. Pero si los comisarios encargados del arreglo de los confines y ejecucion de estos artículos hallaren al tiempo de reconocer el país entre los rios *Jaurú* y *Guaporé* otros rios ó términos naturales por donde mas cómodamente y mayor certidumbre pueda señalarse la raya de aquel paraje salvando siempre la navegacion del *Jaurú*,

Continúa hasta mas abajo de la confluencia de los rios Guaporé y Mamoré.

1777. deve ser privativa dos Portuguezes, e o caminho que costumam fazer do Cuyabá até Mato-Grosso, os dois altos contratantes consentem e approvam que assim se estabeleça, sem attender a alguma porção mais ou menos de terreno, que possa ficar a uma ou a outra parte. Desde o logar que na margem austral do Guaporé fôr assignalado para termo da raia, como fica explicado, baixará a fronteira por toda a corrente do rio Guaporé, até mais abaixo da sua união com o rio Mamoré, que nasce na provincia de Santa Cruz da Serra e atravessa a missão dos Moxos, formando juntos o rio que chamam da Madeira, o qual entra no Maranhão ou Amazonas pela sua margem austral.

Os rios Guaporé é Japurá.

Art. 11. — Baixará a linha pelas aguas d'estes dois rios Guaporé e Mamoré, já unidos com o nome de Madeira, até á paragem situada em igual distancia do rio Maranhão ou Amazonas e da bôca do dito Mamoré; e desde aquella paragem continuará por uma linha leste-oeste até encontrar com a margem oriental do rio Jabari, que entra no Maranhão pela sua margem austral; e baixando pelo alveo do mesmo Jabari até onde desemboca no Maranhão ou Amazonas, proseguirá aguas abaixo d'este rio, a que os Hespanhoes costumam chamar Orellana, e os Indios Guiena, até á bôca mais occidental do Japurá, que desagua n'elle pela margem septentrional.

Os rios Japurá, Negro e Orinoco.

Art. 12. — Continuará a fronteira subindo aguas acima da dita bôca mais occidental do Japurá, e pelo meio d'este rio até áquello ponto em que possam ficar cobertos os estabelecimentos portuguezes das margens do dito rio Japurá e do Negro, como tambem a communicação ou canal de que se serviam os mesmos Portuguezes entre estes dois rios ao tempo de celebrar-se o tratado de limites de 13 janeiro de 1750, conforme ao sentido litteral d'elle, e do seu artigo 9, que inteiramente se executará segundo o estado que então tinham as cousas sem prejudicar tão pouco as possessões hespanholas, nem os seus respectivos dominios e communicações com elles e com o rio Orinoco: de modo que nem os Hespanhoes possam introduzir-se nos referidos estabelecimentos e communicação portugueza, nem

que debe ser privativa de los Portugueses, como el camino que suelen hacer de *Cuyabá* hasta *Matagroso;* los dos altos contrayentes consienten y aprueban que así se establezca, sin atender á alguna porcion mas ó ménos de terreno que pueda quedar á una ó á otra parte. Desde el lugar que en la márgen austral del *Guaporé* fuere señalado por término de la raya, como queda explicado, bajará la frontera por toda la corriente del rio *Guaporé* hasta mas abajo de su union con el rio *Mamoré*, que nace en la provincia de *Santa Cruz de la Sierra* y atraviesa la mision de los Móxos, formando juntos el rio que llaman de la *Madera*, el cual entra en el *Marañon* ó *Amazónas* por su ribera austral. 1777.

Art. 11. — Bajará la línea por las aguas de estos dos rios *Guaporé* y *Mamoré*, ya unidos con el nombre de *Madera*, hasta el paraje situado en igual distancia del rio *Marañon* ó *Amazónas* y de la boca del rio *Mamoré;* y desde aquel paraje continuará por una línea leste-oeste hasta encontrar con la ribera oriental del rio *Jabarí*, que entra en el *Marañon* por su ribera austral; y bajando por las aguas del mismo *Jabarí* hasta donde desemboca en el *Marañon* ó *Amazónas*, seguirá aguas abajo de este rio, que los Españoles suelen llamar *Orellana* y los Indios *Guiena*, hasta la boca mas occidental del *Japurá*, que desagua en él por la márgen septentrional. Sigue hasta el desembocadero del Japurá en el Amazónas.

Art. 12. — Continuará la frontera subiendo aguas arriba de dicha boca mas occidental del *Japurá*, y por en medio de este rio hasta aquel punto en que puedan quedar cubiertos los establecimientos portugueses de las orillas de dicho rio *Japurá* y del *Negro*, como tambien la comunicacion ó canal de que se servian los mismos Portugueses entre estos dos rios al tiempo de celebrarse el tratado de límites de 13 de enero de 1750, conforme al sentido literal de él y de su artículo 9, lo que enteramente se ejecutará segun el estado que entónces tenian las cosas, sin perjudicar tampoco á las posesiones españolas ni á sus respectivas pertenencias y comunicaciones con ellas y con el rio *Orinoco:* de modo que ni los Españoles puedan introducirse en los citados establecimientos y comunicacion portuguesa, ni Continuacion y terminacion de la línea.

1777. passar aguas abaixo da dita bôca occidental do Japurá, nem do ponto da linha que se formar no rio Negro e nos demais que n'elle se introduzirem; nem os Portuguezes subir aguas acima dos mesmos, nem outros rios que se lhes unam, para passar do referido ponto da linha aos estabelecimentos hespanhoes e ás suas communicações; nem subir para o rio Orinoco, nem estender-se para as provincias povoadas por Hespanha, nem os despovoados que lhe hão de pertencer conforme os presentes artigos: para o qual effeito as pessoas que se nomearem para a execução d'este tratado assignalarão aquelles limites, buscando as lagoas e rios que se juntem ao Japurá e Negro, e se avisinhem mais ao rumo do norte, e n'ellas fixarão o ponto de que não deverá passar a navegação e uso de uma nem de outra nação, quando apartando-se dos rios haja de continuar a fronteira pelos montes que mediam entre o Orinoco e Maranhão ou Amazonas, endireitando tambem a linha da raia, quanto podér ser, para a parte do norte, sem reparar no pouco mais ou menos de terreno que fique a uma ou á outra corôa, com tanto que se logrem os fins já explicados, até concluir a dita linha onde findam os dominios das duas monarchias.

Marcos ou balizas, com inscripções para indicar privativa ou commum navegação.

Art. 13. — A navegação dos rios por onde passar a fronteira ou raia será commum ás dues naçoes até áquelle ponto em que pertencerem a ambas respectivamente as suas duas margens; e ficará privativa a dita navegação e uso dos rios áquella nação a quem pertencerem privativamente as suas duas margens, desde o ponto em que principiar este dominio: de modo que em todo ou em parte será privativa ou commum a navegação, segundo o fôrem as ribeiras ou margens do rio; e para que os subditos de uma e outra corôa não possam ignorar esta regra, se porão marcos ou balizas nos logares em que a linha divisoria se una a alguns rios, ou se separe d'elles, com inscripções que expliquem ser commum ou privativo o uso e navegação d'aquelle rio, de ambas ou de uma nação só, com expressão da que possa ou não passar d'aquelle ponto, debaixo das penas que se estabelecem n'este tratado.

Art. 14. — Todas as ilhas que se acharem em qualquer dos

pasar aguas abajo de dicha boca occidental del *Japurá*, ni del punto de línea que se formáre en el rio *Negro* y en los demas que en él se introducen; ni los Portugueses subir aguas arriba de los mismos, ni otros rios que se les unen, para bajar del citado punto de línea á los establecimientos españoles y á sus comunicaciones; ni remontarse hácia el *Orinoco* ni extenderse hácia las provincias pobladas por España, ó á los despoblados que la han de pertenecer segun los presentes artículos; á cuyo fin las personas que se nombraren para la ejecucion de este tratado señalarán aquellos límites, buscando las lagunas y rios que se junten al *Japurá* y *Negro* y se acerquen mas al rumbo del norte, y en ellos fijarán el punto de que no deberá pasar la navegacion y uso de la una ni de la otra nacion, cuando apartándose de los rios haya de continuar la frontera por los montes que médian entre el *Orinoco* y *Marañon* ó *Amazónas*, enderezando tambien la línea de la raya cuanto pudiere ser hácia el norte, sin reparar en el poco mas ó ménos del terreno que quede á una ú otra corona, con tal que se logren los expresados fines hasta concluir dicha línea donde finalizan los dominios de ambas monarquías. 1777.

Disposiciones sobre navegacion fluvial.

Art. 13. — La navegacion de los rios por donde pasáre la frontera ó raya será comun á las dos naciones hasta aquel punto en que pertenecieren á entrambas respectivamente sus dos orillas; y quedará privativa dicha navegacion y uso de los rios á aquella nacion á quien pertenecieren privativamente sus dos riberas, desde el punto en que principiáre esta pertenencia: de modo que en todo ó en parte será privativa ó comun la navegacion, segun lo fueren las riberas ú orillas del rio; y para que los súbditos de una y de otra corona no puedan ignorar esta regla, se pondrán marcos ó términos en cada punto en que la línea divisoria se una á algunos rios, ó se separe de ellos, con inscripciones que expliquen ser comun ó privativo el uso y navegacion de aquel rio de ambas ó de una nacion sola, con expresion de la que pueda ó no pasar de aquel punto, bajo las penas que se establecen en este tratado.

Art. 14. — Todas las islas que se hallaren en cualquiera de

1777.

Ilhas situadas sobre a linha divisoria.

rios por onde ha de passar a raia, segundo o convindo nos presentes artigos preliminares, pertencerão ao dominio a que estiverem mais proximas em tempo e estação mais secca; e se estiverem situadas a igual distancia de ambas as margens ficarão neutras, excepto quando fôrem de grande estensão e aproveitamento; pois então se dividirão por metade, formando a correspondente linha de separação para determinar os limites de ambas as nações.

Se nomearão commissarios para o reconhecimento e demarcação da linha.

Art. 15. — Para que se determinem tambem com a maior exacção os limites insinuados nos artigos d'este tratado, e se especifiquem sem que tenha logar a mais leve duvida no futuro todos os pontos por onde deve passar a linha divisoria, de modo que se possa estender um tratado definitivo com expressão individual de todos elles, se nomearão commissarios por Suas Magestades Fidelissima e Catholica, ou se dará faculdade aos governadores das provincias para que elles ou as pessoas que se elegerem, as quaes sejam de conhecida probidade, intelligencia e conhecimento do paiz, juntando-se nas paragens da demarcação, assignalem os ditos pontos, regulando-se pelos artigos d'este tratado, outorgando os instrumentos correspondentes e formando um mappa individual de toda a fronteira que reconhecerem e assignalarem, cujas copias auctorisadas e formadas de uns e outros se communicarão e remetterão ás duas côrtes, pondo desde logo em execução tudo aquillo em que estiverem conformes, e reduzindo a um ajuste e expediente interino os pontos em que houver alguma discordia, até que pelas suas côrtes, a quem darão parte, se resolva de commum accordo o que julgarem conveniente. Para que se consiga a maior brevidade no dito reconhecimento e demarcação da linha e execução dos artigos d'este tratado, se nomearão os commissarios praticos de uma e outra côrte por provincias ou territorios; de modo que a um mesmo tempo se possa executar por partes todo o ajustado e convindo, communicando-se reciprocamente e com antecipação os gobernadores de ambas as nações n'aquellas provincias a estensão de territorio que comprehende a commissão e faculdades do commissario pratico nomeado por cada parte.

1777.

Id. sobre islas fluviales.

los rios por donde ha de pasar la raya, segun lo convenido en los presentes artículos preliminares, pertenecerán al dominio á que estuvieren mas próximas en el tiempo y estacion mas seca; y si estuvieren situadas á igual distancia de ambas orillas, quedarán neutrales, excepto cuando fueren de grande extension y aprovechamiento; pues entónces se dividirán por mitad, formando la correspondiente línea de separacion para determinar los límites de ambas naciones.

Comisarios para la exacta determinacion de límites.

ART. 15. — Para que se determinen tambien con la mayor exactitud los límites insinuados en los artículos de este tratado, y se especifiquen sin que haya lugar á la mas leve duda en lo futuro, todos los puntos por donde deba pasar la línea divisoria, de modo que se pueda extender un tratado definitivo con expresion individual de todos ellos, se nombrarán comisarios por Sus Majestades Católica y Fidelísima, ó se dará facultad á los gobernadores de las provincias para que ellos ó las personas que eligieren sean de conocida probidad, inteligencia y conocimiento del país, juntándose en los parajes de la demarcacion, señalen dichos puntos con arreglo á los artículos de este tratado; otorgando los instrumentos correspondientes y formando mapa puntual de toda la frontera que reconocieren y señalaren, cuyas copias autorizadas y firmadas de unos y otros se comunicarán y remitirán á las dos córtes, poniendo desde luego en ejecucion todo aquello en que estuvieren conformes, y reduciendo á un ajuste y expediente interino los puntos en que hubiere alguna discordia, hasta que por sus cortes, á quienes darán parte, se resuelva de comun acuerdo lo que tuvieren por conveniente. Para que se logre la mayor brevedad en dicho reconocimiento y demarcacion de la línea y ejecucion de los artículos de este tratado, se nombrarán los comisarios expertos de una y otra corte por provincias ó territorios, de modo que á un mismo tiempo se pueda ejecutar por partes todo lo ajustado y convenido, comunicándose recíprocamente y con anticipacion los gobernadores de ambas naciones en aquellas provincias la extension de territorio que comprende la comision y facultades del comisario ó experto nombrado por cada parte.

1777.

Attenção para evitar disputas e duvidas.

ART. 16. — Os commissarios ou pessoas nomeadas nos termos que explica o artigo precedente, álem das regras estabelecidas n'este tratado, terão presente para o que n'elle não estiver especificado, que os objectos na demarcação da linha divisoria devem ser a reciproca segurança e perpetua paz e tranquillidade de ambas as nações, e total exterminio dos contrabandos que os subditos de uma possam fazer nos dominios ou com os vassallos da outra: pelo que, com attenção a estes dois objectos, se lhes darão as correspondentes ordens para que evitem disputas que não prejudiquem directamente ás actuaes possessões de ambos os soberanos, á navegação commum ou privativa dos seus rios ou canaes, segundo o ajustado no artigo 13, ou aos cultivos, minas ou pastos que actualmente possuam e não sejam cedidos por este tratado em beneficio da linha divisoria; sendo a intenção dos dois augustos soberanos, que ao fim de conseguir a verdadeira paz e amisade, a cuja perpetuidade e estreiteza aspiram para o socego reciproco e bem dos seus vassallos, sómente se attenda n'aquellas vastissimas regiões, por onde ha de estabelecer-se a linha divisoria, á conservação do que cada um fica possuindo em virtude d'este tratado e do definitivo de limites, e assegurar isto de modo que em nenhum tempo se possam offerecer duvidas nem discordias.

Commercio de contrabando. Passaportes.

ART. 17. — Qualquer individuo das duas nações que se apprehender fazendo o commercio de contrabando com os individuos da outra, será castigado na sua pessoa e bens com as penas impostas pelas leis da nação que o houver apprehendido; e nas mesmas penas incorrerão os subditos de uma nação pelo unico facto de entrar no territorio da outra, ou nos rios ou parte d'elles, que não sejam privativos da sua nação ou communs a ambas, exceptuando-se só o caso em que alguns arribem a porto e terreno alheio por indispensavel e urgente necessidade, que hão de fazer constar em toda a fórma, ou que passarem ao territorio alheio por commissão do governador ou superior do seu respectivo paiz, para communicar algum officio ou aviso, em cujo caso deverão levar passaporte que expresse o motivo.

1777.

Reglas que deben observar.

ART. 16. — Los comisarios ó personas nombradas en los términos que explica el artículo antecedente, ademas de las reglas establecidas en este tratado, tendrán presente para lo que no estuviere especificado en él, que sus objetos en la demarcacion de la línea divisoria deben ser la recíproca seguridad y perpétua paz y tranquilidad de ambas naciones, y el total exterminio de los contrabandos que los súbditos de la una puedan hacer en los dominios ó con los vasallos de la otra : por lo que, con atencion á estos dos objetos, se les darán las correspondientes órdenes para que eviten disputas que no perjudiquen directamente á las actuales posesiones de ambos soberanos, á la navegacion comun ó privativa de sus rios ó canales, segun lo pactado en el artículo 13, ó á los cultivos, minas ó pastos que actualmente posean y no sean cedidos por este tratado en beneficio de la línea divisoria; siendo la intencion de los dos augustos soberanos, que á fin de conseguir la verdadera paz y amistad, á cuya perpetuidad y estrechez aspiran para sosiego recíproco y bien de sus vasallos, solamente se atienda en aquellas vastísimas regiones por donde ha de describirse la línea divisoria á la conservacion de lo que cada uno quede poseyendo en virtud de este tratado y del definitivo de límites, y asegurar estos de modo que en ningun tiempo se puedan ofrecer dudas ni discordias.

Penas para los contrabandistas.

ART. 17. — Cualquier individuo de las dos naciones que se aprehendiere haciendo el comercio de contrabando con los individuos de la otra, será castigado en su persona y bienes con las penas impuestas por las leyes de la nacion que le hubiere aprehendido : y en las mismas penas incurrirán los súbditos de una nacion por solo el hecho de entrar en el territorio de la otra, ó en los rios ó parte de ellos que no sean privativos de su nacion ó comunes á ambas; exceptuándose solo el caso en que algunos arribaren á puerto y terreno ajeno por indispensable y urgente necesidad (que han de hacer constar en toda forma), ó que pasaren al territorio ajeno por comision del gobernador ó superior de su respectivo país para comunicar algun oficio ó aviso, en cuyo caso deberán llevar pasaporte que exprese el motivo.

1777.

Prohibições reciprocas.

ART. 18. — Nos rios cuja navegação fôr commum ás duas nações em tudo ou em parte, não se poderá levantar ou construir por alguma d'ellas forte, guarda ou registo, nem obrigar aos subditos de ambas as potencias que navegarem, a soffrer visitas, levar licenças, nem sujeitar-se a outras formalidades; e sómente serão castigados com penas expressadas no artigo antecedente quando entrarem em porto ou terreno alheio, ou passarem d'aquelle ponto até onde a dita navegação seja commum, para introduzir-se na parte do rio que já fôr privativa dos subditos da outra potencia.

Sobre a violação das fronteiras.

ART. 19. — No caso de concorrerem algumas duvidas entre os vasallos portuguezes e hespanhoes, ou entre os governadores e commandantes das fronteiras das duas corôas, sobre o excesso dos limites assignalados, ou intelligencia de algum d'elles, não se procederá de modo algum, por vias de facto, a occupar terreno, nem a tomar satisfação do que houver occorrido, e só poderão e deverão communicar-se reciprocamente as duvidas, e concordar interinamente algum meio de ajuste, até que dando parte ás suas respectivas côrtes, se lhes participem por estar de commum accordo as resoluções necessarias; e os que contravierem ao disposto n'este artigo serão castigados a arbitrio da potencia offendida, a cujo fim se farão notorias aos governadores e commandantes as disposições d'elle. O mesmo castigo padecerão os que intentarem povoar, aproveitar ou entrar na faxa, linha ou espaço de territorio que deva ser neutro entre os limites de ambas as nações. E assim para isto, como para que no dito espaço por toda a fronteira, se evite o asylo de ladrões ou assassinos, os governadores fronteiros tomarão tambem de commum accordo as providencias necessarias, concordando o meio de apprehende-los e de extingui-los, impondo-lhes severissimos castigos. Assim mesmo, consistindo as riquezas d'aquelle paiz nos escravos que trabalham na sua agricultura, convirão os proprios governadores no modo de entrega-los mutuamente no caso de fuga, sem que por passar a diverso dominio consigam a liberdade, e só sim a protecção, para que não padeçam castigo violento, se o não tiverem merecido por outros crimes

1777.

Prohibiciones recíprocas

Art. 18. — En los rios cuya navegacion fuere comun á las dos naciones en todo ó en parte, no se podrá levantar ó construir por alguna de ellas fuerte, guardia ó registro, ni obligar á los súbditos de ambas potencias que navegaren á sufrir visitas, llevar licencias ni sujetarse á otras formalidades; y solamente se les castigará con las penas expresadas en el artículo antecedente cuando entraren en puerto ó terreno ajeno, ó pasaren de aquel punto hasta donde dicha navegacion sea comun, para introducirse en la parte del rio que fuere ya privativa de los súbditos de la otra potencia.

Regla que se observará respectivamente en cuanto á las dudas ocurrentes.

Art. 19. — En caso de ocurrir algunas dudas entre los vasallos españoles y portugueses ó entre los gobernadores y comandantes de las fronteras de las dos coronas sobre exceso de los límites señalados ó inteligencia de alguno de ellos, no se procederá de modo alguno por vias de hecho á ocupar terreno, ni á tomar satisfaccion de lo que hubiere ocurrido; y solo podrán y deberán comunicarse recíprocamente las dudas y concordar interinamente algun medio de ajuste, hasta que dando parte á sus respectivas cortes, se les participen por estas de comun acuerdo las resoluciones necesarias. Y los que contravinieren á lo dispuesto en este artículo serán castigados á arbitrio de la potencia ofendida, á cuyo fin se harán notorias á los gobernadores y comandantes las disposiciones de él. El mismo castigo padecerán los que intentaren poblar, aprovechar ó entrar en la faja, línea ó espacio de territorio que deba ser neutro entre los límites de ambas naciones; y así para esto como para que en dicho espacio por toda la frontera se evite el asilo de ladrones ó asesinos, los gobernadores fronterizos tomarán tambien de comun acuerdo las providencias necesarias, concordando el medio de aprehenderlos y de extinguirlos con imponerles severísimos castigos. Asimismo, consistiendo las riquezas de aquel país en los esclavos que trabajan en su agricultura, convendrán los propios gobernadores en el modo de entregarlos mutuamente en caso de fuga, sin que por pasar á diverso dominio consigan libertad, y sí solo la proteccion para que no padezcan castigo violento, si no lo tuvieren merecido por otro crímen.

1777.

Sobre a liberdade de saírem os habitantes

ART. 20. — Para perfeita execução do presente tratado e sua perpetua firmeza, os dois augustos monarchas contratantes, animados dos principios de união, paz e amizade que desejam estabelecer solidamente, cedem, renunciam e traspassam um ao outro, em seu nome e de seus herdeiros e successores, toda a posse e direito que possam têr ou allegar a quaesquer terrenos ou navegações dos rios, que pela linha divisoria assignalada nos artigos d'este tratado, para toda a America meridional, ficarem a favor de qualquer das duas corôas: como por exemplo, o que se acha occupado e fica para a corôa de Portugal nas duas margens do rio Maranhão ou das Amazonas, na parte em que lhe hão de ser privativas; e o que occupa no districto de Mato-Grosso, e d'elle para a parte do oriente: como igualmente o que se reserva á corôa de Hespanha na parte do mesmo rio Maranhão desde a entrada do Javari, em que o referido Maranhão ha de dividir o dominio de ambas as corôas até a bôca mais occidental do Japurá, e em qualquer outra parte que pela linha assignalada n'este tratado ficarem terrenos á uma ou outra corôa, evacuando-se os ditos terrenos na parte em que estiverem occupados, dentro do termo de quatro mezes, ou antes se fôr possivel, debaixo d'aquella liberdade de saírem os habitantes, individuos da nação que os evacuasse, com os seus bens e effeitos, e de vender os de raiz, que já fica capitulada no artigo setimo.

Trespasso das ilhas Filippinas, Mariannas, etc.

ART. 21. — Com o fim de consolidar a dita união, paz e amizade entre as duas monarchias, e de extinguir todo o motivo de discordia, ainda pelo que respeita aos dominios da Asia, Sua Magestade Fidelissima, em seu nome e no de seus herdeiros e successores, cede a favor de Sua Magestade Catholica, seus herdeiros e successores, todo o direito que possa têr ou allegar ao dominio das ilhas Filippinas, Mariannas e o mais que possue n'aquellas partes a corôa de Hespanha; renunciando a de Portugal qualquer acção ou direito, que possa têr ou promover pelo tratado de Tordesilhas de 7 de junho de 1494 (1), e pelas con-

(1) Véase t. I, pág. 16.

1777.

Cesiones, renuncias y traspasos recíprocos.

ART. 20. — Para la perfecta ejecucion del presente tratado y su perpétua firmeza, los dos augustos monarcas contrayentes, animados de los principios de union, paz y amistad que desean establecer sólidamente, se ceden, renuncian y traspasan el uno al otro, en su nombre y en el de sus herederos y sucesores, todo el derecho ó posesion que puedan tener ó alegar á cualesquiera terrenos ó navegaciones de rios que por la línea divisoria señalada en los artículos de este tratado para toda la América meridional quedaren á favor de cualquiera de las dos coronas; como por ejemplo, lo que se halle ocupado y queda para la corona de Portugal en las dos márgenes del rio *Marañon* ó de *Amazónas*, en la parte en que le han de ser privativas, y lo que ocupa en el distrito de *Matogroso* y de él para la parte de oriente, como igualmente lo que se reserva á la corona de España en la banda del mismo rio *Marañon*, desde la entrada del *Javari*, en que el citado *Marañon* ha de dividir el dominio de ambas coronas, hasta la boca mas occidental del *Japurá*; y en cualquiera otra parte que por la línea señalada en este tratado quedaren en terrenos á una ú otra corona, evacuándose dichos terrenos en la parte en que estuvieren ocupados dentro del término de cuatro meses, ó ántes si ser pudiese, bajo aquella libertad de salir los habitantes, individuos de la nacion que los evacuase, con sus bienes y efectos, y de vender los raíces que ya queda capitulada en el artículo 7.

Cesion á S. M. C.

ART. 21. — Con el fin de consolidar dicha union, paz y amistad entre las dos monarquías, y de extinguir todo motivo de discordia, aun por lo respectivo á los dominios de Asia, Su Majestad Fidelísima, en su nombre y en el de sus herederos y sucesores, cede á favor de Su Majestad Católica y de sus herederos y sucesores todo el derecho que pueda tener ó alegar al dominio de las islas *Filipinas*, *Marianas* y demas que posea en aquellas partes la corona de España, renunciando la de Portugal cualquier accion ó derecho que pudiera tener ó promover por el tratado de *Tordesillas* de 7 de junio de 1494, y por las condiciones de la escritúra celebrada en Zaragoza á 22 de abril de 1529, sin que pueda repetir cosa alguna del precio que pagó

1777. dições da escriptura celebrada em Saragoça a 22 de abril de 1529, sem que possa repetir cousa alguma do preço que pagou pela venda capitulada na dita escriptura, nem valer-se de outro qualquer motivo ou fundamento contra a cessão convinda n'este artigo.

Restituição da ilha de Santa Catharina.

ART. 22. — Em prova da mesma união e amizade, que tão efficazmente se deseja pelos dois augustos contratantes, Sua Magestade Catholica offerece restituir e evacuar dentro de quatro mezes seguintes á ratificação d'este tratado a ilha de Santa Catharina e a parte do continente immediato a ella, que houvessem occupado as armas hespanholas, com artilheria, munições e mais effeitos, que se houvessem achado no tempo da occupação. E Sua Magestade Fidelissima, em correspondencia d'esta restituição, promette que em tempo algum, seja de paz ou de guerra, em que a corôa de Portugal não tenha parte, como se espera e deseja, não consentirá que alguma esquadra ou embarcação de guerra ou de commercio estrangeiras entrem no dito porto de Santa Catharina, ou nos da sua costa immediata, nem que n'elles se abriguem ou detenham, especialmente sendo embarcações de potencia que se ache em guerra com a corôa de Hespanha, ou que possa haver alguma suspeita de serem destinadas a fazer o contrabando. Suas Magestades Fidelissima e Catholica farão promptamente expedir as ordens convenientes para a execução e pontual observancia de quanto se estipula n'este artigo; e se trocará mutuamente um duplicado d'ellas, a fim de que não fique a menor duvida sobre o exacto cumprimento dos objectos que inclue.

Evacuação no termo de 4 mezes.

ART. 23. — A esquadra e tropas portuguezas e hespanholas que se acham nos mares ou portos de America meridional se retirarão d'ali a seus respectivos destinos, ficando só as regulares em tempo de paz, de que se darão avisos reciprocos aos generaes e governadores de ambas as corôas, para que a evacuação se faça com a possivel igualdade e correspondente boa fé no breve termo de quatro mezes.

Cumprimento d'este tratado.

ART. 24. — Se para cumprimento e maior explicação d'este tratado se necessitar de estender e estenderem algum ou alguns

por la venta capitulada en dicha escritura, ni valerse de otro cualquier motivo ó fundamento contra la cesion convenida en este artículo. 1777.

Cesion de la isla de *Santa Catalina*.

ART. 22. — En prueba de la misma union y amistad que tan eficazmente se desea por los dos augustos contrayentes, Su Majestad Católica ofrece restituir y evacuar dentro de cuatro meses siguientes á la ratificacion de este tratado la isla de *Santa Catalina* y la parte del continente inmediata á ella que hubiesen ocupado las armas españolas con la artillería, municiones y demas efectos que se hubiesen hallado al tiempo de la ocupacion. Y Su Majestad Fidelísima, en correspondencia de esta restitucion, promete que en tiempo alguno, sea de paz ó de guerra, en que la corona de Portugal no tenga parte (como se espera y desea), no consentirá que alguna escuadra ó embarcacion de guerra ó de comercio extranjeras entren en dicho puerto de *Santa Catalina* ó en los de la costa inmediata, ni que en ellos se abriguen ó detengan, especialmente siendo embarcaciones de potencia que se halle en guerra con la corona de España, ó que pueda haber alguna sospecha de ser destinadas á hacer el contrabando. Sus Majestades Católica y Fidelísima harán expedir prontamente las órdenes convenientes para la ejecucion y puntual observancia de cuanto se estipula en este artículo; y se canjeará mútuamente su duplicado de ellas á fin de que no quede la menor duda sobre el exacto cumplimiento de los objetos que incluye.

Retiro de escuadras y tropas.

ART. 23. — Las escuadras y tropas españolas y portuguesas que se hallan en los mares ó puertos de la América meridional, se retirarán de allí á sus respectivos destinos, quedando solo las regulares en tiempo de paz, de que se darán avisos recíprocos los generales y gobernadores de ambas coronas, para que la evacuacion se haga con la posible igualdad y correspondiente buena fe en el breve término de cuatro meses.

Caso de ampliacion.

ART. 24. — Si para complemento y mayor explicacion de este tratado se necesitáre extender y extendiese alguno ó algu-

1777. artigos mais dos referidos, se terão como parte d'este mesmo tratado; e os altos contratantes serão igualmente obrigados á sua inviolavel observancia, e a ratifica-los no mesmo termo que se assignará n'este.

Ratificações dentro de 15 dias.

ART. 25. — O presente tratado preliminar se ratificará no preciso termo de quinze dias depois de firmado, ou antes se fôr possivel.

Em fé de que, nós outros os infra-escriptos ministros plenipotenciarios, assignámos de nosso punho, em nome de nossos augustos amos, e em virtude das plenipotencias com que para isso nos auctorisaram, o presente tratado preliminar de limites, e o fizemos sellar com o sêllo de nossas armas. Feito em Santo Ildefonso, no primeiro de outubro de mil setecentos setenta e sete.

(L. S.) D. FRANCISCO INNOCENCIO DE SOUSA COUTINHO.

ARTIGOS SEPARADOS.

Por considerações de conveniencia reciproca para as duas corôas de Portugal e Hespanha, têem resolvido Suas Magestades Fidelissima e Catholica estender os seguintes artigos separados, que haverão de ficar secretos, até que os dois soberanos determinem outra cousa de commum accordo, devendo têr desde agora estes artigos separados a mesma força e vigor que os do tratado preliminar de limites, que se firmou no dia de hoje. E Suas Magestades têem auctorisado para este fim aos seus respectivos ministros plenipotenciarios, o Excmo. Sr. D.

nos artículos ademas de los referidos, se tendrán como parte de este mismo tratado, y los altos contrayentes serán igualmente obligados á su inviolable observancia, y á ratificarlos en el mismo término que se señalará en este. 1777.

ART. 25. — El presente tratado preliminar se ratificará en el preciso término de quince dias despues de firmado, ó ántes si fuere posible. Ratificaciones.

En fe de lo cual, nosotros los infrascritos ministros plenipotenciarios firmamos de nuestro puño, en nombre de nuestros augustos amos, y en virtud de las plenipotencias con que para ello nos autorizaron, el presente tratado preliminar de límites, y le hicimos sellar con los sellos de nuestras armas. Fecho en San Ildefonso, á 1° de octubre de 1777.

El conde DE FLORIDA BLANCA.

D. Francisco Inocencio DE SOUZA COUTINHO.

Su Majestad Católica el señor rey D. Cárlos III le ratificó por el instrumento expedido en San Lorenzo el Real en 11 de dicho mes y año.

ARTÍCULOS SEPARADOS.

Por consideraciones de conveniencia recíproca para las dos coronas de España y Portugal, han resuelto Sus Majestades Católica y Fidelísima extender los siguientes artículos separados, que habrán de quedar secretos, hasta que los dos soberanos determinen otra cosa de comun acuerdo; debiendo tener desde ahora estos artículos separados la misma fuerza y vigor que los del tratado preliminar de límites que se ha firmado hoy dia de la fecha. Y Sus Majestades han autorizado á este fin á sus respectivos ministros plenipotenciarios el Excmo. Sr. conde de

1777. Francisco Innocencio de Sousa Coutinho e o Excmo. Sr. conde de Floridabranca.

Facilitades do commercio.

ART. 1. — O tratado preliminar de limites concluido n'este dia servirá de base e fundamento a outros tres, que os dois altos contratantes tem convindo e ajustado na fórma seguinte:

Em primeiro logar, um tratado de perpetua e indissoluvel alliança entre as duas corôas, em cujos artigos se especificarão as respectivas obrigações de cada uma, devendo promover-se no termo de dois mezes seguintes á ratificação d'estes artigos separados, ou antes se fazer-se póde. Em segundo logar, um tratado de commercio entre as duas nações, no cual serão tambem promovidas e facilitadas as vantagens de ambas, e se estenderá dentro do mesmo termo. E em terceiro logar, um tratado definitivo de limites para uns e outros dominios de Portugal e Hespanha na America meridional, logo que tenham vindo todas as noticias e se tenham praticado as operações necessarias para especifica-los.

Portos e transitos. Meios para evitar guerra.

ART. 2. — Sendo a guerra occasião principal dos abusos, e motivo de alterar-se as regras mais bem concertadas, querem Suas Magestades Fidelissima e Catholica, para evita-la sempre, como desejam, e muito mais nos seus dominios da America meridional, e manterem perpetua paz aos vassallos de ambas as corôas, que os motores e chefes de qualquer invasão n'aquellas partes, por leve que seja, se castigue com pena de morte irremissivelmente; e qualquer presa que façam se restitua de boa fé integramente. Assim mesmo promettem Suas Magestades que nenhuma das duas nações permittirá a commodidade dos seus portos, e menos os transitos pelos seus territorios da America meridional, aos inimigos da outra, quando intentem aproveitar-se d'elles para hostilidades. Estes meios e precauções para a continuação da perpetua paz e boa visinhança não terão só logar nas terras e ilhas da America meridional entre os subditos confinentes das duas monarchias, mas tambem nos rios, portos e costas e no mar Oceano, desde a altura da extremidade austral da ilha de Santo Antão, uma das de Cabo-Verde para a parte do sul, e desde o meridiano que passa pela

Florida Blanca y el Excmo. Sr. D. Francisco de Sousa Coutinho. 1777.

ART. 1. — El tratado preliminar de límites concluido en este dia servirá de basa y fundamento á otros tres que los dos altos contrayentes han convenido y ajustado en la forma siguiente: en primer lugar, un tratado de perpétua é indisoluble alianza entre las dos coronas, en cuyos artículos se especificarán las respectivas obligaciones de cada una, debiendo promoverse en el término de dos meses siguientes á la ratificacion de estos artículos separados, ó ántes si se pudiere. En segundo lugar, un tratado de comercio entre las dos naciones, en el cual serán tambien promovidas y facilitadas las ventajas de ambas, y se extenderá dentro del mismo término. Y en tercer lugar, un tratado definitivo de límites para unos y otros dominios de España y Portugal en la América meridional, luego que hayan venido todas las noticias y practicádose las operaciones necesarias para especificarlos. Facilidades de comercio.

ART. 2.—Siendo la guerra ocasion principal de los abusos, y motivo de alterarse las reglas mejor concertadas, quieren Sus Majestades Católica y Fidelísima para evitarla siempre, como desean, y mucho mas en sus dominios de la América meridional, y mantener en perpétua paz á los vasallos de ambas coronas, que á los motores y caudillos de cualquiera invasion en aquellas partes, por leve que sea, se castigue con pena de muerte irremisible; y cualquiera presa que hagan se restituya de buena fe íntegramente. Asimismo prometen Sus Majestades que ninguna de las dos naciones permitirá la comodidad de sus puertos, y ménos el tránsito por sus territorios de la América meridional, á los enemigos de la otra cuando intenten aprovecharse de ellos para hostilizarla. Estos medios y precauciones para continuacion de la perpétua paz y buena vecindad, no tendrán solo lugar en las tierras é islas de la América meridional entre los súbditos confinantes de las dos monarquías, sino tambien en los rios, puertos y costas, y en el mar Océano, desde la altura de la extremidad austral de la isla de San Antonio, una de las de Cabo Verde hácia el sur, y desde el meridiano que pasa por Puertos y tránsitos.

1777. sua extremidade occidental para o poente; de sorte que a nenhum navio de guerra, corsario ou outra embarcação de uma das duas corôas seja licito dentro dos ditos termos em nenhum tempo accometter, insultar ou fazer o mais minimo prejuizo aos navios e subditos da outra; e de qualquer attentado, que em contrario se commetta, se dará pronta satisfação, restituindo-se inteiramente o que acaso se houver apresado, e castigando-se com severidade os transgressores. Alem d'isto, nenhuma das duas nações admittirá nos seus portos e terras da dita America meridional, navios ou commerciantes, amigos ou neutraes, sabendo que levam intento de introduzir o seu commercio nas terras da outra, e de quebrantar as leis com que os dois monarchas governam aquelles dominios; e para a pontual observancia de todo o expressado n'este artigo, se farão por ambas as côrtes os mais efficazes encargos aos seus governadores respectivos, commandantes é justiças: em intelligencia de que, ainda no caso que não se espera, que haja algum incidente ou descuido contra o promettido ou estipulado n'este artigo, não servirá de prejuizo á observancia perpetua e inviolavel de tudo o mais, que pelo presente tratado fica disposto. E do mesmo modo estipulam por agora e se obrigam os dois altos contratantes a não permittir, em caso de guerra de alguma das duas potencias com qualquer outra, que os seus portos e terras, em qualquer parte do mundo que estejam, sirvam directa ou indirectamente de auxilio para atacar unicamente e fazer guerra a uma das duas potencias contratantes ou a seus vassallos, navios e territorios; sem que em todo o sobredito se entenda que faltem ou promettam faltar aos tratados que subsistem entre as altas potencias contratantes e algumas outras nações, na intelligencia de que não se haja de abusar d'elles, para offender aos vassallos, terras o navios portuguezes e hespanhoes, pois n'esta parte se obrigam os dois altos contratantes a que o que não entrar em guerra observará a mais escrupulosa neutralidade, e que se contra esta declaração houver algum artigo secreto ou tratado anterior, que não tenha chegado á noticia das duas potencias contratantes, se lhes communicarão e exibirão

su extremidad occidental hácia el poniente; de suerte que á ningun navío de guerra, corsario ú otra embarcacion de una de las dos coronas sea lícito dentro de dichos términos en ningun tiempo acometer, insultar ó hacer el más mínimo perjuicio á los navíos y súbditos de la otra; y de cualquiera atentado que en contrario se cometa, se dará pronta satisfaccion restituyéndose enteramente lo que acaso se hubiese apresado, y castigándose con severidad á los transgresores. Ademas de esto, ninguna de las dos naciones admitirá en sus puertos y tierras de dicha América meridional navíos ó comerciantes, amigos ó neutrales, sabiendo que llevan intento de introducir su comercio en las tierras de la otra, y de quebrantar las leyes con que los dos monarcas gobiernan aquellos dominios; y para la puntual observancia de todo lo expresado en este artículo, se harán por ambas cortes los mas eficaces encargos á sus respectivos gobernadores, comandantes y justicias: en inteligencia de que aun en el caso, que no se espera, de que haya algun incidente ó descuido contra lo prometido ó estipulado en este artículo, no servirá de perjuicio á la observancia perpétua é inviolable de todo lo demas que por el presente tratado queda arreglado. Y del mismo modo estipulan, por ahora, y se obligan los altos contrayentes á no permitir, en caso de guerra de alguna de las dos potencias con cualquiera otra, que sus puertos y tierras (en cualquier parte del mundo que esten) sirvan directa ó indirectamente de auxilio para atacar únicamente y hacer guerra á una de las dos potencias contrayentes á sus vasallos, bajeles ó territorios; sin que en todo lo sobredicho se entienda que falten ó prometan faltar á los tratados que subsisten entre las altas potencias contrayentes y algunas otras naciones, en inteligencia de que no se haya de abusar de ellos para ofender á los vasallos, tierras y navíos españoles y portugueses, pues en esta parte se obligan los dos altos contrayentes, tambien por ahora, á que el que no entrare en guerra observará la mas escrupulosa neutralidad, y á que si contra esta declaracion hubiere algun artículo secreto ó tratado anterior que no haya llegado á noticia de las dos potencias contrayentes, 1777.

1777. reciprocamente e de boa fé para continuar com methodo o estipulado e ajustado solemnemente no presente artigo, e tomar as medidas mais conducentes á conservação e defesa dos respectivos dominios, vassallos é navios.

Ilha de Anno-Bom cedida a Hespanha.

ART. 3. — Desejando Sua Majestade Fidelissima corresponder á magnanimidade de Sua Magestade Catholica, e condescender com tudo quanto possa ser grato e util aos seus vassallos, cede á corôa de Hespanha a Ilha de Anno-Bom na costa de Africa, com todos os direitos, posse e acções que tem á mesma ilha, para que desde logo pertença aos dominios hespanhoes, e do mesmo modo que até agora tem pertencido aos da corôa de Portugal.

Cessão do Fernando do Pó.

ART. 4. — Igualmente Sua Magestade Fidelissima, em seu nome e de seus herdeiros e successores, cede todo o direito e acção que tem ou possa têr á ilha de Fernando do Pó no golfo de Guiné, para que os vassallos da corôa de Hespanha se possam estabelecer n'ella e negociar nos portos e costas oppostas á dita ilha, como são os portos do Rio Gabão e dos Camarões, de S. Domingos, Cabo Fermoso e outros d'aquelle distrito; sem que por isso se embarace ou estorve o commercio dos vassallos de Portugal, particularmente dos das ilhas do Principe e de S. Thomé, que actualmente são e fôrem para o futuro a negociar na dita costa e portos, comportando-se n'ellas os vassallos portuguezes e hespanhoes com a mais perfeita harmonia, sem que por algum modo se prejudiquem ou embaracem uns aos outros.

Escala para tripulações.

ART. 5. — Todas as embarcações hespanholas sejam de guerra ou de commercio da dita nação, que fizerem escala pelas ilhas do Principe e de S. Thomé, pertencentes á corôa de Portugal, para refrescar as suas tripulações ou prover-se de viveres ou outros effeitos necessarios, serão recebidas e tratadas nas ditas ilhas como a nação mais favorecida: e o mesmo se praticará com as embarcações portuguezas de guerra ou de commercio que forem á ilha de Anno-Bom ou de

se les comunicarán y exhibirán recíprocamente y de buena fe para combinar con él todo lo estipulado y convenido solemnemente en el presente artículo, y tomar las medidas mas conducentes á la conservacion y defensa de los respectivos dominios, vasallos y bajeles. 1777.

ART. 3. — Deseando Su Majestad Fidelísima corresponder á la magnanimidad de Su Majestad Católica, y condescender con todo lo que pueda ser grato y útil á sus vasallos, cede á la corona de España la isla de Annobon en la costa de África, con todos los derechos, posesion y acciones que tiene á la misma isla, para que desde luego pertenezca á los dominios españoles, del propio modo que hasta ahora ha pertenecido á los de la corona de Portugal. Isla de Annobon.

ART. 4. — Igualmente cede Su Majestad Fidelísima en su nombre y en el de sus herederos y sucesores, á Su Majestad Católica y á sus herederos y sucesores todo el derecho y accion que tiene ó pueda tener á la isla de Fernando del Pó en el golfo de Guinea, para que los vasallos de la corona de España se puedan establecer en ella y negociar en los puertos y costas opuestas á la dicha isla, como son los puertos del rio Gabaon, de los Camarones, de Santo Domingo, Cabofermoso y otros de aquel distrito; sin que por eso se impida ó estorbe el comercio de los vasallos de Portugal, particularmente de los de las islas del Príncipe y de Santo Tomé, que al presente van y que en lo futuro fueren á negociar en la dicha costa y puertos, comportándose en ellos los vasallos españoles y portugueses con la mas perfecta armonía, sin que por algun motivo ó pretexto se perjudiquen ó estorben unos á otros. Isla de Fernando Pó.

ART. 5. — Todas las embarcaciones españolas, sean de guerra ó del comercio de dicha nacion, que hicieren escala por dichas islas del Príncipe y de Santo Tomé, pertenecientes á la corona de Portugal, para refrescar sus tripulaciones ó proveerse de víveres ú otros efectos necesarios, serán recibidas y tratadas en las dichas islas como la nacion mas favorecida: y lo mismo se practicará con las embarcaciones portuguesas de guerra ó de comercio que fueren á la isla de Annobon ó á la Escala para tripulaciones.

1777. Fernando do Pó, pertencentes a Sua Magestade Catholica.

Prohibição sobre navios de guerra.

ART. 6. — Sua Magestade Fidelissima declara que a prohibição que se estabelece para que as embarcações estrangeiras de guerra ou de commercio, excepto nas arribadas forçadas de urgente necessidade, não possam entrar no porto de Santa Catharina e na sua costa immediata, como se estipula no artigo 22 do tratado preliminar de limites, não deverá entender-se com os navios hespanhoes de guerra ou mercantes que arribem a ella, antes sim offerece Sua Magestade Fidelissima que nas ordens que haverão de expedir-se, reguladas pelo ajustado no fim do mesmo artigo 22, se especificará que àquella prohibição não comprehende os navios hespanhoes, pois estes terão ali a maior hospitalidade e todos os auxilios que se podem dar aos navios do pavilhão de um bom alliado e amigo; observando-se sempre as leis e ordens com que aquelles paizes se governam, respeito a toda a prohibição de contrabando e de qualquer outro abuso.

Ratificações.

ART. 7. — Os presentes artigos separados se ratificarão no preciso termo de quinze dias depois de firmados, ou antes se fôr possivel.

Em fé do que, nós outros os infra-escriptos ministros plenipotenciarios, firmámos de nosso punho, em nome de nossos augustos amos, e em virtude das plenipotencias com que para isso nos auctorisaram, os presentes artigos separados, e os fizemos sellar com os sêllos de nossas armas. Feito no real sitio de Santo Ildefonso, no primeiro de outubro de mil setecentos setenta e sete.

(L S.) D. FRANCISCO INNOCENCIO DE SOUSA COUTINHO.

de Fernando del Pó, pertenecientes á Su Majestad Católica. 1777.

ART. 6. — Su Majestad Fidelísima declara que la prohibicion de entrar las embarcaciones extranjeras de guerra y de comercio (excepto en las arribadas forzadas y de urgente necesidad) en el puerto de Santa Catalina y su costa inmediata, que se estipula en el artículo 22 del tratado preliminar de límites, no deberá entenderse con los bajeles españoles de guerra ó marchantes que arribaren á él; ántes bien ofrece Su Majestad Fidelísima que en las órdenes que habrán de expedirse, con arreglo á lo pactado al fin del mismo artículo 22, se especificará que aquella prohibicion no comprende á los navíos españoles, pues estos tendrán allí la mejor acogida y todos los auxilios que corresponde dar á los buques del pabellon de un buen aliado y amigo, observándose siempre las leyes y órdenes con que aquellos países se gobiernan respecto á toda prohibicion de contrabando y de cualquier otro abuso. Prohibicion sobre navíos de guerra.

ART. 7. — Los presentes artículos separados se ratificarán en el preciso término de quince dias despues de firmados, ó ántes si fuere posible. Ratificaciones.

En fe de lo cual, nosotros los infrascriptos ministros plenipotenciarios, firmamos de nuestro puño, en nombre de nuestros augustos amos, y en virtud de las plenipotencias con que para ello nos autorizaron, los presentes artículos separados, y los hicimos sellar con los sellos de nuestras armas. Fecho en San Ildefonso, á primero de octubre de mil setecientos setenta y siete.

(L. S.) El conde DE FLORIDA BLANCA.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

1778. *Tratado de amisade e garantia* (1) *entre a rainha a senhora D. Maria I e D. Carlos III, rei de Hespanha, assignado no Pardo a 11 de março de 1778, e ratificado por Suas Magestades em 24 dos ditos mez e anno.*

(Do original que se guarda no archivo da secretaria de Estado dos negocios estrangeiros.)

Em nome da santissima Trindade.

Pelo artigo 1° do tratado preliminar de limites felizmente concluido entre as duas corôas de Portugal e Hespanha e seus respectivos plenipotenciarios em Santo Ildefonso no 1° de outubro do anno proximo passado de 1777 (2), se confirmaram e revalidaram os tratados de paz celebrados entre as mesmas corôas em Lisboa a 13 de fevereiro de 1668, em Utrecht tambem a 6 de fevereiro de 1715 (3), e em París a 10 do mesmo

(1) Na ratificação d'el rei de Hespanha dá-se a este tratado o titulo de *neutralidade, garantia e commercio.*

(2) Véase t. III, pág. 128.

(3) Véase t. II, pág. 163.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

Tratado de amistad, garantía y comercio, ajustado entre las coronas de España y de Portugal, y firmado el 24 de marzo de 1778. 1778.

En el nombre de la Santísima Trinidad.

Por el artículo 1° del tratado preliminar de límites felizmente concluido entre las dos coronas de España y Portugal y sus respectivos plenipotenciarios en San Ildefonso, á 1° de octubre del año próximo pasado de 1777, se confirmaron y revalidaron los tratados de paz celebrados entre las mismas coronas en Lisboa á 13 de febrero de 1668, en Utrecht á 6 tambien de febrero de 1715, y en Paris á 10 del propio mes de febrero de 1763, como si se hallasen insertos palabra por palabra en el mencionado tratado de 1777 en cuanto no fuesen derogados por él. Firmado el 11 de marzo. Ratificado el 24.

Los dos tratados de Lisboa y Utrecht, que van citados y se han renovado ahora, han sido, y especialmente el primero, la base y fundamento de la reconciliacion y enlaces de las dos monarquías española y portuguesa para llegar al estado en que se hallan hoy una respecto de otra; y por causa tan relevante fueron ambos tratados garantidos por los reyes de la Gran Bre-

1778. mez de fevereiro de 1763 (1), como se se achassem insertos palavra por palavra no referido tratado de 1777, em quanto não fossem derogados por elle.

Os dois tratados de Lisboa e de Utrecht que vão citados e se têem agora renovado, têem sido, e especialmente o primeiro, a base e fundamento da reconciliação e laços das duas monarchias portugueza e hespanhola, para chegar ao estado em que se acham hoje uma a respeito da outra; e por causa tão relevante foram tambem ambos os tratados garantidos pelos reis da Gram-Bretanha, estipulando-se formalmente esta garantia no artigo 20 do tratado de Utrecht de 13 de julho de 1713 (2), celebrado entre a corôa de Hespanha e a de Inglaterra.

Porém assim como o já citado de París de 10 de fevereiro de 1763 suscitou pelas expressões do seu artigo 21 e outras, algumas duvidas e difficuldades, em cuja diversa intelligencia se tem podido fundar muitas das discordias succedidas na America meridional entre os vassallos de ambas as corôas; do mesmo modo outros artigos e expressões dos dois tratados anteriores de Lisboa e de Utrecht, e varios pontos que desde então ficaram pendentes e não se tem explicado até agora, podiam produzir no successivo iguaes ou maiores disputas, ou ao menos o esquecimento e inobservancia do pactuado, originando-se um motivo de novas discordias. Desejando pois Suas Magestades Fidelissima e Catholica precaver para sempre aquelles riscos e impedir as suas consequencias, têem resoluto pelo meio do presente tratado, para cumprir religiosamente o citado artigo 1° do preliminar de 1777, dar toda a consistencia e explicação que

(1) Véase t. II, pág. 378.

(2) « Tudo o que se contiver no ajuste de paz que está para fazer-se entre » Sua Sacra Real Magestade de Hespanha e Sua Sacra Real Magestade de » Portugal, precedendo approvação da Sacra Real Magestade da Gram-Bre- » tanha, será tido por parte essencial d'este tratado, como se n'elle estivesse » litteralmente inserto; e Sua Magestade Britannica além d'isto offerece-se » por fiadora e garante da dita composição de paz, como realmente e por » palavras expressas tem offerecido que o cumprirá com o fim de que se » observe mais inviolavel e religiosamente. »

taña, estipulándose formalmente esta garantía en el artículo 20 del tratado de Utrecht de 13 de julio de 1713, celebrado entre la corona de España y la de Inglaterra. Pero así como el ya citado de Paris de 10 de febrero de 1763 suscitó por las expresiones de su artículo 21 y otras, algunas dudas y dificultades, en cuya diversa inteligencia se han podido fundar muchas de las desavenencias ocurridas en la América meridional entre los vasallos de ambas coronas; del propio modo otros artículos y expresiones de los dos tratados anteriores de Lisboa y de Utrecht, y varios puntos que desde entónces quedaron pendientes y no se han explicado hasta ahora, podrian producir en lo sucesivo iguales ó mayores disputas, ó á lo ménos el olvido é inobservancia de lo pactado, originándose motivos de nuevas discordias. Deseando, pues, Sus Majestades Católica y Fidelísima precaver para siempre aquellos riesgos, é impedir sus consecuencias, han resuelto por medio del presente tratado, para cumplir religiosamente el citado artículo 1° del tratado preliminar de 1777, dar toda la consistencia y explicacion que piden los tratados antiguos que se han confirmado, estableciendo así la mas íntima é indisoluble union y amistad entre ambas coronas, á que naturalmente las conducen la situacion y vecindad de ellas, los antiguos y modernos enlaces y parentescos de sus respectivos soberanos, la identidad de orígen y el recíproco interes de las dos naciones. Á fin, pues, de llevar á efecto tan plausibles, grandes y provechosas ideas, el muy alto, muy poderoso y muy excelente príncipe don Cárlos III, rey de España y de las Indias, y la muy alta, muy excelente y muy poderosa princesa doña María, reina de Portugal, de los Algarbes, etc., acordaron nombrar sus respectivos plenipotenciarios, es á saber: Su Majestad Católica el rey de España al excelentísimo señor *don José Moñino, conde de Florida Blanca,* caballero de la real órden de Cárlos III, su consejero de Estado, su primer secretario de Estado y del despacho, superintendente general de correos terrestres y marítimos, y de las postas y renta de estafetas en España y las Indias; y Su Majestad Fidelísima la reina de Portugal al excelentísimo señor *don Francisco Inocencio de Souza*

1778.

Plenipotenciarios.

1778. pedem os tratados antigos que se têem confirmado, estabelecendo assim a mais intima e indissoluvel união e amizade entre ambas as corôas, a que naturalmente as conduzem a situação e visinhança d'ellas, os antigos e modernos laços e parentescos dos seus respectivos soberanos, a identidade de origem e o reciproco interesse das duas nações.

Para o fim pois de reduzir a effeito tão plausiveis, grandes e proveitosas idéas, a muito alta, muito excellente e muito poderosa princeza Dª. Maria, rainha de Portugal e dos Algarves, e o muito alto, muito poderoso e muito excellente principe D. Carlos III, rei das Hespanhas e Indias, ajustaram nomear seus respectivos plenipotenciarios; convem saber: Sua Magestade Fidelissima a rainha de Portugal, ao excellentissimo senhor D. Francisco Innocencio de Sousa Coutinho, commendador na ordem de Christo, do seu conselho e seu embaixador junto a Sua Magestade Catholica; e Sua Magestade Catholica el rei das Hespanhas, ao excellentissimo senhor D. Joseph Moñino, conde de Floridabranca, cavalleiro da real ordem de Carlos III, seu conselheiro de Estado, seu primeiro secretario de Estado e do despacho, superintendente geral de correios terrestres e maritimos, e das postas e renda de estafetas em Hespanha e nas Indias; os quaes instruidos das intenções de seus respectivos soberanos, depois de haver-se communicado os seus plenos poderes e have-los julgado expedidos na devida fórma, têem convindo, em nome de ambos os monarchas, nos artigos seguintes.

Alliança e boa intelligencia.

Art. 1. — Conforme ao pactuado entre as duas corôas no dito tratado renovado de 13 de fevereiro de 1668, e particularmente nos seus artigos 3, 7, 10 e 11, e em maior explicação d'elles, seguindo a outros tratados antigos a que se referem os ditos artigos, que se usavam no tempo de el rey dom Sebastião, e os celebrados entre Hespanha e Inglaterra em 15 de novembro de 1630, e em 23 de maio de 1667, que tambem se communicaram a Portugal, declaram os dois altos principes contratantes por si e em nome de seus herdeiros e successores, que a paz e amizade que têem estabelecido e que deverá observar-se

Coutinho, comendador en la órden de Cristo, de su consejo y su embajador cerca de Su Majestad Católica; quienes, enterados de las intenciones de sus respectivos soberanos, despues de haberse comunicado sus plenipotencias, y hallándolas extendidas en debida forma, han convenido en nombre de ambos monarcas en los artículos siguientes : 1778.

Renovacion de antiguas relaciones.

ART. 1. — Conforme á lo pactado entre las dos coronas en dicho tratado renovado de 13 de febrero de 1668, y señaladamente en sus artículos 3°, 7°, 10° y 11°, y en mayor explicacion de ellos, siguiendo otros tratados antiguos, á que se refieren dichos artículos, que se usaban en tiempo del rey don Sebastian, y los celebrados entre España é Inglaterra en 15 de noviembre de 1630, y 23 de mayo de 1667, que tambien se comunicaron á Portugal, declaran los dos altos príncipes contrayentes por sí y en nombre de sus herederos y sucesores, que la paz y amistad que han establecido y que deberá observarse entre sus respec-

1778. entre os seus respectivos vassallos em toda a extensão dos seus vastos dominios de ambos os mundos, haja de ser e seja conforme á allianza e boa correspondencia que havia entre as duas corôas no referido tempo dos reis dom Manuel e dom Sebastião de Portugal, e dom Carlos I e dom Filippe II de Hespanha; prestando-se Suas Magestades Fidelísima e Catholica e seus vassallos os auxilios e oficios que correspondem a verdadeiros e fieis alliados e amigos, de modo que uns procurem o bem e utilidade dos outros, e apartem e embaracem reciprocamente o seu damno e prejuizo em quanto souberem e entenderem.

Não dar passagem, nem subsidios contra os soberanos.

Art. 2. — Em consecuencia do pactuado e declarado no artigo antecedente, e do mais que expressam os tratados antigos, que se tem renovado, e outros a que elles se referem, que não fossem derogados por alguns posteriores, promettem Suas Magestades Fidelissima e Catholica não entrar um contra o outro, nem contra os seus Estados em qualquer parte do mundo, em guerra, alliança, tratado nem conselho, nem dar passagem por seus portos e terras, auxilios directos ou indirectos, nem subsidios para isso de cualquer classe que sejam, nem permittir que lh'os dêem seus respectivos vassallos; antes bem se avisarão reciprocamente de qualquer cousa que souberem, entenderem ou presumirem que se trata contra cualquer de ambos os soberanos, seus dominios, direitos e possessões, seja fóra dos seus reinos ou nos mesmos, por rebeldes ou pessoas mal intencionadas e descontentes dos seus gloriosos governos, mediando, negociando e auxiliando-se de commum accordo para impedir ou reparar reciprocamente o damno ou prejuizo de qualquer das duas corôas, a cujo fim se communicarão e darão a seus ministros em outras côrtes, como aos vice-reis e governadores das suas respectivas provincias, as ordens e instrucções que tenham por conveniente formar sobre este assumpto.

Reciproca guarantia e segurança.

Art. 3. — Com o mesmo objeto de satisfazer aos empenhos contrahidos nos antigos tratados, e nos mais a que se referiram aquelles, e que subsistem entre as duas corôas, têem convindo Suas Magestades Fidelissima e Catholica em acclarar o sentido e vigor d'elles, e em obrigar-se, como se obrigam, a uma ga-

tivos súbditos en toda la extension de sus vastos dominios en ambos mundos, haya de ser y sea conforme á la alianza y buena correspondencia que habia entre las dos coronas en el referido tiempo de los reyes don Cárlos I y don Felipe II de España, don Manuel y don Sebastian de Portugal, prestándose Sus Majestades Católica y Fidelísima y sus vasallos los auxilios y oficios que corresponden á verdaderos y fieles aliados y amigos, de modo que los unos procuren el bien y utilidad de los otros, y aparten é impidan recíprocamente su daño y perjuicio en cuanto supieren y entendieren. 1778.

Consecuentes promesas recíprocas.

Art. 2. — En consecuencia de lo pactado y declarado en el artículo antecedente y de lo demas que expresan los tratados antiguos que se han renovado y otros á que ellos se refieren, que no fuesen derogados por algunos posteriores, prometen sus Majestades Católica y Fidelísima no entrar el uno contra el otro, ni contra sus Estados en cualquier parte del mundo en guerra, alianza, tratado ni consejo, ni dar paso por sus puertos y tierras, auxilios directos ó indirectos, ni subsidios para ello, de cualquiera clase que sean, ni permitir que los den sus respectivos vasallos: ántes bien se avisarán recíprocamente cualquiera cosa que supieren, entendieren ó presumieren que se trata contra cualquiera de ambos soberanos, sus dominios, derechos y posesiones, ya sea fuera de sus reinos ó ya en ellos, por rebeldes ó personas mal intencionadas y descontentas de sus gloriosos gobiernos; mediando, negociando y auxiliándose de comun acuerdo para impedir ó reparar recíprocamente el daño ó perjuicio de cualquiera de las dos coronas, á cuyo fin se comunicarán y darán á sus ministros en otras cortes, como á los vireyes y gobernadores de sus provincias, las órdenes é instrucciones que tengan por conveniente formar sobre este asunto.

Obligaciones recíprocas.

Art. 3. — Con el propio objeto de satisfacer á los empeños contraidos en los antiguos tratados, y demas á que se refieren aquellos y que subsisten entre las dos coronas, se han convenido Sus Majestades Católica y Fidelísima en aclarar el sentido y vigor de ellos; y en obligarse, como se obligan, á una garan-

1778. rantia reciproca de todos os seus dominios da Europa e ilhas adjacentes, regalias, privilegios e direitos de que gosam actualmente nos mesmos; como tambem a renovar e revalidar a garantia e mais pactos estabelecidos no artigo 35 do tratado de limites de 13 de janeiro de 1750, o cual se copiará na continuação d'este artigo, entendendo-se os limites que ali se signalaram, respeito á America meridional, nos termos estipulados e explicados ultimamente no tratado preliminar de 1° do outubro de 1777; e o teor do dito artigo 35 é como se segue: « Para » mais plena segurança d'este tratado convieram os dois altos » contrahentes em garantir reciprocamente toda a fronteira e » adjacencias dos seus dominios na America meridional, con- » forme acima fica expressada; obrigando-se cada um a auxi- » liar e socorrer o outro contra qualquer ataque ou invasão, » até que com effeito fique na pacifica posse e uso livre e in- » teiro do que se lhe pretendesse usurpar; e esta obrigação, » quanto ás costas do mar e paizes circumvisinhos a ellas, pela » parte de Sua Magestade Fidelissima se estenderá até ás mar- » gens do Orinoco de uma e outra banda; e desde Castilhos até » o Estreito de Magalhães; e pela parte de Sua Magestade Ca- » tholica se estenderá até ás margens de uma e outra banda do » rio das Amazonas ou Maranhão; e desde o dito Castilhos até » o Porto de Santos. Mas, pelo que toca ao interior da America » meridional, será indefinita esta obrigação, e em cualquer » caso de invasão ou sublevação, cada uma das corôas ajudará » e soccorrerá a outra até se reporem as cousas em estado pa- » cifico. »

Neutralidade: defeza reciproca.

ART. 4.—Se qualquer dos dois altos contratantes, sem achar-se no caso de ser invadido nas terras, possessões e direitos, que comprehende a garantia do artigo antecedente, entrar em guerra com outra potencia, unicamente estará obrigado o que não tiver parte na tal guerra a guardar e fazer observar nas suas terras, portos e mares a mais exacta e escrupulosa neutralidade, reservando-se para os casos de invasão ou disposições para ella nos dominios garantidos, a defeza reciproca a que estarão obrigados ambos os soberanos em consequencia dos seus empenhos,

tía recíproca de todos sus dominios en Europa é islas adyacentes, regalías, privilegios y derechos de que gozan actualmente en ellos : como tambien á renovar y revalidar la garantía y demas puntos establecidos en el artículo 25 del tratado de límites de 13 enero de 1750, el cual se copiará á continuacion de este, entendiéndose los límites que allí se establecieron con respecto á la América meridional, en los términos estipulados y explicados últimamente en el tratado preliminar de 1° de octubre de 1777, y siendo el tenor de dicho artículo 25 como se sigue: « Para mas plena seguridad de este tratado convinieron los » dos altos contratantes de garantirse recíprocamente toda la » frontera y adyacencias de sus dominios en la América meri- » dional, conforme arriba queda expresado, obligándose cada » uno á auxiliar y socorrer al otro contra cualquiera ataque ó » invasion, hasta que en efecto quede en la pacífica posesion y » uso libre y entero de lo que se le pretendiese usurpar ; y esta » obligacion, en cuanto á las costas del mar y países circunveci- » nos á ellas, por la banda de Su Majestad Fidelísima se exten- » derá hasta las márgenes del Orinoco de una y otra parte, y » desde Castíllos hasta el estrecho de Magallánes ; y por la parte » de Su Majestad Católica se extenderá hasta las márgenes de » una y otra banda del rio de las Amazónas ó Marañon, y desde » el dicho Castíllos hasta el puerto de Sántos. Pero por lo que » toca á lo interior de la América meridional, será indefinida » esta obligacion, y en cualquiera caso de invasion ó sublevacion, cada una de las dos coronas ayudará y socorrerá á la » otra hasta ponerse las cosas en el estado pacífico. » 1778.

Art. 4. — Si cualquiera de los dos altos contrayentes sin hallarse en el caso de ser invadido en las tierras, posesiones y derechos que comprende la garantía del artículo antecedente, entráre en guerra con otra potencia, únicamente estará obligado el que no tuviera parte en la tal guerra á guardar y hacer observar en sus tierras, puertos, costas y mares la mas exacta y escrupulosa neutralidad ; reservándose para los casos de invasion ó disposiciones para ella en los dominios garantidos la defensa recíproca á que estarán obligados ambos soberanos en Caso de neutralidad.

1778. que desejam e promettem cumprir religiosamente, sem faltar aos tratados que subsistem entre os altos contratantes e outras potencias da Europa.

Arribadas forçadas, auxilios e refrescos.

ART. 5. — Seguindo o conceito dos dois artigos inmediatos antecedentes, ainda que pelo artigo 22 do dito tratado de Santo Ildefonso do 1º de outubro de 1777 se pactuou que em a ilha e porto de Santa Catharina e sua costa immediata, não se consentiria a entrada de esquadras ou embarcações estrangeiras de guerra ou de commercio, na fórma que ali se contém, assim como o fim não foi de faltar á hospitalidade nos casos de necessidade absoluta, e de arribadas forçadas, evitando os abusos de contrabando, de hostilidade ou de invasão contra a potencia amiga; tão pouco foi o de impedir ás naus hespanholas o tocar n'aquelle porto, nem na costa do Brazil quando o necessitassem, nem deixar de dar-lhes os auxilios e refrescos que correspondem a bons amigos e alliados, guardando as leis e prohibições do paiz a que arribassem; o que têem julgado conveniente declarar Suas Magestades Fidelissima e Catholica, para que por esta declaração se entenda e regule todo o capitulado em qualquer outra parte sobre este ponto.

Delictos de falsa moeda; materias prohibidas.

ART. 6. — Observar-se-ha exactamente o estipulado no artigo 18 do tratado de Utrecht de 6 de fevereiro de 1715, celebrado entre as duas corôas; e para maior explicação d'elle e dos tratados e concordatas antigas do tempo de el rei D. Sebastião, declaram os dois altos principes contratantes, que além dos crimes especificados nas ditas concordatas, se comprehendem e hão de comprehender nas expressões geraes d'ellas, como se individualmente se houvessem nomeado, os delictos de falsa moeda, contrabandos de extracção ou introducção de materias absolutamente prohibidas em qualquer dos dois reinos, et deserção dos corpos militares de mar ou terra, entregando-se os delinquentes e desertores; ainda que dos castigos que se hajam de impôr a estes ultimos se exceptua a pena de morte, a que não poderão ser condemnados, offerecendo ambos os soberanos commuta-la em outra que não seja capital. Para facilitar a prompta apprehensão e entrega de uns e outros, têem resoluto

consecuencia de sus empeños, que desean y prometen cumplir religiosamente, sin faltar á los tratados que subsisten entre los altos contrayentes y otras potencias de Europa. 1778.

Declaracion recíproca.

ART. 5. — Siguiendo el concepto de los dos artículos inmediatos antecedentes, aunque por el artículo 22 de dicho tratado de S. Ildefonso de 1° de octubre de 1777 se pactó que en la isla y puerto de Santa Catalina y su costa inmediata no se consentiria la entrada de escuadras ó embarcaciones extranjeras de guerra ó de comercio en la forma que allí se contiene, así como el fin no fué faltar á la hospitalidad en los casos de necesidad absoluta y de arribadas forzadas, evitando los abusos de contrabando, de hostilidad ó de invasion contra la potencia amiga, tampoco lo fué impedir á las naves españolas el tocar en aquel puerto ni impedir en la costa del Brasil, cuando lo necesitasen, ni dejar de darlas los auxilios y refrescos que corresponden á buenos amigos y aliados, guardando las leyes y prohibiciones del país á que arribasen : lo cual han tenido por conveniente declarar Sus Majestades Católica y Fidelísima, para que por esta declaracion se entienda y regule todo lo estipulado en cualquiera otra parte sobre este punto.

Observancia del artículo 18 del tratado de Utrecht. Especificacion de crímenes.

ART. 6. — Se observará exactamente lo estipulado en el artículo 18 del tratado de Utrecht de 6 de febrero de 1715, celebrado entre las dos coronas y en mayor explicacion de él, y de los tratados y concordias antiguas del tiempo del rey D. Sebastian, declaran los dos altos príncipes contrayentes, que ademas de los crímenes especificados en dichas concordias, se comprenden y han de comprender en las expresiones generales de ellas, como si individualmente se hubiesen nombrado, los delitos de moneda falsa, contrabandos de extraccion ó introduccion de materias absolutamente prohibidas en cualquiera de los dos reinos, y desercion de los cuerpos militares de mar ó tierra; entregándose los delincuentes y desertores; bien que de los castigos que se hayan de imponer á estos últimos se exceptúa la pena de muerte, á que no podrá condenárseles, ofreciendo ambos monarcas conmutarla en otra que no sea capital. Para facilitar la pronta aprehension y entrega de unos y otros, han

1778. os dois altos contratantes se execute sem exigir outra formalidade, todas as vezes que os reclamar o ministro ou secretario d'Estado dos negocios estrangeiros de qualquer das duas potencias, mediante officio que passe para isto, seja directamente, ou pelos respectivos embaixadores de ambos os soberanos : porém quando sejam os tribunaes os que solicitem a entrega de algum réu, se observarão as formalidades do estylo nas requisitorias estabelecidas desde o tempo em que se ajustaram as mencionadas concordatas. Finalmente se Suas Magestades Fidelissima e Catholica julgarem conveniente fazer no sucessivo alguma nova explicação sobre os particulares de que trata este artigo, especificando algum outro caso determinado, offerecem communica-la e acordar-se amigavelmente, mandando observar o que reciprocamente regularem, assim como tudo o que fica já estabelecido, para cujo cumprimento expedirão desde logo as ordens competentes.

Gozo de vantagens do commercio, privilegios e isenções.

ART. 7. — Pelo artigo 17 do tratado de Utrecht já referido de 6 de fevereiro de 1715 se estabeleceu que as duas nações portugueza e hespanhola gosariam reciprocamente, nos seus respectivos dominios de Europa, de todas as vantagens no commercio, e de todos os privilegios, liberdades e isenções que se haviam concedido até então, e concederiam d'ali por diante á nação mais favorecida e mais privilegiada de todas as que commerciavam nos mesmos; e sobre o conteudo no dito artigo, para não deixar incerteza alguma no ajustado, se pactuou por outro artigo separado, que restabelecendo-se o commercio entre as duas nações, e continuando no estado que se fazia antes da guerra que precedeu o mesmo tratado, subsistiria assim, até que se declarasse a conformidade em que devia correr o dito commercio. Em consequencia pois dos ditos artigos, e de haver-se renovado, revalidado ou ratificado no artigo 1 do tratado preliminar de limites todo o tratado de Utrecht, se têem promettido Suas Majestades Fidelissima e Catholica cumprir e observar exactamente, e em fórma especifica, o contexto dos citados artigos 17 e separado, como litteralmente consta d'elles.

resuelto los altos contrayentes se ejecute, sin exigir otro requisito, todas las veces que los reclamase el ministro ó secretario de Estado de los negocios extranjeros de cualquiera de las dos potencias, mediante oficio que pase para ello, ya sea directamente, ó ya por los respectivos embajadores de ambos soberanos; pero cuando sean los tribunales quienes soliciten la entrega de algun reo, se observarán las formalidades de estilo en las requisitorias establecidas desde el tiempo en que se ajustaron las mencionadas concordias. Finalmente, si Sus Majestades Católica y Fidelísima tuviesen por conveniente hacer en lo sucesivo alguna nueva explicacion sobre los particulares de que trata este artículo, especificando algun otro caso determinado, ofrecen comunicárselo y ponerse de acuerdo amistosamente, mandando se observe lo que arreglen entre sí, como todo lo que aquí va estipulado, para cuyo cumplimiento expedirán desde luego las órdenes conducentes. 1778.

Observancia de otros artículos de ese tratado.

Art. 7. — Por el artículo 17 del tratado de Utrecht ya referido de 6 de febrero de 1715 se capituló que las dos naciones española y portuguesa gozarian recíprocamente en sus respectivos dominios de Europa de todas los ventajas en el comercio, y de todos los privilegios, libertades y exenciones que se habian concedido hasta entónces, y concederian en adelante á la nacion mas favorecida y la mas privilegiada de todas las que traficaban en ellos: y ademas de lo contenido en dicho artículo, para no dejar incertidumbre alguna en lo convenido, se pactó por otro artículo separado que restableciéndose el comercio entre las dos naciones, y continuando en el estado que se hacía ántes de la guerra que precedió al mismo tratado, subsistiria así hasta que se declarase la conformidad en que debia correr dicho comercio. En consecuencia, pues, de dichos artículos, y de haberse renovado, revalidado y ratificado en el artículo 1° del tratado preliminar de límites todo el tratado de Utrecht, se han prometido Sus Majestades Católica y Fidelísima cumplir y observar exactamente y en forma específica el contexto de los citados artículos 17 y separado, como literalmente consta de ellos.

1778.

Commercio por mar e por terra.

Art. 8. — Para fazer a declaração reservada no dito artigo separado, da conformidade ou do modo, em que deveria correr o commercio entre as duas naçoes, têem convindo Suas Magestades Fidelissima e Catholica em que se tomem por norma os artigos 3 et 4 do tratado celebrado entre as duas corôas em 13 de fevereiro de 1668, garantido pela Gram-Bretanha, e renovado ou ratificado igualmente no artigo 1 do tratado preliminar de limites, em quanto fôrem applicaveis, os quaes artigos são litteralmente escriptos como se seguem: « Artigo 3. Os vassallos » e moradores das terras possuidas de um e de outro rei terão » toda a boa correspondencia e amizade, sem mostrar senti- » mento das offensas e damnos passados, e poderão communi- » car, entrar e frequentar os limites de um e de outro, e usar e » exercitar commercio com toda a segurança por terra e por » mar, assim, e da maneira que se usava em tempo de el rei » D. Sebastião. Artigo 4. Os ditos vassallos e moradores de uma » e de outra parte terão reciprocamente a mesma segurança, » liberdades e privilegios, que estão acordados com os subditos » do serenissimo rei da Gram-Bretanha, pelo tratado de 23 de » maio de 1667, e do outro do anno de 1630, no em que este » tratado está ainda em pé, assim e da maneira como se todos » aquelles artigos, em rasão do commercio e inmunidades to- » cantes a elle, foram aqui expressamente declarados, sem ex- » cepção de artigo algum, mudando sómente o nome em favor » de Portugal; e d'estes mesmos privilegios usará a nação por- » tugueza nos reinos de Sua Magestade Catholica, assim e da » maneira que o usavam em tempo do dito rei D. Sebastião. »

Ampliações.

Art. 9. — Em consequencia do que está pactuado no artigo antecedente, será commum ás duas nações portugueza e hespanhola todo o referido tratado de 23 de maio de 1667, celebrado com a Gram-Bretanha, sem mais modificações ou explicações que aquellas mesmas que hajam occorrido entre as duas corôas de Hespanha e Inglaterra, reservando-se ás duas nações portugueza e hespanhola as ampliações que por privilegios antigos de seus respectivos monarcas se lhes hajam concedido, e gosado no reinado de el rei D. Sebastião.

1778.

Antigua regla en punto á comercio.

Art. 8. — Para hacer la declaracion reservada en dicho artículo separado, de la conformidad ó del modo en que deberia correr el comercio entre las dos naciones, se han convenido Sus Majestades Católica y Fidelísima en que se tomen por norma los artículos 3° y 4° del tratado celebrado entre las dos coronas en 13 de febrero de 1668, garantido por la Gran Bretaña, y renovado ó ratificado igualmente en el artículo 1° del tratado preliminar de límites, en cuanto fueren adaptables; los cuales artículos son á la letra como se sigue: —« Artículo 3°. Los va» sallos y moradores de las tierras poseidas por uno y otro rey, » tendrán toda buena correspondencia y amistad sin mostrar » sentimiento de las ofensas y daños pasados, y podrán comu» nicar, entrar y frecuentar los límites de uno y otro; y usar y » ejercer el comercio con toda seguridad por tierra y por mar, » en la forma y manera que se usaba en tiempo del rey D. Se» bastian. — Artículo 4°. Los dichos vasallos y moradores de » una y otra parte tendrán recíprocamente la misma seguridad, » libertades y privilegios que están concedidos á los súbditos » del serenísimo rey de la Gran Bretaña por el tratado de 23 » de mayo de 1667, y otro del año de 1630, en lo que no se » deroga por este, de la misma forma y manera que si todos » aquellos artículos en razon del comercio é inmunidades to» cantes á él fuesen aquí expresamente declarados, sin excep» cion de artículo alguno, mudando solamente el nombre en » favor de Portugal. Y de estos mismos privilegios usará la na» cion portuguesa en los reinos de Su Majestad Católica, se» gun y cómo lo practicaba en tiempo del rey don Sebastian. »

Observancia del tratado de 23 de mayo de 1667.

Art. 9. — En consecuencia de lo pactado en el artículo antecedente, será comun á las dos naciones española y portuguesa todo el referido tratado de 23 de mayo de 1667, celebrado con la Gran Bretaña, sin mas modificaciones ó explicaciones que aquellas mismas que hayan ocurrido entre las dos coronas de España é Inglaterra, reservándose á las dos naciones española y portuguesa las aplicaciones que por privilegios antiguos de sus respectivos monarcas se las hayan concedido, y hayan gozado en el reinado del rey D. Sebastian.

1778.

Listas, aranzeis e pautas.

ART. 10. — Para cumprimento dos artigos precedentes e dos ditos tratados, e para que haja a maior exacção e clareza na sua execução, se reconhecerão as listas e aranzeis de 23 de outubro de 1668, e quaesquer outras pautas, que se tiverem formado para a cobrança dos direitos dos frutos e mercadorias, que entrassem e saíssem de Portugal para Hespanha, ou de Hespanha para Portugal, pelos seus portos de mar e terra, e de commum accordo se regularão, ampliarão ou modificarão segundo o teor dos ditos tratados, guardando proporção ás variações, que póde ter causado o tempo nos nomes e preços dos ditos fructos e mercadorias, augmento ou diminuição dos seus generos e especies, e outras particularidades.

Prohibições que se levantarão.

ART. 11. — Nas ditas listas ou aranzeis se especificarão tambem as prohibições, que devam ficar subsistentes sobre introducção de alguns generos e fructos de qualquer das duas monarchias nos dominios da outra; e desde logo convieram Suas Magestades Fidelissima e Catholica em que das taes prohibições se levantarão todas as que não sejam absolutamente necessarias para o bom governo interior das mesmas duas monarchias, guardando n'este ponto reciprocamente ambas as nações uma consideração igual á que tiverem e observarem com outras das mais favorecidas; de modo que se aparte toda a animosidade particular, e se cumpram religiosamente os artigos dos ditos tratados de 1667, 1668 e 1715, em que assim está capitulado e garantido.

Collecção dos privilegios.

ART. 12.— Assim mesmo se formará uma collecção dos privilegios de que têem gosado as duas nações no tempo de el rei D. Sebastião; e a dita collecção, auctorisada com as devidas solemnidades, se julgará e terá como parte d'este tratado, do mesmo modo que o será tambem e se terá como tal a lista ou aranzel de direitos, que se tem citado no artigo antecedente.

Compra e venda de negros.

ART. 13.—Desejando Suas Magestades Fidelissima e Catholica promover as vantagens do commercio dos seus respectivos vassallos, as quaes podem verificar-se no que reciprocamente fizerem de compra e venda de negros, sem ligar-se a contratos e assentos prejudiciaes, como os que em outro tempo se fizeram

1778.

Listas y aranceles.

ART. 10. — Para complemento de los artículos antecedentes y de dichos tratados, y para que haya la mayor exactitud y claridad en su ejecucion, se reconocerán las listas y aranceles de 23 de octubre de 1668 y demas que se hubiesen formado para el cobro de derechos de los frutos y mercaderías que entrasen y saliesen de España para Portugal y de Portugal para España por sus puertos de mar y tierra, y de comun acuerdo se arreglarán, ampliarán ó modificarán segun el tenor de dichos tratados, guardando proporcion á las variaciones que puede haber causado el tiempo en los nombres y precios de dichos frutos y mercaderías, aumento ó disminucion de sus géneros y especies y otras particularidades.

Prohibiciones subsistentes.

ART. 11. — En dichas listas ó aranceles se especificarán tambien las prohibiciones que deban quedar subsistentes sobre introduccion de algunos géneros y frutos de cualquiera de las dos monarquías en los dominios de la otra; y desde luego se han convenido Sus Majestades Católica y Fidelísima en que de tales prohibiciones se alzarán todas las que no sean absolutamente necesarias para el buen gobierno interior de las mismas dos monarquías, guardándose en este punto recíprocamente ambas naciones una consideracion igual á la que tuvieren y observaren con otras de las mas favorecidas; de modo que se aparte toda odiosidad particular, y se cumplan religiosamente los artículos de dichos tratados de 1667, 1668 y 1715, en que así está capitulado y garantido.

Privilegios.

ART. 12. — Asimismo se formará una coleccion de los privilegios de que han gozado las dos naciones en el tiempo del rey don Sebastian; y dicha coleccion autorizada con las debidas solemnidades se estimará y tendrá como parte de este tratado al modo que lo será tambien y se tendrá por tal lista ó arancel de derechos que se ha citado en el artículo antecedente.

Convenio recíproco para promover las ventajas del comercio.

ART. 13. — Deseando Sus Majestades Católica y Fidelísima promover las ventajas del comercio de sus respectivos súbditos, las cuales pueden verificarse en el que recíprocamente hicieren de compra y venta de negros, sin ligarse á contratas y asientos perjudiciales, como los que en otro tiempo se hicieron con las

1778. com as companhias portugueza, franceza e ingleza, as quaes foi preciso extinguir ou annullar, convieram os dois altos principes contratantes em que para lograr aquelles e outros fins, e compensar de algum modo as cessões, restituições e renuncias feitas pela corôa de Hespanha no tratado preliminar de limites do primeiro do outubro de 1777, cederia Sua Magestade Fidelissima, como de facto tem cedido e cede por si e em nome de seus herdeiros e successores, a Sua Magestade Catholica e aos seus herdeiros e successores na corôa de Hespanha, a ilha de Anno-Bom na costa d'Africa, com todos os direitos, possessões e acções que tem á mesma ilha, para que desde logo pertença aos dominios hespanhoes do proprio modo que até agora tem pertencido aos da corôa de Portugal; e assim mesmo todo o direito e acção que tem ou póde ter á ilha de Fernando do Pó no golfo de Guiné, para que os vassallos da corôa de Hespanha se possam estabelecer n'ella, e negociar nos portos e costas oppostas á dita ilha, como são os portos do rio Gabão, dos Camarões, de S. Domingos, Cabo Fermoso e outros d'aquelle districto; sem que por isso se embarace ou estorve o commercio dos vassallos de Portugal, particularmente dos das ilhas do Principe e de S. Thomé, que ao presente vão e que no futuro fôrem a negociar na dita costa e portos, comportando-se n'elles os vassallos portuguezes e hespanhoes com a mais perfeita harmonia, sem que por algum motivo ou pretexto se prejudiquem ou estorvem uns aos outros.

Escala para viveres.

Art. 14. — Todas as embarcações hespanholas, sejam de guerra ou de commercio da dita nação, que fizerem escala pelas ilhas do Principe e de S. Thomé pertencentes á corôa de Portugal, para refrescar as suas tripulações, ou prover-se de viveres ou outros effeitos necessarios, serão recebidas e tratadas nas ditas ilhas como a nação mais favorecida; e o mesmo se praticará com as embarcações portuguezas de guerra ou de commercio que fôrem á ilha do Anno-Bom, ou á de Fernando do Pó, pertencentes a Sua Magestade Catholica.

Art. 15. — Alem dos auxilios que reciprocamente se have-

compañías portuguesa, francesa é inglesa, las cuales fué preciso cortar ó anular, se han convenido los dos altos príncipes contrayentes en que para lograr aquellos y otros fines y compensar de algun modo las cesiones, restituciones y renuncias hechas por la corona de España en el tratado preliminar de límites de 1° de octubre de 1777, cederia Su Majestad Fidelísima, como de hecho ha cedido y cede por sí y en nombre de sus herederos y sucesores, á Su Majestad Católica y los suyos en la corona de España, la isla de *Annobon*, en la costa de África, con todos los derechos, posesiones y acciones que tiene á la misma isla, para que desde luego pertenezca á los dominios españoles del propio modo que hasta ahora ha pertenecido á los de la corona de Portugal; y asimismo todo el derecho y accion que tiene ó puede tener á la isla de *Fernando del Pó* en el golfo de Guinea, para que los vasallos de la corona de España puedan establecerse en ella, y negociar en los puertos y costas opuestas á la dicha isla, como son los puertos del rio *Gabaon*, de los *Camarones*, de *Santo Domingo*, de *Cabo Fermoso* y otros de aquel distrito, sin que por eso se impida ó estorbe el comercio de los vasallos de Portugal, particularmente de los de las islas del *Príncipe* y de *Santo Tomé*, que al presente van, y que en lo futuro fueren á negociar en dicha costa y puertos, comportándose en ellos los vasallos españoles y portugueses con la mas perfecta armonía, sin que por algun motivo ó pretexto se perjudiquen ó estorben unos á otros. 1778.

Auxilio recíproco á las embarcaciones.

Art. 14. — Todas las embarcaciones españolas, sean de guerra ó de comercio, de dicha nacion que hicieren escala por las islas del *Príncipe* y de *Santo Tomé*, pertenecientes á la corona de Portugal, para refrescar sus tripulaciones, ó proveerse de víveres ú otros efectos necesarios, serán recibidas y tratadas en las dichas islas como la nacion mas favorecida: y lo mismo se practicará con las embarcaciones portuguesas de guerra ó de comercio que fueren á la isla de *Annobon* ó á la de *Fernando del Pó*, pertenecientes á Su Majestad Católica.

Art. 15. — Ademas de los auxilios que recíprocamente se

1778.

Trafico livre de negros.

rão de dar as duas nações portugueza e hespanhola nas ditas ilhas de S. Thomé e do Principe e nas do Anno-Bom e de Fernando do Pó, convieram Suas Magestades Fidelissima e Catholica em que nas mesmas possa haver entre os vassallos de ambos os soberanos um trafico e commercio franco e livre de negros; e no caso de traze-los a nação portugueza ás referidas ilhas do Anno-Bom e de Fernando do Pó, serão comprados e pagos prompta e exactamente, comtanto que os preços sejam convencionaes e proporcionados á qualidade dos escravos e sem excesso aos que costumem subministrar ou subministrarem outras nações em iguaes vendas e logares.

Commercio do tabaco.

Art. 16. — Igualmente offerece Sua Magestade Catholica que o consummo do tabaco de folha que fizer para o dito commercio nas referidas ilhas e costa immediata de Africa, será por espaço de quatro annos, do que produzem os dominios do Brazil; para cujo fim se regulará um contrato formal com a pessoa ou pessoas que destinar a côrte de Lisboa, no qual se especificarão as quantidades de tabaco, preço e mais circunstancias que correspondam a este ponto : e passados os dito quatro annos, com maior conhecimento se poderá tratar de prorogar ou não o contrato, que desde logo se fizer, e de ampliar, modificar ou aclarar as suas condições.

Outras potencias podem acceder a este tratado.

Art. 17. — Podendo os artigos d'este tratado ou alguns d'elles ser applicaveis a outras potencias que os dois altos contratantes tenham por conveniente convidar á sua accessão (1), se reservam Suas Magestades Fidelissima e Catholica pôr-se de accordo sobre este ponto, e regular em todas as suas partes o modo de executa-lo com respeito ao interesse reciproco das duas corôas, e d'aquella ou aquellas que houverem de ser convidadas e desejarem acceder.

Execução dos artigos.

Art. 18. — Ambos os principes contratantes cuidarão de publicar nos seus dominios, e fazer saber a todos os seus vassallos, os pactos e obrigações d'este tratado, encarregando-lhes a maior

(1) El rei de França, Luiz XVI, accedeu a este tratado, pelo acto assignado em Madrid a 16 de julho de 1788.

habrán de dar las dos naciones española y portuguesa en dichas islas de *Annobon* y *Fernando del Pó*, y en las de *Santo Tomé* y del *Príncipe*, se han convenido Sus Majestades Católica y Fidelísima en que en las mismas pueda haber entre los súbditos de ambos soberanos un tráfico y comercio franco y libre de negros; y en caso de traerlos la nacion portuguesa á las referidas islas de Annobon y de Fernando del Pó, serán comprados y pagados pronta y exactamente, con tal que los precios sean convencionales y proporcionados á la calidad de los esclavos, y sin exceso á los que acostumbren suministrar ó suministraren otras naciones en iguales ventas y parajes.

1778.

Tráfico de negros.

Art. 16. — Igualmente ofrece Su Majestad Católica que el consumo de tabaco de hoja que hiciere para dicho comercio en las referidas islas y costas inmediatas de África, será por espacio de cuatro años del que producen los dominios del Brasil; á cuyo fin se arreglará contrata formal con la persona ó personas que destináre la corte de Lisboa, en la que se especificarán las cantidades de tabaco, precios y demas circunstancias que correspondan á este punto: y pasados dichos cuatro años, con mayor conocimiento se podrá tratar de prorogar ó no el contrato que desde luego se hiciese, y de ampliar, modificar ó aclarar sus condiciones.

Contrata sobre consumo de tabaco de hoja.

Art. 17. — Pudiendo los artículos de este tratado ó alguno de ellos ser adaptables á otras potencias que los dos altos contrayentes tengan por conveniente convidar á su accesion, se reservan Sus Majestades Católica y Fidelísima ponerse de acuerdo sobre este punto, y arreglar en todas sus partes el modo de ejecutarlo con respecto al interes recíproco de las dos coronas, y de aquella ó aquellas que hubieren de ser convidadas ó desearen acceder.

Extension de este tratado á otras potencias.

Art. 18. — Ambos príncipes contrayentes cuidarán de publicar en sus dominios y hacer saber á todos sus vasallos los pactos y obligaciones de este tratado, encargando la mayor exactitud en su observancia y ejecucion, y haciendo castigar rigurosamente á los contraventores.

Promulgacion.

1778. exacção na sua observancia e execução, e fazendo castigar rigorosamente aos que contravierem ao mesmo.

Ratificações trocadas.

ART. 19. — O presente tratado se ratificará no preciso termo de quinze dias depois de firmado, ou antes se fôr possivel.

Em fé do que, nós outros os infrascritos ministros plenipotenciarios firmámos com o nosso punho, em nome dos nossos augustos amos, e em virtude dos plenos poderes com que para isso nos auctorisaram, o presente tratado, e o fizemos sellar com o sêllo de nossas armas.

Feito no real sitio do Pardo, a 11 de março de 1778.

(L. S.) D. FRANCISCO INNOCENCIO DE SOUSA COUTINHO.

1778.

Art. 19. — El presente tratado se ratificará en el preciso término de quince dias despues de firmado, ó ántes si fuere posible.

En fe de lo cual, nosotros los infrascritos ministros plenipotenciarios firmamos de nuestro puño, en nombre de nuestros augustos amos, y en virtud de las plenipotencias con que para ello nos autorizaron, el presente tratado, y le hicimos sellar con los sellos de nuestras armas.

Fecho en el real sitio del Pardo, á 11 de marzo de 1778.

El conde de Florida Blanca.

Don Francisco Inocencio de Souza Coutinho.

Su Majestad Católica ratificó el anterior tratado por instrumento expedido en el mismo sitio del Pardo, el 24 de dicho mes y año, refrendado del secretario de Estado y del despacho de las Indias, don José de Gálvez.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

DIARIO

DE LA NAVEGACION Y RECONOCIMIENTO DEL RIO TEBICUARÍ.

OBRA PÓSTUMA DE D. FÉLIX DE AZARA.

NOTICIA HISTÓRICA.

1785.

Tres siglos de negociaciones infructuosas.

Tres siglos de negociaciones y tratados no bastaron á poner de acuerdo las cortes de Madrid y Lisboa sobre el deslinde de sus colonias, y estas cuestiones, que habian empezado con su dominacion en América, no terminaron con su decadencia. Cada paso que daban, aumentaba las dudas y hacía mas difícil su resolucion; porque carecian de un conocimiento exacto de las localidades, ni podian adquirirlo por falta de documentos.

Nuevas negociaciones en 1750 y 1777.

Despues de haber conferenciado en Tordesíllas, en Badajoz, en Lisboa, en Utrecht, sin poder llegar á un avenimiento, y dejando en toda su oscuridad el espíritu de las concesiones hechas por Alejandro VI en su famosa bula de 1493, volvieron las dos potencias á negociar en Madrid y en San Ildefonso, por los años de 1750 y 1777. La causa que habia paralizado el primero de estos tratados, habia desaparecido con la expulsion de

los Jesuitas, y todo anunciaba una fácil y pronta ejecucion del segundo. 1785.

La corte de Madrid, que habia acreditado siempre celo y lealtad en el cumplimiento de sus promesas, nombró comisarios para que, de acuerdo con los Portugueses, trazasen la nueva línea divisoria; y se apresuró á dar todas las instrucciones que creyó necesarias para dejar cumplidas las últimas estipulaciones. Comisarios españoles.

Estos trabajos geodésicos, que abrazaban un espacio inmenso, desde los parajes inmediatos al Rio de la Plata hasta las bocas del Amazónas, rodeando en todo su ámbito la frontera interior del Brasil, fueron confiados á várias comisiones, que se procuró formar de oficiales activos é inteligentes. Uno de ellos fué el Sr. de Azara, perteneciente á una familia establecida en Barbuñáles, pequeña aldea de Aragon, en el partido de Barbastro, que adquirió de repente un gran renombre, por haber producido dos individuos del mismo apellido, que se ilustraron por su instruccion y servicios. Azara nombrado de comisario.

El menor de ellos, D. Félix, nacido en 1746, pasó de la universidad de Huesca, donde empezó sus estudios, á la academia militar de Barcelona, para continuar los de la profesion á que lo destinaron sus padres. Á los 18 años recibió su primer despacho de cadete en un regimiento de infantería, donde probablemente se hubiera embotado su genio, si no hubiese buscado un teatro mas digno de él en los cuerpos facultativos del ejército : y del de ingenieros, en que hizo la campaña de África, se incorporó al de marina, para tomar parte en la demarcacion de límites en América. Rasgo biográfico de Azara.

Obstáculos que no estaba en sus manos remover, frustraron este plan, y le quitaron la gloria de haber contribuido á realizarlo. Tenemos en nuestro poder el borrador autógrafo de la correspondencia oficial de Azara con el virey Arredondo, en que le propone de hacer retirar la partida demarcadora de Curuguatí (que era el punto en que debian reunirse los comisarios), para no ocasionar gastos inútiles al erario. Cansado de aguardar la contestacion del virey, tomó sobre sí el reti- Toma parte en la demarcacion de límites en América.

1785. rarse á la Asuncion : — tal era su convencimiento de la ninguna disposicion de los Portugueses á cumplir lo pactado.

Se dirige al virey.

Aun cuando hubiesen concurrido, advirtió Azara la imposibilidad de trazar la línea, por el modo confuso é ininteligible en que estaba redactado el tratado; sobre todo el artículo 9, en que se designaban como puntos directores los rios *Igurey* y *Corriéntes*, que no se encontraban en el terreno. Azara previó desde luego que no se necesitaba mas para entorpecer las operaciones; y en 13 de abril de 1791, escribió al virey : « Si el » comisario portugues no quiere admitir el *Jaguarey* ni el » *Igatimí* (que eran los rios que él proponia se sustituyéran al » *Igurey*), no será dable tratar de demarcacion : porque no ha- » biendo rios que literalmente tengan los nombres de *Igurey* y » *Corriéntes*, sería en vano buscarlos, é imposible empezar y » seguir. »

Referencia á la Memoria del marques de Grimaldi.

Por mas extraños que aparezcan ahora estos defectos en un acto de tanta importancia, no es el único ejemplo de la ignorancia de los gobiernos europeos en la geografía é historia de sus colonias. En la contestacion del marques de Grimaldi á la Memoria que en enero de 1776 le pasó el ministro de Portugal, D. Francisco Ignacio de Sousa Coutiño, sobre los límites de la banda oriental del Rio de la Plata, se dice entre otras cosas, que « el Veneciano Sebastian Gaboto, que servia á los reyes católicos D. Fernando y Da. Isabel, de órden de aquellos príncipes, *hizo ántes que nadie el descubrimiento del Rio de la Plata*, por los años de 1496 : — que de esta noticia, que dió á su regreso á España, resultó salieran Juan Díaz de Solis y Pinzon á proseguir aquel descubrimiento. » — Y hablando poco despues del viaje de Cabeza de Vaca, añade, que « al llegar á la isla de Santa Catalina, formó el proyecto de venir á Buenos Aires *por tierra;* con cuyo objeto, abriéndose el camino al traves de la provincia de Vera, y cortando en canoas la corriente del rio de la Plata, *pasó á la banda austral á ejercer su gobierno de Buenos Aires* (1). »

(1) Véase Memoria del marques de Grimaldi, pág. 16, 17 y 18.

1785.

Falsedad de la indicacion anterior.

Todas estas indicaciones son falsas. Gaboto entró al servicio de España en 1518, cuando ya reinaba Cárlos V, y su primer viaje á los mares australes se efectuó á principios de abril de 1526; — mucho tiempo despues que su primer descubridor Solis navegase el rio de la Plata: — lo que sucedió en 1515, segun consta de los documentos auténticos publicados por el Sr. Navarrete, en su *Coleccion de los viajes y descubrimientos de los Españoles.* — Por lo que toca á Cabeza de Vaca, no podia ocurrírsele pasar á Buenos Aires, porque entónces no existia: lo único que se propuso, fué llegar á la ciudad de la Asuncion por el Guáyra, lo que efectuó realmente. — Hemos escogido este ejemplo, porque la Memoria de Grimaldi ha sido mirada siempre como el documento mas clásico, producido en esta interminable cuestion de límites.

Una de las causas de las usurpaciones portuguesas.

La incuria de la corte de Madrid en adquirir nociones exactas de la topografía de sus Estados debe tenerse por una de las causas que mas eficazmente han influido en las usurpaciones de la corona de Portugal. Los reconocimientos de las comisiones de límites creadas en virtud del tratado de 1777, que hubieran podido derramar una gran luz sobre estas materias, fueron relegados al olvido; y á no haber sido por la insistencia de un amigo de Azara, que se empeñó en publicar sus obras, se hubiera borrado hasta el recuerdo de sus trabajos, que fueron muchos é importantes, porque al desempeño de sus funciones agregó el estudio de la estadística y zoología del país; en cuyas útiles investigaciones no solo no fué auxiliado por las autoridades locales, sino que las halló dispuestas á estorbarle. — ¡Se llegó hasta el punto de negarle el acceso á los archivos, y de amenazar á los Indios, que le traían los despojos de los animales que podian completar sus colecciones!!!

Plan de Azara.

Estas intrigas miserables le hicieron solicitar volver á Europa; lo que no pudo conseguir sino al cabo de muchos años. Vino á Buenos Aires, donde se le ocupó en reconocer los campos del sud para colonizarlos, y los puertos del rio de la Plata para proyectar un sistema de defensa contra los ataques de las potencias extranjeras. Se esforzó tambien en demostrar la con-

1785. veniencia de fundar poblaciones en la frontera del Brasil, aprovechando la llegada de las familias que se enviaban de España para establecerlas en la costa patagónica. La adopcion de este plan dió existencia al pueblo de San Gabriel de Batoví, en las cabeceras del Ibicuí, y descargó al erario del peso de cerca de 50,000 duros al año. El marques de Aviles, al dejar el mando del vireinato de Buenos Aires, representó al rey estos servicios, que le recordaron el nombre y el mérito de Azara. Se le llamó entónces á España, donde llegó á principios de 1802.

Su sentida muerte. El deseo de abrazar á su hermano D. Nicolas, que se hallaba á la sazon de embajador en Paris, le hizo atravesar los Pirineos, que volvió á transitar poco despues con el dolor de haberle visto desaparecer para siempre. Esta pérdida, dolorosísima para él, le hundió en una profunda tristeza, que no fueron capaz á atemperar los infinitos testimonios de aprecio que le prodigaron el rey y el público. Descendió al sepulcro, poco despues de haber ascendido al grado de general, y cuando la Europa aplaudia la publicacion de sus obras.

Algunas quedaron inéditas en manos de sus amigos : entre ellas el *Diario de la navegacion del rio Tebicuarí*, cuyo manuscrito autógrafo nos ha sido comunicado, con suma generosidad, por la señora Dª. Bárbara Barquin, viuda de D. Pedro Cerviño, compañero y colaborador de Azara en estas expediciones. Este diario es un comprobante del esmero con que el autor procedia en sus reconocimientos, y asimismo una pauta de los trabajos que le costó la adquisicion de tantos datos nuevos ó poco comunes, para emprender la descripcion de estas provincias.

Sean cuales fueren los defectos que se noten en sus producciones, sería una injusticia rehusarle el mérito de haberlas preparado en medio de tantos motivos de desaliento y disgusto (1).

(1) PEDRO DE ÁNGELIS, *Coleccion de obras y documentos*. — Buenos Aires, 1836.

1785.

DIÀRIO DE AZARA.

MES DE AGOSTO, AÑO DE 1785.

Dia 19. — Habiendo amanecido el tiempo bueno, salimos de la Asuncion á las seis y média de la mañana, llevando un soldado de la partida, un capataz y tres peones para el cuidado de treinta y dos caballos y ocho mulas que se graduaron necesarios para llegar á Villa-Rica ó Caazapá. Á las diez horas cuarenta y cinco minutos, llegamos al valle de Itaguá, habiendo caminado siete leguas y média por caminos muy tortuosos, algunos pedazos con mucha arena suelta rojiza, y otros con no tanta. A las cuatro leguas poco mas, pasamos el arroyo que llaman Batura, que tiene su orígen en el pago de Tayazuapé, y se forma de ùnos bañados, juntándose á muy poca distancia, de donde lo pasamos con el arroyo de las Salinas, que igualmente cortamos despues. Así este como aquel son arroyos de poca consideracion; el último tiene su orígen de unos bañados formados de las aguas que filtran algunas colinas que le rodean, y desagua en la laguna Ipacaray: los dos se nadan cuando llueve mucho.

Valle de Itagua. Arroyos de las Salinas y Batura.

Todo el camino es por tierras no muy llanas y pobladas de árboles, á excepcion de algunos valles que no los tienen, sino á manchones: todo poblado de chacras, cuyas casas no son mas que ranchos de paja, y solo tal cual se ve de teja.

El valle de Itaguá es pequeño y bien poblado, á proporcion de su corta extension. No puedo decir á qué número asciende su vecindario, porque no hubo quien me diera esta noticia, y solo pude saber que los frutos que cosechan son la mandioca, tabaco, maní, alguna caña de azúcar, maíz y porotos, únicamente para mantenerse; pues solo tabaco cogen para vender.

Descripcion del valle de Itaguá

Luego que llegamos, rectificamos el instrumento, y despues de haber compuesto de una pequeña dislocacion el espejo semiazogado, hallamos el cero en los 300° 46' 37" S. Hacía mucho

Altura meridiana del sol.

1785. viento, y sin embargo observamos 51° 49' 48" 75 de altura meridiana del sol, que dieron de latitud 25° 22' 07" 45; hecha la operacion con concepto á la atmósfera, que estaba bastante cargada.

Demarcacion de ciertos lugares.

Demarcamos á juicio prudente, porque no se veían, los puntos siguientes: — El pueblo del Itá al S. 37° 30' E., distancia, dos leguas; la capilla de Capiatá al N. 82° O., la misma distancia; la capilla de Luque al N. 31° O., distancia cuatro leguas; la de San Lorenzo al N. 82° O., distancia como la anterior.

Llegada á Pirayú.

Salimos de la capilla de Itaguá á las tres horas treinta y un minutos de la tarde, y á las cinco horas cuarenta y ocho minutos llegamos á una chacra en el valle de Pirayú, en donde hicimos noche, habiendo caminado tres leguas y média por terrenos como los de por la mañana: algunos trechos montuosos, y otros atravesando valles poblados de chacras á una y otra banda, arena rojiza lo mas, y en partes tierra del mismo color, y arena blanca algo suelta en otros.

Descripcion física de Pirayú.

El valle de Pirayú tiene sobre siete leguas de largo; es formado por dos cordilleras de poca altura, que la una dista de la otra en algunos parajes una legua y mas: es de una vista agradable y deliciosa, muy poblado de chacras, en donde se cosechan los mismos frutos que en Itaguá. Por su mediania corre á lo largo el arroyo que llaman Pirayú, que tiene sus vertientes en el extremo del sur, cerca del cerro de Paraguary, y desagua en la laguna Ipacaray, que tiene como tres leguas de largo y una y média de ancho, y sirve de término á dicho valle por la parte del norte.

Capilla de la Cruz de los Milagros.

Dia 20. — A las cinco horas cinco minutos de la mañana montamos á caballo, y á las cinco horas treinta minutos cortamos el arroyo de Pirayú, de que se ha hecho mencion. A las seis horas treinta minutos llegamos á la falda de la cordillera, habiendo encontrado algunas lagunitas, conceptuando haber andado una y tres cuartos de legua: subimos la cordillera que la forman pequeños cerros, de que resulta no ser muy áspera. A las ocho horas cuarenta y seis minutos, pasamos la capilla de la Cruz de los Milagros, que está situada en la cumbre de un

pequeño cerro á la izquierda del camino: á las nueve pasamos el arroyo Piribebuy; á las nueve horas veinte minutos lo volvimos á pasar, y á las nueve horas cuarenta y tres minutos llegamos á la capilla. 1785.

Desde que salimos del valle de Pirayú, siempre caminamos por entre cerrezuelos, que forman valles de muy poca extension, poblados de chacaritas, en donde cosechan los mismos frutos que en Pirayú, inclinándose mas estas gentes al costoso beneficio de la yerba. Desde la cumbre de la cordillera hasta Piribebuy anduvimos cuatro leguas y cuarto por camino tortuoso, bastantes lagunitas; el terreno arena, así como el del valle de Pirayú. Salida de Pirayú.

Luego que llegamos, rectificamos el instrumento, y se halló el cero en los 300° 39' 45", y tomada la altura meridiana del sol, que fué de 52° 4' 45", se calculó la latitud de 25° 27' 17" 7, atmósfera cargada. Altura meridiana del sol.

Desde la capilla hicimos las demarcaciones siguientes: — Pirayú al sur 78° O.; distancia, seis leguas. Paraguary al sur 30° O.; distancia, la misma. Distancia al pueblo de Tobaty, siete leguas; á la capilla de Nuestra Señora de los Milagros, tres y média leguas; todo á buen juicio. La que estimamos á la capilla de Pirayú es de siete leguas escasas; advirtiendo que por otro camino solo dicen que hay tres y média leguas, pero tiene en su contra el ser muy fragoso. Demarcaciones hechas desde la Capilla.

La feligresía de Piribebuy, segun nos informó su cura, tiene una jurisdiccion que comprende diez leguas de largo, en las cuales hay algunas vice-parroquias, para que no falte la administracion del pasto espiritual á 800 familias que componen como 6,000 almas, que están avecindadas en aquellos campos. Feligresía de Piribebuy.

La iglesia es bastante grande, y su situacion no es mala, en medio de una plaza formada por cuatro cuadras de ranchos de paja. Su iglesia.

Á las tres horas cuarenta y seis minutos, salimos de Piribebuy (habiendo merecido particular obsequio al cura, en cuya casa nos hospedamos), y luego pasamos el arroyo de Piribebuy con agua á la rodilla del caballo; y á tres cuartos de legua, cor- Salida de Piribebuy.

1785. tamos el Yaguayminí con la misma agua, habiéndonos dirigido por un camino bastante derecho, pero de tierras dobladas. Á las cuatro horas cuarenta y ocho minutos, considerando haber andado dos leguas, demarcamos el lugar de la salida al norte 47° O., único punto que pudimos ver, sin embargo del buen deseo que teníamos de hacer lo mismo con la serranía de Villa-Rica, capilla de Valenzuela y Paraguary, que ni á buen juicio pudimos demarcar, porque ninguno de los que nos acompañaban pudieron darnos las noticias que para ello se requerian. Continuamos el camino al sur 47° E., siempre por terrenos muy desiguales; en algunos parajes arena rojiza algo suelta, y en otros greda del mismo color : en las cumbres de las lomas mas elevadas vimos bastantes árboles, aunque en otros no los hay. Pasamos algunos pantanos y lagunas, solo una en que llegaba el agua al encuentro del caballo; las demas no tenian tanta. Á las cinco horas nueve minutos, que consideramos andadas dos leguas y tres cuartos, pasamos el arroyo Yaguay-guazú, que corre al este como el Miní, y se junta como á dos leguas, de donde cortamos el último, y unidos van al Tobatiry, que tributa sus aguas al rio Paraguay, en el paraje llamado Manduvira : cuando llueve, recogen mucha agua, y es necesario pasarlos á nado. Llegamos por fin á la casa de D. Antonio Valenzuela, á las siete horas cincuenta minutos, conceptuando haber andado seis leguas y un cuarto, por caminos poco tortuosos. Aquí nos quedamos á dormir para oir misa el siguiente dia domingo, atendiendo á que de ello, léjos de resultar atraso, nos era mas conveniente pasar de mañana lo mas áspero de la cordillera.

Hasta las doce y tres cuartos de la noche, estuvimos con el circular en las manos dispuesto, con la esperanza de poder observar la altura meridiana de la luna : pero viendo que el anteojo hacía sombra á causa que el astro pasaba muy inmediato al cenit, fué forzoso dejarlo, aunque con bastante sentimiento.

Por las noticias que nos dieron, demarcamos á buen juicio los puntos siguientes ;

1785.

Demarcacion de cuatro puntos.

Piribebuy al norte 63° O.

Paraguary al sur 85° O., distancia nueve leguas.

La estancia de Yaguaron al sur 36° E.

La medianía de la sierra de Villa-Rica al sur 77° E.

Casa de D. Antonio Valenzuela.

La casa de D. Antonio Valenzuela tiene en su inmediacion una iglesia de tres naves, formadas por horcones ó postes, y una buena torre de madera, fabricada á costa del mismo Valenzuela, y situada en una loma de vista agradable. Sin duda es una de las mejores de la provincia: tiene cincuenta y dos varas de largo, y veintidos de ancho: sus retablos, que son tres, no dejan de ser regulares aunque de poco gusto, pero sí bien dorados. Está regularmente proveida de buenos ornamentos: en ella se administra el pasto espiritual á mucho vecindario que vive esparcido en las lomas y valles inmediatos.

Salida de esta casa.

Dia 21. — Á las ocho horas y treinta y un minutos de la mañana, despues de haber oido misa, salimos, y en una loma distante de dicha casa como mil varas, y al sud de ella, demarcamos el cerro de Ibitiminí al sud 26° E. Continuamos caminando al mismo rumbo por terrenos muy quebrados: á las nueve y doce minutos, pasamos con facilidad el arroyo Yacanguazú, cuyas orillas están pobladas de árboles, y manifiesta traer mucha agua en tiempo de lluvias. Su nacimiento, segun nos informaron, está una legua al este del Paraguary, y sigue al este-sud-este hasta entrar en el Tebicuarí-miní, como dos leguas mas arriba de Itapé, mas caudaloso por varios arroyuelos que se le juntan de diferentes cañadas de la cordillera. A las nueve horas y treinta y seis minutos pasamos uno de ellos, y pudimos inferir sigue su curso al nordeste. A las nueve y cincuenta y un minuto pasamos otro como el anterior, y seguidamente empezamos á subir por lo mas áspero y elevado de la cordillera. Atravesando varios pantanos y malezales, continuamos subiendo con mucho trabajo por lo fragoso del camino, hallando muchos árboles atravesados en las estrechas sendas, por donde con mucha dificultad caminábamos. Los caballos sentian mucho lo pedregoso del camino, y su suma desigualdad los hacía dispersar de una y otra banda, ocasionando al capataz y

Demarcacion del cerro Ibitiminí.

1785.

Trayecto recorrido.

peones bastante trabajo para evitar su descarrío. Llegamos, por último, á lo mas encumbrado de la cordillera, y la bajada fué mucho mas trabajosa que la subida, por tener algunos barrancos, que á no ir con el mayor cuidado se seguiria inevitablemente el rodar por ellos. Llegamos llenos de fatigas al llano, á las diez y cuarenta y cinco minutos, y pasamos un bañado muy pantanoso, y á las diez y cincuenta minutos cortamos un arroyo que llaman el Paso Hondo, desde donde seguimos al galope, para poder llegar á tiempo de observar la altura meridiana del sol en la estancia del Yaguaron; y efectivamente, llegamos á las once y veinte y dos minutos, habiendo seguido el rumbo del sud 35° E. desde el pié de la cordillera. Al momento rectificamos el instrumento, y hallamos su cero en los 300° 39' 45", y observamos 52° 10' 42" 5 de altura meridiana del sol, los que dieron 25° 41' 15" 6, hecho el cálculo, atendiendo á un poco de calma que tenia la atmósfera.

Hicimos á buen juicio las demarcaciones siguientes:

Demarcacion de ciertos puntos.

El cerro de Paraguary al norte 78° 30' O., distancia siete leguas y tres cuartos.

El pueblo de Itapé al sud 65° E., distancia seis leguas.

El cerro de Ibitiminí al sud 34° E., visto.

Curato de Ibitiminí.

El curato de Ibitiminí es de una larga extension, y no tiene mas que seiscientas almas empadronadas: las cosechas de estos vecinos consisten en caña de azúcar, tabaco, mandioca y poco maíz. El cura tiene lo físicamente necesario para vivir con mucha miseria.

Salida de la estancia del Yaguaron.

Salimos á las tres horas cincuenta y tres minutos, despues de haber descansado un corto rato, y caminamos sufriendo un excesivo calor por el rumbo del sud 38° E. y por terrenos llanos con várias manchas de árboles de trecho en trecho. A la derecha dejamos los cerros de Ibitiminí, á las cuatro horas diez minutos pasamos el arroyo de Ibitiminí, distante del punto de la salida algo ménos de una milla. Su curso sigue al nordeste, hasta juntarse con el Acan-guazú, sus orillas abundan en árboles, y los terrenos son como los anteriores. Luego pasamos un largo bañado bastante pantanoso, y demarcamos el camino que debíamos

seguir al sud 61° E. y el cerro de Itapé al sud 76° E., visto dudoso; á las cinco horas quince minutos pasamos el arroyo de Tacuaremboy, que como el anterior desagua en el Acan-guazú. A las cinco horas treinta y siete minutos demarqué el cerro de Itapé al sud 78 grados E., y caminamos al sud 70 grados E. hasta las ocho horas quince minutos de la noche, que llegamos á la estancia de D. José Joaquin Achard, á donde hicimos noche por no ser posible pasar á esta hora el Tebicuarí-miní, ni el largo y pantanoso bañado que le precede. 1785.

El paso ó marcha fué al trote regular, á excepcion de cuando pasábamos las muchas lagunas y pantanos que hallamos en el camino; particularmente una de muy cerca de un cuarto de legua, en el que llegaba el agua á los corvejones del caballo. Atravesamos tambien algunos montes poco ántes de llegar á dicha estancia; y conceptuamos haber andado seis leguas y média, conviniendo esto con lo que nos informaron.

Dia 22. — Antes de marchar, demarcamos los puntos siguientes : Demarcacion hecha.

Lo mas elevado del cerro de Itapé al norte 76° E.

El paso de Achard en el Tebicuarí al sud 69° E.

Salimos á las nueve horas quince minutos, y despues de haber andado como tres cuartos de legua por un terreno algo pantanoso, llegamos á dicho paso á las nueve horas cinco minutos, en el que nos detuvimos cuarenta y cinco minutos en pasar en canoa nuestras personas y el equipaje, y la caballada á nado. Puestos á la banda del este, seguimos el viaje por un terreno bastante doblado de mucho espartillo, bien poblado de árboles, y con algunos cortos pantanos : á las once horas quince minutos llegamos al pueblo de Itapé, considerando haber andado desde el Tebicuarí tres cuartos de legua por el camino carretero, que da bastante vuelta. Inmediatamente que llegamos, compuse el instrumento, que estaba algo dislocado, y hallé el cero en los 300° 29' 12" 5 : observada la altura meridiana del sol 52° 20' 56" 25, resultó la latitud de 25° 51' 14" 75, atmósfera clara. Salida de la estancia de D. José Joaquin Achard.

En el paso de Tebicuarí vimos una piragua nueva, capaz de

1785. cargar 14 arrobas de yerba, y otras que se estaban construyendo. Las orillas del rio, que están pobladas de árboles, forman barranca, pero las maderas de que se construyen las embarcaciones que vimos son de los montes inmediatos, de donde igualmente se sacan muchos tirantes y trozos de cedro, que se conducen á Buenos Aires por el mismo rio.

Descripcion del pueblo de Itapé.

El pueblo de Itapé es el mas miserable y desdichado de la provincia: no contiene mas que 14 familias, que componen 66 personas de todas edades, las que viven en unos ranchos de paja muy infelices; solo hay 11 hombres de trabajo, y los demas se emplean en los oficios de cabildo. Tiene una pequeña iglesia, cuya fábrica y ornamentos corresponden á la pobreza del pueblo; sin embargo de tener una estancia de 500 cabezas de ganado vacuno, 150 yeguas de cria, 50 mulas, 40 caballos, 55 bueyes y 7 carretas, en las cuales está afianzada la subsistencia del pueblo, conduciendo haciendas de los mercaderes de Villa-Rica á la Asuncion, trajino en que tambien se emplean las mulas.

Tambien benefician anualmente 80 arrobas de tabaco torcido, que venden en la factoría de la capital.

El cura es la cabeza del gobierno local.

Todas las semanas se les da por su cura administrador racion de carne, y cada año cinco varas de lienzo de algodon á las mujeres, y un poncho, una montera y dos varas del mismo lienzo á los Indios. Los enfermos gozan diariamente racion de carne: las Indias hilan por tarea cuatro onzas de hilo algodon á la semana, que lo sacan de una libra que para ello les da el cura. En tiempo de chacareo, que es en los meses de agosto, setiembre y octubre, ademas de la tarea, se les obliga á sembrar algun maíz, arroz, mandioca, trigo y porotos, que todo lo consumen en su subsistencia. Los mas aplicados tienen sus chacaritas, y lo que en ellas cosechan lo disfrutan con absoluto dominio: las Indias se ocupan tambien en hacer alguna loza, y su producto lo invierten á su beneficio. Para los que trabajan, se hace una comida comun, de la cual no prueban los demas. El gobierno es el mismo que el de un padre de familia, cuya cabeza es el cura, que no goza sueldo alguno.

1785.

Tierras y maderas del pueblo.

El pueblo posee muchas y excelentes tierras y propias para cria de ganados de todas especies: en ellas hay abundancia de montes de buenas maderas, que no aprovechan por falta de gente para emprender tales faenas, y los Españoles son los que disfrutan mucha parte de ellas. Los arrendatarios que viven en dichas tierras pagan al año diez pesos municipales, por cada cien cabezas de ganado que pastan en ellas.

Este pequeñísimo pueblo, por haberse reducido voluntariamente en tiempo de la conquista, que era un cacicazgo de 70 hombres de armas, los que con sus familias, emboscados en los montes de las orillas del Tebicuarí, se mantenian de la pesca y caza, goza el privilegio de no tener encomienda alguna, de no pagar tributo, ni sufrir la carga de mandamientos de gobierno, que se reducen á las órdenes que se despachan á otros pueblos, para que determinado número de Indios vayan á trabajar á las faenas particulares, en las que, aunque se les paga, es de tan mala suerte, que despues de haberles exigido el mayor trabajo, les hacen contentar con cuatro pesos municipales al mes, que se reducen á cuatro varas de lienzo, cuyo valor en buen dinero asciende á ocho reales de plata: agregándose á esto el inicuo dominio que ejercen sobre ellos, hasta llegar á términos de azotarlos siempre que se les antoja, sin que estos miserables tengan otro arbitrio que el de quejarse á su protector, en lo que nada consiguen.

Demarcaciones hechas en Itapé.

En dicho pueblo demarcamos los puntos siguientes:

La estancia de Achard, al sud, 71° O.

Lo mas elevado del cerro de Ibitiminí, al norte, 85° O.

El de Itapé, al norte, 83° E.

El de Yariguamí, al sud, 63° O.

Lo mas norte de la sierra de Villa-Rica, al norte, 58° E.

Lo mas sud de dicha sierra, con duda, al norte, 76° E.

El picacho mas elevado del extremo del norte, al norte, 63° E.

Otro picacho mas al sud, al norte, 71° E.

La capilla de la estancia de Yaguaron, á buen juicio, al norte, 70° O.

1785. Salida de Itapé.

Dia 23. — Salimos de Itapé á las seis y média de la mañana, dirigiéndonos al norte 58 grados E. por un camino algo doblado, con algunos pantanos y pequeñas lagunas: el suelo arena no muy suelta, y poblado el campo de islas de árboles, como las que dejábamos á una y otra banda: bastante espartillo se veía por todas partes. A las 6 horas 40 minutos llegamos á la primera cruz: á las 7 horas 13 minutos estábamos al pié del cerro grande de Itapé: á las 7 horas 26 minutos nos dirigimos al norte 3 grados E., hasta las 9 horas 20 minutos, que seguimos al S. 12 grados E., habiendo dejado á las 8 horas 50 minutos la capilla de Giatí á la izquierda, muy inmediata al camino: á las 9 horas 45 minutos demarcamos el camino al norte, 20 grados E. que seguimos hasta las 10 horas 1 minuto que volvimos al sud 22 grados E., y á las 10 horas 25 minutos llegamos á la Villa-Rica del Espíritu Santo; habiendo atravesado ántes un monte de mas de un cuarto de legua, muy contiguo á dicha villa. La distancia andada fueron 6 leguas desde la primara cruz; y desde Itapé á esta un cuarto de legua.

Llegada á Villa-Rica.

Como dos leguas y média ántes de llegar á la villa, encontramos todo el campo bien poblado de chacras. El camino, como se puede inferir por los rumbos que seguimos, da muchas vueltas, y como se dijo, parte del terreno es doblado: lo demas bastante llano. Consideramos una legua y cuarto de distancia del pueblo de Itapé al cerro grande del mismo nombre.

Hospedaje en casa del cura.

Luego que llegamos, pasamos á casa del alcalde de primer voto, para que nos señalase alojamiento, y habiendo sabido que se hallaba en su chácara, nos dirigimos á la del teniente oficial real, que igualmente se hallaba en el campo, como el alcalde de segundo voto. Á vista de esto, y con mucha repugnancia, determinamos pasar á casa del cura, que por falta de otro recurso nos fué forzoso tomar este partido. Lo hallamos en ella, y el recibimiento que nos hizo fué con algun desagrado: mas al cabo el buen eclesiástico, *haciendo de tripas corazon*, compuso su semblante, y nos hospedó con agasajo. Luego preparamos el instrumento para tomar la altura meridiana del sol, sin rectificar mas que la perpendicularidad de los espejos, por-

que consideramos, no habia tiempo para ello; dejando para despues el hallar el cero; y habiendo ajustado, notamos que el sol bajaba, lo que nos hizo persuadir bastante atraso en el reloj, respecto á que no pudimos haber gastado tanto tiempo en las ya mencionadas diligencias. 1785.

A la tarde tomamos las alturas de sol, y azimuts que siguen, para averiguar la variacion de la aguja.

Altura del sol, y azimuts.

ALTURA DEL SOL.			AZIMUTS.		
Grados.	Minutos.	Segundos.	Grados.	Minutos.	Segundos.
250	43	30	286	»	»
253	18	20	285	15	»
255	08	»	284	21	»
256	19	»	283	19	»
258	43	»	282	56	»
260	35	»	282	33	»

Rectificado el instrumento, hallé el cero en los 300 grados 29 minutos 45 segundos.

No se han calculado estas observaciones, por no tener confianza en los azimuts que se tomaron con una aguja de las chicas de la coleccion, que no son nada á propósito para semejantes operaciones.

La Villa-Rica del Espíritu Santo, de que voy á dar una corta noticia, tuvo su primer asiento junto al Salto grande del Paraná, en la banda del oeste.

Descripcion de Villa-Rica.

Esta villa está situada en una pequeña altura, cercada por todas partes de espesos montes: á la banda del este, y á distancia de 8 á 10 leguas, hay una serranía de poca elevacion que corre N. S. Las calles están tiradas á cordel, las mas de las casas son de paja, alguna hay de ladrillo y teja: todo manifiesta la suma pobreza del vecindario. La iglesia matriz se está edificando de nuevo, y su fábrica hace mas de cuarenta años que empezó: los Franciscanos no tienen mal convento; en él se mantienen sus frailes de misa y tres legos. Los hombres de armas se emplean únicamente en una guardia que se mantiene en la plaza, para hacer cumplir las providencias del gobierno,

1785. aunque en ocasiones se sacan algunos destacamentos para los destinos que el gobernador intendente les señala.

Autoridades civiles y militares.

Lo político y ecónomico está á cargo del alcalde de primer voto, y el mando de armas al de un comandante militar, el cual lo manda todo, cuando lo hacen alcalde. El cabildo se compone de dos alcaldes ordinarios, uno provincial, algunos regimientos que están vacantes, y el procurador.

Cura y teniente cura.

El cura es igualmente vicario, y tiene un teniente que le ayuda en su ministerio. Su renta, segun nos informó, no pasa de 1,800 pesos municipales, que en buena moneda han de ser ménos de 450 pesos, porque le pagan sus derechos en yerba, maíz, mandioca, cera negra, ropa vieja de los difuntos, caballos viejos, y otras cosas de este tenor: de modo que, á no ser el noveno y medio que percibe de los diezmos, con lo que paga al sacristan y al teniente, fuera la renta muy corta.

Triste condicion de los jornaleros.

El principal giro de estos vecinos es conchavarse, para los beneficios de la yerba, á los que emprenden estas faenas, las cuales son lucrativas en ciertos casos á los amos, y nunca á los peones, que trabajando bárbaramente ningun adelanto consiguen: porque, sobre pagarles la yerba que trabajan con géneros, dan estos tan subidos de precio que aseguran todos que es un asombro. Los troperos ó beneficiadores son tan tiranos, que hasta el machete con que los peones cortan la yerba, lo alquilan; y esto da bien á entender lo que harán en órden á lo demas. Ya se sabe que los toros que llevan para la manutencion de los peones se venden á estos á buen precio; resultando de tanta usura, que como los peones ántes de ir á sus beneficios se empeñan cuanto pueden, cuando han trabajado alguna cosa, *toman las de Villadiego*, y dejan al beneficiador con sus ideas frustradas: estos tambien suelen ser engañados de los mercaderes habilitadores. Últimamente lo que sucede á los habilitadores, troperos y peones no es fácil de comprender. Varios sugetos me han hablado sobre el particular con bastante admiracion, sin saber en qué consiste el poco adelanto de la mayor parte de los que se dedican al beneficio de la yerba. Los parajes á donde esta se produce distan de la villa 35 ó 40 leguas, y los mas pingües algo mas.

Tambien se dedican al chacareo, y cosechan buen tabaco de hoja, alguna caña de azúcar, maíz, mandioca, porotos y otras menestras, y algun trigo. De este cosecháran mucho mas si pudieran expenderlo, porque el terreno es á propósito para este precioso grano, el cual muelen con molinos de mano, que sobre dar mucho trabajo, se consigue poca harina y de mala calidad al dia. 1785. Frutos que se cosechan.

Los vecinos mas acomodados tienen estancia: hay una que aseguran tiene 4,000 cabezas de ganado; las demas, que llegarán á 14, tienen de 1,000 á 2,000. El convento de San Francisco tiene la suya con 3,000. Estancias.

Estos vecinos consumen algunos géneros de Castilla, que conducen de Buenos Aires y de la Asuncion mercaderes de poco principal, los cuales permutan por yerba y tabaco.

Dia 24. — Á las 8 y 35 minutos, despues de haber oido misa, salimos dirigiéndonos al S. 21 grados E., hasta las 9 horas y 45 minutos, que fuimos al S. 46 grados O.: á las 10 y 17 minutos seguimos al S. 47 grados E.: á las 11 y 11 minutos pasamos el arroyo Yacan-miní: á las 11 y 29 minutos llegamos á la estancia de D. José López de Villa-Mayor, habiendo caminado cuatro y média leguas, por unos caminos algo tortuosos, con algunos bañados y pantanos. Los terrenos, arena y tierra colorada, y en pocas partes blanquizca, son algo doblados, cubiertos de pajonal y espartillo, bastante poblado de chacaritas en las orillas de los montes, que dejábamos á una y otra banda. El arroyo Yacan-miní tiene su nacimiento en la serranía de Villa-Rica, y su curso es del E. al O., hasta desaguar en el Tebicuarí-miní. Salida de Villa-Rica.

Luego que llegamos, rectifiqué el instrumento, y hallé el cero en los 300 grados 29 minutos 46 segundos, y observé la altura meridiana del sol 52 grados 57 minutos 18 segundos, que dieron de latitud 25 grados 55 minutos 53 segundos, atmósfera clara. Llegada á casa de D. José López de Villa-Mayor.

En el mismo paraje hicimos las demarcaciones siguientes: Demarcaciones.

Lo mas elevado del cerro grande de Itapé al N. 47 grados O.

Lo mas elevado del chico al N. 69 grados O.

1785. El picacho mas N. de la serranía de Villa-Rica al N. 38 grados E.

Los demas puntos de dicha serranía no se demarcaron, porque no se veían.

Excursion. Á las 3 horas 20 minutos montamos á caballo, y caminamos al S. 23 grados O., hasta las 3 horas 45 minutos, que seguimos al S. 12 grados E.; y por este rumbo llegamos á las 4 horas 50 minutos al Yacan-guazú, distante de Villa-Rica 7 leguas, y de la estancia donde observamos 2 1/2. Este riacho nace en la falda de la sierra de Villa-Rica, y corriendo E. O. va á desaguar al Tebicuarí-miní, que dista de donde cortamos dicho riacho 14 cuerdas de 63 1/3 varas cada una. Cuando llegamos, encontramos en su orilla seis ú ocho hombres, que con dos *pelotas* nos aguardaban para pasarnos de órden del comandante militar de Villa-Rica: á los 15 minutos estuvimos en la otra banda, y seguimos caminando por el rumbo anterior, hasta las 6 horas 15 minutos, que llegamos á la casa del comisionario de aquel partido, D. Juan José de Villanueva, distante del Yacan-guazú 1 3/4 leguas.

Llegada á casa del comisionario.

El camino que seguimos es bastante derecho; el terreno en algunos parajes es algo desigual, siendo lo mas llano, de que resulta haber algunos bañados y pantanos. La mayor parte del terreno está cubierto de pajonal y espartillo, y casi todo poblado de chácaras en las orillas de los montes: el piso, arena no muy suelta, roja, mezclada en algunas partes con tierra blanquecina.

Salida de allí. Dia 25. — Á las 6 y 30 minutos salimos en caballos del comisionario Villanueva, y empezamos á caminar por el rumbo del S. 64 grados O., hasta las 6 y 35 minutos, que llegamos á la primera estancia del pueblo de Caazapá, llamada Santa Bárbara, desde donde seguimos al S. 47 grados E., y por este rumbo llegamos, á las 7 horas y 7 minutos, á un gran bañado muy pantanoso, formado por el riacho llamado Hernandarias, que nace de unas cañadas inmediatas, que están al E. del camino, y hasta desaguar en el Tebicuarí-miní, corre al O. A las 7 horas y 37 minutos demarcamos el camino al S. 70 grados

E., y seguimos á este rumbo hasta las 8 y 21 minutos, que volvimos al S. 26 grados E., por un monte bastante delicioso; pero, como los demas, lleno de garrapatas, que se pegan en todas partes, y llegan á ser de un considerable tamaño, causando bastante escozor la picada: en ocasiones, y aun conseguido desprenderlas, siempre queda la cabeza dentro, que suele causar una llaga. Á las 8 horas 35 minutos demarcamos el pueblo de Caazapá al S. 88 grados E., por cuyo rumbo llegamos á él á las 9 horas 32 minutos. El camino forma algunos pequeños rodeos en los rumbos á que se demarcó, para salvar los muchos bañados que se encuentran. El terreno forma algunas lomas suaves; y á una y otra banda, algo distante, se ve bien poblado de árboles que forman islas: la tierra es blanquecina, hasta una legua del pueblo, que empieza á ser rojiza, mezclada con alguna arena del mismo color, no muy suelta. La marcha fué al trote corto, fuera de los bañados, que caminábamos paso á paso: la distancia andada la regulamos de cuatro y média leguas.

1785.

Llegada al pueblo de Caazapá.

Luego que llegamos, rectificamos el instrumento, y hallamos el cero en los 300 grados 29 minutos 46 segundos 5: despues observamos 53 grados 2 minutos 47 segundos 75 de altura meridiana del sol, que dió 26 grados 9 minutos 53 segundos 75 de latitud, atmósfera clara.

Altura meridiana.

Considerando no ser precisos los caballos para transportarnos al pueblo de Yuty, respecto á que el cura de Caazapá nos ofreció los necesarios, se despacharon los que llevábamos, con órden al capataz y peones que á los diez ó doce dias estuviesen con otros descansados en la estancia de Espinola, cerca de la confluencia del rio Tebicuarí con el del Paraguay.

Á la tarde tomamos los azimuts y alturas del sol siguientes:

Azimuts y alturas.

AZIMUTS.			ALTURA DEL SOL.		
Grados.	Minutos.	Segundos.	Grados.	Minutos.	Segundos.
287	15	»	251	37	»
286	34	»	253	5	»
285	55	»	254	31	30

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Los [illegible] que [illegible] [illegible] á [illegible] en [illegible] [illegible] [illegible]						
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	

Las observaciones no se calcularon, por igual razon que en la Villa-Rica.

Situacion de Caazapá.

El pueblo de Caazapá está perfectamente situado en una loma que domina una llanura campiña: tiene á cuadras de largo y otras tantas de ancho, fábricas de adobe y ladrillo y cubiertas de teja, con sus veredas á la calle, sobre pilares del mismo material para seguridad del suelo. La iglesia está en medio de la plaza: es de mala fábrica y se está arruinando. Se trata de hacer otra nueva, luego que el tiempo presente oportunidad para ella.

Los [illegible] [illegible] [illegible] á [illegible].

La antigüedad de este pueblo se ignora, porque ni se conserva documento justificativo de su fundacion, ni menos tradicion alguna: únicamente se podria saber por los libros parroquiales, pero estos no tienen principio ni fin. Se sabe que el venerable fray Luis de Bolaños fué uno de los primeros conquistadores espirituales, y que los religiosos franciscanos anunciaron el Evangelio á estos Indios.

Frutas.

Los Indios tienen sus chácaras particulares inmediatas al pueblo, ademas de las del comun, y en todas hay abundancia de naranjas dulces. Cosechan en ellas maiz, porotos, habas, mandioca, caña, etc.

Arrendatarios, [illegible] y [illegible] [illegible].

En los dilatados y hermosos campos que este pueblo posee, comprendidos de N. á S., entre los rios Yacan-guazú y Piraporarú, cuya extension es de mas de seis leguas, y de E. á O. por la serranía de Villa-Rica y los rios Tebicuarí-mini y guazú, hay avecindados varios arrendatarios, que pagan á proporcion del terreno que ocupan. Tiene el pueblo sobre treinta y tres mil cabezas de ganado vacuno, repartido en diez estancias y seis puestos; nueve mil yeguas de cria, tres mil caballos, inclusos potros y redomones, 1,400 mulas, las mil mansas y las 400 chúcaras, 3,000 ovejas, 150 cabras, 500 burras, 800 bueyes y 22 carretas nuevas.

El cabildo se compone de un corregidor, dos alcaldes ordinarios, cuatro regidores, alférez real, alcalde provincial, alguacil mayor, otro menor, alcalde del campo, dos alcaldes de la Santa Hermandad y un mayordomo. 1785. Cabildo.

El número de almas que contiene este pueblo llega á 900; entre ellas hay 120 matrimonios y 150 Indios de trabajo, de los cuales se sacan los que se mandan de mita á los encomenderos, y los que se remiten á la fábrica de tabaco torcido de San Lorenzo : de suerte que apénas quedan los precisos para el cuidado de las estancias y aquellas faenas indispensables que se ofrecen en el pueblo; y sin embargo, se remiten á la gran factoría de la Asuncion sobre 250 arrobas de tabaco torcido, que se fabrican, en cuya faena se emplean tambien mujeres y niños. Poblacion.

El principal ramo de comercio de este pueblo es el beneficio de la yerba, que se trabaja con peones conchavados, por no alcanzar los Indios para esta faena. La felicidad de tener los beneficios inmediatos, que por real merced disfrutan igualmente que el pueblo de Yuty, hace que no á mayor costo consigan anualmente de 3 á 4,000 arrobas, sin las que pagan los arrendatarios, que todas se invierten en efectos de Castilla, para adornar la iglesia, y tambien dicen que en vestir á los Indios : pero esto no me parece ser muy cierto, porque todos se presentan, exceptuando los que andan sin camisa, que son muchos, con ropa del país. El almacen no carece de géneros, y muchos mas tuviera si pagáran al pueblo lo que deben, que asciende á la cantidad de 53,850 pesos de plata, que restados de 11,750 que debe, resultan en su favor 42,100. Comercio.

Ahora seis años estaba el pueblo empeñado, sus estancias exhaustas de ganados, y parecia que por todos lados caminaba á su total ruina : pero las oportunas providencias del actual gobernador repararon el estrago que le amenazaba, relevando á su cura administrador, y poniendo al actual que le gobierna, quien por todos títulos manifiesta el esmero de su ajustada administracion. El gobernador y el cura.

La iglesia tiene muchos ornamentos preciosos, bordados de

1785.

Ornamentos, vasos sagrados, etc.

realce, unos y otros de tisú, y bastantes de brocato. Tiene seis blandones de plata, que cada uno pesa 49 marcos, dos atriles de lo mismo, de un considerable peso, una gran cruz parroquial y dos ciriales, todo de buen trabajo : seis varas de palio, cuatro cálices nuevos de plata sobredorada y tres viejos, cuatro juegos de vinajeras con sus platillos, todo nuevo; las crismeras del santo oleo tambien nuevas, aguamanil para la sacristía y dos jarros para el comulgatorio, sin incluir otras várias piezas que sirven para adorno del altar. Ademas, tiene dos copones de oro, ambos de un trabajo superior : el uno mas rico que el otro, claveteado de esmeraldas, rubíes y topacios, primorosamente trabajado, en cuyo esmalte se representa la Pasion de Nuestro Señor Jesucristo; el otro es liso y tambien de gusto; un cáliz en todo semejante al primer copon, y se trata de hacer unas vinajeras correspondientes.

Ricos vestidos del corregidor, cabildo y cabos militares.

Hay tambien muchos vestidos ricos, los cuales sirven al corregidor, cabildo y cabos militares en los dias de mucha festividad y en los que reciben á los gobernadores y obispos, cuando van á sus visitas, para cuyos casos tienen ricos jaeces de caballos, que se componen de muy buenas sillas, mandiles y tapariendas, bordados de realce, unos y otros de terciopelo galoneado, chapeados, pretales y espuelas de plata. Tienen igualmente 356 marcos de plata, en fuentes, platos, jarros, cubiertos y otras piezas, que se emplean en las visitas de dichos señores, y en los dias de la Conversion de san Pablo, tutelar del pueblo.

Gobierno.

El gobierno es paternal; el cura administrador es un religioso franciscano que sirve sin sueldo, ni sínodo, ni obvencion alguna, y ejerce sobre los Indios las mismas facultades que un padre de familia, corrigiendo los defectos que cometen, tanto en lo espiritual como en lo temporal, y les suministra lo que han menester en órden á vestuario; y por lo que hace á manutencion, se les da dos veces á la semana racion de carne en comun, y á los que trabajan en las faenas del pueblo, se les da diaria, de carne y menestras.

Los Indios tienen dos dias á la semana para sus trabajos par-

ticulares, y en tiempo de chacareo se les conceden semanas enteras, sin que esto embarace el que vayan despues á trabajar á las chacras de la comunidad, cuyos frutos se invierten en mantener á los que trabajan en las faenas públicas, y en socorrer á los que necesitan semillas para sus chacras. Las Indias se ocupan en hilar una libra de algodon todas las semanas; esto es, cuando lo hay, y con el hilo se tejen lienzos para el consumo del pueblo. 1785. Ocupaciones de los Indios.

Demarcamos la estancia de Santa Ana al S. 43 grados O : la serranía de Villa-Rica no se veía por la mucha calima. El cerro de Itapé tampoco se veía, por causa de un monte que lo ocultaba. Demarcaciones.

Dia 26. — Á las 7 horas 26 minutos de la mañana salimos de Caazapá en caballos del pueblo, y cinco Indios encargados de acompañarnos y cuidarnos hasta el pueblo de Yuty. Caminamos por terrenos algo doblados, de tierra algo roja, mezclada con arena en algunas partes, y en lo demas tierra blanquecina, cubierta de espartillo y algun pajonal en las cañadas ó bajíos. El cura nos acompañó como média legua, y dió órden á los Indios que nos guiasen por el mejor camino, encargándoles nos asistiesen con cuidado en las estancias de Santa Ana y Jesus María, pertenecientes al mismo pueblo. A las 9 horas 50 minutos llegamos á la primera, considerando haber caminado de cuatro y média á cinco leguas, con algun rodeo para salvar algunos pantanos y bañados; sin embargo pasamos varios, ninguno de consideracion. Salida de Caazapá.

Luego rectificamos el instrumento, que hallamos con alguna dislocacion en los espejos, que compusimos, y resultó el cero en los 300 grados 29 minutos 37 segundos. Observé con bastante trabajo por el mucho viento la altura meridiana del sol, de 53 grados 18 minutos 11 segundos, que dió 26 grados 16 minutos 43 segundos 8 de latitud, atmósfera clara. Altura meridiana del sol.

Demarcamos lo mas elevado del cerro de Santa Rosa al S. 23 grados O. Demarcaciones en Santa-Ana.

El de Itapé al N. 16 grados O.

El de Santa María de Fe no se veía, ni la serranía de Villa-Rica.

1785. Esta estancia está perfectamente situada en una loma de hermosa vista: tiene una capilla muy regular y buenos alojamientos. Los campos son excelentes para crias de ganados de todas especies; en algunas partes se ven montes de árboles, siendo lo mas tierras limpias.

Salida de esa estancia.

Salimos de la estancia de Santa Ana á las 2 horas 55 minutos de la tarde, dirigiéndonos al S. 31 grados E. por terrenos semejantes á los de por la mañana; y no muy distantes, diferentes islas de árboles, como en la costa que íbamos dejando á la izquierda, que toda ella era montuosa. Á las 4 horas 5 minutos empezamos á caminar al S. 41 grados E., y los terrenos empezaban á descubrirse muy llanos, anunciándonos los bañados y pantanos que nos habian dicho debíamos pasar. Á las 4 horas 46 minutos nos dirigimos al S. 36 grados 30 minutos E., habiendo pasado diferentes bañados y pantanos de bastante extension: á las 5 horas 42 minutos seguimos al S. 45 grados E., continuando cada vez mas los bañados y pantanos. Costeábamos un monte que dejábamos á la izquierda, y á la derecha descubríamos unos campos dilatados con bastantes islas de árboles. A las 6 horas 30 minutos continuamos al S. 37 grados E.; y á las 7 horas 24 minutos llegamos á la estancia de Jesus María, última del pueblo de Caazapá, despues de haber atravesado en las inmediaciones de esta estancia los bañados pantanosos mas difíciles que se encuentran en las siete leguas que anduvimos.

Llegada á la estancia de Jesus María.

Esta estancia está situada sobre una pequeña loma: su vista es muy agradable, y casi tan deliciosa como Santa Ana: tiene su capilla y dos cuartos, en que con bastante comodidad se pueden alojar algunos sugetos de forma: ademas, tiene una cuadra de cuartos de buena fábrica para los Indios que habitan allí. Es digna de alabanza la idea del administrador que fabricó estas capillas, proporcionando por este medio el alivio de un regular hospedaje á los viajeros, á tan poco costo del pueblo como se puede inferir, supuesto que nada mas que el poco fierro que se gastó en cerraduras y bisagras tendria que comprar. Y aunque hay algunos que pretenden que la decadencia que tuvo

el pueblo en tiempo de la fábrica de ellas no procedió de otra cosa, es absolutamente falso, porque á nadie se le oculta que el verdadero motivo de empobrecer fué el pago de gruesas facturas, que aseguran tomó el pueblo por meras condescendencias, y tuvo que satisfacer con yerba, que era lo que queria el acreedor. 1785.

Solo en las estancias de Caazapá se encuentra regular hospedaje: las demas de esta provincia, á excepcion de tal cual, son miserables; ellas no tienen mas que ranchos de paja destituidos de toda comodidad. Por lo comun, cuando llueve no hay lugar que esté reservado del agua, haciéndose dentro charcos y pantanos que casi los hacen inhabitables. A vista de esto hay quien dice que las estancias de Caazapá tienen mas de lo muy preciso, y que el que dispuso se hicieran las capillas y cuartos, invirtió los bienes del pueblo en superfluidades, haciendo obras inútiles á los Indios.

Dia 27. — Salimos de Jesus María para Yuty á las 6 horas 37 minutos de la mañana, que empezamos á caminar por el rumbo del S. 45 grados E., hasta las 8 horas 24 minutos, que llegamos al rio Piraporarú, en el que encontramos una canoa bastante buena, y en ella pasamos á la otra banda, tardando en esta faena bastante, á causa de estar el rio muy crecido. A las 9 horas 26 minutos continuamos nuestro camino por el rumbo del N. 74 grados E., y á las 10 horas 55 minutos llegamos al pueblo de Yuty. Graduamos 2 leguas de distancia de Jesus María al Piraporarú, y desde aquí á Yuty 2 y cuarto: las primeras las anduvimos por caminos de pocas vueltas, de tierra blanquecina, y alguna arena en partes, y en otras negra con la misma arena, y las segundas por un rodeo bastante grande. Todo el terreno, hasta llegar al rio, es llano, y por esta razon se encuentran muchos bañados pantanosos, que en tiempo de aguas se hacen intransitables, particularmente una legua del rio. Son tantos los que hay, que apénas se sale de uno se entra en otro, de tal suerte que se pueden reputar por uno. El rio Piraporarú tiene sus orillas extendidas y vestidas de árboles: ántes de llegar á él se costea como 1/8 de legua por un monte

Salida para Yuty. Excursion.

1785. muy frondoso, y abundante de naranjos agrios y otros árboles crecidos. Pasado el rio sigue el terreno horizontal, de la misma calidad que el anterior, con bastantes bañados pantanosos, hasta una legua distante de Yuty, en que ya se empieza á subir por lomas y terrenos desiguales de tierra colorada, todo poblado de chacras de los Indios de dicho pueblo.

Llegada. Altura meridiana del sol.

Inmediatamente que llegamos, compuse y rectifiqué el instrumento, y hallé el cero en los 300 grados 27 minutos 13 segundos. Seguidamente observé 53 grados 20 minutos 6 segundos 5 de altura meridiana del sol, que dió 26 grados 35 minutos 54 segundos 6 de latitud, estando la atmósfera clara.

Aprestos para navegar por el Tebicuarí.

El cura administrador nos dió noticia de los sugetos encargados del apresto de las canoas, que nos dijo estaban hechas, y que desde luego podríamos sin mayor demora emprender la navegacion por el rio Tebicuarí (que era el principal objeto del viaje), ofreciéndonos cuantos auxilios pendiesen de sus facultades. Nos dió noticia del único práctico que podia servirnos, á quien inmediatamente se llamó para tratar con él sobre el particular: así se verificó aquella noche, quedando en que el 29 nos largaríamos sin falta, no habiendo reparo por parte de los encargados en la habilitacion de las canoas, que igualmente nos ofrecieron aquella noche tener hecha la balsa para el medio dia de dicho 29.

Altura meridiana del sol.

Dia 28. — Hallamos el cero en el instrumento en los 300 grados 27 minutos 32 segundos 5, y observamos 53 grados 41 minutos 1 segundo 25 de altura meridiana del sol, que calculando la latitud,

Resultó de	26°	36'	15"	25	atmósfera clara.
La de ayer fué de.	26	35	54	6	
Latitud média.	26	36	4	42	5.

Demarcaciones desde la torre de la iglesia.

Por la mucha calma se demarcaron á buen juicio desde la torre de la iglesia los puntos siguientes:

El cerro de Santa Rosa al S. 50 grados O.

El de Santa María de Fe al S. 51 grados O.

Este pueblo está situado sobre una loma que domina los cam-

pos de sus inmediaciones; todos son alegres, y en partes cubiertos de frondosas islas de árboles, y en otras de montes seguidos, que producen buenas maderas, propias para edificios y construccion de embarcaciones que remiten á Buenos Aires por el rio Tebicuarí. Lo material del pueblo se reduce á cinco cuadras de casas, todas viejas, que no llegan á cerrar la plaza, porque dos lados de esta, cada uno tiene dos cuadras, el tercero una, y el cuarto las casas de los curas, con habitaciones para los gobernadores y obispos, cuando van á sus visitas, y ademas diferentes oficinas, como son almacen del pueblo y piezas para alojar varios sugetos. La iglesia no está perfectamente en medio de la plaza, y su espalda está casi contigua á la citada casa de los curas: es de un grandor regular, de tres naves, formadas por unos postes que sostienen el techo; manifiesta una antigüedad considerable, y por todas partes da á entender mucha vejez, é igualmente que las casas necesita pronto reparo. Ademas de la iglesia parroquial, tiene el pueblo, fuera de la plaza y frente de dicha iglesia, una capilla dedicada á san Roque, cercada toda de naranjos dulces, despues de los cuales siguen diferentes chacaritas que continúan al rededor del pueblo. 1785.

Reduccion de Indios á la fe.

Por tradicion constante se sabe que el V. P. F. Luis de Bolaños, del órden de san Francisco, redujo á estos Indios á nuestra santa fe, por los años de 1580, cuya circunstancia ha hecho que religiosos de la misma órden hayan doctrinado este pueblo, administrando sus temporalidades, que en el dia no son muy crecidas, á causa del atraso en que se hallaba al ingreso del actual cura administrador; quien habiendo hallado solo 5,700 cabezas de ganado vacuno en las estancias, ha conseguido en dos años y medio el laudable aumento de 7,000, que todas se mantienen en sus estancias, en las que hay tambien 2,000 yeguas de cria, 700 caballos, 400 mulas mansas, mas de 400 bueyes, y 1,300 ovejas. Los campos que posee este pueblo son buenos para cria de ganados, y se extienden desde el rio Piraporarú hasta el Guayracay de E. á O., distante uno de otro 14 leguas, y de N. á S. 44, contenidas entre el rio Colorado por la parte del S., y por la del N. las cabezeras

1785. del Tebicuarí-guazú. Tambien posee por real merced, concedida el año de 1619 por D. José Villénes Mereciente, siendo gobernador y capitan general de esta provincia, excelentes y ricos yerbales, en los cuales se ha beneficiado en estos dos años y medio 16,600 arrobas de yerba, las que se han empleado en satisfacer deudas atrasadas, y en la compra de toros y mulas para el adelantamiento del pueblo.

Arrendatarios. En las tierras que le pertenecen hay 150 arrendatarios, que satisfacen anualmente el importe del terreno que ocupan, y están sujetos en lo temporal al comandante militar y juez comisionario del partido de Bovi, y en lo espiritual, al cura doctrinero de este pueblo.

Iglesia. La iglesia tiene ricos ornamentos, vasos sagrados muy decentes, y blandones de plata, aunque no como en Caazapá.

Industria del pueblo. La riqueza de este pueblo consiste, como en Caazapá, en el beneficio de la yerba, único giro que produce conocida utilidad; y fuera mayor esta, si por el rio Tebicuarí se remitiera á Buenos Aires, y no que se hace conducir á la Asuncion. En los montes hay sugetos á quienes por 200 pesos, que cada uno ha satisfecho al pueblo, se les ha concedido un año de corte; esto es, que en el término de un año puedan cortar toda la madera que se les antoje, sin señalarles determinado número de peones, de suerte que estos hombres dejaron los montes en donde trabajan en estado de no poderse sacar en muchos años un palo de provecho, segun ellos mismos nos dijeron. Las maderas las remiten á Buenos Aires por el Tebicuarí en *itapás*, que son unos armatostes de tirantes y trozos de cedros, de figura de un paralelipípedo, y en garandumbas y piraguas, especies de embarcaciones muy propias para navegar con mucha carga en poca agua. Cada árbol de cedro vale en el monte regularmente dos reales, y los que son propios para tirantes, uno; pero los costos de conducir son muchos.

Poblacion. El número de almas asciende á 686 de todas edades: solo hay 165 Indios de trabajo, inclusive los de encomienda, y estos tienen que atender á todas las faenas del pueblo, y ademas al cultivo y beneficio del tabaco torcido que anualmente remite á la

factoría de la Asuncion hasta 150 arrobas : y hubiera remitido mucho mas este año, si la impericia del maestro, que por cuenta del rey dirige el trabajo, no hubiera dado lugar á que 16 mil plantas hubiesen producido por su descuido un tan corto número de arrobas. 1785.

El cabildo consiste en un corregidor y su teniente, dos alcaldes ordinarios, un provincial, alférez real, alguacil mayor, cuatro regidores, dos alcaldes de la Hermandad, dos procuradores, un alcalde de tambo y un secretario. La jurisdiccion del corregidor se extiende á corregir los leves defectos de los Indios, con facultad de castigarlos hasta con cincuenta azotes : la de los alcaldes se reduce á lo mismo, bien que en cuanto á los azotes no pueden pasar de seis. Cabildo.

Dos Indios, á quienes llaman *Curuzuyás*, que por lo comun son los mas ancianos, tienen el encargo de recorrer todas las mañanas las habitaciones de los demas, para ver si hay alguno que esté enfermo, y dar cuenta para socorrerle con lo que la urgencia requiera. Estos empleos, que son vitalicios, no dejan de ser apetecidos, porque los que los ejercen no trabajan mas que en cocinar á los enfermos, y por consiguiente no comen mal. Enfermeros.

Las Indias van á la iglesia con unas túnicas; las viudas la llevan negra, y las casadas y solteras blanca; á este ropaje llaman *tipoy*: los brazos los llevan dentro y el pelo tendido sobre las espaldas, de modo que se presentan con bastante reverencia y devocion. En los rosarios y procesiones van en dos filas, una detras de otra, y los Curuzuyás están encargados de que no se perturbe el buen órden. Los Indios van con su traje ordinario de poncho, etc. ; y llevan flechas y lanzas, por una costumbre heredada de sus antepasados, que sin duda viene de las continuas invasiones de los Indios infieles, que tenian que resistir continuamente, allá en los primeros años de la conquista. El gobierno es idéntico al de Caazapá, por lo que omito referir cuanto en el particular pudiera decir. Vestidos de las Indias.

Dia 20. — Salimos de Yuty á las 7 horas 46 minutos de la mañana, dirigiéndonos por lomadas y terrenos algo quebrados, de tierra colorada, por el rumbo del N. 56 grados E., hasta las Salida de Yuty. Excursion.

1785. 8 horas 25 minutos, que fuimos al S. 85 grados E., por cuya direccion llegamos á un pequeño riacho que corre N. S. á las 8 horas 35 minutos, desde el cual seguimos al E. por un terreno semejante al anterior. Á las 8 horas 40 minutos entramos en un monte muy espeso, siguiendo el mismo rumbo, hasta las 9 horas 8 minutos, que salimos de él á un pequeño prado, en el que encontramos un obraje de madera en donde nos detuvimos 13 minutos, y luego continuamos al E. N. E., por otro monte tan espeso como el que acabábamos de pasar, hasta las 10 horas 5 minutos, que llegamos al obraje del sugeto encargado de la formacion de la balsa, que se estaba concluyendo en el rio, muy cerca de dicho obraje. Desde luego nos pareció imposible el vencer la corriente para navegar rio arriba, atendiendo á la mala calidad de las canoas y á su pesadez.

Altura meridiana del sol.

Despues de compuesto el instrumento de una pequeña dislocacion, resultó el cero en los 300 grados 88 minutos 52 segundos, y observé 54 grados 3 minutos 31 segundos de altura meridiana del sol, que dió 26 grados 35 minutos 21 segundos 3 de latitud, atmósfera muy cargada de calima y humo. Desde el citado obraje demarcamos el embarcadero al N. 81 grados E. á medio cuarto de legua de distancia.

Una tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^tos. c^tos.
3 $\frac{1}{2}$	1	5	1	5	6
4	2	1	2	0	6
4 $\frac{1}{2}$	2	3 $\frac{1}{2}$	2	2	6
5	2	2	2	2 $\frac{1}{2}$	6
5 $\frac{1}{2}$	2	0	2	»	»

Exploracion fluvial.

Á las 3 horas 2 minutos de la tarde nos embarcamos con el práctico y seis Indios, cuatro bogantes y dos espadilleros, que el cura de Yuty facilitó, habiendo quedado con él que nos tendria prontos tres toros y dos carneros en el paso de Yuty. Los víveres que llevábamos consistian en tres gallinas, un poco de bizcocho, alguna sal y una bolsa de yerba: únicos efectos que pudimos acopiar, porque el país no ofrece otra cosa. Empezamos á navegar rio abajo con el mayor cuidado que se

puede imaginar, porque no bien acabábamos de apuntar un rumbo, cuando ya era preciso hacer nueva demarcacion : el que mas no duraba tres minutos, siendo la mayor parte de ellos de uno y medio y dos minutos : por último, es cosa que maravilla ver las vueltas que da este rio, pareciendo cosa imposible el que su curso sea tan sumamente tortuoso, corriendo por tierras llanas. El práctico nos dijo, que cuando mas se podrian navegar cuatro leguas, aguas arriba, desde el paraje donde nos embarcamos. Á las 5 horas y 56 minutos paramos, porque ya no se veía : las orillas del rio son de tierra y arena, barrancosas, pobladas de árboles, y de dos varas de altura, adonde mas; aunque en pocas partes se ven algunas pequeñas playas de arena, á causa de estar el rio bajo, y en otras algunas piedras. Cuando crece, suben las barrancas é inundan los campos inmediatos. Tambien se hallan muchos raigones de árboles clavados en el fondo, que estorban el paso, y como manifiesta la tabla, solo hallamos seis cuartas de água en donde sondamos : al principio conceptuamos tendria el rio de ancho 20 varas, pero á la noche juzgamos pasaria de 30. 1785.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^{des}. c^{das}.
6 $\frac{1}{2}$	1	6 $\frac{1}{2}$	1	6	7
7	2	4	2	2	»
7 $\frac{1}{2}$	2	0	2	2	7
8	2	3	2	1 $\frac{1}{2}$	»
8 $\frac{1}{2}$	2	3 $\frac{1}{2}$	2	3	8
9	2	1	2	2	»
9 $\frac{1}{2}$	2	1	2	1	»
10	2	4	2	2 $\frac{1}{2}$	10
10 $\frac{1}{2}$	2	3	2	3 $\frac{1}{2}$	»
11	2	3 $\frac{1}{2}$	2	3	10
12 $\frac{1}{2}$	2	3	0	4	»
1	2	4 $\frac{1}{2}$	2	4	»
1 $\frac{1}{2}$	2	4 $\frac{1}{2}$	2	4 $\frac{1}{2}$	»
2	2	3	2	4	11
2 $\frac{1}{2}$	2	1 $\frac{1}{2}$	2	2	»

1783

3 $\frac{1}{2}$	2	3 $\frac{1}{2}$	2	2 $\frac{1}{2}$	»
3	2	6 $\frac{1}{2}$	2	5	11
4	2	3	2	4 $\frac{1}{2}$	»
4 $\frac{1}{2}$	2	2 $\frac{1}{2}$	2	3	»
5	2	2	0	6	12

Agosto. **Dia 30. — Despues de haber pasado malísima noche, por la suma abundancia de mosquitos y por la indecible incomodidad de la balsa, nos largamos á las 6 horas 8 minutos de la mañana, y seguimos navegando aguas abajo con el mayor cuidado, á fin de que no se nos pasase alguna vuelta de las muchas que da el rio, como manifiesta el plano, lo que nos causaba un trabajo tan continuado y molesto que solo los facultativos son capaces de comprender. Á las 6 horas 26 minutos dejamos la banda de un arroyo, que, segun nos dijo el práctico, no tiene nombre. A las 7 y cuarto pasamos por el puerto de Molar : á las 7 horas 20 minutos, por el que llaman de Itanguá. Á las 7 horas 39 minutos dejamos la laguna, que tambien llaman de Itanguá, á la banda del N. Á las 8 horas 45 minutos dejamos á la misma banda otra laguna llamada Yaguapuiayú, que tendrá poco mas ó ménos de un cuarto de legua de largo y algo ménos de ancho : á las 10 y 3 cuartos dejamos á la banda del S. el arroyo Guayracay, y á las 11 pasamos en un paraje á propósito para colocar el horizonte artificial y observar la altura meridiana del sol.**

Las orillas del rio siguen barrancosas y por lo comun muy pobladas de árboles y cañas tacuaras, á excepcion de algunos parajes que forman pequeñas playas de arena, y en muy pocos se ven anegadizos. Continuamente encontrábamos palos secos clavados en el fondo, que nos causaban no poco trabajo, así como muchas ramas que sobresalen de la barranca : esta es en parajes mas elevada que en otros, no pasando, en donde mas, de cuatro varas. El ancho del rio es vario, pues en algunas partes tiene como 40 varas, y en otras no pasa de 25.

Rectificado el instrumento, se halló el cero en los 300 grados 27 minutos 57 segundos 5. Altura meridiana del sol, 54 grados

19 minutos 3 segundos 75, la que dió 26 grados 41 minutos 50 segundos 45 de latitud, atmósfera muy cargada. 1785.

Llegada al paso de N. S. del Rosario de Yuty.

A las 12 horas 23 minutos nos largamos, siguiendo en los mismos términos que por la mañana : las vueltas continuaban casi sin darnos lugar á ponerlas en el papel, muchos raigones nos embarazaban el paso, y era preciso mucho cuidado para que no desfondasen las canoas. A las 3 horas 24 minutos dejamos á la banda del N. el arroyo Yacan-guazú, que pasamos á la ida de Yuty al obraje, donde se hicieron las canoas. A las 4 horas 13 minutos dejamos á la banda del N. un pequeño arroyo, que no tiene nombre, y á las 4 horas 41 minutos llegamos al paso de Nuestra Señora del Rosario de Yuty, habiendo varado en unas piedras que forman un arrecife poco ántes.

Las orillas del rio siguen en los mismos términos que por la mañana : la ramazon que sobresale de las barrancas nos daba bastante que hacer, y por las señales de los árboles se conocia que, cuando el rio está muy crecido, inunda todos los campos inmediatos, subiendo mas de cinco varas.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^do. c^tos.
6 ½	2	2	0	2 ½	3
7	2	3	2	2 ½	»
7 ½	2	3 ½	2	3	»
8	2	3	2	3	15
8 ½	2	2	2	2 ½	»
9	2	0	2	1	10
9 ½	2	3 ½	2	1 ½	»
10	2	4	2	4	»
10 ½	2	4	2	4	»
11	2	2	2	3	8
11 ½	2	1	2	1 ½	»
1 ½	2	3	1	1 ½	16
2	3	0	2	5	»
2 ½	2	3	2	5	20
3	2	2	2	2 ½	»
3 ½	2	3	2	2 ½	»

1785.

H.	Mi.	R.	M.	R.	Fm. etm.
4	2	4	2	3 ½	13
4 ½	2	3	1	3	»

Continuacion de la marcha.

Dia 31. — Á las 6 horas 25 minutos nos largamos, despues de haber embarcado los tres toros charqueados, alguna carne fresca, y los dos carneros que compramos al cura de Yuty, graduando habria suficiente para llegar á paraje donde pudiésemos embarcar víveres en caso de necesitarlos. Continuamos como el dia anterior, sin tener lugar para nada, siempre con el mayor cuidado, poniendo sobre el papel las muchas vueltas que se ofrecian, y apuntando todos los rumbos. Á las 6 horas 39 minutos pasamos por el puerto de Franco, en el que vimos una piragua capaz de cargar de nueve á diez mil arrobas. Á las 7 horas 8 minutos dejamos á la banda del N. un arenal, por donde ántes seguia el rio : á las 7 horas 37 minutos pasamos por el puerto de Cáceres : á las 8 horas 20 minutos empezó á llover, pero tuvimos la fortuna que no continuó : á las 11 horas 13 minutos pasamos por el puerto de Riquelme, y á las 11 horas 30 minutos paramos á comer en una pequeña playa de arena, junto á un arroyo llamado Pirity, cuyas vertientes están inmediatas á las del Aguapey, que desagua en el Paraná, entre Itapua y San Cosme, y ambos nacen de un estero. El ancho del rio y sus orillas, como ayer; muchos raigones clavados en el fondo, y nada mas particular. El cielo estaba muy toldado, y no se pudo tomar la altura meridiana del sol. Á la una y 15 minutos nos largamos : á las 2 horas 15 minutos dejamos á la banda del S. una pequeña laguna ó desaguadero : á las 3 horas 34 minutos dejamos á la banda del N. una boca por donde ántes corria el rio, y en su inmediacion otra por donde salian las aguas : á las 4 horas 17 minutos paramos en el puerto de D. Ignacio Rójas.

Demarcacion de una estancia.

El rio sigue dando muchas vueltas, y con muchos raigones en que continuamente embestíamos. La barranca, como queda dicho, algunas playas de arena muy cortas, y en pocos parajes, pajonal sobre la barranca. En algunas partes no pasaria de 25 varas la distancia de orilla á orilla, y en otras llegaria á 40. En

dicho puerto demarcamos la estancia de D. Ignacio Rójas al S. 14 grados E., distancia un cuarto de legua. 1785.

MES DE SETIEMBRE.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.′	M.	B.	F^do. c^tos.
7	2	0 ½	1	3	8
7 ½	2	3 ½	2	2	»
8	2	3	2	3	»
8 ½	2	3 ½	2	3	8
9	2	1 ½	2	2 ½	»
9 ½	2	2	2	2 ½	»
10	2	6 ½	2	4	»
10 ½	2	3 ½	2	5	11 ½
1 ½	2	4	2	4	»
2	2	1 ½	2	2 ½	16
2 ½	2	6	2	3 ½	»
3	1	6 ½	2	3	12
3 ½	2	5 ½	2	2 ½	»
4	2	4	2	4 ½	»
4 ½	2	1	2	2 ½	»
5	2	3 ½	2	2	»
5 ½	2	3 ½	2	3 ½	10
6	2	2	1	0	»

Continuacion de la marcha.

Dia 1°. — Á las 6 horas 39 minutos nos largamos, estando el tiempo con mucha apariencia de llover : á las 8 horas 29 minutos dejamos la madre principal del rio, y seguimos por un reventadero de 12 á 15 varas de ancho, por donde corrian las aguas con bastante rapidez : á las 8 horas 32 minutos entramos en la madre principal del rio. Á las 9 horas 5 minutos la volvimos á dejar, y navegamos otro reventadero, en el que hallamos muchos raigones que nos dieron bastante trabajo para desenredarnos de ellos. Á las 9 horas 13 minutos caimos á la madre del rio : á las 9 horas 55 minutos dejamos á la banda del S. la boca del rio Arequita, que tiene su nacimiento en un es-

1785. tero en medio campo : á las 10 horas 13 minutos paramos.

Altura meridiana del sol. El tiempo se compuso, y habiendo rectificado el instrumento hallé el cero en los 300 grados 28 minutos 10 segundos; observé 54 grados 57 minutos 10 segundos de altura meridiana del sol, la que dió 26 grados 46 minutos 37 segundos 9 de latitud, atmósfera clara. Hallamos el reloj 25 minutos atrasado.

Parada. A la 1 nos largamos : á la 1 hora 54 minutos dejamos á la banda del S. una laguna de corta extension, que por sus orillas barrancosas mas bien parecia arroyo : á las 2 horas 29 minutos dejamos por la misma banda otro pequeño arroyo : á las 3 horas 40 minutos dejamos por la propia banda una boca que abrieron las aguas, y en ella corrian mas que en la madre principal : á las 3 horas 51 minutos dejamos la correspondiente : á las 4 horas 8 minutos empezó á llover : á las 4 horas 10 minutos dejamos por la banda del S. un pequeño arroyo : á las 4 horas 40 minutos dejamos otro arroyuelo por la banda del N., á cuya hora dejó de llover, habiendo caido una fuerte manga de piedra y mucha agua : á las 5 horas 42 minutos, porque ya no veíamos, paramos.

Las orillas del rio y todo lo demas igual á los dias anteriores.

Lluvia de tempestad. Dia 2. — Amaneció lloviendo y tronando tempestuosamente, con un furioso ventarron, que casi arrancaba los cueros de que llevábamos hecha una pequeña carroza para el resguardo del sol y de las aguas. Así pasamos toda la noche con la mayor penalidad, enteramente mojados, unos encima de otros, y aguardando por instantes que las canoas se llenasen de agua, de la mucha que sin cesar caía de las nubes. El viento cesaba á ratos, y los mosquitos nos molestaban sin tener medio de librarnos de ellos : continuó así hasta las diez, que por haber amainado un poco, pudimos encender fuego á costa de no poco trabajo, para secar nuestra ropa. El tiempo se mantuvo sin darnos esperanza de poder observar, y á las 12 horas 22 minutos nos largamos : á las 2 dejamos por la banda del N. un pequeño arroyuelo : á las 3 horas 29 minutos dejamos por la misma

banda otro mas considerable : á las 4 horas 45 minutos dejamos por la banda del S. una pequeña laguna : á las 5 horas 10 minutos, por la misma banda, otra mayor : á las 5 horas 35 minutos dejamos por la banda del N. la boca del rio Piraporarú, que manifiesta ser de bastante caudal, debiendo resultar esto de lo crecido que lo vimos. Demarcamos su curso al E., y notamos que tendria de ancho, en donde se junta con el que navegamos, como 50 varas : á las 5 horas 54 minutos dejamos por la propia banda una pequeña laguna, y á las 6 paramos. 1785.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	Fdo. cdas.
12 ½	2	»	»	4	12
1	1	5	1	6	»
1 ½	3	0	2	2 ½	»
2	1	5	2	2 ½	»
2 ½	2	2 ½	2	0	8
3	1	6 ½	2	1	»
3 ½	2	4	2	1 ½	»
4	2	0	2	2	»
4 ½	2	1 ½	2	0 ½	13
5	2	0	2	0 ½	»
5 ½	2	1 ½	2	0 ½	»
6	3	0	2	4	16

Confluencia del rio con el Piraporarú.

Hasta la confluencia del Piraporarú navegamos en los mismos términos que los dias anteriores, sin notar ninguna diferencia en las orillas del rio : pero luego que se junta con el Piraporarú, su caudal es mayor, las vueltas algo mas separadas, las barrancas no tan elevadas, no descubriéndose, como ántes, tantas playas de arena; y su ancho en algunas partes sería como de 70 varas.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	Fdo. cdas.
6 ½	3	0	1	0	24
7	3	0	3	0	»
7 ½	2	3 ½	2	5 ½	»

1785.

H.	Mi.	B.	M.	B.	Fos. cos.
8	2	0	2	2	»
8 ½	2	3 ½	2	1 ½	22
9	2	0	2	1 ½	»
9 ½	2	4 ½	2	2 ½	»
10	2	3 ½	2	3 ½	32
10 ½	2	3 ½	2	3 ½	»
11	2	5 ½	2	4 ½	»
1 ½	2	5	2	5	24
2	2	3 ½	2	4	»
2 ½	2	5 ½	2	4 ½	»
3	2	0	2	2 ½	»
3 ½	3	0	2	3 ½	»
4	2	4 ½	2	5 ½	18
4 ½	2	2 ½	2	3 ½	»
5	2	3 ½	2	3	8
5 ½	2	3	2	3	»
6	»	»	1	6	»

Continuacion de la marcha.

Dia 3. — A las 6 horas 20 minutos nos largamos con buen tiempo, aunque fresco. A las 6 horas 55 minutos dejamos por la banda del S. una pequeña laguna : á las 6 horas 59 minutos demarcamos lo mas elevado del cerro de Santa María de Fe, al S. 49 grados O : á las 7 horas 21 minutos dejamos por la banda del S. otra laguna : á las 7 horas 30 minutos dejamos por la banda del N. otra lagunita : á las 7 horas 55 minutos demarqué lo mas elevado del cerro de Santa Rosa al S. 11 grados O. : á las 8 horas 20 minutos dejamos por la banda del S. otra lagunita : á las 9 horas 7 minutos dejamos por la del N. otra : á las 9 horas 13 minutos dejamos por la misma banda un pequeño arroyo : á las 9 horas 25 minutos dejamos por la banda del S. una laguna como las anteriores : á las 9 horas 30 minutos, no llevando mas andar que el de la corriente, echamos la corredera, y andábamos una milla y seis brazas : á las 9 horas 58 minutos dejamos por la banda del N. otra pequeña laguna : á las 10 horas 25 minutos dejamos la principal madre del rio, y entramos por un brazo del mismo, dejando en su inmedia-

cion por la banda del N. un pequeño arroyo : á las 10 horas 40 minutos demarcamos lo mas elevado del cerro de Santa Rosa al S. 8 grados E., y á la misma hora entramos en la madre del rio : á las 10 horas 44 minutos demarcamos lo mas elevado del cerro de Santa María de Fe al S. 25 grados O.: á las 11 dejamos por la banda del N. la boca de un reventadero, y poco despues la correspondiente por donde salian las aguas : á las 11 paramos. 1785.

El cielo, aunque con nubarrones, estaba bueno, y desde luego pensamos en tomar la altura meridiana del sol, para lo que rectificamos el instrumento, cuyo cero le hallé en los 300 grados 28 minutos 10 segundos, y observé 55 grados 45 minutos 30 segundos de altura del sol, que dió 26 grados 42 minutos 26 segundos 5 de latitud, atmósfera clara. Altura meridiana del sol.

Á la 1 nos largamos : á la 1 hora 18 minutos dejamos por la banda del S. una pequeña laguna : á las 2 horas 40 minutos demarqué lo mas elevado del cerro de Santa María de Fe, al S. 12 grados O., y el de Santa Rosa al S. 14 grados E. : á las 3 horas 24 minutos dejamos á la banda del S. una boca del mismo rio : á las 3 horas 35 minutos dejamos por la banda del N. un pequeño arroyuelo : á las 3 horas 57 minutos dejamos por la misma banda otra boca como la anterior, y despues otra correspondiente á la primera : á las 4 horas 8 minutos dejamos por la banda del N. la correspondiente á la segunda : á las 4 horas 38 minutos llegamos al paso de Santa Rosa, en donde el rio se extiende mas, y en su inmediacion hay unas piedras que solo se ven cuando el rio está muy bajo : desde dicho paso al pueblo de Santa Rosa, se computan cuatro leguas. Á las 5 horas 53 minutos paramos. Demarcaciones.

La barranca mas elevada no pasará de dos y média varas; el rio le hallamos muy limpio de raigones en su medianía; su ancho como de 70 varas, sin salir de su cauce. En algunos parajes notamos anegadizos y desaguaderos de varios malezales, y las vueltas no tan frecuentes como ántes, extendiéndose las canchas mucho mas, respecto lo navegado anteriormente, pues hasta 16 minutos seguimos á un rumbo.

1785.

Llegada á la confluencia de dos rios.

Dia 4. — A las 6 horas 35 minutos nos largamos con el tiempo nublado, habiendo llovido parte de la noche, pero sin causarnos mayor incomodidad, porque la lluvia fué sin viento. A las 7 horas 49 minutos llegamos á la confluencia de los dos Tebicuarís guazú y miní : la boca de este, que estaba crecido, tendrá como 60 varas de ancho, y se demarcó al N. 15 grados E. A las 7 horas 54 minutos dejamos por la banda del N. un pequeño arroyo : á las 8 horas 14 minutos dejamos por la banda del S. una boca que corresponde á este rio; y á las 8 horas 43 minutos dejamos su correspondiente. A las 8 horas 51 minutos demarcamos lo mas elevado del cerro de Santa María de Fe, al S. 10 grados 30 minutos E. A las 9 horas 14 minutos dejamos por la banda del S. una laguna : á las 9 horas 17 minutos dejamos por la banda del N. un arroyo que no tiene nombre. A las 11 horas pasamos por un paraje donde hay piedras en el fondo, que nunca se descubren, y la barranca de la parte del N. se compone de ellas. A las 11 horas 58 minutos paramos en la banda del S., frente de una restinga de piedras.

No se tomó la altura meridiana del sol, porque sobre haber llovido toda la mañana, á medio dia estaba todo cerrado.

Continuacion de la marcha.

A la 1 hora 30 minutos nos largamos : á las 2 dejamos por la banda del N. un reventadero, que internando medio cuarto de legua forma una laguna : á las 2 horas 17 minutos dejamos por la banda del S. un arroyo que no tiene nombre : á las 3 horas 3 minutos dejamos por la banda del N. otro : á las 3 horas 9 minutos dejamos otro á la banda del S., y á la misma dejamos á las 3 horas 30 minutos una boca del mismo rio ; y á las 3 horas 35 minutos paramos, porque se preparaba una gran tormenta, que luego descargó sobre nosotros mucha agua. Habiendo cesado de llover, nos largamos á las 5 horas : á las 5 horas 4 minutos estábamos frente de la boca que corresponde á la anterior, cuyo brazo forma una isla como todos los demas. A las 5 horas 13 minutos dejamos por la banda del N. otra boca, y á las 5 horas 39 minutos dejamos á su correspondiente : á las 6 horas 3 minutos paramos, estando lloviendo.

Parada.

1785.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^do. c^ms.
7	2	3 ½	2	2 ½	»
7 ½	2	3 ½	2	3 ½	23
8	2	2 ½	2	3	»
8 ½	2	2 ½	2	2 ½	»
9	3	0	2	4 ½	»
9 ½	3	0	3	0	24
10	2	0	2	3 ½	»
10 ½	2	5 ½	2	2 ½	40
11	3	0	2	6	9
11 ½	2	3	2	5	»
12	2	4 ½	2	3	9
2	2	2	2	2	16
2 ½	2	5 ½	2	3 ½	»
3	2	3	2	4	»
3 ½	3	0	2	5	»
5 ½	2	4 ½	2	4 ½	12
6	2	3 ½	2	4	9

Graduamos que lo mas ancho del rio navegado este dia llegaria como á 120 varas, y lo mas estrecho no pasaria de 60: limpio de raigones todo el cauce, las barrancas como de 2 y média varas las mas elevadas; conociéndose bien que cuando el rio está crecido, las cubre é inunda los campos inmediatos. En varios parajes se veían desaguaderos y anegadizos de los mares cercanos, sin embargo de que ya descubrimos, á una y otra banda del rio, terrenos firmes, propios para ganados, y no tierras bajas y pantanosas, como las inmediatas al rio navegado en los anteriores dias.

Continuacion de la marcha.

Dia 5. — A las 6 horas 50 minutos, habiendo aclarado algo, nos largamos con alguna niebla: á las 6 horas 53 minutos dejamos por la banda del N. un arroyo poco considerable: á las 7 horas 7 minutos dejamos por la banda del S. otro algo mayor: á las 7 horas 21 minutos dejamos otro por la banda del N., y á las 7 horas 30 minutos, por la misma, dejamos el Mbuyapey,

1785. por el que bajan á este rio jangadas de trozos, de á dos y de tres, para formarlas mayores en el rio en que estamos. Á las 8 horas 21 minutos dejamos por la misma banda un arroyo; á las 8 horas 56 minutos dejamos una laguna á la banda del S., y seguidamente á la del N. dos piedras grandes, que cuando está el rio bajo se descubren. Á las 9 horas 22 minutos dejamos por la banda del S. una boca que corresponde á este rio. A las 9 horas 32 minutos dejamos por la banda del N. el arroyo Yaguary, que viene cortando el campo, y no deja de ser de algun caudal cuando entra en este rio.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^co. c^ano.
7	2	3 ½	0	6	»
7 ½	2	0	2	2	10
8	2	3	2	1 ½	»
8 ½	2	3 ½	2	3	»
9	2	4 ½	2	4	10
9 ½	2	5 ½	2	5	»
10	2	5 ½	2	5 ½	10
2	2	0	1	0	»
2 ½	2	2	2	1	8
3	2	5 ½	2	3 ½	»
3 ½	2	3 ½	2	4 ½	8
4	2	3 ½	1	5	»
4 ½	»	»	»	»	»
5	2	3	2	0	»
5 ½	2	3	2	3	8
6	2	1	2	2	»

Parada en el paso Mburicaci.

Á las 9 horas 45 minutos dejamos por la banda del S. la boca correspondiente á la anterior: á las 9 horas 59 minutos dejamos por la banda del N. una laguna, como las anteriores: á las 10 horas paramos en el paso llamado Mburicaci, muy inmediato á la estancia de D. José Antonio Cabáñas, que está sobre la misma barranca.

No se pudo observar la altura meridiana del sol, porque estu-

vo toda la mañana lloviendo, ni pudimos demarcar los cerros de Quiquió y Tatuquá por la mucha cerrazon. 1785.

A la 1 hora 45 minutos nos largamos; á la 1 hora 54 minutos dejamos por la banda del N. un arroyo que se forma por unos bañados no muy léjos: á las 2 horas 39 minutos empezamos á costear una pequeña isla, y á los 2 minutos ya la dejamos por la banda del S.: á la propia banda dejamos, á las 2 horas 54 minutos, un arroyo que no tiene nombre: á las 3 horas 16 minutos dejamos por la banda del N. una laguna que llaman Iberá: á las 3 horas 34 minutos empezamos á costear otra isla, y á las 3 horas 42 minutos la dejamos por la banda del S. A las 3 horas 51 minutos paramos en el paso de Santa María de Fe, en donde tomamos una res y algunos carneros para continuar nuestro viaje; porque el charque que sacamos del paso de Yuty, y el poco bizcocho que embarcamos, fué preciso echarlo al agua, por haberse podrido. A las 4 horas 35 minutos nos largamos: á las 4 horas 49 minutos empezamos á costear una isla que dejamos por la banda del S. á las 4 horas 54 minutos. A las 5 horas 6 minutos demarcamos lo mas elevado del cerro de San Fernando al S. 62 grados 30 minutos O. A las 5 horas 22 minutos dejamos por la banda del N. un arroyo, y á las 6 horas 17 minutos paramos. Continuacion de la marcha. Parada.

Encontramos el rio tan ancho como ayer, las barrancas tan elevadas: en algunas partes se ven limpias de árboles y ramazon, y solo hay sobre ellas pajonal; tambien vimos algunas playas de arena, y varios anegadizos y desaguaderos. Los campos de una y otra banda hermosos, poblados de ganados, bastantes lomas, y algunos cerrezuelos de poca altura.

Dia 6. — Amaneció cubierto todo de una espesa niebla, por cuya razon nos largamos á las 7 horas 21 minutos: á las 7 horas 26 minutos dejamos por la banda del S. un arroyo, y una pequeña isla á las 8 horas 5 minutos: á las 8 horas 25 minutos dejamos por la banda del N. un arroyo: á las 11 horas 8 minutos pasamos por un arrecife de piedras, en donde sondamos nueve cuartas de agua, y cuando el rio está bajo apénas tiene una, descubriéndose muchas piedras de banda á banda. Este Continuacion y parada.

1785. arrecife procede de un cerrezuelo que hay á la banda del N.-E.: á las 12 horas paramos, no habiendo podido observar la altura meridiana del sol, porque toda la mañana estuvo nublado.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^to. c^tos.
7 ½	2	3 ½	0	6	»
8	2	3	2	3	24
8 ½	2	2 ½	2	2 ½	»
9	2	3 ½	2	3	»
9 ½	2	3	2	3	10
10	2	3 ½	2	3 ½	»
10 ½	2	4	2	3 ½	»
11	2	6 ½	2	5	»
11 ½	2	0	2	3 ½	»
12	2	3	2	1	24
2	2	0	2	0	14
2 ½	2	6	2	3	»
3	2	3	2	4 ½	»
3 ½	2	5	2	4	»
4	2	4 ½	2	4 ½	»
4 ½	2	5	2	5	»
5	2	4	2	4 ½	»
5 ½	»	»	1	3 ½	»

Continuacion y parada.

A las 2 horas nos largamos: á las 3 horas 3 minutos dejamos por la banda del N. un pequeño arroyo: á las 4 horas 13 minutos dejamos otro por la banda del S.: á las 5 horas 14 minutos dejamos por la banda del N. una laguna, y á las 5 horas 57 minutos paramos porque no se veía.

Las barrancas y todo lo demas enteramente como ayer, continuando los anegadizos y desaguaderos, procedidos de la creciente del rio. Los campos no tan buenos, por ser mas bajos.

Idem.

Dia 7. — A las 6 horas 20 minutos nos largamos: á las 7 horas 34 minutos dejamos por la banda del S. el arroyo Aguaray, que tiene su orígen en unos malezales inmediatos: á las 9 horas 35 minutos paramos, porque el viento arreció tanto por el N. que las canoas en las canchas que corren N.-S. embar-

caban bastante agua. No pudimos observar la altura meridiana del sol, porque estaba nublado. Habiendo abonanzado algo el viento, nos largamos á las 12 horas 37 minutos: á las 2 horas 7 minutos dejamos por la banda del N. una laguna: á las 3 horas 31 minutos dejamos otra por la del S., y á las 5 horas 50 minutos paramos. 1785.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^do. e^tso.
6 ½	2	4	0	6	»
7	2	5 ½	2	4 ½	24
7 ½	2	5	2	5 ½	»
8	2	2	2	3 ½	»
8 ½	2	4	2	3	»
9	2	2	2	3	»
9 ½	1	2	1	5 ½	22
1	1	6	1	6	24
1 ½	2	3 ½	2	1	»
2	2	3 ½	2	3 ½	»
2 ½	2	1	2	2	»
3	2	5	2	3	»
3 ½	2	1 ½	2	3	28
4	2	3	2	2 ½	»
4 ½	3	0	2	5	»
5	2	5 ½	2	6	»
5 ½	2	4 ½	2	5	»
6	»	»	1	5	»

Hallamos el rio mas ancho que ayer, pues en partes llegaria como á 200 varas, siendo por lo comun de 150 á 200. Las barrancas como los dias anteriores, sin ninguna diferencia, con varios anegadizos y desaguaderos.

Continuacion. Tormenta y parada.

Dia 8. — A las 6 horas 20 minutos nos largamos, habiendo sufrido casi toda la noche contínuas tormentas de truenos, vientos y agua, de las que no pudimos preservarnos de ningun modo, por la suma incomodidad, y falta de abrigo de la balsa. A las 7 horas 53 minutos dejamos por la banda del N. una laguna: á las 10 horas 19 minutos dejamos otra por la banda

1785. del S. y á las 10 horas 49 minutos dejamos otra por la misma banda: á las 11 horas dejamos á medio rio una pequeña isla de sauces, y á las 11 horas paramos.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	Fdo. qdo.
6 ½	2	0	»	4 ½	»
7	3	0	2	3 ½	32
7 ½	2	2 ½	2	4 ½	»
8	2	3 ½	2	3	»
8 ½	2	5	2	4	»
9	2	2	2	3 ½	»
9 ½	2	4	2	3	12
10	3	0	2	5 ½	»
10 ½	2	5 ½	2	6	»
11	2	3 ½	2	4 ½	10
1	2	4 ½	0	4 ½	»
1 ½	2	4 ½	2	4 ½	32
2	2	4 ½	2	4 ½	»
2 ½	2	6	2	5	»
3	2	4 ½	2	5 ½	»
3 ½	2	3	2	3 ½	30
4	2	3 ½	2	3	»
4 ½	2	1	2	2 ½	»
5	2	2	2	1 ½	»
5 ½	2	0	2	1	»
6	2	2	2	1	»
6 ½	»	»	»	5 ½	»

No pudimos observar la altura meridiana del sol, por estar todo nublado.

Continuacion y parada.

A la 1 hora 52 minutos nos largamos: á las 2 horas 7 minutos dejamos por la banda del S. una boca que corresponde á este rio, y á las 4 horas 17 minutos dejamos su correspondiente. A las 4 horas 55 minutos demarcamos lo mas elevado de la serranía de Montiel al N. 63 grados E.; á las 5 horas 45 minutos dejamos por la banda del S. una laguna: á las 6 horas

8 minutos dejamos á medio rio una pequeña isla de sauces que la creciente tenia anegada, y á las 6 horas 10 minutos paramos. 1785.

El ancho del rio, lo mismo que ayer, las barrancas, lo propio; muchos anegadizos llenos de sauces y otros árboles: los campos todos bajos.

Dia 9. — A las 6 horas 15 minutos nos largamos: á las 6 horas 36 minutos dejamos por la banda del S. la boca de un brazo de este rio, por donde igualmente se navega. A las 6 horas 40 minutos nos hallábamos frente de la boca del rio Negro, la cual se demarcó al E.: es como de 20 varas de ancho, y parece que su curso sigue al N. Dicen tiene su orígen en un gran estero que no está muy léjos, que le llaman el Estero Bellaco. Continuacion y demarcacion.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^do. e^tas.
6 ½	1	5 ½	0	6	32
7	1	5 ½	1	5 ½	»
7 ½	1	3	1	4	»
8	2	0	1	5	»
8 ½	2	2 ½	2	1	40
9	1	6	2	1	»
9 ½	2	0	1	6 ½	»
10	1	6	1	6 ½	»
10 ½	1	5 ½	1	6	»
11	1	0	1	2	38
11 ½	1	3	1	1 ½	»
1	2	0	1	»	»
1 ½	2	0	2	0	»
2	1	5	1	6	»
2 ½	1	6	1	5 ½	27
3	1	2 ½	1	4	»
3 ½	1	5 ½	1	4	40
4	1	5 ½	0	3	»

A las 7 horas 3 minutos dejamos por la banda del N. una laguna: á las 7 horas 14 minutos dejamos la boca correspondiente á la anterior: á las 7 horas 40 minutos dejamos la madre Demarcacion y parada.

1795. principal del rio, y seguimos por un brazo bastante ancho, por donde el viento no nos incomodaba tanto: á las 8 horas 5 minutos demarqué lo mas elevado de la serranía de Montiel al N. 66 grados E.: á las 8 horas 30 minutos entramos en la madre del rio: á las 9 horas 23 minutos empezamos á costear una isla que dejamos, á las 9 horas 26 minutos, toda inundada con la creciente del rio: á las 10 horas 13 minutos dejamos por la banda del S. una laguna algo considerable, y á las 11 horas 35 minutos paramos junto á una estancia.

Altura meridiana del sol. Rectificado el instrumento, hallé el cero en los 300 grados 28 minutos 20 segundos, y observé 58 grados 16 minutos 45 segundos de altura meridiana del sol, que dió 26 grados 26 minutos 14 segundos 9 de latitud, atmósfera clara.

Continuacion y parada. A las 12 horas 45 minutos nos largamos sin haber comido ni tomado nada en toda la mañana, porque la carne se habia acabado, y dos carneros que nos quedaron estaban tan flacos que no se podian comer. En la estancia inmediata nada se encontró, y así nos fué forzoso ir en busca de otra en donde pudiésemos matar una res: á la 1 hora 30 minutos empezamos á costear una isla de sauces, que dejamos á los 5 minutos. A las 3 horas 30 minutos dejamos por la banda del N. la boca de una laguna, y á las 3 horas 38 minutos paramos próximos á una estancia, en donde se compró un buen novillo, y nos quedamos aquí para que todos comiesen con descanso.

Descanso. Todo el dia vimos el rio fuera de madre; todos los campos inundados, sin duda de la creciente del rio Paraguay, que debe contener las aguas que bajan; pues advertimos que la corriente era mucho menor que los dias anteriores. En muy pocos parajes se veía barranca, y esta de muy poca elevacion: sin embargo notamos que el álveo del rio sería tan ancho como ayer.

Continuacion. Dia 10. — A las 6 horas 40 minutos nos largamos: á las 8 horas 3 minutos dejamos por la banda del S. una laguna. A las 9 horas 40 minutos dejamos por la misma banda otra: á las 10 horas 40 minutos otra, y por la del N. un arroyo que tiene comunicacion con el rio, aunque esta solo con canoa se puede verificar. A las 11 horas 19 minutos perdimos la madre del rio,

y nos fué preciso navegar fuera de ella, porque la inundacion era tan considerable que por todos lados cubria mucho campo, y por algunos llegaba á formar horizonte, no viéndose mas que algunas islas de árboles: esto no nos hubiera impedido seguir por la madre del rio, si la marejada que causaba el viento recio del S.-E. no lo hubiera estorbado, precisándonos á presentarle popa, único medio de conseguir no embarcasen agua las canoas. Aun en tiempo que el rio no está tan crecido, se extiende bastante en este paraje que llaman la laguna Cané; pero cuando está bajo, las orillas de una y otra banda son barrancosas. 1785.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^tos. c^tos.
7	1	6	1	1 ½	38
7 ½	1	5	1	5 ½	»
8	1	2 ½	1	3 ½	»
8 ½	1	4	1	4	»
9	1	5	1	5	»
9 ½	1	2 ½	1	3 ½	»
10	1	4 ½	1	3 ½	»
10 ½	1	3	1	3 ½	40
11	1	3 ½	1	3 ½	»
11 ½	1	6 ½	1	5	»
12	1	5	1	5 ½	»
1 ½	1	5	0	2 ½	»
2	1	5	1	5	40
5 ½	1	3	1	3	44
6	1	3	1	3	»
6 ½	1	5	1	4	»

Entrada en la madre del rio.

Á las 11 horas 32 minutos entramos en la madre del rio, que se podia conocer por una calle que forman los árboles de sus orillas, en donde continuamos sin sentir el viento, que poco ántes nos habia incomodado tanto, y no veíamos tierra en donde poder atracar para observar la altura meridiana del sol. Á las 11 horas 55 minutos dejamos por la banda del N. una laguna, que nos dijo el práctico conserva bastante agua cuando el rio

1785. está bajo, que se equivoca con él cuando se está algo distante de ella. Á las 12 horas 3 minutos entramos por un reventadero, porque el viento nos estorbó continuar por la madre del rio. Á las 12 horas 12 minutos nos amarramos á un árbol : así comimos un pedazo de carne asada, admirando que en cuanto alcanzaba la vista, no se veía un palmo de tierra por ningun lado, solo parecian los árboles y en algunas partes blanqueaba el agua sobre el pajonal. Á la 1 hora 54 minutos nos largamos. Á las 2 horas 7 minutos salimos de la madre del rio, y continuamos en ella hasta las 2 horas 35 minutos, que fué preciso amarrarnos á un árbol por el mucho viento que causaba bastante marejada capaz de anegar las canoas. Á las 4 horas 57 minutos, habiendo abonanzado algo el viento, nos largamos, y paramos á los 6 horas 35 minutos, amarrándonos á un árbol.

Parada.

Inundacion extraordinaria del rio.

Aunque la inundacion era tan considerable como se ha dicho, asegurándonos el práctico no haber visto otra igual durante el tiempo que ha navegado en este rio, no dejamos de inferir que la madre del rio, en algunos parajes que se conocia, tendria sobre 300 varas de ancho en donde mas, no bajando, en donde ménos, de 200 : la corriente era tan poca que apénas se conocia, y en los árboles se notaba haber bajado el rio como una tercia.

Continuacion y parada.

Dia 11. — Á las 6 horas 10 minutos nos largamos : á las 6 horas 48 minutos empezamos á costear una lista de árboles que, cuando está el rio bajo, es una isla ; y á las 7 horas la dejamos por la banda del N., descubriendo en la misma una barranca de corta extension de una cuarta de altura. Á las 7 horas 58 minutos dejamos por la banda del S. una laguna, que cuando el rio está bajo conserva copia de agua : á las 8 horas 39 minutos dejamos en la misma banda un riacho que no tiene nombre : á las 8 horas 46 minutos sobre la misma barranca, en la propia banda del S., dejamos la estancia de Yédros. Esta barranca es tan alta que aun descubria como dos varas y média : á las 9 paramos en la estancia de Espinola, situada sobre la barranca en la banda del N. Á las 9 horas 13 minutos nos largamos : á las 10 horas 23 minutos empezamos á costear una

barranca que en partes descubria como 3 varas y média de elevacion, y á las 10 horas 54 minutos paramos en el extremo de dicha barranca. 1785.

Rectificado el instrumento, se halló el cero en los 300 grados 28 minutos 22 segundos 5 ; altura meridiana del sol, 58 grados 53 minutos 31 segundos 25, que dió de latitud 26 grados 35 minutos 18 segundos 15 , atmósfera clara. Altura meridiana del sol.

Á las 12 horas 45 minutos nos largamos en busca de la boca del rio, y á las 2 horas 9 minutos llegamos á ella : todo el campo estaba inundado, sin verse mas tierra que la barranca, donde observamos que el agua estaba enteramente parada, y graduamos el ancho del rio como ayer. Todo el dia navegamos sin ver mas tierra que las barrancas que van mencionadas. Como ya quedaba concluida la navegacion del rio, se determinó pasar á la estancia de Yédros, para tratar con su capataz acerca de conducir á los Indios al pueblo de San Ignacio-guazú. En efecto, á las 5 horas 20 minutos llegamos á dicha estancia , habiendo cortado por la inundacion, y desde luego convino dicho capataz en que por las canoas conduciria á los Indios al citado pueblo, á cuyo administrador se le escribió para que les facilitase los auxilios necesarios para conducirse al pueblo de Yuty. Á las 5 horas 35 minutos llegamos á la estancia de Espinola , en donde encontramos al capataz y peones que sacamos de la Asuncion, que con otra caballada habia nueve dias que nos aguardaban. Concluye la navegacion del rio.

Otra tabla.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^do. e^tos.
6 ½	1	4 ½	1	0 ½	48
7	1	3	1	3 ½	»
7 ½	1	3	1	3	»
8	1	3	1	3	40
8 ½	1	4 ½	1	3 ½	»
9	1	5 ½	1	5	»
9 ½	1	3	0	5	55
10	1	3	1	3	»
10 ½	1	2 ½	1	2 ½	»

1785.

H.	Mi.	B.	M.	B.	F^tos. c^tos.
11	»	»	1	0 $\frac{1}{2}$	»
1	1	3 $\frac{1}{2}$	0	5 $\frac{1}{2}$	»
1 $\frac{1}{2}$	1	2 $\frac{1}{2}$	1	3 $\frac{1}{2}$	60
2	1	3 $\frac{1}{2}$	1	3 $\frac{1}{2}$	»
2 $\frac{1}{2}$	»	»	»	3	64

Tan miserable y desdichada es esta estancia, que sin embargo de la indecible incomodidad de la balsa, determinamos ir á dormir á ella, con todo que el viento era tan recio que de ningun modo pudimos conseguir un mediano abrigo, y pasamos la noche como se puede inferir.

Salida de aquella estancia.

Dia 12.—Salimos de la estancia de Espinola como á las 8 horas de la mañana, caminamos continuamente por bañados pantanosos dando muchas vueltas, sin que nos fuese posible tener cuenta con el rumbo, ni ménos calcular la distancia, porque el reloj estaba sin vidrio, y no era posible llevarlo en la faltriquera. Cuando conceptuamos que era preciso mudar caballos, paramos en la costa de una isla de árboles : allí comimos un pedazo de carne seca asada, y luego que hubimos mudado, montamos sin dilacion siguiendo nuestro camino como ántes, por bañados y pantanos, cubiertos de pajanal y espartillo, tierra negra, y muchas islas de árboles que casi se juntan, sufriendo la terrible molestia que nos causaba la prodigiosa multitud de tábanos, mosquitos y jejenes de que estaban aquellos campos cubiertos. Llevamos el rio Paraguay gran trecho á la vista, y solo en donde sus orillas forman barranca, que es en muy pocas partes, tuvimos el camino regular : en lo demas la inundacion todo lo tenia anegado, y por los árboles se conocia que habia bajado mas de una tercia. Média hora despues de puesto el sol, llegamos á la chácara del comandante de la poblacion de Remolínos, graduando haber andado de 12 á 13 leguas.

Arribo á una chácara.

Hasta muy cerca de dicha chácara, en donde encontramos una barraca de uno de los pobladores de Remolínos, no se encuentra estancia ni poblacion alguna : solo la guardia de la Herradura está como á tres leguas de Tebicuarí, sobre la barranca del rio Paraguay, cuya mala situacion para la inunda-

cion tenia á la gente reducida á estar en una canoa. Los caballos llegaron tan maltratados, que causaba no poca compasion ver cómo echaban sangre de las muñecas, que tenian todas desolladas : uno quedó cansado en el camino, y se encomendó al comandante de Remolínos su cuidado. 1785.

Dia 13. — Como á las 8 y média de la mañana montamos á caballo, y desde luego empezamos á pasar dilatados bañados pantanosos, sin embargo que no omitimos descabezar los principales, que aun para los estancieros eran intransitables. Pasamos uno tan considerable, que sobre tener las malas circunstancias que van referidas, llegaba el agua una tércia mas arriba de la barriga del caballo, y era preciso tener un sumo cuidado en no perder la canal, porque al perderla se hubiera seguido caer indefectiblemente. Continuamos así cortando los campos, dando muchas vueltas por entre palmares : todo tierra negra, cubierta de pajonal y espartillo, hasta que llegamos á una chácara de un vecino de Remolínos, en donde se mudó el carguero, y nos detuvimos largo rato aguardando se aprontára un soldado de Remolínos que nos guiase hasta ponernos en paraje que no tuviésemos mayor riesgo de perdernos. Salimos de dicha chácara considerando hacer desde ella á la del comandante de Remolínos de 3 á 4 leguas, y seguimos como ántes por entre difíciles y largos bañados pantanosos, por entre palmares, sin encontrar ninguna poblacion, hasta que, á las 2 de la tarde, poco mas ó ménos, llegamos á la estancia del Dr. Almada, distante de la primera salida 6 leguas y média á 7 leguas. El comandante de Remolínos nos acompañó como 4 leguas, en las que dejamos una mula cansada. Salida. Arribo á la estancia del Dr. Almada.

La horrorosa abundancia de tábanos y demas sabandijas que producen aquellos dilatados pantanos, tenian el ganado de las estancias arremolinado con la cara al viento, para conseguir algun descanso y no padecer con tanto rigor los crueles picotazos de tan feroces insectos. Insectos.

Como el sol calentaba mucho, y era preciso comer y descansar algo, nos detuvimos hasta poco ántes de ponerse el sol, que salimos con la mira de aprovechar la luna, y proporcionar por Un rato de descanso.

1785. este medio á los caballos el caminar con ménos fatiga. Un peon de dicha estancia nos acompañó un corto trecho, hasta pasar dos acequiones de mucho peligro. El primero lo pasamos con fortuna, porque nadie cayó, aunque sus orillas barrancosas y la mucha agua que tenia ofrecian no muy buena suerte: el segundo era lo mismo, mas arriba una cuarta de la barriga del caballo llegaba el agua, y, cuando mas, tendrian tres varas de ancho. Todos pasamos bien, á excepcion de D. Martin Boneo, que por no lastimarse las piernas contra la barranca, largó los estribos, y en un resbalon que dió su caballo no pudo afianzarse, y cayó en tierra al otro lado del zanjon, sin lastimarse nada, porque el caballo no se movió. Al instante montó, y empezamos á caminar por entre espinillares con no poco trabajo: estuvimos muy á pique de perdernos, y atravesamos pantanos horrorosos y bañados dilatados, cubiertos de pajonal, viendo muchas islas de árboles. En pocas partes lográbamos buen camino, siendo lo mas tierra negra con capas de blanquecina. Dejamos algunas estancias en el camino, y por último llegamos á la de D. Luis Baldovínos, á las 10 1/2 de la noche, habiendo andado siete leguas por terrenos muy horizontales, sin que hubiese sido posible tener cuenta con el rumbo, ni ménos evitar el que quedasen en el camino dos mulas cansadas, que dejamos encargadas á aquellos estancieros.

Llegada á una estancia.

Salida de ella.

Dia 14. — Salimos de la estancia de Baldovínos como á las 7 1/2 de la mañana, y despues de haber andado dos leguas por entre palmares, descabezando bañados y pantanos, como los de ayer, y cortando otros en que casi se nadaba, llegamos á una estancia en donde se mudó el carguero, y luego nos dirigimos á descabezar el arroyo Saladillo, que formándose en aquellas inmediaciones de unos bañados, desagua en el rio Paraguay. Verificado esto por terrenos como los anteriores cubiertos en partes de pajonal y en otras de pasto y espartillo con capas de tierra blanquecina, en donde no se manifestaba negra, llegamos á las 2 leguas al arroyo Paray, que nace de unas lagunas, á tres leguas del paso que, como el anterior, desagua en el Paraguay. Hallamos este arroyo muy crecido, cuyas aguas detenidas con

la creciente del citado rio, no causaban mucho trabajo á los caballos al pasarlo: nosotros lo hicimos en una regular canoa, y en poco mas de una hora nos vimos todos en la banda opuesta. Caminamos sin cesar por entre árboles, bastantes islas de estos á la vista, muchos bañados pantanosos, terrenos horizontales, la mayor parte tierra negra con capas de blanquecina, y buenos pastos para los ganados que allí se mantienen de las estancias inmediatas. Caminamos largo trecho por un llano, llevando á la vista, por la mano derecha, las serranías de Acay, Arigua-guazú y Paraguary, la primera mas elevada que las otras dos. Entre 3 y 4 de la tarde llegamos á la estancia que llaman del Rey. Yo llegué tan cansado que no era ponderacion decir que no es posible llegarme á cansar mas: 9 leguas medidas fueron las andadas por caminos tortuosos, aunque á mí me pareció mas lo caminado, bien que esto pudo haber procedido del mucho cansancio, y este del mucho sol que sufrimos, y de lo penoso que es transitar por bañados pantanosos. La caballada llegó una hora despues, habiendo quedado dos caballos en el camino, y otro llegó en estado de no poder continuar.

1785.

Llegada á la estancia del Rey.

Puesto el sol, salimos de la estancia del Rey, y luego pasamos el arroyo Suruví, que se forma de bañados y desagua en el Paraguay: tenia unas palmas atravesadas, y por ellas pasamos, y con algun trabajo los equipajes; los caballos lo pasaron á nado, y sin detenernos empezamos á caminar por terrenos como los anteriores: muchos espinillos, bañados dilatados pantanosos, dando muchas vueltas para salvar otros peores. Despues de haber andado así como dos leguas y média, y pasado por despedida uno considerable, salimos al valle de Cumbarity, hermoso, por las suaves lomas que lo forman, unas con árboles, y otras sin ellos, buenos pastos, tierra negra en partes, y en otras arena, y bien poblado de ranchos. Despues de haber caminado tres leguas por tan hermosos terrenos, llegamos á las diez y média de la noche á la chácara de D. Luis Baldovínos, vecino de la Asuncion, habiendo pasado ántes el arroyo Abay, que tenia poca agua, y sus orillas montuosas: nace de aquellas cercanías, y, como los anteriores, desagua en el Paraguay.

Salida de ella y arribo á otra.

1785.

Llegada á la Asuncion.

A las 8 de la mañana salimos de casa de Baldovínos, y á poco rato despues del valle de Cumbarity, y entramos en un monte agradable: caminamos por él no mucho, despues salimos á un campichuelo, y luego pasamos otro monte de naranjos y otros árboles; salimos al pequeño valle que llaman de la Frontera, bien poblado de ranchos, cuyas gentes se dedican al cultivo de la caña, maíz, mandioca y otros frutos que produce bien el terreno, que por lo comun es arena y tierra colorada: poco despues mudamos caballos, y se despachó la caballada al paraje llamado el Campo Grande, para que desde allí en tiempo oportuno pasase á su estancia. Continuamos nosotros por entre montes deliciosos, dando algunas vueltas por caminos que las aguas han hecho zanjosos y profundos, cuyos lados perpendiculares eran de arena mineral rojiza, el piso de la misma suelto, algo incómodo: á una y otra banda veíamos chacaritas y pequeñas lomas agradables. A las 12 llegamos á la Asuncion, habiendo caminado en esta jornada seis leguas.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.

Convencion entre España é Inglaterra para explicar, ampliar y hacer efectivo el artículo 6 *del tratado definitivo de paz de* 1783, *con respecto á las posesiones coloniales de América : se firmó á* 14 *de julio de* 1786. 1786.

Los reyes de España y de Inglaterra, animados de igual deseo de afirmar por cuantos medios pueden la amistad que felizmente subsiste entre ambos y sus reinos, y deseando de comun acuerdo precaver hasta la sombra de desavenencia que pudiera originarse de cualesquiera dudas, malas inteligencias y otros motivos de disputas entre los súbditos fronterizos de ambas monarquías, especialmente en países distantes, cuales son los de América, han tenido por conveniente arreglar de buena fe en un nuevo convenio los puntos que algun dia pudieran producir aquellos inconvenientes que frecuentemente se han experimentado en tiempos anteriores. A este efecto ha nombrado el rey católico á *don Bernardo del Campo,* caballero de la distinguida órden de Cárlos III, secretario de ella y del supremo consejo de Estado, y su ministro plenipotenciario cerca del rey de la Gran Bretaña : y Su Majestad Británica ha autorizado

Firmado el 14 de julio.

Ratificado el 13 y 17 de agosto siguiente.

Plenipotenciarios.

1786. igualmente al muy noble y muy excelente señor *Francisco, baron Osborne de Kiveton*, marques de Carmarthen, su consejero privado actual, y principal secretario de Estado del departamento de negocios extranjeros, etc., etc., etc., quienes habiéndose comunicado mutuamente sus respectivos plenos poderes, dados en debida forma, se han convenido en los artículos siguientes:

Evacuacion de *Mosquitos, continente é islas adyacentes.*

ART. 1°. — Los súbditos de Su Majestad Británica y otros colonos que hasta el presente han gozado de la proteccion de Inglaterra, evacuarán los países de *Mosquitos*, igualmente que el *continente* en general y las *islas adyacentes*, sin excepcion, situadas fuera de la línea abajo señalada, como que ha de servir de frontera á la extension del territorio concedido por Su Majestad Católica á los Ingleses para los usos especificados en el artículo 3 de la presente convencion, y en aditamento de los países que ya se les concedieron en virtud de las estipulaciones en que convinieron los comisarios de las dos coronas el año de 1783.

Demarcacion de la línea inglesa.

ART. 2°. — El rey Católico, para dar pruebas por su parte al rey de la Gran Bretaña de la sinceridad de la amistad que profesa á Su Majestad y á la nacion británica, concederá á los Ingleses límites mas extensos que los especificados en el último tratado de paz; y dichos límites del terreno aumentado por la presente convencion se entenderán de hoy en adelante del modo siguiente:

La línea inglesa, empezando desde el mar, tomará el centro del rio *Sibun* ó *Javon*, y por él continuará hasta el orígen del mismo rio; de allí atravesará esta línea recta la tierra intermedia hasta cortar el rio *Wallis*; y por el centro de este bajará á buscar el medio de la corriente hasta el punto donde debe tocar la línea establecida ya, y marcada por los comisarios de las dos coronas en 1783: cuyos límites, segun la continuacion de dicha línea, se observarán conforme á lo estipulado anteriormente en el tratado definitivo.

ART. 3°. — Aunque hasta ahora no se ha tratado de otras ventajas que la *corta del palo de tinte*, sin embargo Su Majes-

tad Católica, en mayor demostracion de su disposicion á complacer al rey de la Gran Bretaña, concederá á los Ingleses la libertad de *cortar cualquiera otra madera*, sin exceptuar la *caoba*, y la de aprovecharse de cualquier otro fruto ó produccion de la tierra en su estado puramente natural y sin cultivo, que, transportado á otras partes en su estado natural, pudiese ser un objeto de utilidad ó de comercio, sea para provisiones de boca, sea para manufacturas. Pero se conviene expresamente en que esta estipulacion no debe jamas servir de pretexto para establecer en aquel país ningun cultivo de azúcar, café, cacao, ú otras cosas semejantes, ni fábrica alguna ó manufactura por medio de cualesquiera molinos ó máquinas ó de otra manera: no entendiéndose, no obstante, esta restriccion para el uso de los molinos de sierra para la corta ú otro trabajo de la madera; pues siendo incontestablemente admitido que los terrenos de que se trata pertenecen todos en propiedad á la corona de España, no pueden tener lugar establecimientos de tal clase, ni la poblacion que de ellos se seguiria.

1786.

Concesion de cortar maderas, hecha á los Ingleses.

Será permitido á los Ingleses transportar y conducir todas estas maderas y otras producciones del local, en su estado natural y sin cultivo, por los rios hasta el mar, sin excederse jamas de los límites que se les prescriben en las estipulaciones arriba acordadas, y sin que esto pueda ser causa de que suban los dichos rios fuera de sus límites en los parajes que pertenecen á la España.

Art. 4º. — Será permitido á los Ingleses ocupar la pequeña isla conocida con los nombres de *Casina*, *St-George's Key*, ó *Cayo-Casina*, en consideracion á que la parte de las costas que hacen frente á dicha isla consta ser notoriamente expuesta á enfermedades peligrosas. Pero esto no ha de ser sino para los fines de una utilidad fundada en la buena fe; y como pudiera abusarse mucho de este permiso, no ménos contra las intenciones del gobierno británico que contra los intereses esenciales de la España, se estipula aquí como condicion indispensable, que en ningun tiempo se ha de hacer allí la menor fortificacion ó defensa, ni se establecerá cuerpo alguno de tropa, ni habrá

Se les permite ocupar la pequeña isla de *Casina*.

1786. pieza alguna de artillería; y para que se verifique de buena fe el cumplimiento de esta condicion *sine quâ non*, á la cual los particulares pudieran contravenir sin conocimiento del gobierno británico, se admitirá dos veces al año un oficial ó comisario español acompañado de un comisario ú oficial inglés, debidamente autorizados, para que examinen el estado de cosas (1).

Tienen libertad de carenar sus naves mercantes.

ART. 5º. — La nacion inglesa gozará de la libertad de carenar sus naves mercantes en el triángulo meridional comprendido entre el punto *Cayo-Casina* y el grupo de pequeñas islas situadas en frente de la parte de la costa ocupada por los cortadores, á ocho leguas de distancia del rio *Wallis*, siete de *Cayo-Casina* y tres del rio *Sibun;* cuyo sitio se ha tenido siempre por muy á propósito para dicho fin. A este efecto se podrán hacer los edificios y almacenes absolutamente indispensables para tal servicio. Pero esta concesion comprende tambien la condicion expresa de no levantar allí en ningun tiempo fortificaciones, poner tropas ó construir obra alguna militar, y que igualmente no será permitido tener de continuo embarcaciones de guerra, ó construir un arsenal, ni otro edificio que pueda tener por objeto la formacion de un establecimiento naval.

De pescar en cierto paraje.

ART. 6º. — Tambien se estipula que los Ingleses podrán hacer libre y tranquilamente la pesca sobre la costa del terreno que se les señaló en el último tratado de paz, y del que les añade en la presente convencion : pero sin traspasar sus términos y limitándose á la distancia especificada en el artículo precedente.

(1) Como iguales inconvenientes y abusos pudieran ocurrir en los demas parajes así de las islas como del continente en que se hallasen situados colonos ingleses, ó que tomen esta denominacion, se han convenido las dos cortes de España é Inglaterra, guiadas de la mas verdadera buena fe, y con el fin de apartar perpetuamente motivo de malas inteligencias y discordias que pudiera suscitar el interes de los mismos colonos, que iguales visitas ó reconocimientos á los contenidos en este artículo se hagan en todos los dichos parajes; y en este concepto se han expedido las órdenes por ambas cortes.

1786.

Confirmanse las restricciones del tratado de 1783.

ART. 7°. — Todas las restricciones especificadas en el último tratado de 1783 para conservar integra la propiedad de la soberanía de España en aquel país, donde no se concede á los Ingleses sino la facultad de servirse de las maderas de várias especies, de los frutos y de otras producciones en su estado natural, se confirman aquí; y las mismas restricciones se observarán tambien respecto á la nueva concesion. Por consecuencia, los habitantes de aquellos países solo se emplearán en la corta y el transporte de las maderas, en la recoleccion y el transporte de los frutos, sin pensar en otros establecimientos mayores ni en la formacion de un sistema de gobierno militar ni civil, excepto aquellos reglamentos que Sus Majestades Católica y Británica tuvieren por conveniente establecer para mantener la tranquilidad y el buen órden entre sus respectivos súbditos.

Particularidades sobre bosques.

ART. 8°. — Siendo generalmente sabido que los bosques se conservan y multiplican haciendo las cortas arregladas y con método, los Ingleses observarán esta máxima cuanto les sea posible; pero si á pesar de todas sus precauciones sucediese con el tiempo que necesiten de *palo de tinte* ó de *madera de caoba* de que las posesiones españoles abundaren, en este caso el gobierno español no pondrá dificultad en proveer de ellas á los Ingleses á un precio justo y razonable.

Precauciones sobre contrabando.

ART. 9°. — Se observarán todas las precauciones posibles para impedir el contrabando, y los Ingleses cuidarán de conformarse á los reglamentos que el gobierno español tuviere á bien establecer entre sus súbditos en cualquiera comunicacion que tuvieren con ellos; bajo la condicion de que se dejará á los Ingleses en el goce pacífico de las diversas ventajas insertas á su favor en el último tratado, ó en las estipuladas en la presente convencion.

Facilidades que se conceden á los Ingleses dispersos.

ART. 10°. — Se mandará á los gobernadores españoles concedan á los referidos Ingleses dispersos todas las facilidades posibles para que puedan trasferirse á los establecimientos pactados en esta convencion, segun las estipulaciones del artículo 6° del tratado definitivo de 1783, relativas al país apropiado á su uso en dicho artículo.

1786.

Evacuacion de territorio por súbditos ingleses.

ART. 11°. — Sus Majestades Católica y Británica para evitar toda especie de duda tocante á la verdadera construccion del presente convenio, juzgan necesario declarar que las condiciones de esta convencion se deberán observar segun sus sinceras intenciones de asegurar y aumentar la armonía y buena inteligencia que tan felizmente subsisten ahora entre Sus Majestades.

Con esta mira se obliga Su Majestad Británica á dar las órdenes mas positivas para la evacuacion de los países arriba mencionados por todos sus súbditos, de cualquiera denominacion que sean. Pero si á pesar de esta declaracion, todavía hubiere personas tan audaces que retirándose á lo interior del país, osaren oponerse á la evacuacion total ya convenida, Su Majestad Británica, muy léjos de prestarles el menor auxilio ó proteccion, lo desaprobará en el modo mas solemne : como lo hará igualmente con los que en adelante intentasen establecerse en territorio perteneciente á dominio español.

Término para hacerla.

ART. 12°. — La evacuacion convenida se efectuará completamente en el término de seis meses despues del cambio de las ratificaciones de esta convencion, ó ántes si fuere posible.

ART. 13°. — Se ha convenido que las nuevas concesiones escritas en los artículos precedentes en favor de la nacion inglesa tendrán lugar así que se haya verificado en un todo la sobredicha evacuacion.

Ciertas seguridades recíprocas.

ART. 14°.— Su Majestad Católica, escuchando solo los sentimientos de su humanidad, promete al rey de Inglaterra que no usará de severidad con *los Indios Mosquitos* que habitan parte de los países que deberán ser evacuados en virtud de esta convencion, por causa de las relaciones que haya habido entre dichos Indios y los Ingleses; y Su Majestad Británica ofrece por su parte que prohibirá rigurosamente á todos sus vasallos suministren armas ó municiones de guerra á los Indios en general situados en las fronteras de las posesiones españolas.

Órdenes recíprocas para el cumplimiento de este tratado.

ART. 15°. — Ambas cortes se entregarán mútuamente duplicados de las órdenes que deben expedir á sus gobernadores y comandantes respectivos en América para el cumplimiento

de este convenio; y se destinará de cada parte una fragata ú otra embarcacion de guerra proporcionada para vigilar, juntas y de comun acuerdo, que las cosas se ejecuten con el mejor órden posible y con la cordialidad y buena fe que los dos soberanos han tenido á bien dar el ejemplo. 1786.

ART. 16°. — Ratificarán esta convencion Sus Majestades Católica y Británica y se canjearán sus ratificaciones en el término de seis semanas, ó ántes si pudiere ser. En fe de lo cual, nos los infrascritos ministros plenipotenciarios de Sus Majestades Católica y Británica, en virtud de nuestros respectivos plenos poderes, hemos firmado la presente convencion y hecho poner en ella los sellos de nuestras armas. Hecho en Lóndres, á 14 de julio de 1786. — El caballero DEL CAMPO. — CARMARTHEN.

En 13 de agosto ratificó esta convencion Su Majestad Británica y en 17 del mismo mes del citado año de 1786 la ratificó tambien Su Majestad Católica; habiéndose verificado el canje en Lóndres el 1° de setiembre.

Declaracion.

Declaracion sobre visita.

En el momento del cambio de las ratificaciones de nuestros soberanos de la convencion firmada el 14 de julio último, nos los infrascritos ministros plenipotenciarios hemos convenido en que la visita de los comisarios españoles é ingleses, que se menciona en el artículo 4° de dicha convencion con respecto á la isla *Cayo-Casina,* debe extenderse igualmente á todos los demas lugares, ya sea en las islas ó en el continente en que se hubiesen fijado los cortadores ingleses.

En fe de lo cual hemos firmado esta declaracion y puesto en ella el sello de nuestras armas. En Lóndres, á 1° de setiembre de 1786. — El marques DEL CAMPO. — CARMARTHEN.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

RECONOCIMIENTO DEL RIO PEPIRÍ-GUAZÚ,

POR D. JOSÉ MARÍA CABRER,

CORONEL DE INGENIEROS, SEGUNDO COMISARIO Y GEÓGRAFO DE LA SEGUNDA PARTIDA DEMARCADORA,

EXTRACTADO DE SU DIARIO INÉDITO.

NOTICIA HISTÓRICA.

1789.

Importancia del *Pepirí* en materia de límites.

Determinacion de voces vagas acerca de un rio.

El rio *Pepirí*, de que apénas se hace mencion en las obras de geografía, no carece de importancia en la historia diplomática, por ser el punto céntrico de la línea divisoria proyectada en los tratados de 1750 y 1777.

Por el artículo 5 del primero se convino en que esta línea subiria por las aguas del Uruguay hasta encontrar la boca del *Pepirí*, siguiendo aguas arriba de este rio hasta su orígen principal, y continuando por lo mas alto del terreno hasta la cabecera principal *del rio mas vecino* que desemboca en el *Iguazú*,

ó rio grande de *Curitibá.* Y al ratificar esta disposicion en el artículo 8 del segundo tratado, se determinó el sentido de la voz vaga de *rio mas vecino,* designando el de *San Antonio.* Era, pues, indispensable fijar el curso de ambos rios, para trazar con acierto la línea de demarcacion desde la barra del Chuy hasta la boca del Yaurú. 1789.

Error sobre la segunda partida demarcadora.

En el informe del virey Arredondo (§§ 18 y 19) se dice, que la órden comunicada al jefe de la segunda partida demarcadora, en 13 de abril de 1790, fué ejecutada por Oyárvide; miéntras que del presente diario resulta, que Cabrer dió principio á este reconocimiento el 17 de noviembre de 1788, cuando ya habia terminado el de su compañero Oyárvide (1). El carácter sumamente honrado del coronel Cabrer no permite dudar de sus asertos, y mas bien nos inclinamos á creer equivocado el del virey: á mas de que tan animado es el cuadro de las dificultades y peligros de este reconocimiento, que solo pudo delinearlo el que los habia arrostrado.

Cumplióse el objeto de la expedicion.

El objeto de la expedicion fué llenado completamente, aunque en sentido contrario á lo que se habia estipulado: porque ni el rio San Antonio corre inmediato al Pepirí, ni sus cabezeras están *en lo mas alto del terreno,* sino en un bañado bajo é intransitable.

Noticia sobre el curso del Pepirí.

Se adquirió tambien una noticia mas detallada del curso del Pepirí, que segun el diario nace en la falda de una hermosa colina cubierta de pinos (ó *curis,* como los llaman los Guaranís), por los 26° 10' de latitud; recorriendo tortuosamente (2) un espacio de 44 leguas, que quedarian reducidas á ménos de la mitad si lo cruzase en línea recta. Su navegacion es casi impracticable, por los numerosos saltos y arrecifes que la embarazan, y por la velocidad de la corriente, que empuja las aguas con ímpetu extraordinario hácia el Uruguay.

Cuando el señor Cabrer nos comunicó este artículo, estábamos

(1) Pág. 267 de este tomo.

(2) Esta sinuosidad la lleva expresada en su nombre, que en guaraní quiere decir, « rio que da vueltas, » de *pepí,* torcido, ó *í,* rio.

1789.

Muerte del coronel Cabrer en 1836

léjos de prever que contraíamos la obligacion de anunciar su muerte; ocasionada, segun dicen, por su imprudente confianza en los consejos de un amigo que le recetó un remedio violento sin las precauciones que se requieren para atenuar sus efectos. Estos experimentos, que suelen hacer estragos en las constituciones mas robustas, cortaron muy pronto el hilo de una vida debilitada por los trabajos y los años. No la recorrerémos minuciosamente, porque no lo comporta el plan de nuestra obra; pero tampoco nos excusarémos de bosquejarla, para no incurrir en la nota de ingratos.

Rasgos biográficos del mismo.

D. José María Cabrer nació en 1761 en Barcelona, en cuya academia empezó su educacion, alternando con Azara, bajo la direccion de su propio padre, que de simple profesor de matemáticas llegó á ser teniente general y director en jefe del real cuerpo de ingenieros.

Los aprestos considerables de España para recuperar á Mahon y Gibraltar, que habia perdido en la guerra de Sucesion, interrumpieron los estudios del jóven Cabrer, y lo echaron prematuramente en las filas del ejército.

Destinado á la expedicion de la Jamáica, que se preparaba en Cádiz, al mando del general D. Victorio de Navia, estaba á punto de embarcarse, cuando recibió la órden de pasar al Rio de la Plata, para tomar parte en la demarcacion de límites en la frontera del Brasil.

Llegó á Buenos Aires el dia 1° de enero de 1781, y aprovechó la demora que sufrieron estos trabajos para completar sus conocimientos, y ponerse en aptitud de desempeñar con honor un destino en que tenia que competir con los primeros facultativos de la Península.

Esta inaccion duró hasta fin de 1783, en cuyo año fué á la Banda Oriental á levantar el plano de la laguna Merin, primer punto de arranque de la demarcacion. Dotado de un genio férvido y perseverante, buscaba con ardor las ocasiones para desplegarlo, y no rehusó ninguna, por mas ardua y peligrosa que fuese.

De la division del brigadier Varela se incorporó á la de don

Diego de Alvear, encargado de reconocer el curso del Paraná y del Uruguay, con el territorio adyacente de Misiones. Esta parte de la línea, que dejaron indecisa los primeros demarcadores, fué determinada por los segundos, que triunfaron de todos los obstáculos que les oponia la naturaleza, y el genio apático y caviloso de los Portugueses. 1789.

Cabrer permaneció en este destino hasta el año de 1801, en que volvió á Buenos Aires para recoger el despacho de teniente coronel. Su enlace con una señora de Misiones, y la esperanza de verse pronto en el seno de su numerosa familia, lo llenaban de júbilo, cuando recibió la noticia de la muerte de su padre octogenario, que bajó al sepulcro, acompañado de dos hijos, una hija política y un nieto.

Estas pérdidas simultáneas y el estado político de la Europa le decidieron á establecerse en este país, sin que por esto se enfriase su vivo amor á la patria, que no pudo olvidar en 55 años de ausencia.

Á pesar de la ninguna parte que tomó en los cambios políticos que se verificaron despues, la primer junta gubernativa le nombró para director de una academia de matemáticas, que no llegó á organizarse, y para secretario del estado mayor, que no quiso admitir. Solo en 1831 consintió en aceptar un destino en el departamento topográfico, en cuyo ejercicio murió el 10 de noviembre de 1836, condecorado con el grado de coronel de ingenieros, á que fué promovido en la última época del gobierno colonial.

Ocupado en coordinar los infinitos materiales que habia juntado para la historia de la demarcacion de límites, cifraba su ambicion en dejar este monumento de su aplicacion y del mérito de sus cólegas. Consta de cuatro tomos de mas de 2,000 páginas, ilustrados con muchos planes y mapas, construidos y dibujados por su autor. Esta obra, fruto de ímprobos trabajos y de preciosos documentos auténticos, está inédita en poder de la viuda del coronel Cabrer, de cuyas manos es probable que no tarde en salir para sepultarse en algun archivo secreto. Si así fuera, lo único que quedará para el público de este labo-

1789. rioso oficial, serán estas pocas páginas de su reconocimiento del rio *Pepirí* (1).

RECONOCIMIENTO DEL RIO PEPIRÍ-GUAZÚ.

Nombramiento del coronel Cabrer.

El 17 de noviembre de 1789 se me nombró para el reconocimiento del rio Pepirí, y el dia 19 del mismo mes salí con mi gente del campamento del Ñucurá-guazú, atravesando la ceja de un bosque de 16 leguas, que média entre este punto y la márgen meridional del rio Uruguay, donde se habian hecho construir unos ranchos para el depósito de los víveres. Llegamos á dicho punto el dia 23, y desembarazados de las atenciones y arreglo del viaje, el 8 del siguiente mes dimos principio á nuestros trabajos, con el capitan de artillería y astrónomo Joaquin Félix da Fonseca, que venía por parte de Portugal. Al cruzar el Uruguay para llegar á la barra del Pepirí, que era nuestro punto de reunion, la canoa que conducia nuestras provisiones y equipajes fué arrastrada de las corrientes, olas y hervideros del rio, y zozobró de repente, librando casualmente la vida el dragon que iba de custodia en ella y los Indios remadores. Estos naufragios fueron tan frecuentes en el Pepirí que llegamos á familiarizarnos con ellos. Las volcaduras de las canoas, con pérdida de algunos que no sabian nadar, y siempre con averías de nuestros cortos hatos y comestibles; la dura pension de arrastrarlas en largos trechos por encima de las piedras, con la gente en el agua; la de montarlas á fuerza de brazo, por los innumerables arrecifes y saltos, transportando la carga á hombres por tierra; la contínua batalla y el choque perpétuo de las aguas que habia que vencer; los remolinos peli-

(1) Pedro de Ángelis, *Coleccion de obras y documentos*. Buenos Aires, 1836.

grosos, los hervideros rapidísimos; la anticipada fatiga de sondar y escoger los mejores canales que formaban las islas; la de limpiarlos de la ramazon alta de los árboles de que estaban cubiertos; y finalmente la de remover y apartar los viejos troncos, chopos ocultos, peñascos diferentes, lajas resbaladizas y cortantes, con otra infinidad de estorbos, que detenian á cada paso nuestras pequeñas embarcaciones, etc.; — todos estos incidentes de una navegacion nueva y desastrada nos hicieron emplear hasta el 25 de diciembre en subir la distancia de veinte leguas, sembradas de ciento cincuenta y cinco arrecifes de difícil paso y de dos saltos de mas consideracion, hasta llegar á la altura observada de 25° 51'; siendo el cauce del rio tan tortuoso y quebrado, que la misma distancia, medida por su rumbo directo, que es de N.-E. 1/4 al E., no pasa de siete leguas. 1789.

Un poco mas arriba de este paraje, en la pasada demarcacion del año de 1759, dejaron tambien sus balsas los demarcadores, no siendo el rio de manera alguna navegable por su corto caudal de aguas, la escabrosidad de su fondo y la aspereza de sus barrancas en las márgenes. En la de occidente formamos unos ranchos para depósito de los pocos bastimentos que teníamos, y despachando el 30 algunas canoas, bajo la conducta del teniente de milicias del Paraguay D. Juan José Valdes, por los que considerábamos habria ya en los ranchos del Uruguay, seguimos el 13 de enero de 1790 nuestro reconocimiento, por tierra y á pié, no habiéndolo permitido ántes las lluvias y tormentas casi diarias. (Campamento de las canoas y punto de la salida, latitud observada, 26° 50' 40".)

Una cruz grabada por los demarcadores de 1759.

Doblada una pedregosa sierra con algunos regajos de corta entidad, paramos el 16 á las 3 leguas, despues de haber registrado el desmonte hecho por los demarcadores del año 59, y reconocido en su centro el gran árbol de *tupiá*, con una cruz grabada en su tronco, como marca del término de su exploracion. Y aunque habian pasado tantos años, le faltaban á los brazos y cuerpo principal de dicha cruz muy cerca de dos pulgadas para cerrarse. Acostumbrados en el Paraná á enriquecer y extender nuestros conocimientos sobre los últimos rastros de

1789. nuestros antecesores, mas animosos ahora pasamos adelante, abriendo á repetidos golpes de machete la intrincada y áspera breña, tan difícil de romper en las márgenes y cercanías del rio, del que no podíamos separarnos sin perderlo, extraviándonos por lo interior del bosque. Con la precisa demora de esta diaria ocupacion en el sinuoso *zigzac* que seguimos, eran muy cortas nuestras jornadas ; tanto que por lo regular no excedian de una milla ó média legua, y á veces hacíamos alto en el mismo sitio de la noche anterior, despues de haber dado una gran vuelta con el rio, que pudiéramos haber ahorrado, cortándole por su garganta, si hubiésemos tenido noticia anticipada de ella. Un arroyo no pequeño, con barranca de piedra viva y escarpada, á manera de un muro inaccesible, nos obligó el dia 27, despues de andadas nueve leguas, á pasar con agua á la cintura á la costa oriental, por sobre un salto que era ya el octavo que contábamos. Allí dejamos una cruz para que sirviese de guia á los que nos conducian los víveres, y que aguardábamos con ansia por las necesidades que experimentábamos.

Cruz que puso Cabrer.

Vestigios de infieles

Segun nos íbamos internando, mas erizado hallábamos el terreno de monstruosos peñascos, elevados cerros, lajas acantiladas y simas profundas, y mas se multiplicaban tambien los saltos del rio, que nos obligaban á repasarlo á menudo de uno á otro lado. Siguiendo adelante, crecian las dificultades de nuestra marcha, en la misma razon que los embarazos de nuestra retirada, que, en caso de crecientes, se hacía imposible por los obstáculos que nos cercaban y la falta de auxilios para superarlos. Fuera de que habíamos notado varias veces desde nuestra entrada en el Pepirí, vestigios de infieles, que fueron aun mas frecuentes desde el puerto de las Canoas, cuyas tolderías de distintas y numerosas parcialidades aumentaban nuestro cuidado por estar recien desamparadas, y los fogones aun humeantes: miéntras que nuestras fuerzas se reducian al solo dragon Juan Luéjes (1), y á cuatro

(1) Padre del desgraciado correo José María Luéjes, que fué degollado en la comitiva del general Quiroga.

soldados mas que llevaba nuestro concurrente Fonseca. 1789.

Sin embargo, redoblando nuestra vigilancia, como lo exigia el carácter feroz de aquellos habitantes del bosque y la cortedad de nuestros recursos, repartidos en varios trozos, proseguimos otras cinco leguas de nuestra trabajosa derrota; hallando varios islotes y algunos regajos que se precipitaban de las elevadas quebradas y empinados cerros de ambas orillas, para aumentar el caudal del rio.

Considerando la suma escasez de nuestras provisiones, que consistian en unas 18 á 20 libras de charque, y poco mas de una cuartilla de habas secas; la tardanza del socorro, que tanto habíamos recomendado; la incertidumbre del que nos habia de venir del Uruguay; el general desaliento y la debilidad de nuestra corta comitiva, agobiada del peso de los instrumentos astronómicos, del duro trabajo de romper el bosque, y del cortísimo é insustancial alimento; viendo entre los enfermos que contábamos al mismo capitan Joaquin Félix da Fonseca, que con las piernas hinchadas hasta las rodillas hizo este dia la jornada, cargado por dos Indios en una palanca y en un poncho, del que le hicimos una hamaca: — todos estos inconvenientes, y demas obstáculos que nos circundaban por todas partes, dificultando cada dia mas, ó imposibilitando del todo la continuacion de aquella diligencia, nos hicieron acordar el 30 nuestro regreso, y lo pusimos en práctica el dia siguiente; dejando grabado en el tronco de un grueso árbol de cedro de la costa occidental la inscripcion siguiente: *Saliens in montibus, transiliens colles: quæsivi illum, et non inveni. A.* 1790. Regreso.

Agréguense á lo dicho las gruesas y frecuentes lluvias, los tiempos deshechos de turbonadas, y mas que todo, los furiosos huracanes que arrancaban de raíz los árboles de aquellos bosques seculares. La lluvia era casi contínua, y hubo temporal que se prolongó, aunque con algunos intérvalos, por el espacio de 21 dias. Nos fué preciso usar de la ropa mojada por la imposibilidad de cambiarla; lo que nos hacía mas insoportable el cansancio de las largas jornadas á pié y de las contínuas vigilias: acometidos por enjambres de sabandijas y de insectos vo-

1789. races de sangre humana, que no nos dejaron un segundo de sosiego en todo el tiempo que duró este trabajoso reconocimiento. Sus aguijones ponzoñosos nos cubrian de ronchas picantes, de sarnas contagiosas, en que se anidaban tal vez y se nutrian las ninfas ó gusanos. Cargaron con exceso las plagas de mosquitos, jejenes, tábanos y otras muchas moscas de várias especies, que segun las estaciones se reemplazaban unas á otras en las horas del dia y de la noche.

Llegada á los ranchos de las Canoas.

El 11 de febrero llegamos á los ranchos de las Canoas, no obstante que por la mañana nos dió un fuerte desmayo por la falta de alimento, la fatiga del camino y la fiebre que nos afligia desde tres dias, que solo aflojó el cuarto. Pero permanecimos algun tiempo con la boca y los labios llagados de la fruta del *guembé*, que solo la necesidad pudo decidirnos á comer, y con la plantas de los piés hechas pedazos en los bañados, espinos, riscos, zanjas y cerros escabrosos y eminentes.

Separacion de Fonseca.

Nuestro concurrente Fonseca volvió al campamento general del Ñucurá-guazú : pero nosotros, sin embargo de nuestra triste situacion, resolvimos perecer en aquel inmenso desierto, ántes que desamparar el puesto sin expresa órden de nuestro comisario Alvear.

Cuenta de lo ocurrido.

Dimos cuenta de todo lo ocurrido hasta aquel dia, y del prudente partido que habíamos tomado, remitiendo los mas graves de nuestros enfermos con el mismo Joaquin Félix da Fonseca, que se separó de nosotros el 20, dejándonos cinco soldados, cuatro Indios remeros y dos *Curitibanos*. Á su llegada á los ranchos de la costa meridional del Uruguay, el dia 23, puso todo en conocimiento de su comisario Roscio, quien le mandó el cirujano de su partida para administrarle algun remedio paliativo; ordenándole, que luego que se aliviára volviese á reunirse á nosotros para proseguir el reconocimiento del Pepirí hasta sus últimas vertientes.

Órden de aguardar á Fonseca.

Nosotros recibimos tambien órden de nuestro jefe Alvear, de aguardar al dicho Fonseca ; la que vino acompañada de unas canoas con víveres, que no podian llegar mas oportunamente,

porque apénas contábamos con dos almudes (1) de habas secas para diez Indios, tres Paraguayos con su oficial, y tres dragones. 1789.

La fatal navegacion del Pepirí convenció y obligó á los comisarios de las dos naciones á socorrernos con víveres casi todos los meses, por los muchos que se averiaban y perdian en las contínuas volcaduras de las canoas. La partida portuguesa sufrió mayores desastres que nosotros, habiendo perdido en estos incidentes varios de sus individuos.

Reincorporacion de Fonseca á los exploradores

Tardó Joaquin Félix da Fonseca hasta abril, y solo el 19 de este mes se reunió con nosotros en el campamento de las Canoas. El 23 mandamos al teniente Valdes, al cargo de once canoas, á los ranchos del Uruguay, en busca de víveres, y le entregamos los enfermos, cuyo reemplazo hacía notable falta para las atenciones indispensables ; pero este dia fué muy trágico, como se verá mas adelante.

Preparativos para la nueva exploracion.

Esta misma tarde, y los dos dias consecutivos, se emplearon en hacer los sacos de cuero, para que cada individuo, así de tropa como Indios, acomodase la racion de charque y habas secas que habia de llevar al hombro : la que no podia pasar de treinta y tantas libras, por la escabrosidad del camino, los cerros, despeñaderos, zanjas y bañados que teníamos que transitar. Asimismo se dispusieron las tiras de cuero para asegurar la caja del cuarto de círculo, que uno de los Indios habia de conducir, alternando con los demas por su exorbitante peso y volúmen. Todo quedó listo y en el mejor órden para emprender de nuevo nuestra derrota.

Precauciones contra un atentado.

El 25 por la tarde nos dijo Joaquin Félix da Fonseca, que uno de los Indios de su partida acababa de avisarle que los de la nuestra se habian complotado con los suyos, y estaban resueltos á aprovecharse de la noche para apoderarse de las canoas que estaban reservadas para cualquier evento, y desertarse rio abajo, acobardados de los trabajos y hambres que ha-

(1) La úndecima parte de la hanega que usan los Indios de Misiones Guaranís.

1789. bian padecido en la primera entrada al Pepirí. Este horroroso atentado, del que hubiéramos sido víctimas, nos hizo pensar muy sériamente en nuestra posicion, que era bastante crítica, por no poder castigar el delito, ni tomar un partido violento en el aislamiento en que nos hallábamos. De consiguiente, de comun acuerdo convinimos en colocar un centinela de cada nacion, y de toda nuestra confianza, en las canoas, con la órden de no permitir á nadie, mas que á nosotros, el acercarse á ellas, hasta que resolviésemos al siguiente dia lo que habia que hacer. Efectivamente, luego que aclaró, mandamos á fuerza de brazo varar las canoas, arrastrándolas sobre durmientes por cincuenta varas, tierra adentro, y dejándolas boca abajo con la quilla al aire. Nos desentendimos por entónces de los delincuentes; pero con esta determinacion se les mostró que no les quedaba mas alternativa que llegar á las últimas vertientes del Pepirí ó perecer en el desierto. Sin embargo de este incidente, continuamos nuestras investigaciones el mismo dia 26, y el 7 de mayo estuvimos en el punto de donde nós habíamos retirado el 30 de enero.

Auxilio de víveres. La extraordinaria creciente de los arroyos, causada por las frecuentes lluvias de los dias anteriores, nos obligó á romper por los cerros encumbrados, y las breñas impenetrables, pobladas de la caña nombrada *tacuarembó;* siguiendo la ribera de occidente, cortando zanjas y regajos. En este estado recibimos el 15 un pequeño socorro de víveres, que nos venía del rancho de las Canoas, y con cuya escolta remitimos á este punto unos cuantos Indios enfermos. En los 26° 20' de latitud austral observada, y despues de andadas como cinco millas, llegamos á un arroyo que, precipitándose del cuarto cuadrante, disputaba al rio su magnitud. Lo seguimos algun tanto, pero torciendo demasiado al S.-O., rumbo que nos alejaba mucho de las vertientes del rio *San Antonio*, le abandonamos á média tarde, y tomamos el brazo de N.-E. por ser el mayor.

Salto Catorce. El 22, á las diez millas, subimos una hermosa catarata, que arrojaba el caudaloso torrente por una elevacion de 50 piés, repartido en cuatro caños distintos, al que le llamamos *Salto Ca-*

torce : y remediando nuestras necesidades con una abundante cosecha de piñones, gustoso y saludable *maná* que una próvida mano nos deparó en aquel espantoso desierto, montamos otros tres saltos de menor altura, todos formados, como los anteriores, por la alternada fragosidad y planicie del terreno. 1789.

Cruzamos el 27 el paralelo de 26° 12', donde debia hallarse el *curí* ó pinal de las dichas puntas ó vertientes del citado San Antonio, dos millas mas al O.

El 23 finalmente, andadas otras dos leguas, topamos con un pequeño y barrancoso manantial, cercado de un tremedal arenoso, que da orígen al dicho Pepirí, en los 26° 10' de latitud meridional observada, y que baja de una colina de 400 pasos que, tendida de O. á E., reparte tambien sus aguas al N.

Reconocimiento de una colina.

Trátose luego de reconocer esta colina, y se empleó hasta el dia 31 en examinar su falda oriental, en la distancia de dos leguas. De su extremo nacia un rio como de cinco á seis brazas, con dos y tres cuartas de hondo: — fondo pedregoso, orillas barrancosas, pobladas de grandes *tacuaras;* y que, formando en sus arranques una hermosa confluencia, se dirigia al N.-E. Desde el 1° hasta el 5 de junio examinamos la pierna occidental de la misma cuchilla, que, terminando á las tres leguas, formaba con sus derrames otro rio de mayor caudal que el primero, y que discurria al poniente el largo trecho que alcanzaba la vista.

No están en ella las vertientes del rio San Antonio

Es, pues, evidente que en la dicha colina no están las vertientes del rio San Antonio, que los demarcadores del año de 1759 tan erróneamente supusieron fronterizas é inmediatas. Á mas de que la mayor parte de los soldados de ambas naciones que venian con nosotros, acompañaron á D. Andres de Oyárvide y á Francisco das Llagas Santos en el reconocimiento que hicieron del San Antonio el año de 1788 en nuestra expedicion al Paraná; y todos declararon, conforme á lo que en su relacion dicen los dichos geógrafos Oyárvide y Llagas, que el San Antonio tiene sus primeras puntas en un bañado intransitable, y el Pepirí comienza en la falda de una hermosa, despejada y

1789. seca colina, cubierta de pinos, ó *curís*, como los llaman los Indios.

Retirada á las Canoas.

No habiendo hallado las vertientes del referido San Antonio, el dia 6, á las 8 de la mañana, dispusimos nuestra retirada, enviando ántes unos enfermos, de los que murió uno de hambre y cansancio en el camino. El 10 tropezamos con la segunda conducta de víveres, ó mas bien con los conductores, que, en vez de socorro, nos hicieron mas embarazosa la manutencion de la comitiva. Contábamos ya veintiun dias de marcha, y no pudiendo ser la carga de un hombre, particularmente en aquellos ásperos y pantanosos terrenos, mucho mayor que lo que necesitaba comer en ese mismo tiempo, por mas arreglada que fuese su racion diaria, que solo constaba de catorce onzas (1), era tan poco lo que sobraba, que apénas alcanzaba para el regreso de los mismos que nos debian socorrer. Por último, á fuerza de industria, y supliendo la escasez con alguna caza, aunque poca, las frutas silvestres, miel y otros recursos que nos proporcionaban los bosques, pudimos el dia 19 llegar á las Canoas y el 24 á los ranchos del Uruguay, de donde habíamos salido el 8 de diciembre del año anterior. El 6 de julio entramos en el pueblo de Santo Ángel con toda nuestra partida en la mayor miseria y desnudez, con las piernas hinchadas, el cuerpo cubierto de llagas, y las barbas largas como anacoretas.

Entrada en Santo Ángel.

Entrega de los trabajos durante la exploracion.

Los comisarios, que nos vieron en tan infeliz estado, se compadecieron de nosotros, y nos dieron las gracias por el fiel desempeño de tan importante comision, cuyo resultado era el reconocimiento de unos parajes enteramente ignorados hasta entónces (2). Despues de restablecidos, pusimos en limpio nues-

(1) Extraña providencia de la Junta Superior de esta capital, que sin informarse qué clase de trabajos y fatigas iban á practicarse, y con qué especie de gentes, y sin saber lo que era charque de unos toros flacos, asignaron catorce onzas de charque ó habas secas en las 24 horas á cada uno de los individuos, quedando muy satisfechos de sus buenas disposiciones, etc.

(2) Desde la cruz que grabaron los demarcadores de 1759 (como ya queda dicho) hasta las vertientes del Pepirí, nadie habia estado, y de consi-

tros trabajos, y entregamos á nuestro jefe el plano del Pepirí, y el cuaderno de la derrota con todos sus incidentes. 1789.

Es, pues, en resúmen, todo el curso del Pepirí de 21 leguas á los 15° O.-N. desde su orígen principal, en los 26° 10' de latitud meridional observada, hasta su barra en los 27° 10' 30". La misma distancia no bajaria de 44 leguas si contásemos sus numerosas y complicadas vueltas. Los saltos mas considerables son diez y siete, é innumerables los arrecifes; de suerte que no da média legua de navegacion tranquila y libre de riesgos en toda su extension. Nosotros, aludiendo á no haber hallado el *curí* de las puntas de San Antonio, como queda ya indicado, grabamos en varios árboles la inscripcion que ya se ha visto, de *saliens in montes*, etc.; y en su entrada en el Uruguay, debajo de la plancha de cobre que pusieron los ingenieros de la primera subdivision, dándole mal á propósito el nombre de Pepirí, pusimos: « *Pepirí prædato nomine vocor. A. de* 1790. » Descripcion del Pepirí.

Duró esta trabajosa expedicion siete y medio meses, en que padecimos lo que no es posible expresar: y es de nuestra obligacion manifestar la paciencia, constancia y sufrimiento de todos nuestros compañeros en aquel cúmulo de trabajos, hambres y aflicciones; en particularidad el teniente Valdes, que en el terrible dia 23 de abril, de acuerdo con Fonseca, fué con once canoas al Uruguay á buscar víveres y gente para reemplazar á los enfermos. Con motivo de las lluvias anteriores, habia crecido tanto el rio, que al emprender su marcha, fueron á nuestra vista unas sumergidas y otras empujadas con violencia contra las rocas: siendo lo mas doloroso la pérdida del dragon portugues llamado Cipriano, que desapareció en las olas, á pesar de los esfuerzos que se hicieron para salvarle; causándonos tanto mas sentimiento, cuanto mas recomendables eran las prendas que le adornaban en su temprana edad de 20 años. En aquel conflicto, y en la confusion producida por el murmullo Duracion de la exploracion.

guiente eran desconocidos aquellos desiertos: de ahí provino la equivocacion de que las cabeceras de San Antonio eran fronterizas muy inmediatas con el Pepirí.

1789. de las aguas, los gritos y clamores de los náufragos, unos agarrados á las ramas de los *sarandís*, donde apénas podian sostenerse y resistir á la impetuosidad del torrente, y otros medio ahogados y pendientes de una roca, etc., con la mayor serenidad y destreza nuestro Valdes, con uno de sus milicianos, se arrojó en una pequeña canoa, y asiendo al uno y amparando al otro, libró á muchos de la muerte, sujetando á cuatro canoas que hallándose ya sin tripulacion, eran arrastradas de la corriente.

(Tomo II, cap. 1° *del Diario inédito de la demarcacion de límites*, por el coronel D. José María Cabrer.)

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

DIARIO

DE UNA NAVEGACION Y RECONOCIMIENTO DEL RIO PARAGUAY,

DESDE LA CIUDAD DE LA ASUNCION

HASTA LOS PRESIDIOS PORTUGUESES DE COIMBRA Y ALBUQUERQUE,

POR D. IGNACIO DE PÁSOS.

NOTICIA HISTÓRICA.

1790. Órden de explorar el rio Paraguay.

Á principios de 1790 tuvo noticia el virey de Buenos Aires de varios establecimientos que habian formado los Portugueses en la costa occidental del Paraguay, y para adquirir la prueba auténtica de esta violacion del último tratado de límites, mandó al gobernador de aquella provincia que hiciese explorar el rio desde la Asuncion hasta donde se extendian por aquel lado los dominios de S. M. C.

Nombramiento de expedicionarios.

Se encargó efectivamente al capitan de navío D. Martin Boneo y al piloto D. Ignacio de Pásos de registrar las costas y dar cuenta de sus descubrimientos. El diario que publicamos es el fruto de aquella expedicion, á la que es debido un reconoci-

1790. miento mas exacto del rio Paraguay en el trecho mas ignorado de su curso.

Poblaciones de *Nueva Coimbra* y *Albuquerque*.

Los comisionados hallaron á los Portugueses establecidos en el estrecho de San Francisco Xavier, por los 19° y 53' de latitud; y ademas de esta poblacion, á la que llamaban *Nueva Coimbra*, se les dijo que existia otra mas al norte, nombrada de *Albuquerque*, á 25 ó 30 leguas de la primera y por el mismo costado; pero no se les permitió ir mas adelante, faltando de este modo á un artículo esencial del tratado, que declaraba comun á los súbditos de las dos potencias la navegacion del Paraguay hasta la boca del Yaurú.

Fuerte de Borbon.

Esta doble infraccion obligó al gobierno español á hacer levantar el fuerte de Borbon, entre la Nueva Coimbra y Albuquerque, para no dejar en problema sus derechos al dominio exclusivo de la márgen occidental del rio Paraguay, entretanto que su embajador en Lisboa solicitaba de la corte de Portugal la pronta demolicion de estos presidios. Este arbitrio, léjos de allanar las dificultades, las hizo insuperables', y ya no fué posible contener á los Portugueses en sus avances.

Usurpaciones de los Portugueses.

Sin hacer caso de las reclamaciones del virey de Buenos Aires, habian pasado el Piratiní, ocupado la márgen septentrional del Guaporé, la oriental del rio Barbado, y trasplantado sus establecimientos de Matagroso al territorio de Móxos y Chiquítos.

Confusion de límites.

Mucho ántes que estallase la guerra de la Independencia, ya no se hablaba mas de límites, y los nuevos gobiernos, que han heredado de los derechos de sus respectivas metrópolis, tendrán que emprender grandes trabajos para fijarlos. Cuando llegue esta época, se sentirá la utilidad de estas publicaciones, que aunque incompletas, ministran datos importantes para hacer cumplir los tratados.

Con esta expedicion á los fuertes de la Nueva Coimbra y Albuquerque terminaron los trabajos de demarcacion, y se continuaron con mas actividad los reconocimientos al sud de esta provincia.

Se aprovechó la reunion de tantos facultativos, para romper

el velo que cubria á los ojos mismos de los administradores el territorio que les estaba encomendado. Los amagos de una guerra marítima hizo sentir á España cuán urgente era abrir comunicaciones terrestres entre las várias partes de sus vastos dominios transatlánticos, y se organizaron expediciones para explorar los puntos mas retirados, que nunca fueron visitados ó solo lo habian sido por los misioneros.

1790. Organizacion de expediciones.

Nada se omitió para aumentar los conocimientos; pero no tardaron las cosas á volver á su antiguo estado, y la única recompensa que se dió á los que habian tomado parte en estas empresas, fué la indiferencia y el olvido.

El autor de este diario, mas desgraciado que sus compañeros, desapareció con toda su familia al regresar á España en la fragata *Mercédes*, que se hundió en el Océano (1).

NAVEGACION DEL PARAGUAY.

Dia 19 *de julio, lúnes.* — Hallándose el botecito del capitan del puerto D. Juan de Machain esquifado con la gente y guarnicion necesaria, pasó al puerto del Castillo á hacer la charqueada : la que no habiéndose podido verificar, á causa del ganado tan flaco que trajeron, se determinó hacer solo el suficiente, para con él poder emprender nuestro viaje y llegar á charquear en la primera estancia de la costa de rio arriba. En este concepto, el Sr. D. Martin Boneo, teniente de navío de la real armada, y yo el segundo piloto de la misma, pasamos á caballo el lúnes 26 del corriente, para embarcarnos y emprender nuestro viaje el dia siguiente.

Disposiciones de marcha.

Dia 27, *mártes.* — Se mantuvo el viento al N. fresco, y no permitió la salida : dormimos á bordo.

(1) PEDRO DE ÁNGELIS, *Coleccion de obras y documentos*: Buenos Aires, 1836.

1790.

Zarpan del puerto del Castillo.

Dia 28, miércoles. — Como á la una de la madrugada llamó el viento al O., con turbonada de agua y relámpagos, y habiendo despejado, afirmó el viento al S. : á las 3 horas 15 minutos de la madrugada dimos la vela del citado puerto del Castillo, sin poder llevar el rumbo por la oscuridad y falta de auxilios para ello.

Guardia del San José.

Amaneció este dia nublado y garuando, y así seguimos á la vela : á las 6 horas 15 minutos pasamos la guardia del San José, desde donde se dirige el rio al E. y N. 1/4 E., cuya direccion con el primer cuadrante hemos seguido desde la salida, segun he estimado, en vista del viento S. y la proa, graduando el andar del bote de 3 á 4 millas marítimas por hora.

Medida de la corredera.

La medida de la corredera consta, para cada milla marítima, de 50 piés 8 pulgadas ingleses, correspondientes á 1/2 minuto de los 120 medios minutos de que consta la hora, y correspondiendo á cada milla marítima 2,216 2/3 varas castellanas : dividida la corredera en décimos, esto es, la milla en 10 partes, resultarán con mas puntualidad las varas que corresponden á los minutos de tiempo andados, como aparece en la tablilla.

Á las 7 horas y 8 minutos empecé la derrota; á cuya hora eché la corredera, y anduvimos 2 millas 6/10 piés, cuando ya el viento era ménos fresco, y, segun las vueltas, se hacía preciso ya bogar, ya ir á la sirga y ya á la vela. La distancia de la tablilla está graduada segun y con arreglo á estas alteraciones.

Guardia de Arecutacuá.

Á las 8 horas 6 minutos pasamos por la guardia de Arecutacuá, y á la 1ª 4ª 48' quedamos N.-S. con la boca del arroyo de Tobatiní : á las 5 horas 26' paramos en la costa oriental de una isla barrancosa, cubierta de mucha arboleda y tacuaras, en la que hicimos noche.

Yo quise emprender una derrota en lo que cupiese lo mas arreglado que pudiese ser : pero luego que por falta de viento se hizo preciso bogar, no pude conseguir se me afijase la aguja. El bote chico, el modo tan extraño de bogar, distinto del que usan nuestros marineros, siendo esto á golpes estrepitosos que hacen balancear continuamente el bote, y el gobierno tan poco

fijo del timonel, procedente de la boga desigual y poco manejo en la materia, me ocasionaban para solo un trabajo á que no podia atender, ni de su resultado sacarse cosa arreglada. Al mismo tiempo el caminar de noche me proporcionaba, para seguir mi derrota, pequeños retazos sin puntos fijos para continuarlos al amanecer; cuyos obstáculos me han precisado á solo sujetarme á observar latitudes, describir los acaecimientos particulares, y dejar la derrota para, si se me permitiese de rio abajo, practicarla con mas arreglo. 1790.

Ahora solo diré, que habiéndose mantenido todo el dia el viento al S. fresco, hemos conservado la vela en todas las vueltas que nos lo permitia la poca elevacion de las márgenes orientales del rio é islas que hemos costeado, siendo várias las que hemos visto con las que apoca ó angosta el rio su anchura.

En algunas partes notábamos que las márgenes oriental y occidental del rio se elevan algun tanto con monte espeso, formando en partes pequeñas barranquecitas, cortadas por el batidero de las aguas.

Las islas, que han sido várias, son de poca altura; muchas en las crecientes quedarán anegadas, y algunas otras algo elevadas con espeso bosque tacuaral ó sauces.

Dia 29, *juéves.* — Á las 3 horas de la madrugada, estando el tiempo medio lluvioso, con algun viento, aunque flojo por el S., nos largamos á vela y remo; y así seguimos todo el dia, como tambien á toda vela, á causa del poco viento y monte que lo impedia, dirigiéndose las vueltas del N.-N.-O. al E., siendo las mas del N. al N.-N.-E., N.-E. y E. Á las 5 horas 10 minutos paramos en la costa oriental del rio, en el pié de una barranca poblada de mucha maleza. Continuacion y parada.

El rio se ha conservado este dia con bastante anchura, siendo en partes de 700 á 800 varas de ancho, y en otras de 500, cuya angostura es formada por las várias islas que á cada paso se encuentran, que dividen el rio en dos brazos. Anchura del rio.

Dos entradas de pequeños riachos hemos visto en la costa oriental del rio, cuyos nombres se ignoran, y dicen que se internan muy poco.

1790. Las márgenes de una y otra banda del rio son de una pequeña elevacion, al parecer sujetas á inundarse en tiempo de crecientes, como lo demuestra el espeso bosque que los cubre; cuyos árboles conservan señales hasta donde los cubrió la última creciente : bien entendido que esta corta elevacion es muy desigual, pues ya se ve costa rasa, y ya alguna barranquita, alta como de 6 á 8 varas.

Dia 30, *viérnes.* — A las 3 horas 27 minutos de la madrugada nos largamos con el viento calma, al remo, y la neblina espesa : á poco rato, no viéndose el camino que habíamos de seguir, y presentándose tres bocas, paramos hasta las 5 horas 54 minutos, que habiendo aclarado y adelgazádose la niebla, dimos los remos, haciendo el rumbo del N. por un canal del rio como de 300 varas, formado por la costa oriental, y una isla de corta elevacion, aunque de espeso bosque y maleza.

Continuacion : parada en la guardia Ipitá. Salió el sol, y quedó el tiempo claro y sin niebla, y continuamos por el N. y N.-N.-O. hasta las 7 horas 10 minutos, en que concluyó la isla, formando barranca despoblada de árboles, y entramos en el rio grande, siguiendo siempre islas largas que dividen el rio en varios canales; siendo el en que navegamos de 500 á 600 varas de ancho. A las 9 horas 53 minutos llegamos á la guardia Ipitá en donde paramos, habiendo hecho los rumbos del N.-N.-O., N. y N. 1/4 N.-E.

Mucho bosque, y de terreno desigual, es el consistente de ambas márgenes y de las islas, sin otra cosa particular.

Aquí se despachó á un soldado de la guardia con el timonel, á llamar al capataz de la estancia de D. Francisco Mais, para que viniese á tratar de charquear.

En este paraje tomé la altura meridiana, cuyos datos son los siguientes :

Altura meridiana.

Cero del circular,	177° 50' 50"	
Altura doble, sol,	84 20 30	
Latitud austral,		24° 35' 38"

Una charqueada. *Dia* 31, *sábado.* — Este dia amaneció nublado; arrimaron algunas reses y se empezó la charqueada : hasta las tres de la tarde estuvo el viento al E., desde cuya hora llamó al O. con

truenos, relámpagos y agua, que descargó desde las cinco hasta la média noche sin mas novedad. 1790.

Dia 1° de agosto, domingo. — Amaneció claro y en calma, y continuamos la charqueada. Continúa. Altura meridiana.

Cero del circular, 177° 53' 5"
Altura doble, sol, 83 23 »
Latitud austral, 24° 35' 59" 9

No ocurrió novedad.

Dia 2, lúnes. — Amaneció claro, el viento calma : á las 10 llamó al N.-O. y se continuó la charqueada. Id. Id.

Cero del circular, 177° 53' 5"
Altura doble, sol, 82 50 50
Latitud austral, 24° 35' 35" 9

Hubo otro N. fresco.

Este dia, á las 10 de la mañana, llegaron á este paraje seis canoas con Indios Payaguás, Sarigues y Guanás. Estos en dos canoas pasaban á la villa de Belen, y los Sarigues al Itapucú. Seis canoas con Indios.

Dia 3, mártes. — Amaneció claro y en calma, y se continuó la charqueada.

A las 9 llegó el bote de D. Vicente Ignacio Acosta y se amarró junto á nosotros; lleva destino á la villa de la Concepcion. Llegada de un bote. Altura meridiana.

Cero del circular, 177° 53' 5"
Altura doble, sol, 82 20 40
Latitud austral, 24° 35' 44' 6

No ocurrió cosa particular.

Dia 4, miércoles. — Amaneció el tiempo claro y en calma.

Cero del circular, 177° 53' 5" Altura meridiana.
Altura doble, sol, 81 48 15
Latitud austral, 24° 35' 32" 2

Este dia se acondicionaron algunas *chiguas* del charque y se embarcaron, sin otra novedad.

Dia 5, juéves. — El dia se mantuvo claro, la ventolina al E., y se procuró acondicionar el charque, que se halló seco. A las 9 horas llamó el viento al N. fresco, que duró hasta el anochecer, á cuya hora quedó acondicionado y embarcado el charque, y preparados para caminar el dia siguiente.

1790. No tomé la altura meridiana á causa del mucho viento.

El bote de D. Vicente Ignacio Acosta caminó este dia al amanecer.

Continuacion, al remo. *Dia* 6, *viérnes.* — Amaneció con algunas nubes el viento N.-N.-E., y nos largamos al remo á las 4 horas 10 minutos de la mañana, atravesando á poco trecho de la guardia un canal ó riacho que queda á la parte del E., que se forma á poco en laguna y sigue en estero : todo lo que es causa de que se forme la isla larga que vamos costeando por la parte oriental, en la que paramos á las 11 horas á causa del viento N. fresco que soplaba. Esta isla echa una punta ó banco de arena, que se avanza en punta rasa al rio, como un tiro de fusil, que causa algun trabajo el montarla, y es la única playa que he visto hasta aquí : frente á la que, por el rumbo del N.-N.-O. se dirige el canal principal del rio, formando una isla con la que seguimos, costeando un riacho que sigue su direccion del N.-E. al N.-N.-E.

Aquí pasamos el bote de D. Vicente Ignacio y el del pueblo de San Estanislao, que nos habia pasado el miércoles á la oracion. Va por nuestra proa á una distancia muy corta, y á nuestra vista.

Á las 12 horas 56 minutos dimos los remos, y á la 1 hora 36 minutos volvimos á parar, por estar muy fresco el viento N. hasta las 3 horas 23 minutos, que, habiendo abonanzado, caminamos al remo. A las 5 horas 10 minutos pasamos una pequeña boca como de 25 á 30 varas de ancho, y es en donde concluye la isla que desde la salida costeamos : esta isla está de nivel con la costa, poblada de igual bosque, y con barranca en partes. A las 5 horas 45 minutos paramos en la costa oriental del rio, al pié de una barranca de 8 varas de altura. Los rumbos han sido al N.-O. los dos primeros, y al N.-N.-E. y en este último el mayor.

Parada.

Islas. Las islas de este dia han sido bastante largas, desiguales en su altura y bosque.

Continuacion. *Dia* 7, *sábado,* — Como á las 10 horas 15 minutos se nos presentó una turbonada de viento por el O. con truenos, relámpa-

gos y recia agua, que duró como hasta las 3 de la madrugada, con lo que amaneció nublado, el viento flojo al E.-S.-E. A las 6 horas 23 minutos dimos los remos, siguiendo nuestro camino por entre várias isletillas rasas, cubiertas de sauces pequeños, siendo la costa oriental en esta parte rasa, de puro anegadizo y bañado, notando en donde principiaba ya á elevarse una pequeña boca de estero cubierta de camalote: continuando al remo y á la sirga, hasta las 10 horas 18 minutos que paramos á comer la gente, por estar el viento al N.-E. fresquito, y presentarse la corriente con alguna fuerza. A la 1 hora 5 minutos nos largamos al remo y sirga, y así continuamos hasta las 3 horas 40 minutos, que llegamos al puerto de Cuarepotí, del que dista la villa de este nombre como média legua. 1790. Llegada al puerto de Cuarepotí.

Lia 8, *domingo.* — El cielo estaba cubierto de nubes y el viento calma: á las 7 horas 10 minutos, despues de haber muerto una res, nos largamos al remo y á sirga en partes, hasta las 11 horas 50 minutos, que paramos á comer. Continuacion.

Luego que pasamos las tres primeras vueltas, en las que por la parte occidental dejamos várias islas, seguimos por el rio, viendo libre la costa occidental, que es baja y anegadiza, y la oriental de alguna altura, barranca y espeso bosque como la occidental.

La corriente se nota pasa con mas fuerza en este paraje, en donde corren las aguas sin interrupcion de islas, considerando de 600 varas el ancho del rio en este lugar. Anchura del rio.

Los rumbos hasta aquí han sido del N.-O. al N. y N.-N.-E.

Á la 1 hora 16 minutos nos volvimos á largar: á las 2 horas 36 minutos, habiéndose preparado una turbonada por el S.-O., paramos al abrigo de una barranca: á poco rato descargó en agua y truenos; y viendo no traía malicia, volvimos á largarnos á las 3 horas 10 minutos, dando la vela y remo á fin de aprovechar el viento que, aunque flojo, apuntaba por el S. Siguió siempre el agua á ratos, y el viento casi calma, pero el tiempo revuelto y con apariencias de mucha agua. A las 5 horas 56 minutos paramos en un riacho que se forma primero y con la misma direccion de la costa oriental, con una isla rasa en la Lluvia de tempestad.

1790. misma direccion, la que se halla cubierta de camalotal. Est costa de que hablo, que es la oriental del rio, lo mas hasta aqu ha sido de barranca tajada al rio, de seis á ocho varas de eleva cion, no en todos parajes, sino en partes, pues es bien notable l desigualdad del terreno. A poco rato descargó el agua, qu amenazaba, la que duró toda la noche. Los rumbos han sido a N.-O. 1/4 O. y N.

Continuacion. *Dia* 9, *lúnes*. — Amaneció lloviendo, cargado de nubes, y e viento calma: á las 6, habiendo cesado el agua, nos largamos á remo y sirga, hasta las 11 horas 57 minutos, que paramos á comer. Desde la salida lo mas ha sido sirgadero por el pié de la barranca, y monte de alguna mayor elevacion que los anteriores dias, dirigiendo el rio sus vueltas con mas rectitud, dilatándose por los rumbos del N.-O. 1/4 O. al N.

Islas. Las islas, que al parecer forman la costa occidental, han sido ménos. Llamo islas á las que forman la costa occidental, porque se nos presentan á veces bocas y pequeñas entradas de riachos y de islas: lo cierto es que nada podré decir de dicha costa, porque jamas se ve.

Lluvia. Parada. Toda la mañana nos ha molestado el agua, que á ratos descansaba, y sigue el aparato como para mas, pero sin viento. A la 1 hora 35 minutos salimos, haciendo el rumbo del N. y N.-O. 1/4 N., por el que paramos en el pié y remate de la barranca de esta costa oriental, á las 4 horas 35 minutos. Desde este paraje se presenta la costa oriental muy rasa, cubierta de camalote y pajonal, sin arboleda, toda anegadiza, y es la que va á dar á la boca del rio Xejuí. El baqueano tuvo á bien hacer noche aquí, á causa de no darnos ya el dia lugar á poder tomar otro paraje donde se encontrase leña: aquí forma un recodo el rio, dirigiéndose al O. 1/4 N.-O. y O.-N.-O.

Tempestad por la noche. Á las 10 horas de la noche empezó el agua con truenos y relámpagos, durando con fuerza toda la noche; como asimismo una gran furia de mosquitos.

Continuacion. *Dia* 10, *mártes*. — Amaneció lloviendo: á las 6 horas 25 minutos nos largamos al remo y vela con el viento al N.-E. flojo, y seguimos el O. 1/4 N.-O., costeando una isla muy rasa,

cubierta de camalote, que se halla inmediata á la costa del N. del rio y frente á esta. En donde concluye el rumbo del O. 1/4 N.-O. y O.-N.-O. se acaba otra isla, en medio rio, algo mas próxima á la costa occidental, y es la que forma este recodo, pues el brazo que queda entre ella y la costa occidental se dirige de N. á S. En este paraje se ve lo contrario que hasta aquí he notado, y es que la costa oriental ó N. del rio Xejuí es rasa, muy anegadiza, cubierta de pajonal y camalote, sin árboles, y la occidental, aunque no muy alta, pero de un bosque espeso. A las 8 horas 20 minutos pasamos la boca del rio Xejuí, que es de corta extension, y la costa S. de dicha boca echa al rio una punta rasa, cubierta de agua con muy poco fondo, que se introduce en el rio principal como 200 varas, cuya distancia gradúo tenga el rio Xejuí en su boca; de donde sigue la costa oriental del rio Paraguay, rasa, anegadiza y de poca arboleda, aunque mas adentro ya se ve el monte. Aquí angosta el rio Paraguay bastante, quedando como de 400 varas, y su canal se aproxima á la costa occidental; pues segun he notado, aun con este botecillo no pudimos aproximarnos á la boca del Xejuí, por lo muy aplacerado que es, siguiendo este placer en distancia como média legua hácia el N. A las 11 horas 30 minutos paramos al pié de una pequeña barranca. En la costa oriental el viento se hallaba á esta hora por el E.-N.-E. bien fresco, que nos impedia caminar: luego que se está frente á la boca del Xejuí, se ve que la costa occidental del rio está poblada de puras palmas que forma el monte espeso, y la tierra es de pequeña barranca pero anegadiza: sigue el rio angosto, como dije.

1790.

Islas.

Boca del rio Xejuí.

Angosta el rio Paraguay.

A la 1 hora 57 minutos nos largamos á la toa, en cuya hora estaba el viento bien fresco por el E.-N.-E., y á las 2 horas 50 minutos nos vimos obligados á tomar puerto al pié y abrigo de una barranca en la costa oriental del rio: á las 4 horas 22 minutos, habiendo calmado el viento un poco, nos largamos al remo, hasta las 5 horas 18 minutos, que paramos al pié de una barranca, en la costa oriental, cubierta de espeso bosque.

Parada.

Los rumbos han sido desde el O. 1/4 N.-O., N.-N.-O., N.-E.,

Rumbos. Islas.

1790. y E. 1/4 N.-E., habiendo dejado algunas islas de bosque espeso y alto á la parte occidental.

Continuacion. *Dia* 11, *miércoles.* — A las 4 horas 35 minutos de la mañana nos largamos al remo, y amaneció cubierto de niebla y en calma: á las 8 horas 25 minutos pasamos una boca de riacho ó estero, cubierta de puro camalote, que se interna en rectitud de média milla adentro, y desagua en esta costa oriental; y al N. sigue ó empieza un palmar, que dicen ser ya tierras de Icuamandiyú, y es donde D. Pedro García tiene su estancia, como média legua adentro de la costa. Hasta aquí se ha dirigido el rio en repetidas vueltas, causadas por la diversidad de islas que forman la costa occidental, con cuyo motivo angosta el canal del rio: asimismo la costa oriental hasta este paraje, en distancia de média milla de la ceja del monte que sigue adentro, ha sido puro bañado, costa rasa cubierta de camalote, que formaba una vista agradable por su verdor, viendo intermedios en esta distancia que formaban lagunas y riachos. Los rumbos hasta aquí han sido desde el E. 1/4 N.-E., N.-E., N. y N.-N.-O., que es el que seguimos en la vuelta que llevamos á la sirga por la barranquita del palmar de Icuamandiyú, hasta las 9 horas 55 minutos, que habiéndose presentado una gran laguna y un bañado formado por una costa rasa que se aparta del monte, dimos los remos. A las 11 horas 7 minutos apuntó la ventolina al S.-S.-E. floja, y dimos la vela: á las 11 horas 45 minutos volvió á calmar, y seguimos al remo: á las 12 paramos á comer.

Rumbos.

Á la 1 hora 24 minutos volvimos á caminar al remo, hasta las 4 horas 5 minutos, que paramos al pié de una barranca de 8 á 9 varas de altura, despoblada de árboles, para esperar una res, que se mandó traer de una estancia que estaba inmediata, de un F. Espinola.

Costa occidental. Este dia hemos visto la costa occidental del rio, que se nos ha presentado en partes con una mediana barranca, cubierta de espeso bosque.

Id. oriental. La costa oriental no ha sido tan poblada de bosque, y en parte la barranca ha sido despoblada, y solo con algun camalote ó pajonal chico.

Las islas han sido bastantes, que han motivado las várias vueltas y recodos desde el E. 1/4 N.-E., por el N. al O. 1/4 N.-O.: y volviendo al N., seguimos en vueltas hasta el E.-N.-E. 1790. Muchas islas.

Á las 5 volvieron de la estancia sin haber encontrado al dueño, y nos largamos á la sirga hasta las 5 horas 57 minutos, que paramos al pié de la barranca oriental y entrada de un pequeño brazo del rio que le forma una isla grande. Parada.

Dia 12, *juéves.* — A las 4 horas 7 minutos de la mañana salimos al remo: amaneció claro y la ventolera al E., con la que dimos la vela por llevar el rumbo en el cuarto cuadrante, á causa de un bañado y juncal grande que sale afuera de la costa y angostura el canal, estrechándolo con la costa occidental. A las 6 horas pasamos la boca de un pequeño riacho que entra en la costa oriental; no saben su nombre, y ántes, mas abajo, dejamos una laguna grande, y otro boca de riacho que asimismo entra en dicha costa oriental. El canal que queda en este paraje, esto es, el ancho del rio, desde donde se puede navegar con este botecillo y la costa occidental, será como de 300 varas cuando mas, siendo esta costa algo elevada y de un bosque espeso. A las 7 horas 5 minutos hicimos el N.-E., por lo que arreamos la vela, y seguimos á la sirga y al remo: á las 8 horas 33 minutos dejamos en la misma costa una entrada de riacho cubierta de camalote, pero se conoce entra adentro, pues sigue de uno y otro lado el monte y la barranca que le forma el canal á dicho riacho: no me supieron decir su nombre. A las 11 paramos á comer, con cuyo motivo, para saber dónde nos hallabamos, tomé la latitud siguiente: Salida, al remo. Anchura.

Cero del circular.... 177° 53' 12" Altura meridiana.
Altura doble, sol.... 75 49 40
Latitud austral, 23° 53' 41" 6

Á las 12 nos largamos al remo, siguiendo un riacho que separa la madre principal hácia el S.-O., en cuyo medio hay una gran isla que es la que divide el rio y forma los dos brazos: este riacho es de un curso sumamente tortuoso, y tanto, que desde el N.-O. por el N. va con sus vueltas hasta el O.-S.-O., Continuacion.

1790. por cuyo rumbo salimos á las 2 de la tarde, entrando en el rio grande que dirige su curso al N.-N.-O. La costa oriental de este riacho es un anegadizo de puro camalotal y *aguapeis*, viéndose en partes el consistente, que se eleva y forma pequeña barranca, y de pronto vuelve en bañado, de cuya orilla se interna adentro el monte como dos millas. La boca que sale de este riacho, y vuelve al rio grande por el rumbo del O.-S.-O., como dije, sale frente á un monte que llaman *Monte Lindo*, por elevarse este (que es un pequeño retazo) algo mas de la línea que forman sus copas: de modo que, siendo este pequeño retazo mas elevado, compuesto de una inmensidad de árboles, cuyas copas por su espesura se unen de tal modo que, siendo sus hojas á la similitud de las del sauce, aunque de mayor consistencia y de un verdor hermoso, no parece sino que á tijera lo han cortado, dejándole la superficie superior de sus copas en línea horizontal, por cuyo motivo le dan el nombre de Monte Lindo: el que está situado en la proximidad de la orilla de la costa occidental del rio grande, que seguimos, á cuyo frente la costa oriental es tan baja y anegadiza, con pequeños sauces, que angosta el rio su canal, inclinándose hácia dicho Monte Lindo.

Monte Lindo.

La latitud la tomé á la entrada del S. del riacho de muchas vueltas, de que acabo de hablar, en la barranca oriental.

Bifurcacion del rio. Isla espaciosa.

Luego que se pasa Monte Lindo, hácia el N. se forma ó divide el rio en dos brazos, dirigiéndose el occidental al O.-N.-O., y el oriental por donde vamos al N.-N.-E.; de que resulta que en su medio queda una espaciosa isla. A las 5 horas 55 minutos paramos al pié de una barranca de 8 varas de altura, cubierta de arboleda y monte espeso: la costa occidental es ya rasa, y sigue horizontal adentro con poco bosque, y sí bastante maleza.

Continuacion.

Dia 13, *viérnes.* — A las 4 horas 50 minutos nos largamos al remo: amaneció claro y en calma. A las 6 horas 50 minutos tomamos un sirgadero, que duró hasta las 7 horas 14 minutos por una barranca de dos varas de elevacion sobre el nivel del agua, cubierta de pajonal corto: á esta última hora dimos los remos y seguimos al N. 1/4 N.-E., por un riacho que forma

una isla rasa cubierta de camalotillo, y la costa oriental. 1790.

He observado que desde ayer esta parte oriental, y mucho mas la occidental, han disminuido su elevacion, dando á conocer sus terrenos mas anegadizos que los que hemos pasado: asimismo el rio no es tan constante en su anchura y fondo, pues de repente es necesario inclinarse hácia la costa del O. para huir de los placeres, islas anegadas, y cubiertas de saucesitos y camalotillo, y de los muchos y continuados bañados que á cada paso se encuentran, impidiendo ver, y aun poder llegar en larga distancia á la costa oriental, que siempre sigue adentro. A las 11 horas 3 minutos, estando el viento al N. fresco, paramos en la costa oriental, habiendo hecho los rumbos del N.-N.-O. al N. 5° E. A las 12 horas 57 minutos nos largamos á la sirga, y así continuamos. A las 3 horas 33 minutos pasamos el Ipané-miní, que es un arroyito de 50 á 60 varas de ancho y de corto caudal. Aquí el rio es bastante ancho, sin embargo de presentarse dos islas, una que ya venia con nosotros y acaba aquí, y otra que sigue: poco mas al N., siguiendo la costa oriental, se presenta un buen sirgadero por una barranca cuya direccion es la del O.-N.-O. A las 5 horas 57 minutos paramos en la Punta del Pedernal. Dicha punta toma el nombre de un arrecife de piedras de chispa que echa afuera medio tiro de fusil, en donde corren las aguas con bastante fuerza: siendo preciso que con barco grande se tenga aquí mucho cuidado; porque, siendo la corriente mucha y el fondo piedra, faltando, como faltan, las sirgas, pueden padecer algun trabajo, y por lo que veo, al remo es difícil montar esta punta.

Paso del Ipané-miní.

Parada en la Punta del Pedernal.

Dia 14, sábado. — A las 5 horas 56 minutos, estando el dia medio nublado y el viento calma, nos largamos á la sirga por encima del arrecife dicho de la Punta del Pedernal, tocando á veces con la quilla y timon, y á las 7 horas lo dejamos, habiendo hecho los rumbos desde el O.-N.-O. por el N. al N.-E. 5° E., los que forman la punta ó ensenada que va á dar al puerto y barranca por donde se va á la estancia de D. Pedro García. Aquí paramos á las 7 horas 25 minutos, y se despachó al cabo y dos soldados para que de dicha estancia pasen á la

Salida, á la sirga.

1790. villa, y mediante la órden que llevan para el comandante de aquella poblacion, se charqueen seis reses, y se preparen dos mas vivas para alzarlas á nuestra llegada y con esto no padecer demora : aquí esperamos una res de dicha estancia. A las 8, habiendo venido la res, se mató, y á las 9 sopló el viento al N. fresco, por cuyo motivo no nos largamos hasta las 12, que habia ya abonanzado, siguiendo á la sirga, hasta las 3 horas 10 minutos que, habiéndose presentado un riacho estrecho formado por una isla rasa, cubierta de camalote y bañado, la que se halla sobre la costa oriental, para montarla dimos los remos; habiendo hecho hasta los rumbos del N.-N.-O., O.-N.-O. y O. 1/4 N.-O. : estos dos últimos se dilatan en unas vueltas muy largas. En todo el dia las islas han sido muy pocas, no llegando á cuatro : con cuyo acaso se nos ha franqueado la costa occidental, cubierta de espeso bosque y maleza : á las 5, habiendo montado la isla, tomamos la orilla oriental y seguimos á la sirga y al remo. Á las 6 horas 25 minutos se nos presentó una corriente un poco fuerte que no pudimos vencer al remo, llevándonos para atras, y fué preciso amarrarnos á un árbol y tender la toa, y á fuerza de ella tomar el puerto á las 6 horas 45 minutos. A este paraje llaman *Caaguazú*.

Cuatro islas.

Parada en *Caaguazú*.

Salida de Caaguazú.

Dia 15, *domingo*. — Á las 4 horas 6 minutos nos largamos; poco despues varamos por tres veces en un raigon que nos detuvo un gran rato. Amaneció nublado y en calma, y seguíamos la vuelta larga de ayer al N.-O. 1/4 O. La costa oriental desde ayer se nos ha presentado en algunas partes con barranca algo alta y tajada á pique al rio, pero cubierta de arboleda, igualmente que la occidental, pero con esta y espeso bosque. A las 12 horas 7 minutos seguimos á la sirga, continuando la larga vuelta, aunque ya por el N.-O. : en este camino y en la costa oriental se han visto cuatro pequeñas bocas de zanjas, de anchura desde seis á diez varas, la que mas, que al parecer internan adentro, aunque poco : no hemos visto isla hasta esta hora, que empieza una muy rasa con mucha maleza, habiendo conservado la costa occidental siempre á la vista, la que no es muy alta, aunque de espeso bosque. La corriente ha sido con exceso mas

fuerte que en ningun dia, pues en varias puntas de los remansos no podíamos vencerla al remo, y echándonos para abajo, era forzoso se echase al agua un peon, para que, amarrando un cabo á un árbol, de este modo la venciésemos. A las 12 horas 18 minutos paramos á comer. A 1 hora 54 minutos nos largamos al remo, continuando por el N.-O. y N., siempre con bastante fuerza la corriente, que en partes pasábamos á toa. A las 4 horas 45 minutos seguimos á la sirga por el N. 1/4 N.-O., por cuyo rumbo forma la punta mas N. de esta costa oriental, en la conclusion de este rumbo, una curva, avanzándose la dicha punta de modo que, desde el principio de esta vuelta, parece se une la costa oriental con la occidental, dejando solo una pequeña abra á la vista, la cual va ensanchándose á proporcion que se navega al citado rumbo; graduando de una á otra, en donde finaliza esta curva, 350 varas de ancho el rio. A las 6 horas 10 minutos paramos.

1790.

Fuerza extraordinaria de la corriente.

Anchura del rio. Parada.

Dia 16, *lúnes.* — A las 4 horas 45 minutos nos largamos al remo, y poco despues á la sirga: amaneció con nubes, luego aclaró, y seguimos al N., el rio mas ancho y una pequeña isla á la vista. La costa oriental es de barranca, tajada al rio, de 12 á 13 varas de altura en algunas partes, en su pié hay tosca. A las 9 horas 20 minutos llamó el viento al N., por lo que á las 10 horas 49 minutos paramos á la boca de un riacho, que se forma por una isla rasa y la costa oriental: aquí tomé la latitud siguiente:

Continuacion y parada.

Cero del circular.... 177° 53' 12".5
Altura doble, sol.... 72 34 30
Latitud austral, 23° 30' 31" 6

Altura meridiana.

Á las 12 horas 49 minutos, habiendo calmado un poco el viento, continuamos á la sirga nuestro viaje, haciendo el rumbo del N. 18° O. A las 3 entramos por un riacho angosto como de 170 varas de ancho, de una corriente rápida, é hicimos los rumbos de N.-E., N.-N.-E. y N. 1/4 N.-E., hasta las 3, que volvimos á salir al rio grande (este riacho no trae el plano). A muy poco rato fuimos por otro riacho, hasta las 5 horas 20 minutos, que salimos, y costeamos un bañado de la parte oriental, el que

1790.

Rio Ipané-guazú: su anchura.

costeamos á sirga; y á las 6 horas 45 minutos quedamos E.-
con la boca del rio Ipané-guazú, que será de 150 varas de a
cho. Dicho rio echa un banco afuera en forma semicircula
bastante bajo: tiene alguna corriente, aunque no muy fuert
y las orillas de una y otra banda son altas y de un monte e
peso. Hasta aquí lo principal del rio se dirige al N. 1/4 N.-E
en una cancha de mas de tres leguas de largo. A las 7 hor
10 minutos paramos en una plazita al pié de una barranca, e
la costa oriental.

El rio ha sido bastante ancho, y la barranquera oriental d
bastante elevacion y tajada al rio, aunque cubierta de male
y de bosque encima.

Llegada al puerto de la villa de Concepcion.

Dia 17, *mártes.* — A las 4 horas 5 minutos nos largamos
remo: amaneció claro y en calma: á las 7 horas 48 minut
llegamos al puerto de la villa de la Concepcion, en donde pa
ramos. Frente á este puerto está una isla á medio rio, que l
estrecha en esta parte.

La villa se halla situada unas 400 varas de la orilla del ric
en un terreno llano, de tierra dura loza, y se conoce que á po
cas aguas no se puede caminar: es muy corto el número d
casas que forman una plaza, en cuyo costado oriental está co
locada la capilla, que es un galpon de teja. Como las casas au
no están en órden, no está la plaza aun cuadrada, pero ya est
delineada para formarla luego que edifiquen: las pocas que ha
son de paja, y el número de familias es muy corto; las ma
están en campaña.

Su gobierno y su cura de almas.

Un comandante secular le gobierna, bajo cuyo mando está
todos sujetos: tiene un cura para el pasto espiritual, el que e
clérigo. Tomé la altura meridiana siguiente:

Cero del circular, 177° 53' 12" 5
Altura doble, sol, 71 41 40 »
Latitud austral, 23° 23' 20" 7

Todo este dia ventó el viento fuerte: se charquearon las re
ses para nuestro viaje.

Dia 18, *miércoles.* — Esta noche ventó el N. fresco, y as
continuó en el dia hasta el anochecer, que calmó.

Observé la latitud siguiente : 1790.

Cero del circular, 177° 53' 12" 5 Idem.

Altura doble, sol, 71 02 50 0

Latitud austral, 23° 23' 19" 7

Como á las 12 de la noche, estando el tiempo sereno, saltó de repente el viento al S. fresco y á ráfagas : á poco rato se cubrió el cielo de nubes : amaneció así, y el viento fresco en ráfagas por el S., en cuya hora se dió priesa á la vela que faltaba empalomarla; y estándolo, nos largamos.

Dia 19, *juéves*. — A las 8 horas 12 minutos, continuando el viento S. fresco y estando todo listo, nos largamos á la vela, haciendo el N.-O.-N. y N.-E. con bastante variedad, ya en el 4° cuadrante, ya en el 1°, á causa de las repetidas vueltas con que se dirige el rio, el que ha sido todo hoy de una anchura de 400 varas en muchas partes, en otras de 500 hasta 600 varas, muy interrumpido de islas rasas y anegadizas. A las 10 horas 40 minutos de la mañana pasamos la boca del Saladillo, que desemboca en la costa oriental del rio, que desde la villa es baja, de mucho bañado, y cubierta de camalote, *aguapeis*, y adentro palmas mezcladas con el bosque de espesos árboles. La costa occidental es aun mas rasa y anegadiza, con el mismo bosque y palmas. A las 4 horas 25 minutos ya el viento estaba en calma, y seguimos al remo el rumbo del N.-O. Anchura del rio. Paso de la boca del Saladillo.

El rio es de corto cuadal en este sitio, pues en varios parajes, yendo por en medio de él, aun con este botecillo era necesario huir de él, é inclinarse hácia la costa occidental para no varar, pues con frecuencia se hallan puntas aplaceradas con poco fondo en la banda oriental. Corto caudal del rio.

Desde la boca del rio Ipané-guazú, siguiendo la costa oriental, y un poco al N. de la villa de Concepcion, por la costa occidental, se ven con frecuencia juncales, que en partes cubren espesos dichas orillas, y en partes siguen en manchones, interpoladas con el camalote y pajonal.

A las 6 horas 3 minutos paramos en la costa occidental, que se eleva como tres varas; su barranca cubierta de camalote con

1790. poca arboleda : durante la noche ha ventado el S.-E. mas y ménos fresco.

Continúa la exploracion.

Dia 20, *viérnes.* — Amaneció nublado y el viento al S.-E. bonanza : á las 5 horas 45 minutos nos largamos á vela y remo á corta distancia de la salida : habiendo hecho el N.-O. 1/4 O., dejamos una boca de arroyo pequeña (sin saber su nombre) que desemboca en la costa oriental. Esta costa es sumamente baja, y forma en partes unos grandes bañados, muchos de ellos cubiertos de espeso camalote, y otras veces estas islas rasas, cubiertas de camalote, se separan de la costa, formando largos y espaciosos riachos y lagunas de bastante consideracion, si bien de poca agua. Aunque la costa oriental de que hablo es tan rasa, no deja por esto de seguir, aunque en distancia á veces de una cuarta milla y á veces de una, la ceja de monte, el que se ha visto hoy interpolado con palmas. En varios retazos de la costa de este dia hemos visto una pequeña barranquita cubierta de camalote seco, que acaso los Indios Sarigues han quemado, sin árboles ; y en caso de haber algunos, son pequeños sauces, siguiéndose á esto un gran retazo de campo raso, tierra adentro, cubierto de camalote seco y quemado ; todo lo cual denota que en tiempos de aguas y crecientes estas tierras serán inundadas, y se dilatará el rio Paraguay por ellas.

La costa occidental es y ha sido siempre de alguna mayor elevacion, cubriendo siempre el bosque sus orillas ; sin embargo en algunas partes se presentan pequeños campichuelos, cubiertos de mucha maleza y camalotal.

Islas. Disminuye la anchura del rio principal.

Várias han sido las islas que hemos visto este dia, disminuyendo con este motivo el anchor del rio principal : todas han sido rasas, las mas cubiertas de la maleza y camalotal, y alguna con bosque.

Tres riachos. Parada.

A las 3 horas 25 minutos de la tarde pasamos la boca de un pequeño riacho, que se desagua en la costa occidental : á las 4 horas 15 minutos dejamos otro, que asimismo parece se interna por dicha costa adentro ; y á las 5 horas pasamos otra boca, que creo sea riacho que se forma por una isla muy rasa

que costeamos en dicho lado del O. : á las 6 horas 2 minutos paramos en la costa oriental del rio. 1790.

Todo el dia se nos mantuvo el vientecito bonancible, mas y ménos fresco por el S.-E., y seguimos á la vela y remo. A las 10 horas 40 minutos vimos un humo grande, como dos leguas adentro de la costa occidental.

El rio ha sido sumamente sinuoso, dirigiendo sus vueltas desde el N.-N.-O. por el N. al N.-O., O.-N.-O., O.-S.-O., largo tiempo al O.-N.-O, N.-O, N. 1/4 N.-E. y N.-N.-E., en el que paramos. Muchas sinuosidades del rio.

Dia 21, *sábado.* — A las 4 horas 45 minutos nos largamos al remo, y poco despues á la sirga; amaneció nublado y el viento bonanza por el S.-S.-E., y dimos la vela y remos : á las 4 horas 6 minutos dejamos en la costa oriental un pequeño riacho, que parece se interna adentro. Continuacion. Un riacho.

La costa oriental en el tramo de este dia se nos ha presentado, aunque siempre de terreno anegadizo : pero como que el rio está bajo, se ha dejado ver con barranca desde una, dos y tres varas de altura, tajada al rio, cubierta de un excelente pasto para ganados, cual es el camalotillo : en otros parajes no se veían sino camalote y pajonal, espesos palmares con islas de bosque, cuyos terrenos manifestaban que todo será una laguna en tiempo de creciente. La costa occidental ha sido de barranca, elevada como 4 á 5 varas, cubierta de espeso bosque hasta la orilla. Costas del rio.

Las islas han sido muy pocas, y estas de corta elevacion. Islas.

Muchas fogatas hemos visto sobre la costa occidental, y algunos humitos como de fogones de tolderías.

A las 5 horas 25 minutos pasamos la boca de un pequeño arroyuelo en la costa oriental, y mas al N. sale un arrecife de piedras, y entra en el rio al S.-O. como hasta las dos terceras, en donde corre el agua con alguna rapidez : de dicha punta de piedras sigue al N. por la costa oriental el palmar. Para franquearse de dicho arrecife, es necesario tomar la isla que está frente de él en la costa occidental, por tener poca agua encima, la que seguimos costeando, hasta las 6 horas 10 minutos, que paramos en ella, en una playa con sauces y camalote. Parada.

1790.

Rumbos.

El terreno interno de la costa oriental es de lo mas alto, cubierto de bosque y palmares. Los rumbos han sido en el 3° y 4° cuadrante.

Continuacion, costeando una isla.

Dia 22, *domingo.* — A las 5 horas 6 minutos nos largamos al remo : amaneció con algunas nubes tomado de calima, y el vientecito bonanza por el S.-E. con el que dimos la vela, y al remo seguimos la isla, en que dormimos, que dejamos á poco rato sobre la costa oriental. Dejamos á las 7 otra isla rasa anegadiza, cubierta de camalote, la cual forma un riacho con la costa oriental. Aquí el rio se extiende con tanta anchura como en el Paraguay y algo mas : á las 10 horas 45 minutos se nos presentó el rio con una anchura considerable, pero tan desplayado que fué preciso seguir costeando y descabezando las islas rasas de arena que se nos presentaban, las cuales formaban varios canalizos, no siendo posible poder pasar por ninguno, aunque lo intentamos : por cuyo motivo tomamos el canal al O. de ellas, distante como 300 varas de la costa occidental, por el que navegamos.

Anchura considerable del rio.

Aquí se eleva el terreno en la costa oriental, formando una suave lomada próxima á la orilla, la cual está cubierta de espeso bosque. Luego que nos franqueamos de los bancos é islas, y tomamos el canal del O.-E., se descubrieron, tierra adentro de la costa oriental, unas lomadas de mediana altura, que parecen siguen poco, pues estando en la direccion N.-N.-O., S.-S.-E., acaban breve su elevacion, siguiendo siempre tierra mas baja á uno y otro lado. A poco rato entramos por un brazo de rio que forman dos islas, quedando el rio principal al O. de la isla, mas E. á la vista: al N. de ella hay otra pequeña isla rasa sin árboles. Á las 12 horas 40 minutos el viento ya era del N., y el tiempo abochornado, con mucha calima y nubes: á esta hora paramos en la costa oriental del rio. A la 1 hora 47 minutos, habiendo comido la gente, dimos los remos y seguimos la costa dicha, dirigiéndose el rio en el primer cuadrante : desde este paraje notamos que el terreno en esta parte se iba elevando y formando una lomada, algo mayor que la que habíamos visto hasta aquí. A las 3 horas 15 minutos pasamos vestigios de toldería

Islas.

de Indios, segun las estacas y horconcitos que vimos, y continuando siempre dicha lomada, cubierta de espeso bosque, de repente se nos presentó una punta redonda de piedra, la que, descubierta, se dilató en un fróntis grande de una lomada casi semicircular, tajada al rio, la cual era de piedra viva, al parecer, asperon fino de afilar, á la que tuvimos por Itapucú-miní. Como un tercio de esta loma se descubre piedra viva, sin estar cubierta su superficie de maleza, árboles ni cosa alguna; en parte es blanquecina y en partes oscura: del un tercio, desde la base ó línea horizontal con el rio, ya se ve dicho peñasco cubierto de multitud de *caraguatay* ó *miní;* y despues, hasta lo mas elevado, cubierto de espeso bosque, por entre el cual se divisaban las piedras. Este peñasco ó lomada, juzgo ser de 25 á 30 varas de altura: corre de O. á E., y en breve por la parte del S. forma su declivio. Á la parte oriental se halla una pequeña cueva en la que concluye la punta E. del peñasco, la cual oquedad es una figura elíptica, capaz de poder abrigarse en ella diez á doce hombres sentados: su cumbre ó techo es perfectamente esférico, y su plan, aunque con alguna inclinacion, llano y recto, formando con esto un perfecto suelo. Continuando mas hácia el E., sigue la piedra cubierta de bosque, y vuelve á verse otra gruta ó cueva de figura circular, al parecer de 3 á 4 varas de diámetro, la cual es de piedra viva que sobresale afuera mas que las demas. En estas inmediaciones se anteponen varios malezales, cubiertos de camalote y *aguapeis,* que no dejan ver si se dilata esta cueva por el S.: al pasar por este peñasco salieron várias lechuzas. Continúan las lomas cubiertas de bosque, sin distinguirse si son de piedra ó no; pero desde luego juzgo serán como las occidentales á él, que son de tierra negruzca gredosa.

1790.

Una cueva.

Otra.

El agua ó, por mejor decir, la corriente, forma en la punta que avanza al rio un gran remanso, que costó algun trabajo el pasarlo al remo.

Gran remanso.

Nosotros, segun el plano, esperábamos ver algunos pequeños cerros como por él se denotan: pero luego que los vimos, quedamos indecisos, y á no estar tan patente la etimología de Itapucú-miní, no hubiéramos creido lo era: pues aunque es

1790. verdad que el terreno se eleva, pero no es en forma de cerros sino de suaves lomas accesibles, tendidas de N.-S., y se echa de ver que el Itapucú-miní es la mitad de una loma, y que desde luego la otra mitad, que es la que mira al N., es la que falta.

Parada. El rio es bastante ancho en este paraje, y la costa occidental del rio á la vista está poblada de espeso bosque de palmas: no hay islas desde el gran playazo que dejamos esta mañana. A las 6 horas 28 minutos paramos en la costa oriental del rio por la calima del tiempo, y estar el viento al N. fresco. Gran furia de mosquitos tuvimos en esta noche, que ne nos dejaron dormir.

Salida *Dia* 23, *lúnes*. — A las 5 horas 50 minutos nos largamos á toa y al remo: amaneció claro y el viento bonanza por el N.: á las 7 refrescó bastante, y á las 8 llegamos á la boca de un riacho, que se forma con la costa oriental y una isla cubierta de espeso bosque: aquí paramos, y fué la canoa á ver si era navegable hasta salir al rio grande. A las 8 horas 55 minutos, habiendo vuelto la canoa con la noticia de ser navegable dicho riacho, dimos la vela, y seguimos rumbo al E.-S.-E. y E. hasta las 10 horas 28 minutos, que paramos en la costa oriental á causa de ventar

Unas lomas altas. el N. muy recio. Desde este paraje se descubrieron unas lomas altas á manera de serranía, que podrán ser acaso los siete cerros que pone el plano sobre el terreno oriental del rio, tierra adentro. A las 4 horas 12 minutos, habiendo amainado el viento recio que soplaba por el N. con fuertes ráfagas, nos largamos al remo y sirga en partes, á fin de franquearnos del riacho y ganar la costa oriental, por si caía algun viento S.: lo que conseguimos á las 5 horas 16 minutos, parando al pié de una bar-

Parada. ranca cubierta de maleza y bosque. A las 10 de la noche sobrevino una turbonada de agua y truenos que duró poco, y quedó el tiempo nublado y suspenso.

Continuacion. *Dia* 24, *mártes*. — Amaneció nublado, y el viento picando

Una boca de riacho. por el S. flojo: á las 5 horas 58 minutos nos largamos al remo, y luego que tomamos una barranca limpia con muchas palmas, fuimos á la sirga: á poco rato dejamos en la misma costa oriental una boca de riacho, que interna adentro sin nombre, siendo aquí el fin de la gran vuelta que desde el Itapucú-miní se sigue

al E.-N.-E., E. y E.-S.-E. De aquí dimos la vela y los remos, y seguimos al N.-E., costeando la costa occidental del rio, que es de alguna barranca algo alta, cubierta de maleza, y su interior palmares inmensos como los de la costa oriental. 1790.

Desde este punto notamos que las lomadas que ayer se avistaron, á proporcion que nos dirigíamos al N., nos apartábamos de ellas, quedando tierra adentro; y se empezaron á descubrir otras lomadas altas, tendidas de O. á E. sobre la orilla del rio. A las 8 horas dejamos una pequeña boca ó zanjon sobre la costa oriental, y á las 8 horas 45 minutos otro: ambos despreciables, pues no pasan de pequeñas zanjas. Este último zanjon está S.-E. N.-O., con el principio S. de una isla que seguimos, situada á medio rio: concluida esta á las 9 horas 1/4, empezamos otra á las 9 horas 48 minutos, que siguió hasta las 11 horas 20 minutos, habiendo dejado un riacho en la costa oriental á esta hora. Otras lomas altas. Islas.—Riacho.

Desde las 10 empezamos á ver en la orilla de la costa oriental, en algunas partes, manchones de piedras, su figura como de cascotes de ladrillos; y á las 2 horas 51 minutos ya empezó á ser dicha orilla de piedra viva, que sin duda son las que en el plano se nombran *Piedras Partidas;* y en realidad lo son, pues sin duda alguna causa sobrenatural las ha movido, al parecer de tal forma, que todas, y aun las mas grandes, están quebradas ó partidas en varios pedazos. No puede por ménos que causar en estas piedras las aguas un efecto considerable, pues se ven varias oquedades ó concavidades, en las cuales se conoce, sin la mas leve duda, el efecto tan grande que el batidero de las aguas, por el impulso de la corriente, ha causado en ellas, formando unas figuras cóncavas irregulares, que se internan hácia el centro de esta cordillera de piedras. Notándose asimismo no haber tierra alguna en ellas, no solo en las que se hallan en la línea de la mayor creciente, pero ni aun en las superiores á ellas, y todas asimismo divididas en grietas que las atraviesan en todos sentidos. Estas peñas en el batidero del agua son blancas, y las de mas arriba negruzcas. Toda esta cordillera no se eleva prudencialmente de la línea horizontal mas que unas quince varas, y su parte superior está cubierta de arboleda y bosque espeso: Manchones de piedras. *¿Piedras Partidas?*

1790. por el claro que dejan estos árboles se conoce que no es monte, sino una especie de lienzo ó paredon, y que elevado este á dicha altura, se acaba en breve hácia la parte oriental. Seguimos dicho paredon desde las 2 horas 50 minutos, con el viento al S.-S.-O. fresco, de tres millas, y continuó hasta las 4 horas 7 minutos, que acabó y siguió el mismo monte, pero sin piedras.

Un cerrito. Cuando empezamos á ver este paredon ó cordillera de piedras, apareció no muy distante del rio, sobre la misma orilla oriental, un pequeño cerro, tendido de O. á E., distante del rio como 2/3 de milla: dicho cerro está cubierto de un espeso bosque: el rio se dirige en este paraje al N.-O. 1/8 N.

Nueve Indios *Lenguas ó Guanás.* Cuando nos hallábamos en la medianía de las dichas Piedras Partidas, en donde el rio se estrecha como hasta 250 varas de una á otra márgen, sobre la occidental nos salieron á ver varios Indios á cäballo, al parecer Lenguas, aunque el Indio Toribio, lenguaraz Mbayá que llevamos, dijo eran Guanás, los que no pasaron de 8 á 9, embobados, viendo lo que nunca habrán visto, sin duda, por estos parajes: segun distinguimos, montaban en pelo y armados de flechas.

Muchos palmares. Muchos palmares abundan de una y otra banda, tan espesos que forman monte, por el cual no se ve la luz: tanto la orilla oriental como la occidental son de barranca, sujeta en crecientes á inundarse, y cubiertas de mucho bosque, malezas y arboledas.

Anchura del rio. Ántes de llegar á este paraje de Piedras Partidas, el rio es de mas de una milla de ancho, y se ven várias islas no muy altas, cubiertas de bosque: pero desde el citado paraje sigue angosto hasta 400 varas.

Parada. Á las 6 horas 30 minutos paramos al abrigo de una isla por la parte del O.: anocheció nublado ó tomado de cerrazon con algun mal semblante por O.: á las 12 horas 10 minutos, estando el tiempo aunque nublado pero claro, nos largamos á la vela y remo, continuando así hasta las 2 horas 25 minutos, que paramos á causa de no distinguirse el cañon del rio que debíamos seguir, por hallarse interrumpido por algunas islas que se presentaron.

Dia 25, miércoles. — Amaneció nublado, y el viento un poco fresquito por el S.-O. ; á las 6 nos largamos á vela y remo : á las 7 horas 10 minutos avistamos al N.-N.-O. unos cerros altos, distantes como cuatro leguas, y á poco rato, por sobre una punta de monte, alto y espeso, empezamos á divisar un cerro redondo, alto, y subsecuentes hasta cinco en forma de lomas altas, cubiertas de espeso bosque y tendidas de O. á E. Estos son sin duda los siete cerros que el plano llama de *Siete Puntas :* podrá suceder que tras de algunas estén los dos que faltan. No les viene bien el nombre de *Cerro de Siete Puntas ;* porque á la verdad, ni las tienen, ni las forman, pues todas presentan la figura de una loma tendida y alta; solo á uno, que es el mas occidental, se le puede (aunque con alguna impropiedad) llamar cerro, porque su figura es casi esférica.

1790.

Continuacion. Cerros altos. ¿ *Siete Puntas?*

Lo mismo digo de los que llevamos por la proa, y sin duda serán los de Itapucú-guazú : ninguno de estos pasa de los términos regulares de lomas elevadas, para poder con propiedad denominarse cerros. Yo á lo ménos lo juzgo así, aunque de muy corta inteligencia : pues, segun los que estoy hecho á ver en Europa y América, conozco que ni aun para hijos de aquellos padres son en su forma.

Otros.

La costa oriental ha seguido con alguna barranca y monte espeso, no libre de inundacion, hasta la punta por la que se empezaron á ver las cinco lomas que llevo dichas : pues desde ellas todo el continente es un puro bañado é islas rasas, cubiertas de camalotes, hasta la falda de lo mas occidental que se aproxima al rio ; notándose varios riachos ó canalizos que vienen por entre las dichas islas.

Costa oriental.

La costa occidental es tambien de pequeña barranquita, que asimismo debe cubrir el agua, y todo el terreno interior un palmar inmenso.

Id. occidental.

El rio dirige su curso en el 4° cuadrante del N.-O., desde el paraje de donde se empezaron á avistar los cerros, ó lomas dichas, y luego sigue gran trecho al O.-N.-O.

Á las 12 horas 5 minutos avistamos sobre la costa occidental, y en distancia de dos leguas tierra adentro, el cerro de Gal-

Cerro de Galvan. Cuatro canoas.

1790. van : es puntiagudo, cubierto de espeso bosque y de una altura un poco regular. Al S.-E. de él tiene dos lomas separadas y paralelas, cubiertas asimismo de monte. A esta hora llegaron á bordo cuatro canoas Payaguás Sarigues, quienes no hablaron palabra de verdad, como lo acostumbraban, y se fueron. Á poco rato paramos á comer, y á la 1 nos largamos.

Á las 3 empezamos á llevar á la vista, é ir dejando una loma alta, redonda y tendida de N. á S., distante dos millas de la orilla del rio, de cuyo extremo septentrional viene un pequeño riacho, que desemboca en el rio por esta costa; y como una milla mas al N. siguen cinco lomas mas. La primera despues de la dicha es medianamente alta, toda la piedra viva, cubierta de árboles ralos, muchos *tajibos*, y tendida de N.-N.-E., S.-S.-O., y la cara que mira al O. es plana ó recta, desde su cúspide al pié, ó, por mejor decir, en un corto diagonal rápido ; las demas están situadas E.-O., asimismo cubiertas de bosque, con puros *tajibos* y peñas : estas, segun el plano y sus señales, las tenemos por el Itapucú-guazú. En la medianía de este sierra ó lomas, en su falda hicimos noche; la que se mantuvo toldada y ventando el viento al S.-O.

Lomas ¿*Itapucú-guazú* ?

Archipiélago.

A las 2 horas 8 minutos de la madrugada nos largamos á la vela con el viento fresco al S. : á poco rato dejamos sobre la costa oriental tres lomas altas, cubiertas de bosque y tendidas de E. á O. Poco despues dejamos sobre la misma costa otras dos, aunque mas bajas, y paramos hasta que amaneciese, por presentarse un archipiélago de islas con cuatro bocas, y no saber distinguir el baqueano la principal.

Caciques y otros Indios.

Dia 26, *juéves*. — Amaneció nublado y medio garuando, el viento bonanza por el S.-O. A las 6 horas 10 minutos, habiendo aclarado, le dijimos al baqueano siguiese siempre la costa oriental, para de este modo no perder el rio, y seguimos el canal que va por el medio de las islas. A las 8 horas 30 minutos llegaron á bordo cuatro canoas de Sarigues, y en seguida multitud de ellos con el cacique *Quaty* y otro cacique : estos Indios, á trueque de galletas, nos abastecieron de gallinas, huevos y resina de palo santo. Dicen que el Itapucú no es ninguno de los

que hemos pasado : que está mas al N., y que es una piedra sola larga que dentro de tres dias podremos descubrir. Están situados con una fila de toldos, como en la Asuncion, en una isla, la mas oriental de las de este archipiélago, y aseguran que en la costa oriental, próxima á su toldería, desemboca un rio, que sin duda es el rio Corriéntes ó Gualchié. 1790. Sus noticias.

Todos unánimes, junto con el cacique, aseguran que los Portugueses están situados sobre la costa occidental, difiriendo unos entre otros en la verdadera distancia en que se hallan : cuya variedad de noticias, adjunta á la lentitud con que se explican, da á entender que solo hablan por tradicion del antiguo golpe que se dieron, ó por inclinacion que todo Indio tiene á mentir. Idem.

El viento calmó y seguimos al remo, aun costeando las islas : hemos dejado dos pequeños cerritos como á tres cuartos de legua, tierra adentro de la costa occidental. A las 3 entramos por la boca de un pequeño riacho, que seguimos á la vela por haber refrescado el viento al S. : dicho riacho se forma por la costa oriental y una isla larga y de mucha anchura, conteniendo estas lagunas, bañados y pequeños brazos que forman riachitos que vuelven al que seguimos. A las 6 horas 25 minutos paramos en el extremo del N. y parte del E. Costa occidental.

La isla que forma este riacho es en partes rasa, anegadiza y de bañado : en tal cual parte se ven algunos manchoncitos de árboles pequeños y maleza, y en otras camalotal.

La costa oriental es asimismo anegadiza : pues aunque tiene alguna barranca, es corta y sujeta á inundacion; está poblada de palmas altas y delgadas, con algunas islas de bosque. Anocheció nublado, y el viento fresco que duró toda la noche. Id. oriental

Dia 27, *viérnes.* — A las 5 horas 7 minutos largamos á la vela, y seguimos por el rio grande : amaneció nublado y el viento al S. fresquito. A las 7 se nos presentó una isla grande, anegadiza, cubierta de camalotal, y tomamos la boca de un pequeño riacho, como de veinte varas de ancho, que se forma sobre la costa oriental, el que navegamos. A las 9 horas 35 minutos, viendo que el terreno de la que teníamos por isla era Navegan por un riacho.

1790. de una elevacion mas que regular; que contenia dilatados campos, cubiertos de palmares como la costa oriental, desconfiando del riacho que tal vez fuera algun pequeño arroyuelo, que se internase tierra adentro, paramos en la barranca de la que teníamos por isla, y se despachó la canoa con un soldado y la gente, provistos de armas, para que reconociesen su curso. Á las 10 horas 10 minutos volvió la canoa, y dijo el popero que el riacho que seguimos siempre se inclinaba al O., y que el terreno iba declinando á proporcion que se continuaba, lo que premeditamos: y deduciendo que para ser arroyuelo no podia tener su curso de N. á S. en la direccion del rio, ni ménos dirigir sus vueltas en la mayor parte al N.-O. y O., determinamos seguir hasta verle el fin; lo que ejecutamos, ayudados de la vela y remo. A las 12 horas 18 minutos, despues de haber dado várias y repetidas vueltas, salimos al rio grande, frente á un cerro de tres lomas que demora desde la boca del riacho al E.-N.-E., y al S. de él están dos cerritos, situados al S.-S.-O., del cual se halla el primero en la costa occidental del rio, distante dos millas. Aquí se dirige el rio al N. 5° O., que seguimos á la vela, llevando por la proa al N. el cerro que se supone ser el *Pan de Azúcar*, distante de cuatro á cinco leguas. Seguimos gran trecho sin encontrar isla alguna, estrechándose el rio hasta 300 varas; y á las 2 horas 40 minutos entramos por entre várias islas, siguiendo al O.-N.-O., por cuyo rumbo dejamos en la costa oriental dos pequeñas bocas de riacho, y continuamos costeando una isla hasta las 4 horas cuarenta y ocho minutos, que paramos en la parte del N. de dicha isla, á causa de haberse cerrado el tiempo en agua desde las tres de la tarde.

¿*Pan de Azúcar*?

Desde la salida del riacho las riberas oriental y occidental han sido bastante rasas, despobladas de árboles, á excepcion de algunos matorralitos y sauces: sobre la oriental, algo adentro, siguen las palmas y alguna pequeña barranquita.

Las islas están cubiertas de maleza, camalotal y algun bosque. Continuó toda la noche la lluvia con intermision, y lo mismo el viento.

Lluvia con viento.

Dia 28, *sábado.* — Amaneció nublado, y el viento bonanza al S. : á las 6 horas 5 minutos nos largamos al remo, y así continuamos, llevando por la proa la serranía que contiene el *Pan de Azúcar,* situado sobre la costa oriental. Esta serranía se compone de dos picachos altos, puntiagudos, á manera de punta de diamante, y otras lomas y picachitos mas bajos. Entre todos el mayor es uno de los dos puntiagudos mas elevados, de que he hablado : siendo el mas occidental de estos dos el mas alto. Á las 11 horas 18 minutos dejamos sobre la costa oriental una loma algo alta, cubierta de árboles ralos y de mucho pedregal y peñasco, la que echa una punta al rio de piedra viva sin otra mezcla : desde ella siguen por la costa, ya adentro, ya en la orilla, algunos pequeños mogotes de piedra. Poco mas al N., sobre la pequeña barranca, en la misma banda oriental, vimos algunos toldos de Indios á manera de pequeños ranchillos, en los cuales no se avistaron Indios : de aquí sigue la misma costa muy rasa, cubierta de puro camalote y bañado, el que va á dar hasta el pié de la serranía y lomas, que desde este paraje demoran al N. 1/4 N.-E.

1790.

Serranía. Toldos de Indios.

El rio se estrecha bastante, y en mi juicio no pasa de 250 varas, siguiendo hasta 300 en adelante.

Anchura del rio.

La costa occidental, aunque de corta barranca y poblada de espeso palmar y bosque, en partes está sujeta, como su opuesta, á las inundaciones del rio.

La serranía que contiene el cerro de *Pan de Azúcar,* y que demora al N.-E. de la aguja, toda es de peña viva, cubierta de unos árboles que parecen estar secos y sin hojas, á los cuales llaman *chañá.* Dichos cerros están separados unos de otros, pero encadenados entre sí, dejando pequeñas cañadas y llanuras. Á estos cerros va faldeando el rio Paraguay, muy inmediato, de forma que muchos de ellos descansan sus faldas y terminan en el rio.

Cerros que faldea el Paraguay.

El rio se dirige en dos brazos : el uno, formando un canal como de 100 varas, y el otro de 125, con una corriente de bastante fuerza : los dos canales son navegables, y están coronados de peñascos grandes y chicos.

Bifurcacion.

1790.

Formacion del *Pan de Azúcar*.

El *Pan de Azúcar* es todo de piedra, con pequeños árboles que parecen estar secos : es sumamente árido y escabroso, y por consiguiente inaccesible; lo mismo sucede con los demas.

Como dos millas adentro de la costa occidental se ve un pequeño cerrito, tendido de N. á S.

A la parte del N. del cerro aislado paramos á las 5 horas 40 minutos, habiéndonos favorecido el viento fresquito por el S., desde las 11 del dia. Desde este paraje se ve que la costa occidental es muy baja y anegadiza, de poco bosque, y la oriental lo mismo, pero cubierta de palmas y árboles.

Boca de un riacho.

Dia 29, *domingo*. — A las 3 horas 15 minutos, estando el tiempo claro y sereno, nos largamos al remo : á poco rato dimos con una boca de riacho que desemboca en la costa oriental, y viene por la parte del N. y falda del *Pan de Azúcar*. Siguiendo la misma costa, sale un arrecife de piedras con poca agua, que nos obligó á salir á medio rio para franquearnos de él, y costearlo por la parte del N. para volver á tomar la misma costa.

Otro riacho.

Amaneció claro y en calma, y continuamos á la sirga, y al remo donde no se podia sirgar, haciendo el N. 1/4 N.-E. y N.-N.-E. 5° N., hasta las 10 horas, que apuntó el viento fresco por el S.-S.-E., con el que dimos la vela. A las 10 horas 20 minutos dejamos un pequeño riacho en la costa oriental, que al parecer interna tierra adentro.

Varios Indios. Sus informes.

A las 10 horas 45 minutos avistamos sobre la costa occidental del rio cinco Indios : uno de ellos nos empezó á hablar, y dijo eran Guanás, amigos. Se vino á la orilla, y procurando examinarles sobre los establecimientos portugueses, nos dijeron que dentro de dos dias, si habia viento, daríamos con dos poblaciones, una al E. y otra al O., que contenian bastante gente : que aunque él no habia estado, pero que los Portugueses venian á sus toldos á contratar con ellos, darles chipas y otros artículos; que eran sus amigos, y que no les harian daño. Nos ofrecieron porotos y tabaco, pero el viento nos instaba á marchar. Nos dijo que en la costa oriental habia dos tolderías de Mbayás, y la que estaba en frente de la última, era de los

Mbayás-guazú, llamados *Godivevos*. Se conocia el terror pánico que nos tenian, sin embargo de haberlos agasajado; pues estaban temblando, y siempre instaban á que eran amigos. Todos se apearon, en virtud de la fidelidad que les ofrecimos, y con esto se llegaron hasta el bote. Nos largamos, y continuamos nuestro viaje, habiéndolos hallado el dia 26 de noviembre un poco al S. de las tres islas que el plano cita. Á las 10 horas 50 minutos se avistaron no muy léjos, sobre la costa oriental, varios humos : á las 7 horas 35 minutos se presentaron sobre la costa occidental siete Guanás á caballo, algunos montados en la anca del caballo, dejándole libre el lomo : uno conducia atravesado un ciervo grande, y dos cada uno su olla; sin duda habrian salido á montear. Luego pararon en la punta de la barranca, se apearon y se entretuvieron en desollar el ciervo, y otros en cortar palmitos y comer. Segun el aparato, creo, iban á cocinar, porque los ví acarrear leña : todos venian en pelo, y ellos en cueros, como acostumbran. Á las 4 horas 25 minutos, despues de haberse levantado un gran humo sobre la misma costa, se aparecieron otros dos á caballo. 1790.

Tres cerros, ¿los *Tres Hermanos*?

A las 4 horas 40 minutos dejamos sobre la costa occidental una pequeña boca de riacho que se dirige al O., inclinándose hácia el S.-O. : á esta hora seguimos el rumbo del N.-N.-E. 8° N. : en la vuelta del plano del dia 26 al 27 de noviembre, sigue poco mas al N. la costa de bañado, cubierto de camalotal, con una laguna adentro. A las 4 horas 50 minutos se avistaron al N. 1/4 N.-O. tres cerros redondos, acaso sean los *Tres Hermanos;* y dejamos otra boca de bañado que se dirige al O. : y como 50 varas mas al N. otra boca que sigue al N. y al N.-O., distando la ceja de monte, que es un palmar, como dos millas : las cuales son un puro bañado de camalote, y en medio una gran laguna grande. A las 6 horas 27 minutos paramos en la costa oriental del rio, que es de barranca y bosque, y la occidental es de barranca no muy alta, y de un palmar inmenso, el que sigue tambien sobre la costa oriental, aunque interpolado con árboles.

Parada.

Dia 30; *lúnes.* — A las 4 de la mañana, estando el viento

1790. bonanza al S., nos largamos á la vela : poco despues, dudando el baqueano el camino, paró en la costa oriental, hasta que amaneció y siguió á la sirga.

El rio forma una laguna.

Amaneció claro y en calma, y los *Tres Hermanos* á la vista no léjos. La costa occidental ha sido bastante rasa, despoblada de bosque, solo cubierta de mucho camalotal. A las 8 se nos presentó el rio, formando una laguna de bastante extension de E. á O., con muchas islas muy rasas, cubiertas de camalote y tal cual mata de algodon. Parece el rio una laguna, pues sus aguas están al parecer paradas, ó con muy corta corriente.

El rio Paraguay llega hasta la misma falda de los *Tres Hermanos*, batiendo en ella las aguas : está cubierta de árboles, iguales á los del *Pan de Azúcar*, oscuros y de pocas hojas, y solo el mas al N. tiene, poco mas abajo de su cúspide á la parte del S., un manchon que forma la figura de un rozado sin árboles, color rojizo y piedras.

Entre el primero mas al S. y el segundo se descubre una lomada con poca arboleda, y al tercero siguen otras lomitas, cubiertas de espesos árboles.

La costa occidental, que sigue hasta llegar á dichos cerros, es muy baja, anegadiza y cubierta de camalote : nosotros pasamos por el canal que va por su falda. Todo el terreno que se descubre al N. y E. es muy bajo y de poca arboleda. A las 11 horas 30 minutos paramos en la costa oriental de una isla, frente á los *Tres Hermanos*, para observar.

Demorando el cerro del medio de los *Tres Hermanos*, lo mas alto en su cúspide, al N. 84° O. de la aguja, desde la isla que está frente á él, distante como 400 varas á su pié, y como 800 varas á su falda, se tomó la altura meridiana siguiente :

Altura meridiana.

Cero del circular, 177° 53' 12" 5
Altura doble, sol, 58 4 15
Latitud austral, 21° 1' 26" 5

A las 12 horas 25 minutos nos largamos á sirga y remo : á las 2 apuntó el viento bonanza al S., y dimos la vela. A las 4 entramos por un riacho sobre la costa oriental, que pareció iria á dar al rio grande y por él se evitaria la grande vuelta que

se presentaba al O. : pero, habiendo caminado gran trecho, descubrimos concluía en breve, dejando á uno y otro lado puro bañado y camalotal, y volvimos á desandar lo andado, hasta las 6, que tomamos la costa occidental, en donde hicimos noche. 1790.

Dia 31, *mártes.* — A las 4 horas 22 minutos nos largamos al remo : amaneció algo nublado y en calma, continuando á veces al remo y otras á sirga por entre islas de puro camalote y bañado, sin verse las márgenes del rio, monte, ni palmar, sino un anegadizo terrible, que solo presenta pequeños canalizos, por los que al tiento, guiados de solo la corriente que traen, y que vendrá tal vez del rio principal, seguimos nuestro camino.

Es trabajoso el conservar ya el márgen oriental ó ya el occidental; porque, cuando ménos se piensa, se presenta un bañado cubierto de camalotal, que á veces forma horizonte, por el que se encuentran varios canalizos; y si se quiere seguir la costa por el mas inmediato á él, pareciendo acertar y evitar rodeos, sucede lo que ayer, que despues de haber caminado gran trecho, y con la costa oriental á la vista, de repente se acabó el riacho, y nos vimos en el trabajo de volver atras.

Desde el amanecer de este dia vamos por entre islas, sin ver al N.-S.-E. ni O. el rio grande. En una de ellas, sobre la orilla oriental, vimos un árbol un poco grueso, al que habian roido la corteza y grabado várias marcas de caballos: en la costa frente y próxima vimos varios fuegos, notando su principio. A las 10 horas 39 minutos avistamos en una laguna una canoa con un Indio, que siguió con gran prisa bogando por un riachito pequeño: poco despues vimos en la costa occidental una gran polvareda, que, avistada con el anteojo, eran varios Indios, con multitud de caballos, que seguian al N. por dicha costa occidental, segun el polvo que se veía: asimismo en ella vimos porcion de caballos. Sin duda estos Indios hicieron noche en el árbol de las marcas, que estaban recien hechas, y habiendo pasado á nado el riacho que seguimos, atravesaron á la costa ya dicha: poco despues se vieron venir tres Indios á pié, y se

Indios *Guativevos.* El cacique *Cambá.*

1790. pararon sobre la barranca, gritándonos. Luego que doblamos una punta rasa, que salia de la costa oriental anegadiza con muchos sauces, avistamos una gran chusma de Indios revueltos, gritando y corriendo á caballo, y poco mas al N. la toldería. Paramos, y le habló el Indio lenguaraz Toribio, del pueblo de Belen, en lengua mbayá, asegurándoles íbamos de paz, y queríamos hablar con ellos: los que, asegurados de haber oido á nuestro bordo hablar su lengua, se arrestaron dos en una canoa y se situaron á medio rio, hablando uno de los dos en guaraní, y preguntando por varios sugetos de la Asuncion, con lo que, luego que nos reconoció, despues de várias vueltas y revueltas, se animaron, aunque temblando, á venir á bordo. Luego que hubieron llegado, se les regaló, y conocimos ser uno muy ladino, Guaná de nacion, y criado desde chico por una señora de la ciudad del Paraguay, quien nos prometió volver con el cacique. Se fué, y á poco rato vinieron tres ó cuatro canoas: en una, tres caciques y el Indio Guaná: entraron en el barco, y preguntándoles si habia en las orillas del rio alguna poblacion de Españoles, dijeron que no; que solo habia una villa de Portugueses, situada próxima y sobre la costa occidental; que estos Portugueses eran muy bravos con ellos; que cuantos agarraban tantos mataban; que tenian chacras, maíz, porotos, batatas, mandioca, etc., y de ganado, solo ovejas: que era poblacion crecida, y fortificada con cañones y armas de fuego. Estos Indios son de nacion *Guativevos*, y su cacique se llama el cacique *Cambá*. Uno de los otros dos caciques era de otra toldería, que por falta de agua y miedo de los Portugueses se habia venido con su gente á esta toldería; y que el otro cacique era de la toldería de *Pay-Perú*, por quien preguntaron. Asimismo nos dijeron que, ántes de llegar, veríamos dos tolderías sobre la costa oriental, y que la última estaba en frente de la poblacion, y que tardaríamos en llegar á ella, andando bien, cinco dias.

Sus informes sobre los Portugueses.

Indios y caballos. Mucha caballada y algun ganado vacuno le vimos, y todos los Indios estuvieron sobre la barranca, que serian, entre grandes y chicos, como 200.

Muchos anegadizos y tierras bajas han sido las de este dia por

uno y otro lado; á las 4 horas 40 minutos apuntó el viento al S.; á las 5 dimos la vela. 1790.

Desde la 1 hora 40 minutos ya seguimos por la costa oriental, que es de barranca poco poblada de árboles; y la occidental rasa con camalote. A las 6, por hacer el rumbo del O. segun la vuelta que el rio daba, arreamos la vela, y continuamos á la sirga, dejando tres bocas de riachos que tal vez darán en esteros, hasta las 7, que paramos en esta costa occidental, en cuyo paraje nos hallamos en el centro de varios fuegos que estaban en todas direcciones sobre la circunferencia de un círculo al parecer. Tres riachos. Parada.

Dia 1° de setiembre, miércoles. — A las 4 horas 50 minutos nos largamos á la vela, con el viento al S. no fresco: poco despues, por continuar aun la vuelta al O., la arreamos siguiendo al remo. Amaneció nublado y el viento al S. bonanza, la costa oriental á la vista muy rasa, anegadiza y sin árboles ni bosque, y la occidental poblada de él y con barranca y palmar. A las 8 horas 26 minutos dimos la vela, siguiendo el rio á este hora al N., y poco despues hasta el E.-N.-E., hasta las 12, que se nos presentaron varios riachos y bañados pegados á la costa oriental que seguíamos, y continuamos por el N. y O.-N.-O., hasta las 3, que hicimos el S.-O., habiendo salido á esta hora de las islas rasas y anegadizas, y tomado el rio grande. Continuacion.

Las costas oriental y occidental son pobladas de espesos palmares, y el terreno llano y bajo, sujeto en todas partes á inundaciones. Aunque se quiera conservar la costa, bien sea la del E. ó la del O., de repente sale un gran bañado, cubierto de espeso camalote, presentando varios canalizos que hacen titubear cuál de ellos se deba tomar, andando siempre al tiento para acertar y no perder la madre principal del rio: pues, de lo contrario, si no se procede con alguna reflexion é inteligencia, se dará con un anegadizo sin salida, como nos ha sucedido, siendo forzoso volver atras á desandar lo andado. La caminata de hoy ha dado que hacer bastante, y solo la inteligencia del buen baqueano que nos lleva, pudiera sacarnos de tantos escollos como se nos presentan, que sin duda nos retardarian el viaje Costas.

1790. mas de lo regular, aunque sin otro peligro que el de volver atras.

Multitud de islas. Tengo navegados varios rios grandes y chicos, pero no he visto otro mas sembrado de islerías, anegadizos y riachos, que hacen perder la madre principal á cada paso, como este rio Paraguay: pareciendo fábula el decir que no sirve seguir ya por una ó por la otra costa, porque desde luego se cree que, no perdiéndola, no se pueden ofrecer embarazos. Pero aquí sucede á cada paso, y solo un baqueano bueno, hecho á cursar riachos y pantanos, puede discernir, á poco que interne por alguno de los que se presenten, si tiene salida ó se concluye.

Indicios de gente y caballos. A las 5 se nos presentó una boca al N.-O., que seguimos hasta las 6 horas 5 minutos, que paramos en la orilla oriental de la que seguimos y tenemos por isla; quedando distante, aunque á la vista, la costa del O., con muchas islas rasas y anegadizas que forman varios canalizos. En esta que tenemos por isla, se hallaron algunas sendas, y porcion de bosta, como que estos campos han sido trajinados de gente y caballos.

Varias bocas de isletas. *Dia* 2, *juéves.* — Continuó el S. bonanza, y á las 3 horas 45 minutos de la madrugada dimos la vela: poco despues, por haberse presentado várias bocas de isletas ó riachos, temió el baqueano errar por la oscuridad, y paramos; hasta que habiendo amanecido claro, y el vientecito bonanza por el S., dimos la vela, siguiendo en el 4° cuadrante con islas por uno y otro lado, sin ver muchas veces las orillas principales del rio, que generalmente siguen en unos espesos palmares. Todo el dia continuamos en la forma dicha, siempre dejando islas al O.; siendo el rio en este paraje ancho mas de dos millas, y la costa oriental de puro bañado, en el que paramos á las 6 horas 12 minutos, porque aun seguia el bañado y no habia leña, retirándose el palmar de esta orilla 7 1/2 millas.

Furia de mosquitos nos persiguieron esta noche, que no nos dejaron dormir.

Anchura del rio. *Dia* 3, *viérnes.* — A las 5 horas 6 minutos nos largamos al remo, estando el viento calma y el tiempo claro: seguimos el O.-N.-O., en cuyo rumbo se estrecha ya el rio á 700 varas, sin

islas, siguiendo siempre la costa oriental rasa, cubierta de camalote y anegadiza: aunque la occidental tiene bañado por la orilla, no sale tanto afuera como el de la oriental. 1790.

A las 10 llamó el viento al N. fresco; á poco rato atravesamos á la costa occidental, que es un palmar, dejando una isla á medio rio, y un canal entre esta y la costa oriental, de poca agua. A las 11 horas 30 minutos paramos por el viento en la costa occidental, y tomé la altura meridiana siguiente : Una isla y un canal.

Cero del circular, 177° 53' 72" 5 Altura meridiana.
Altura doble, sol, 53 42 » »
Latitud austral, 20° 17' 50" 5

A la 1 hora 5 minutos continuamos á la sirga, y despues al remó, pero no granjeando nada á causa del N. recio que ventaba, aun con bastante trabajo, por echar aquí la costa un bañado afuera de puro camalotal y no poderse sujetar en él la toa. Seguimos, hasta que á las 4 atravesamos el rio, y tomamos la costa oriental, por la que fuimos á la sirga, hasta las 5 horas 55 minutos, que paramos. Parada.

Hubo bastantes mosquitos.

Dia 4, sábado. — A las 3 horas 51 minutos nos largamos al remo con el viento del N.; poco despues entramos en una vuelta al N.-O. y S.-O., por la que dimos la vela, hasta la 7, que, habiendo pasado la punta S. de la costa oriental, que forma la vuelta, dimos los remos. Sobre la costa occidental dejamos una pequeña isla, siguiendo siempre por dicha costa el palmar, siendo la oriental en este paraje de alguna arboleda, maciega y bañado con mucho camalote, en el que vimos un tigre. Continuacion. Un tigre.

A las 8 horas 45 minutos, no pudiendo la gente al remo resistir el viento N. que soplaba, nos paramos para que descansasen : lo que ejecutamos á dicha hora en la orilla oriental del rio, que es de pura arboleda anegadiza, ó situada dentro del agua.

No hemos visto islas : sigue el rio con una anchura regular, y limpio.

A las 3 horas 42 minutos abonanzó un poco, y seguimos á la toa y remo á la vuelta del N. 1/4 N.-E., hasta las 6 ho- Una isleta.

1790. ras 20 minutos, que paramos en la costa oriental, dejando frente á nosotros una isla á medio rio, pequeña.

Dia 5, *domingo*.—Impacientes por la multitud de mosquitos que no nos dejaban sosegar, nos largamos á las 2 horas 15 minutos de la madrugada, al remo. Amaneció claro y el viento al N. Á las 8 horas 12 minutos, presentándose la vuelta al O., dimos la vela y seguimos costeando un gran bañado, que es el que forma este rumbo y punta : está cubierto de camalote con tal cual matorralillo y la costa occidental de barranca y palmar. Á las 9 horas 8 minutos, estando en el extremo de la vuelta del O., arreamos la vela y seguimos al N. á remo y sirga y toa, hasta las 10 horas 48 minutos que paramos en la costa oriental, por estar el N. bien fresco. Aquí hicimos noche por no haber calmado el viento : hubo furia de mosquítos insoportable.

Parada.

Dia 6, *lúnes*. — A las 3 horas 35 minutos nos largamos al remo : amaneció con nubes y tomado de calima ; refrescó el N., y seguimos á la sirga y toa, hasta las 9, que, estando el viento muy fresco, paramos en una isletilla.

Muchas islas.

Muchas son las islas que siguen en esta vuelta del E., y las orillas del rio cubiertas de bosque y maleza.

A las 2 horas 27 minutos, habiendo amainado un poco el viento, seguimos á la toa, hasta las 8 horas 5 minutos, que paramos en la banda oriental del rio, que es un bañado próximo á la costa del E., la que sigue con palmar como siempre.

Id.--Cuatro fogatas.

Las islas han continuado en abundancia, y el rio es bastante ancho en esta parte. Se vieron cuatro fogatas en la costa occidental, retiradas tierra adentro, una al E. por la proa inmediata, y otra al S.-E. lo mismo. A las 9 calmó el viento un poco y saltó al S., desfogaron tres ráfagas y calmó, siguiendo el viento al N.-E., y los mosquitos.

Continuacion. Caballos Rastros de Indios.

Dia 7, *mártes*. — Á las 4 horas 20 minutos nos largamos al remo : amaneció, y el viento al E.-N.-E., las islas siempre á la vista sin verse las orillas principales del rio. Poco despues, por correr el agua en este paraje y no poder vencer la corriente al remo, toamos, volviendo á los remos y á la sirga. A las 8 horas 26 minutos paramos por estar el viento muy fresco al N. : se

han visto varios rastros de caballos, y como 16 ó 20 de estos en esta costa oriental: hasta las 5 horas 25 minutos sopló con bastante fuerza el viento al N. con nubes. A esta hora calmó un poco y dimos los remos, y despues la sirga, hasta las 6 horas 2 minutos, que paramos en la costa oriental, en una pequeña barranca despoblada de monte, con solo tal cual matorralillo, siguiendo hácia el S. un campo llano con alguna maciega, como hasta dos millas de distancia, de donde seguia el palmar no muy espeso. Próximo al dicho palmar notamos una gran polvareda: sin duda serian Indios que caminaban al S. Se hallaron algunas sendas y tres yacarés grandes muertos, lo que indica ser terrenos anegadizos: como en efecto lo son, pues aunque el rio está bajo y la seca ha sido grande, se ven bañados de trecho en trecho. Una fogatilla se apareció de repente muy inmediata á nosotros, hácia la parte de donde habíamos visto correr la polvareda; lo que puso á la gente avispada, obligándola con esto á dormir á bordo. Las fogatas han sido muchas y cercanas en el 1°, 2° y 3° cuadrante. A las 12 de la noche calmó el N., y quedó el cielo cubierto de nubes, y con esto llovió furia de mosquitos sobre nosotros. 1790.

Dia 8, *miércoles*. — Á las 5 horas 10 minutos nos largamos: amaneció claro y en calma. Á las 6 avistamos sobre una de las islas del O., que tal vez no será sino la costa occidental, como 16 ó 20 Indios que nos llamaban y hablaban en guaraní: pero como quedaban al traves de nuestro camino, los dejamos con las ganas. A las 6 llamó una ventolina al S.-O., y dimos la vela. Indios *Guaranies*.

Desde que dejamos los *Tres Hermanos* en los 21° de latitud, no he visto cerro ni loma alguna sobre la costa occidental: hasta que ayer, al ponerse el sol, se avistó un cerro pequeño, ó loma redonda, aunque confusa, la que se nos presentó á la 7 de la mañana clara y distintamente, sin poder decir por ahora si su situacion es en la costa ó terreno occidental, ó al contrario: esta demora al N.-E. Loma redonda.

Siguen aun las islas en abundancia, bajo del rumbo del N.-E. 1/4 E. y N.-E., que es la proa que llevamos. Islas.

A las 8 se descubrió otro cerro, y uno al N.-O. de este pe-

1790. queño, parecido á un pan de azúcar. Poco despues se descubrió una lomada alta, y otra mas redonda. El viento refrescó; y continuamos dejando várias islas y algunas pequeñas playas, en cuyo paraje ya el rio se angostaba, corriendo las aguas con mucha velocidad.

Cerros, lomas, islas.

Presidio de Coimbra.

A las 2 de la tarde, como á dos millas de los dos cerros últimamente avistados, notamos en el mas occidental, que tiene mas puntas que en su extremo oriental, como hasta un terreno del pié á su cumbre : parecia un cuadrilongo, como que era rozado. No nos aseguramos hasta las 3, que mirando con el anteojo, vimos era sin duda rozado, y un camino de tierra colorada que se ocultaba, dirigiéndose para arriba en el monte que el cerro tenia : sin embargo de estas señales, la calima no nos dejaba asegurar, hasta que á las 3 horas 25 minutos, que llegamos al extremo oriental de una pequeña isla, situada próxima á la falda de este cerro, descubrimos un fuerte, situado en el mismo pié de la loma y tendido como ella de N.-O.-S.-E. Mediante el anteojo, vimos que eran Portugueses los que contenia dicho presidio, y que la gente estaba dispuesta con las mechas en la mano y las puertas de rastrillo cerradas. Paramos en la punta de la isla dicha, y luego que vieron arrear la vela, izaron su bandera que reconocimos portuguesa, á que correspondimos con un gallardete blanco, con las astas que sacamos de la villa : se dispuso la canoa, y se embarcó en ella el Sr. D. Martin Boneo. Luego que de dicho presidio vieron salir la canoa, y que llevaba gente de distincion y carácter, vimos abrir la puerta del rastrillo, salir pardos armados con fusiles, cartucheras, machetes y pala, para bogar, y un soldado, y se embarcaron en una canoa grande de tres que tienen, dirigiéndose hácia nuestra canoa. Lo que visto por el S. D. Martin, siendo la canoita nuestra muy celosa, incapaz de atravesar, ni vencer sin riesgo la marea que el viento formaba y la corriente, desembarcó en la playa de la dicha isla, en donde esperó al que conducia la canoa : que habiendo llegado, desembarcó á un soldado de la guarnicion, á quien dicho Sr. hizo presente ser un capitan de mar y tierra español que venía con

Bandera portuguesa.

Id. expedicionaria.

comision, y le era forzoso hablar con el jefe de aquel presidio : que fuera, y lo hiciese presente, y que lo esperaba en dicho sitio. Se fué la canoa, y apénas llegó el que conducia el recado, cuando vimos salir un oficial que, embarcado en la canoa con tres soldados armados con fusil y cartucheras, se dirigió á la playa donde le esperaba el Sr. D. Martin Boneo. Luego que se desembarcó, se dirigieron al barco y trabaron conversacion, extrañando dicho oficial nuestra venida ; de quien se supo que este presidio tiene el nombre de *Presidio de Coimbra*, fundado hace 14 ó 15 años : que en los primeros años de su fundacion tuvo de guarnicion hasta 500 hombres, pero que en el dia solo tenia 68; de estos, 11 soldados veteranos con 91 octavos anuales, 40 pedestres mulatos con 45 octavos, que hacian la fatiga como milicianos, y 17 presidiarios que en castigo de sus delitos se hallaban desterrados. Que cada tres meses viene la provision de frijoles, tocino y harina de maíz de la villa de Cuyabá : esto es indispensablemente y anualmente el situado, con la paga en barras de oro formadas en octavas, desde 2 hasta 8. Que ellos eran estables por mucho tiempo, sin tener lo fijo para su relevo sino á disposicion del maestre de campo de la villa de Cuyabá, quien les dirige las órdenes, y á quienes están sujetos, como delegado que es dicho maestre de campo del capitan general de Matogroso, que es el superior ó jefe principal, llamado D. Juan de Albuquerque.

1790.

Conferencia. Informes.

Jefe principal.

Que el terreno aquí no sirve para nada : que pierden cuanto siembran, por ser la tierra una especie de loza, ó tierra colorada muy gredosa y tosca; y que así, con solo la racion lo pasaban : y que solo arriba del cerro se suele coger algun maíz ó millo, pero cosa muy corta.

Mas informes.

Que cuando viene cada tres meses la canoa del repuesto, quedan los seis soldados que la custodian, y van, si quieren, los que están.

Id.

Que el oro conforme viene va, porque no teniendo aquí de donde surtirse de lo que necesitan para su subsistencia, lo remiten con las canoas á la villa, para que les manden de allá lo que necesiten.

Id.

1790. Tomé la altura meridiana siguiente :

Altura meridiana.

Cero del circular, 177° 53' 12" 5
Altura doble, sol, 48° 24' 15"
Latitud austral, 19° 52' 50" 3.

Esta latitud pertenece al dia 9 de setiembre, hecha en la isla pegada al presidio de que estoy hablando, y porque no se me olvide la pongo aquí, la que corresponde al estrecho de San Francisco Javier, de que hablaré.

Descripcion del *presidio*.

El presidio es una estacada de unas 150 á 200 varas de frente, de palo á pique con su contraestacada pareja por dentro, hasta la mitad de la estacada principal, para cubrir la abertura ó brecha de una á otra estaca, y con esto resguardarse por dentro : el lado que forma el cuadrilongo que son los costados, será de 60 á 70 varas de extension.

Tiene una sola entrada, con su pequeña subida de unas cuantas losas que forman el suelo llano: este pretil, ó esplanadita, es solo del anchor de la puerta, que será de vara y média, y de tres de largo.

A la entrada sobre la izquierda hay una garita de madera con su chapitel, ó caperuza de lo mismo, que sobresale de la estacada principal desde medio cuerpo arriba, donde se sitúa y existe de contínuo una centinela.

En el ángulo del O. y S. está otra igual, y otra en el ángulo del N. del mismo lado.

En el ángulo que mira al E. y S. no hay garita; pero en el opuesto al mismo lado hay una que se avanza afuera, con un cuadro de 4 á 5 varas.

De la puerta á la izquierda, como en la mitad del lienzo, está una asta de bandera, y de ella se avanza afuera sobre el frente un cuadrito de 4 á 5 varas de frente con 3 de costado, sobre la perpendicular del lienzo del fróntis, en donde está situado sobre su cureña un pequeñito cañon ó pedrerito de fierro, del calibre ménos que de á dos.

En los dos ángulos del O. al N. y S. están sobre sus cureñas dos pedreros de recámara de bronce, y corrido el lienzo del N., está otro pedrero igual de recámara, que mira al N. y corresponde frente á la asta de bandera.

En el cuadro saliente al N. y costado del E., sobre tarima y en su cureña, está otro pequeño cañoncito de fierro de menudear, su calibre como de á dos, que todos juntos componen cinco. 1790.

La tropa reglada, y los pedestres están bien provistos de fusiles, machetes y municion, con la pólvora correspondiente de 70 cartuchos por hombre, con seis cartuchos sin pólvora, con bala, *perdigotes* y municion y 4 con solo bala. Su tropa.

Está bien provisto de pólvora y municiones.

Tiene su caja de capilla de campaña completa.

Muchas medicinas bien surtidas, y esperan que este nuevo general les mande capellan y cirujano : por ahora ellos se curan como pueden. Medicinas.

La racion se compone de 2 1/2 libras de tocino, cinco platos de frigol, de una cuarta de sal ó dos platos, de diez platos de farina de millo (que es el maíz), lo que no les falta jamas, pues como he dicho cada dos meses y dias, ó cada tres meses, viene la provision. Economía.

A la parte del O. del presidio está un pequeño cuadro de 10 varas, poco mas ó ménos, que es el lugar del campo santo donde se entierran, y tiene una cruz en el medio. Al O. del presidio está un cuadro de 20 á 25 varas, que encierra várias legumbres, ahora solo ví coles. Campo santo.

Desde la perpendicular de la puerta (sobre el frente) como 6 pasos al contra-frente, empieza un galpon, que corre al O. como 40 varas, y es el cuartel de los pedestres : tiene várias habitaciones, todo es de paja y embarrado.

En seguida está otro galponcito con varios cuartos, y son las habitaciones del comandante, y algun otro oficial que alguna vez venga igual al antecedente.

Detras de este, en la parte que mira al N., está una pequeña casita que encierra la pólvora : es cubierta de tejas.

En seguida, hácia el E. paralelo al galpon de los pedestres, está un galpon de paja y embarrado, que es el cuartel de la tropa reglada : queda un pequeño callejon de 4 varas, y sigue otro galpon de paja con várias habitaciones.

1790. Otro galpon que sirve de cocina ocupa el costado del E., dejando calles por todos lados.

Despues supe que, en los principios de la fundacion de este presidio, tuvo 1,300 personas, quienes á cada paso se hallaban invadidas por los Indios : despues se fué disminuyendo este número, hasta quedar en el que tiene.

Tiempos pasados, por la poca precaucion de un comandante que dejó entrar los Indios bajo pretexto de paz, y con este motivo mandó cubrir las armas, cuando ménos pensaron, se les echaron encima y mataron un oficial y 58 personas : desde entónces no consienten se arrimen, y caso que vengan, se les sale á hablar bien armados, léjos del presidio, en una isla.

Tienen en un almacen gorros, medallas, hachas, machetes y otros utensilios para despachar por via de regalo á los Indios que vienen.

A la hora y média de haber llegado dicho comandante del presidio, se retiró, quedando en venir á cenar.

Hay como once ovejas con su macho, compradas á los Indios, quienes por cosa alguna no les venden ni un solo caballo : hay tambien seis ú ocho cabras.

Prolongada sesion. A la noche, habiendo venido á cenar dicho comandante, é inteligenciado el Sr. D. Martin Boneo de que este presidio era independiente de otra poblacion que está mas al N. (de que hablaré), y que este general recibia las órdenes del general de Cuyabá, le entregó este señor el pliego que correspondia al comandante del presidio, ó poblacion que se hallaba situada al O. del rio : yo me retiré, y tuvieron una larga sesion, resultando, segun me significó el Sr. D. Martin, que para la mayor brevedad, y convenir así al desempeño de la comision que obtenia, se haria preciso marchásemos en una de las canoas, y que nos acompañaria hasta la poblacion situada al O. del rio Paraguay, al pié de la sierra, y se llama la *Poblacion de Albuquerque*, tomando el apellido del capitan general que la fundó, llamado D. Luis de Albuquerque.

Dia 9, *juéves*. — Estuvo el tiempo con nubes; y estando entre nubes el sol, tomé la altura meridiana, que puse en el dia

anterior para que no se me olvidase, y es la de 19° 52' 50" 3. 1790.

Por la mañana volvió el comandante del presidio, que es un cadete con ejercicio de ayudante : tuvo otra larga sesion á solas con este señor, quedando en que iba á hacer poner la carroza á la canoa para á la tarde marchar. Otra sesion.

Dijo este comandante, que con estas canoas y gente buena se ponian á los tres dias en una poblacion que hace once años que se fundó con el nombre de *Albuquerque;* que tiene como 60 casas de paja, una capilla, cuya patrona es la Vírgen del Cármen; que hay como 160 matrimonios, catorce pagados de guarnicion, ocho pedestres y varios Indios presidarios. Noticias sobre la poblacion de Albuquerque.

Cincuenta cabezas de ganado vacuno, producidas estas de siete cabezas que trajeron en canoas, las cuales han multiplicado y componen juntas las 50, sirven para el trapiche, la cabalgadura y la labranza, que consiste en maíz, algun arroz, batatas, maní, caña dulce y algodon, de que tejen lienzo como en el Paraguay, recogiéndose todo con mucha escasez.

La caña no cuaja azúcar, solo se saca miel y raspaduras. No se hace aguardiente, por prohibicion expresa de su jefe : da bien la raíz de *yuca,* las sandías y melones, y de todo cuanto se siembra, si el año es bueno, por ser el terreno regular; pero es necesario profundizar para que de este modo dé bien.

Hay mucha piedra de cal, y se halla buen barro para teja y ladrillo, que no hacen por prohibicion, como luego diré.

Este comandante del presidio nos dijo, que el dia 5 de julio se presentaron los Guaycurús (que yo creo los Mbayás, á quienes llaman tambien Guaycurús) en el sitio que acostumbran salir á hablar, que es al pié y extremo del O. de la otra serranía ó loma, que está en la otra banda del rio, bañándole este su falda, y le presentaron dos papelitos á este comandante del presidio, diciéndole tuviesen cuidado, que venian muchas embarcaciones de Españoles; cuyos papelitos los remitió á su general, dándole aviso de lo que los Indios le decian. Absortos nos quedamos al oir tal cosa, pues hubo quien se anticipase á dar la noticia á estos, aun cuando apénas se preparaban las cosas para nuestro viaje.

1790.

Partida para Albuquerque.

A las 3 de la tarde vino la canoa, embarcamos la provision para nuestro viaje y fuimos al presidio; y estando todo pronto, nos largamos, ejecutándolo tambien el bote que se hallaba en la isla para ponerse al resguardo en la orilla del rio, en el lado en que está la guardia, hasta la que llega el agua cuando crece, pero nunca pasa la estacada. Seguimos nosotros, luego que estuvo embarcado el comandante del presidio que nos acompañaba, llevando la canoa seis remeros, un popero bogavante y un espadillero, un soldado pagado, Portugues, otro nuestro, el Sr. D. Martin y yo, y caminamos. A poco de haber pasado el estrecho de San Francisco Javier (que lo forman los extremos orientales de los dos cerros que están situados uno á cada lado y sobre la orilla del rio; el cual estrecho será de 150 varas de ancho, cuando mas, desde donde sigue el rio siempre angosto en várias vueltas), dejamos sobre la costa occidental, y tierra adentro, varios cerros situados de trecho en trecho, siendo ambas orillas bajas y anegadizas, mas la occidental que la oriental, ambas cubiertas de bosque y maleza, algunas islas con lo mismo, y paramos á las 7 á hacer noche sobre la barranquita de la costa oriental.

Parada.

Aquí cada bogavante puso su hamaca y mosquitero, y durmieron con toda comodidad.

A las 2 de la madrugada nos largamos, y seguimos, continuando los cerros y el rio en várias vueltas.

La canoa portuguesa *Charrua*. Conferencia.

Dia 10, *viérnes*. — Amaneció claro y el viento al S. bonanza; continuamos nuestro camino, hasta las 10, que avistamos una canoa igual á la en que íbamos con su carroza de lona: inmediatamente largó su bandera, que era de la misma nacion portuguesa, y se le correspondió con la misma que llevaba el comandante del presidio, y usan como nosotros en nuestros botes. A las 10 horas 40 minutos atracamos las dos canoas ya juntas en la costa oriental, y supimos venia en la canoa llamada *Charrua* el sarjento mayor y comandante de la poblacion, D. José Antonio Pintos Figueredo: quien habiendo salido en tierra saludó al Sr. D. Martin, y juntos subieron la barranca que estaba cubierta de monte. Despues de haber conferenciado los

dos largo rato, comimos, y á las 2 horas 7 minutos nos largamos rio abajo, habiendo caminado hasta allí como ocho ó nueve leguas. 1790.

A las 8 horas 47 minutos llegamos al presidio de donde salimos, y nosotros nos retiramos á nuestro bote. Llegada al presidio.

Durante la noche ventó con fuerza el S., que á la mano derecha era N.

Dia 11, sábado. — Pasó el Sr. D. Martin Boneo al sarjento mayor y comandante de la poblacion de Albuquerque los oficios correspondientes á su comision, á los que contestó igualmente como lo hizo el del presidio. Boneo entrega los oficios relativos á su mision.

El sarjento mayor nos dijo lo mismo que sabíamos tocante á su poblacion, que forma plaza y calles, y que está situada en terreno alto; que produce todo bien; que él la mudó en el paraje en que está, y que queriéndola adelantar, haciendo casas durables de material y tejas, lo hizo presente á su capitan general, quien le respondió tirase solo á conservarla en los términos que está, hasta tanto que se practique la demarcacion; pues podria suceder que quedasen estos terrenos por España, y que entónces era todo perdido. Igual órden ha recibido el comandante de este presidio. Informes sobre la poblacion.

Nos dijo, que el presidio y la poblacion de Albuquerque le tiene de costo al rey 48,000 octavas, sin incluir sueldos ni víveres; que se hizo esta cuenta en la cámara de Cuyabá.

La poblacion tiene muchos patos, gallinas y chanchos con abundancia, que es lo que mas comen estas gentes: son muchos los rozados donde trabajan para sí.

Tres Indios llegaron á esta poblacion del pueblo del Santo Corazon, que habian muerto á su cura, y solo tardaron tres dias en llegar, que un Indio que él tenia, de los muchos del pueblo, se le huyó, y que habiendo llegado este á una gran laguna ó bahía, vió uno como padre, y muchos hombres blancos, y que de miedo se volvió.

Por las relaciones de este sarjento mayor, y por la distancia que dice hay al pueblo de su mando, los cerros en abundancia en forma de serranía, y la navegacion por el rio, medio dia mas Latitud de Albuquerque.

1790. al N. de la boca del N. del Paraguay-miní, se deduce, que está situado el pueblo de Albuquerque entre los 18° y 19° de latitud, mas inmediato á los 18° que á los 19°. Un pequeño arroyuelo pasa por su inmediacion y desagua en el Paraguay. De este pueblo gastan cinco al rio de los Porrudos.

Desde Cuyabá gastan 10 ó 12 dias de navegacion hasta el presidio de Coimbra, y de este á Cuyabá ponen un mes, poco mas ó ménos: y si el rio está crecido gastan ménos, porque entónces no tienen que arrastrar las canoas cargadas.

Nos dijeron unánimes, que estando el rio bajo, tiene muy poca agua; que este barco con dificultad llegaria ahora á la boca del Paraguay-miní, ó poco mas arriba; que ellos con sus canoas, que cargan 80 y 100 cargas, se ven en trabajos para llegar.

La poblacion tiene su guardia, con 4 pagos y 8 pedestres.

La racion se compone de 5 platos de fríjoles, 10 platos de harina de maíz, 2 libras y média de tocino salado, y dos platos de sal: tambien se les da aceite de tártago para alumbrarse de noche: igualmente se les da tabaco, tocino, pero por su cuenta, y, si quieren, por alguna de las partes de la racion cambian y toman tabaco.

Tiene este presidio órden del capitan general para no dejar acercar á los Indios, y cuando quieren hablar, va una canoa bien equipada de las grandes á la isla, y desde ella les hablan. Tienen bayetas, gorros de lo mismo, medallas, aguardiente y otros utensilios para gratificar á los Indios.

Dia 12, *domingo.* — Ventó el N. fresquito, y desde el bote hice las demarcaciones siguientes:

Demarcaciones. El ángulo E. y S. del presidio, al N. 25° E., no tiene garita.
El ángulo O. y S. del mismo, con garita al N. 46° O.
La puerta ó rastrillo al N. 4° E., á la izquierda está la garita.
La garita E. y N., en el cuadro saliente al E. al N., 22° 30' E.
El extremo occidental del cerro del presidio, al N. 77° O.
El pico mas alto del cerro del presidio, al N. 4° E.
La punta mas E., á la vista del cerro del presidio, al N. 71° E.
La costa del presidio corre E.-N.-E., O.-S.-O.

La punta de la isla, en medio rio, al S.-O. del presidio, al S. 77° O. 1790.

El extremo oriental del cerro, frente al presidio sobre la costa del S. del rio, al N. 77° E.

El extremo occidental del mismo, al S. 24° E.

Lo mas elevado en su medianía, al S. 66° E.

Todas estas demarcaciones son hechas desde el bote, y por la aguja sin correccion.

NOTA. — Que en el extremo oriental del cerro, que está en frente del presidio, hay ya mucha madera cortada, para formar otra batería de palo á pique en la misma costa que sigue de este cerro del presidio, rio arriba, al N., en la punta que sobresale del mismo cerro, que han trabajado mucho ya.

A las 10 llamó el viento al O. Durante nuestra permanencia en este paraje, he observado que los vientos en el dia son varios: de repente sopla el N., el N.-E., pasa al S., al O. calma, y vuelve al N.-E.: esto será acaso procedente de estos cerros, porque cuando sopla no es seguido, sino en ráfagas. Hasta las 4 horas 30 minutos se mantuvo el viento muy fresco por el N.-O. en ráfagas, tan caliente que los fusiles que estaban dentro de la casa del barco abrasaban. A esta hora calmó un poco, y se prepararon algunas nubes que descargaron en agua de rato en rato, aunque no mucha, estando el viento tan vario que circuló ó roló toda la aguja. Variaciones de la temperatura.

Salida del presidio de Coimbra, situado en 19° 52' 50" 3 de latitud austral.

Dia 13, *lúnes.* — Amaneció claro: á las 5 horas 50 minutos nos largamos, atravesando para tomar el canal del rio, y franquearnos de la isla: á las 5 horas 58 minutos ya estábamos en derrota, haciendo el rumbo que muestra la tabla, y la distancia de cada rumbo con la velocidad en décimos de milla, constando, ó dividiendo las 2,216 varas un tercio en diez décimos, para con este facilitar el trabajo. A las 6 eché la corredera, y andábamos al

1790. remo dos millas siete décimos al O.-S.-O., quedando la isla del presidio á la derecha, que vamos siguiendo; y duró 30 minutos: despues siguió otra isletilla, que duró 13. El viento llamó al S.-O. bonanza, á las 4 llamó el viento al N. y dimos la vela; á las 6 horas 22 minutos paramos en la costa oriental de una islita que está sobre la costa oriental, y aquí tenemos vencidos cuatro dias de rio arriba.

Parada.

Continuacion y parada.

Dia 14, *mártes.* — Á las 5 horas 50 minutos nos largamos con el tiempo sereno y en calma. Á las 8 llamó el viento al N., y á las 8 horas 17 minutos dimos la vela.

Á estos rumbos deben aumentarse las distancias, pues faltan 9 minutos para la observacion. Á las 5 horas 49 minutos paramos en la costa oriental por estar malo el tiempo: por el S.-O. hubo furia de mosquitos y llovió.

Id.

Dia 15, *miércoles.* — Á las 5 horas 50 minutos nos largamos al remo: á las 7 horas 45 minutos llamó el viento al N., y dimos la vela; estuvo el viento al N. fresco en ráfagas. Á las 4 horas 12 minutos, estando casi E.-O. con los *Tres Hermanos*, saltó el viento al S.-O. fresco, y paramos en la costa oriental.

Id.

Dia 16, *juéves.*—Á las 5 horas 48 minutos nos largamos con el tiempo claro y en calma, al remo: á las 9 horas 30 minutos apuntó la ventolina al N., y dimos la vela. A las 12, por habernos aconchado el N. sobre la costa oriental en una vuelta que hila al O., paramos, hasta las 2 horas 48 minutos, que nos largamos á la sirga; habiendo abonanzado un poco el viento para montar una punta que sale al O.: al instante saltó el viento al S., y tomamos puerto á las 3 horas 5 minutos en la misma costa oriental.

Toman la costa occidental.

A las 5 horas 16 minutos, despues de haber pasado la turbonada de agua y truenos, y calmado el viento un poco, nos largamos al remo y así seguimos hasta las 6, que, habiéndose cerrado el tiempo en truenos, relámpagos y lluvia, atravesamos el rio por ser la costa oriental anegadiza, y tomamos la occidental, que es de barranca y palmar, á donde llegamos á las 6 horas 40 minutos. Llovió toda la noche con mucha fuerza,

y por tres veces descargó sobre nosotros una gruesa manga de piedra. 1790.

Dia 17, *viérnes*. — Amaneció nublado el viento, picando al S. : á las 6 horas 6 minutos nos largamos al remo : á poco rato refrescó el viento S., y fuimos á la sirga : á las 10 horas 26 minutos paramos, por estar el viento fresco por el S.

Cero del circular, 177° 53' 72" Altura meridiana.
Altura doble, sol, 45 9 »
Latitud austral, 21° 18' 35"

Desde este punto demarqué el *Pan de Azúcar*, segun me señaló un peon que hice subir á un árbol al S. 12° E., corregido; distancia como siete y média leguas en el rumbo del S. 29° O.: quedamos E.-O. con el *Pan de Azúcar*. Demarcase el *Pan de Azúcar*.

Á la 1 hora 10 minutos, habia abonanzado un poco el viento, nos largamos al remo. Á las 4 horas 31 minutos quedamos E.-O. con el *Pan de Azúcar* : á las 6 horas 27 minutos paramos en la punta N. de una isla. Parada.

Dia 18, *sábado*. — Á las 5 horas 41 minutos nos largamos al remo, con el tiempo sereno y la ventolina al S. A las 9 horas 12 minutos vimos unos ranchillos sobre la barranca oriental, y en seguida dos Indios en caballo bayo, que siguieron galopando y hablándonos. A esta hora llamó el viento al N.-E., y dimos la vela, y la arreamos al instante porque luego calmó. Continuacion.

Se les habló á los Indios, que eran Guanás, y dijeron que la toldería estaba mas abajo. A las 11 vimos mas Indios á caballo sobre la barranca oriental. A las 5 dejamos el rio grande y entramos por un atajo muy angosto : á las 6 horas 15 minutos varamos: á las 6 horas 15 minutos(?) volvimos á caminar, hasta las 7 horas 10 minutos, que paramos en la costa oriental. Indios. Parada.

Dia 19, *domingo*. — Amaneció claro ; el vientecito al S.-O., y á las 5 horas 35 minutos nos largamos al remo; á las 6 horas 50 minutos entramos por un atajo, y á las 7 horas 40 minutos hallamos sobre la costa oriental unos horconcillos y dos fuegos, señal de que los Indios hicieron noche en aquel sitio : á las 10 horas 49 minutos salimos del riacho. Continuacion.

A la 1 hora 22 minutos dejamos la boca del rio Corriéntes,

1790. que desemboca en la costa oriental : al principio parece una laguna, pero luego sigue rio.

Boca del rio Corriéntes.

Aquí es donde en la parte del S. del rio Corriéntes, y á orilla del monte, están los Indios Sarigues, cuya toldería vimos á dicha hora; en la que refrescó un poquito el viento al N., y dimos la vela.

Cerros de Siete Puntas

A las 3 horas 25 minutos quedamos E.-O. con los *Cerros de Siete Puntas :* á las 6 horas 32 minutos paramos en una isla sobre la costa oriental.

La noche estuvo amenazando una gran turbonada.

Lluvia tempestuosa.

A las 5 horas 15 minutos descargó por el N.-O. el agua, con viento recio, truenos y relámpagos, que obligó á que la gente se echase al agua y se pusiese en el costado de sotavento á sostener el bote, á quien el viento hubiera estrellado contra la barranca. Amainó el viento y siguió el agua y el tiempo cargado, que nos impidió el caminar.

Continuacion y parada.

Dia 20, *lúnes.* — Continuó lloviendo, y el tiempo para mas, por lo que nos largamos.

A las 12 horas 53 minutos, sin embargo de no haber cesado el agua, habiendo calmado el viento, nos largamos al remo. Refrescó el viento al S. A las 4 horas 40 minutos paramos en la costa occidental, por estar siempre el tiempo metido en agua, que descargó con mucha fuerza y teson desde las 5 hasta las 9, manteniéndose siempre nublado y garuando á veces.

Dia 21, *mártes.* — Amaneció nublado, y cayendo algunas gotas de agua de cuando en cuando.

Piedras Partidas.

A las 6 horas 30 minutos nos largamos al remo, estando la ventolina al S. A las 11 horas 15 minutos estábamos E.-O. con las *Piedras Partidas*, y las lomas quedan aun mas al S. Dichas lomas no son altas, son propiamente lomas, segun las llamo, y no cerros. A las 5 horas 15 minutos entramos por el rio de Itapucú-miní. A las 6 horas 25 minutos salimos del riacho : á las 7 paramos en la costa oriental.

Itapucú-miní.

Dia 22, *miércoles.* — Amaneció el horizonte tomado de espesa niebla, el tiempo claro y el viento calma. A las 6 horas 8 minutos nos largamos al remo. A las 6 horas 37 m inutos que

damos N.-S. con la punta del morro de piedra de Itapucú-miní. 1790.

A las 6 horas 25 minutos paramos en la costa oriental de una isla larga, de dos que seguíamos.

Dia 23, *juéves.* — A las 4 horas 40 minutos nos largamos al remo, con el tiempo claro y en calma. A las 11 paramos, y tomé la altura meridiana siguiente : Altura meridiana.

Cero del circular,	177° 53' 12"	
Altura doble, sol,	44 4 40	
Latitud,		23° 8' 29"

A las 12 horas 10 minutos nos largamos, y á las 6 horas 48 minutos llegamos á la villa de la Concepcion. Concepcion.

Dia 24, *viérnes.* — Amaneció claro, y el viento al N.-E. A las 7 llegó la res, y á las 10 horas 18 minutos nos largamos á la vela. A las 11 horas 15 minutos quedamos E.-O. con la boca del rio Ipané-guazú. A las 8 horas 19 minutos paramos en la costa oriental. Boca del rio *Ipané-guazú.*

Dia 25, *sábado.* — A las 5 horas 35 minutos nos largamos al remo, con el tiempo claro y en calma. A las 7 horas 10 minutos quedamos E.-O. con la boca del rio Ipané-miní, del que al S. sale otra boca de riacho en la costa oriental, que será tal vez alguna isla que tendrá en la boca, ó algun otro bracito que se le junte. A las 8 horas 10 minutos apuntó el viento al N.-E. y dimos la vela. A las 5 horas 35 minutos quedamos E.-O. con la boca del rio Xejuí. A las 6 horas 25 minutos paramos en la costa oriental. Id. del *Ipané-miní.*

Dia 26, *domingo.* — A las 4 horas 30 minutos nos largamos : amaneció con algunas nubes y el viento al E. A las 7 horas 45 minutos, estando al N.-E., dimos la vela, y á las 10 horas 15 minutos quedamos E.-O. con la villa de Cuarepotí. Villa de *Cuarepotí.*

A la 1 hora 27 minutos llegamos á la guardia del Ipitá, adonde llegué con la estima á la observacion de 24° 35' 40", y y á las 6 horas 10 minutos paramos en la costa oriental. Guardia del Ipitá.

A las 3 horas 39 minutos, por estar el viento al N. y el tiempo no muy seguro, nos largamos á la vela; á poco rato calmó, y seguimos al remo. A las 7 horas 57 minutos dejamos la caida del rio Tobatís. A las 9 horas 43 minutos dejamos la guardia Llegada á la Asuncion.

1790. de Arecutacuá. A las 11 pasamos la guardia de San José del Peñon : en cuya hora estaba el viento al N. fresco, con el que seguimos en demanda de la ciudad. A las 12 horas 15 minutos dejamos la guardia de Castillos; y á las 12 horas 45 minutos, no pudiendo montar una punta que sale de la boca y parte del S. del riacho de San Miguel, estando el viento N. muy fresco, nos aconchó en tierra, y obligó á arrastrar el bote á fuerza de hombros, con la gente por el agua, y meternos en el riacho de San Miguel, y por él llegamos á las 3 á la Asuncion del Paraguay.

Las tablas siguientes sirven para la formacion del plano, y empiezan desde el presidio de Coimbra hasta la ciudad de la Asuncion del Paraguay. Constan solo de los rumbos corregidos de variacion, y de las distancias de estima en 100 la milla marítima.

Tablas.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 9° EST^a.
S. 71° O.	251,0	
S. 59 O.	224,0	
S. 49 O.	160,0	
S. 37 O.	121,5	
S. 51 O.	364,0	
S. 20 O.	77,0	
S. 42 O.	66,2	
S. 15 O.	41,9	
S. 70 O.	42,4	
S. 54 O.	87,6	
S. 67 O.	119,5	
N. 63 O.	101,8	
N. 25 O.	80,5	
N. 47 O.	133,5	
N. 59 O.	47,7	
N. 66 O.	30,3	
N. 81 O.	59,3	
N. 63 O.	127,6	
S. 79 O.	72,5	
S. 66 O.	65,4	
S. 51 O.	47,6	
S. 39 O.	102,8	

1790.

NUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 9º ESTª.
S. 51 O.	67,0	
S. 69 O.	55,2	
N. 70 O.	122,6	
N. 76 O.	39,7	
S. 80 O.	121,5	
S. 84 O.	60,4	
S. 45 O.	52,6	
S. 60 O.	126,5	
S. 69 O.	158,2	
S. 59 O.	120,1	
N. 72 O.	155,6	
N. 89 O.	40,0	
S. 87 O.	80,0	
S. 76 O.	148,5	
S. 57 O.	178,0	
S. 54 O.	115,5	
S. 88 O.	180,0	
N. 82 O.	53,5	
S. 74 O.	120,5	
S. 49 O.	47,5	
S. 13 E.	80,5	
S. 59 E.	53,2	
S. 87 E.	155,0	
S. 47 E.	60,8	
S. 24 E.	46,6	
S. 6 E.	69,5	
S. 49 O.	80,6	
S. 79 O.	116,2	
S. 39 O.	72,2	
S. 34 O.	124,0	
S. 22 O.	65,0	
S. 1 O.	217,0	
S. 54 E.	79,3	
S. 80 E.	51,5	
N. 46 E.	131,0	
N. 59 E.	87,0	
S. 80 E.	282,8	
S.	133,1	
S. 25 O.	264,0	
S. 8 O.	173,6	
Latitud observada, 20º 17' 50" 5.		
S. 6 E.	193,0	
S. 36 E.	145,0	
S. 63 E.	164,0	
S. 52 E.	222,0	
S. 13 E.	116,0	
S. 9 O.	48,0	
S. 24 O.	135,0	
S. 37 O.	135,0	

1'90.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 9° EST°.
S. 3 O.	87,0	
S. 14 O.	68,0	
S. 7 E.	116,0	
S. 20 O.	150,0	
S. 39 O.	135,0	
S. 22 E.	50,0	
S. 4 O.	83,0	
S. 29 O.	66,0	
S. 43 E.	80,0	
S. 77 E.	108,0	
S. 19 O.	108,0	
S. 17 E.	50,0	
S. 33 O.	33,0	
S. 39 O.	100,0	
S. 9 E.	33,0	
S. 46 E.	73,0	
N. 42 E.	250,0	
N. 59 E.	24,0	
S. 68 E.	33,0	
S. 51 E.	53,0	
S. 36 E.	208,0	
S. 11 O.	50,0	
S. 31 E.	156,0	
S. 29 O.	78,0	
S. 74 O.	60,0	
S. 88 O.	110,0	
S. 71 O.	65,0	
S. 67 O.	75,0	
S. 74 O.	125,0	
S. 69 O.	195,0	
S. 44 O.	30,0	
S. 19 O.	30,0	
S. 27 E.	45,0	
S. 66 E.	180,0	
S. 73 E.	225,0	
S. 82 E.	67,0	
N. 88 E.	91,0	
S. 16 E.	252,0	
S. 29 O.	110,0	
S. 58 O.	278,0	
S. 68 O.	160,0	
S. 74 O.	117,0	
S. 68 O.	133,0	
S. 48 O.	43,0	
S. 39 O.	35,0	
S. 66 E.	100,0	
S. 35 E.	80,0	
S. 51 E.	450,0	
S. 42 E.	110,0	
S. 13 E.	120,0	

1790.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 9° EST^a.
S. 58 O.	117,0	
S. 49 O.	166,0	
S. 65 O.	137,0	
S. 39 O.	30,0	
S. 11 O.	55,0	
S. 6 E.	92,0	
Latitud observada, 21° 01' 26" 5		
Los Tres Hermanos.		
S. 6 E.	278,4	
S. 31 O.	140,7	
S. 14 O.	251,0	
S. 10 E.	152,2	
S. 14 O.	132,0	
S. 25 O.	44,0	
S. 59 O.	73,6	
S. 77 O.	209,0	
N. 82 O.	21,5	
N. 82 O.	13,4	
S. 69 O.	22,0	
S. 44 O.	22,3	
S. 19 O.	32,6	
S. 3 O.	14,8	
S. 13 E.	99,7	
S. 19 E.	47,5	
S. 32 E.	18,6	
S. 32 E.	77,6	
S. 47 E.	55,0	
S. 65 E.	95,0	
N. 83 E.	33,4	
S. 34 E.	16,0	
S. 9 O.	158,2	
S. 14 O.	56,6	
S. 39 O.	101,5	
Latitud observada, 21° 18' 36"		
S. 39 O.	75,0	
S. 34 O.	342,0	
S. 27 O.	147,0	
Latitud observada, Pan de Azúcar E.-O.	21° 23' 19" 1	
S. 34 O.	51,0	
S. 2 E.	40,0	
S. 28 O.	28,0	
S. 39 O.	132,0	
S. 17 O.	48,0	
S. 74 O.	47,0	
S. 49 O.	50,0	
S. 39 O.	30,0	

1790.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 9° ESTª.
S. 19 O.	120,0	
S. 10 O.	43,0	
S. 4 O.	33,0	
S. 26 E.	90,0	
S. 31 E.	70,0	
S. 36 E.	44,0	
S. 48 E.	198,0	
S. 31 E.	22,0	
S. 41 O.	108,0	
S. 12 O.	100,0	
S. 34 O.	48,0	
S. 14 O.	25,0	
S. 2 E.	29,0	
S. 33 E.	77,0	
S. 43 E.	103,0	
S. 21 E.	130,0	
S. 24 O.	45,0	
S. 59 O.	250,0	
S. 39 O.	50,0	
S. 30 O.	17,0	
S. 24 O.	43,0	
S. 20 O.	30,0	
S. 8 E.	103,0	
S. 32 E.	40,0	
S. 52 E.	153,0	
S. 26 E.	27,0	
S. 2 E.	225,0	
S. 14 O.	52,0	
S. 44 O.	115,0	
S. 54 O.	115,0	
S. 11 E.	13,0	
S. 59 O.	26,0	
S. 10 O.	13,0	
S. 22 E.	39,0	
S. 87 E.	17,0	
S. 72 E.	17,0	
S. 57 E.	35,0	
S. 69 E.	22,0	
S. 48 E.	26,0	
S. 34 E.	52,0	
S. 72 E.	25,0	
S. 57 E.	20,0	
S. 78 E.	10,0	
S. 78 E.	21,0	
S. 87 E.	8,0	
S. 37 E.	12,0	
S. 58 E.	54,0	
S. 79 E.	62,0	
S.	33,0	
S. 19 O.	108,0	

1790.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 9° 30'.
S. 41 O.	55,0	
S. 45 O.	104,0	
S. 5 O.	18,0	
S. 14 O.	64,0	
S. 6 E.	132,0	
S. 34 O.	18,0	
S. 69 O.	51,0	
N. 75 O.	73,0	
S. 67 O.	26,0	
S. 40 O.	11,0	
S. 11 E.	22,0	
S. 41 E.	22,0	
S. 60 E.	37,0	
S. 45 E.	26,0	
S. 24 O.	22,0	
S. 35 O.	37,0	
S. 68 O.	173,0	
S. 31 O.	77,0	
S. 44 O.	43,0	
S. 44 O.	37,0	
S. 64 O.	165,0	
S. 45 O.	33,0	
S. 27 O.	15,0	
S. 20 O.	37,0	
S. 6 E.	196,0	
S. 2 E.	140,0	
S. 37 E.	20,0	
S. 62 E.	83,0	
S. 5 O.	40,0	
S. 21 E.	100,0	
S. 24 O.	310,0	
S. 2 O.	251,0	
S. 2 E.	238,0	
S. 16 E.	40,0	
S. 41 E.	56,0	
S. 56 E.	36,0	
S. 66 E.	32,0	
S. 76 E.	76,0	
S. 43 E.	108,0	
S. 22 E.	110,0	
S. 16 E.	124,0	
S. 36 E.	176,0	
S. 13 E.	200,0	
S. 59 E.	250,0	
S. 59 E.	20,0	
S. 31 E.	44,0	
S. 2 E.	28,0	
S. 14 O.	44,0	
S. 29 O.	62,0	
S. 44 O.	47,0	

1790.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 9° EST°.
S. 69 O.	109,0	
S. 81 O.	45,0	
S. 60 O.	36,0	
S. 44 O.	21,0	
S. 30 O.	33,0	
S. 13 E.	84,0	
S. 28 E.	108,0	
S. 16 E.	37,0	
S. 2 E.	89,0	
S. 8 O.	39,0	
S. 14 O.	52,0	
S. 26 O.	173,0	
S. 2 E.	43,0	
S. 23 E.	121,0	
S. 17 E.	26,0	
S. 2 E.	26,0	
S. 6 O.	280,0	
S. 7 E.	84,0	
S. 32 E.	196,0	
S. 21 E.	200,0	
S. 4 O.	152,0	
S. 14 O.	51,0	
S. 58 O.	48,0	
S. 69 O.	36,0	
N. 82 O.	99,0	
S. 64 O.	45,0	
N. 82 O.	37,0	
S. 85 O.	51,0	
N. 73 O.	159,0	
N. 72 O.	55,0	
N. 86 O.	66,0	
N. 73 O.	99,0	
S. 61 O.	121,0	
S. 64 O.	99,0	
S. 24 O.	36,0	
S. 16 E.	43,0	
S. 20 E.	100,0	
S. 31 E.	63,0	
S. 51 E.	80,0	
S. 61 E.	68,0	
S. 46 E.	36,0	
S. 32 E.	36,0	
S. 13 E.	33,0	
S. 6 O.	55,0	
S. 16 O.	26,0	
S. 28 O.	56,0	
S. 6 O.	22,0	
S. 22 E.	104,0	
S. 33 E.	40,0	
S. 62 E.	176,0	

1790.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 9º EST².
S. 42 E.	117,0	
S. 20 E.	307,0	
S. 14 O.	71,0	
S. 45 O.	67,0	
S. 64 O.	115,0	
S. 49 O.	32,0	
S. 39 O.	28,0	
S. 19 O.	40,0	
S. 6 O.	32,0	
S. 39 E.	290,0	
S. 9 E.	145,0	
S. 14 O.	110,0	
S. 3 O.	48,0	
S. 12 E.	37,0	
S. 39 E.	18,0	
S. 66 E.	44,0	
S. 37 E.	59,0	
S. 52 E.	117,0	
S. 39 E.	33,0	
S. 13 E.	95,0	
S. 29 E.	62,0	
S. 42 E.	40,0	
S. 52 E.	48,0	
S. 72 E.	70,0	
S. 87 E.	55,0	
N. 83 E.	55,0	
N. 74 E.	128,0	
S. 80 E.	37,0	
S. 43 E.	22,0	
S. 42 E.	23,0	
S. 36 E.	16,0	
N. 48 E.	20,0	
S. 74 E.	20,0	
S. 42 E.	16,0	
S. 5 O.	32,0	
S. 44 O.	32,0	
S. 14 O.	60,0	
S. 13 E.	72,0	
S. 3 O.	68,0	
S. 2 O.	96,0	
Latitud observada, 23º 8' 29"		
S. 36 E.	146,0	
S. 63 E.	114,0	
S. 67 E.	208,0	
S. 9 E.	38,0	
S. 22 E.	46,0	
S. 36 E.	161,0	
S. 22 E.	222,0	
S. 5 E.	58,0	

1790.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 8º 22m.
S. 54 O.	292,0	
S. 13 O.	60,0	
S. 16 E.	42,0	
S. 37 E.	48,0	
S. 42 E.	80,0	
S. 29 E.	159,0	
S. 36 E.	85,0	
S. 46 E.	96,0	
S. 2 E.	93,0	
Latitud observada de la villa real de la Concepcion.		23° 23' 20'' 2
S. 13 E.	80,0	
S. 6 O.	225,0	
S. 8 O.	154,0	
S. 29 O.	334,0	
S. 4 O.	230,0	
S. 19 E.	167,0	
S. 26 E.	108,0	
S. 19 E.	65,0	
S. 36 E.	193,0	
S. 13 E.	64,0	
S. 55 E.	39,0	
S. 68 E.	219,0	
S. 45 E.	312,0	
S. 51 E.	168,0	
S. 24 E.	40,0	
S. 24 E.	117,0	
S. 18 O.	65,0	
S. 60 O.	50,0	
S. 74 O.	64,0	
S. 39 O.	21,0	
S. 21 E.	21,0	
S. 55 E.	113,0	
S. 12 E.	140,0	
S. 44 O.	65,0	
S. 27 O.	56,0	
S. 2 E.	85,0	
S. 39 O.	75,0	
S. 32 E.	64,0	
S. 4 O.	42,0	
S. 44 O.	50,0	
S. 79 O.	122,0	
S. 59 O.	47,0	
S. 44 O.	131,0	
S. 19 O.	47,0	
S. 32 E.	67,0	
S. 56 E.	78,0	
N. 78 E.	82,0	
S. 82 E.	121,0	

1790.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 9° EST°.
S. 62 E.	13,0	
N. 64 E.	93,0	
S. 62 E.	117,0	
S. 31 E.	65,0	
S. 25 O.	67,0	
S. 30 O.	113,0	
S. 44 O.	67,0	
S. 26 E.	34,0	
S. 62 E.	100,0	
S. 5 O.	183,0	
S. 54 O.	138,0	
S. 84 O.	192,0	
S. 48 O.	93,0	
S. 19 O.	42,0	
S. 13 E.	103,0	
S. 42 E.	367,0	
S. 6 E.	53,0	
S. 44 O.	113,2	
S. 69 O.	108,0	
S. 59 O.	80,0	
S. 88 O.	113,2	
S. 54 O.	74,0	
S. 18 O.	40,0	
S. 6 O.	90,0	
S. 21 E.	120,0	Boca del rio Xejuí.
S. 37 E.	85,0	
S. 68 E.	158,0	
S. 42 E.	63,0	
S. 9 E.	291,0	
S. 74 O.	149,0	
S. 4 O.	50,0	
S. 9 E.	93,0	
S. 18 E.	75,0	
S. 36 E.	103,0	
S. 13 E.	202,0	
S. 14 O.	49,0	
S. 35 O.	54,0	
S. 19 O.	45,0	
S. 1 O.	80,0	
S. 25 E.	100,0	
S. 69 E.	83,0	E.-O. con la villa de Cuarepotí.
S. 42 E.	17,0	
S. 13 E.	25,0	
S. 29 O.	67,0	
S. 45 O.	93,0	
S. 71 O.	50,0	
S. 54 O.	50,0	
S. 35 O.	50,0	
S. 31 E.	133,0	
S. 9 E.	50,0	

1790.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 9° EST^a.
S. 56 E.	54,0	
N. 68 E.	15,0	
S. 52 E.	33,0	
S. 20 E.	13,0	
S. 2 E.	33,0	
S. 39 O.	87,0	
S. 64 O.	167,0	
S. 44 O.	47,0	
S. 16 E.	292,0	
S. 42 E.	185,0	
Latitud observada de la guardia de Ipitá.	24° 35' 42"	
S. 25 O.	84,0	
S. 25 O.	300,0	
S. 21 O.	38,0	
S. 70 O.	42,0	
N. 87 O.	81,0	
S. 85 O.	103,0	
S. 35 O.	37,0	
S. 20 O.	92,0	
S. 5 O.	213,0	
S. 25 O.	451,0	
S. 45 O.	90,0	
S. 66 O.	57,0	
S. 40 O.	51,0	
S. 20 O.	35,0	
S. 51 E.	204,0	
S. 6 E.	60,0	
		VARIAC. N.-E. 10° EST^a.
S. 39 O.	92,0	
S. 25 O.	100,0	
S. 10 E.	61,0	
S. 41 E.	57,0	
S. 67 E.	200,0	
S. 35 E.	140,0	
S. 15 O.	50,0	
S. 30 O.	50,0	
S. 45 O.	40,0	
S. 75 O.	30,0	
S. 89 O.	54,0	
N 78 O.	187,0	
N. 78 O.	72,0	
S. 83 O.	63,0	
S. 71 O.	44,0	
S. 60 O.	32,0	
S. 26 O.	222,0	
S. 30 O.	62,0	
S. 4 O.	76,0	

1790.

RUMBOS.	DISTANCIAS.	VARIAC. N.-E. 11° EST.ª
S. 2 O.	200,0	
S. 28 O.	46,0	
S. 66 O.	38,0	
S. 80 O.	46,0	
O.	56,0	
S. 80 O.	56,0	
S. 61 O.	207,0	
S. 21 O.	60,0	
S.	30,0	
		VARIAC. N.-E. 9° EST.ª
S. 21 O.	20,0	
S. 57 O.	29,0	
N. 70 O.	60,0	
N. 68 O.	108,0	
S. 58 O.	130,0	
S. 53 O.	260,0	
S. 70 O.	42,0	
N. 85 O.	150,0	
S. 56 O.	60,0	
N. 29 O.	26,0	
N. 34 O.	46,0	
N. 69 O.	20,0	
S. 53 O.	26,0	
N. 60 O.	14,0	
Recalada á la piedra del Peñon, situada en 25° 6' 7''		
S. 85 O.	149,0	
S. 45 O.	119,0	
S. 31 O.	99,0	
S. 2 O.	282,0	
S. 65 O.	88,0	
S. 37 O.	338,0	
S. 72 O.	259,0	
S. 8 O.	68,0	
S. 18 O.	95,0	
S. 33 O.	43,0	
Llegada á la Asuncion. Diferencia de meridiano entre Coimbra y la Asuncion, 58' 8' 6.		

Es copia del diario que formé de rio abajo, desde el presidio de Coimbra hasta la Asuncion del Paraguay.

IGNACIO DE PÁSOS.

PRIMER PERIODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.

1790. *Convencion concluida entre España é Inglaterra, transigiendo varios puntos sobre pesca, navegacion y comercio en el Océano Pacífico y los mares del Sur; firmada á 28 de octubre de 1790.*

NOTICIA HISTÓRICA.

Expedicion española. Descubrimiento del puerto de San Lorenzo de Nootka.

En fines de 1788, salieron del puerto mejicano de San Blas dos buques de la marina española bajo las órdenes del comandante don José Martínez, con el objeto de visitar la costa noroeste de aquel continente y destruir cualquier establecimiento extranjero que se hubiere formado en territorios del dominio de España. Llegó la expedicion en 5 de mayo de 1789 al puerto de San Lorenzo de Nootka, descubierto y apellidado así en 1774 por el comandante de la fragata española *Santiago*, don Juan Pérez.

Tráfico de pieles.

Desde que el célebre Cook habia recorrido estos mares en 1778, atraidos los Ingleses por sus interesantes relaciones en que se encarecia la importancia comercial de Nootka con respecto al Asia, no solo dieron principio á un lucrativo tráfico de

pieles y otros artículos que llevaban á China, sino que idearon tambien formar un establecimiento en San Lorenzo, en cuyo puerto ni aun vestigios se conservaban de la expedicion del comandante Pérez, y ántes bien le habia designado en la carta de sus viajes el capitan Cook bajo el nombre de Friendly Cove (*Ensenada pacífica*), tomando posesion á su vez de la isla de Nootka. 1790.

Don José Martínez halló en San Lorenzo dos buques anglo-americanos que se ocupaban en descubrimientos, y uno portugues y otro ingles procedentes de Macao, dedicados á objetos de comercio. La primera resolucion del comandante español fué apresar estos cuatro buques, pero inmediatamente puso en libertad á los tres primeros, reteniendo solamente el último, que unido al *Argonáuta*, que llegó despues, mandado desde Lóndres por la compañía del mar del Sud con encargo de preparar sitio y habitaciones para la factoría inglesa que estaba proyectada, remitió á San Blas á las órdenes del virey de Méjico. Éralo á la sazon el conde de Revillagigedo, quien temeroso de las consecuencias que pudiera acarrear la impremeditada accion de Martínez, les levantó el arresto, dejándolos en libertad de marcharse; previa una fianza de responder en el juicio que se entablase por su conato de usurpacion en la isla de Nootka. Al mismo tiempo retiró la comision dada á aquel comandante, pero le reemplazó don Francisco Elisa, que con una nueva expedicion de tres buques recibió órdenes de consolidar la dominacion española en San Lorenzo, dando ensanche y solidez á un fuerte que habia empezado á construir don José Martínez.

Dos buques anglo-americanos, uno portugues y otro ingles.

Nueva comision española. Construccion de un fuerte.

La noticia de estos sucesos llegó á Madrid ántes que á Lóndres. El 20 de enero de 1790 la comunicó el conde de Florida Blanca al marques del Campo, ministro de España en aquella corte, mandándole que se quejase al gobierno británico de la frecuencia con que sus súbditos intentaban actos de usurpacion en las posesiones hispano-americanas, obtuviese órdenes para que en lo sucesivo se reconociese el legítimo dominio de la corona española en Nootka, y al participar lo acaecido en San Lorenzo, añadiese que considerando el virey de Méjico que los

Quejas del ministro español en Lóndres, contra tentativas de usurpacion de parte de súbditos británicos.

1790. buques arrestados habian obrado con ignorancia y no deliberadamente, habia dispuesto que sin demora se les levantase el arresto.

Negativa del gabinete ingles á este respecto. Satisfaccion que pide á la España.

El gabinete ingles, que se hallaba ya en frias relaciones con la corte de Madrid á consecuencia de las vivas disputas que sostenian aun desde la paz de 1783 sobre los establecimientos de Campeche y Mosquítos, y que veía ahora contrariados los proyectos de extender sus factorías en la inmediacion de la California, dió una agria contestacion á la nota del marques del Campo, negándose categóricamente á entrar en discusiones de dominio hasta tanto que el gobierno español diese una positiva satisfaccion por el insulto hecho al pabellon británico. Como esta satisfaccion hubiera envuelto una tácita ó indirecta confesion nada favorable á los derechos que intentaba sostener la corona de España en Nootka, Florida Blanca se negó á complacer al gobierno ingles sosteniendo que la pequeña falta que pudiera haber habido en la momentánea detencion de los dos buques, quedaba indemnizada lo bastante con la espontánea é inmediata medida adoptada por el virey de Méjico.

Negativa de esta.

Designios de hostilidad de la Inglaterra contra la España.

Orgulloso aquel gobierno y conociendo que en las circunstancias políticas de la Francia no podria la corte de Madrid combinar ahora las mismas fuerzas que le habian dado la ley en 1783, empezó á armar sus escuadras, dió cuenta en el parlamento del pretendido insulto que acababa de recibir, y pidió se le otorgasen nuevos subsidios. Al mismo tiempo reclamó de los estados generales los que se le debian en virtúd del tratado de alianza de 15 de abril de 1788. La escuadra holandesa, mandada por el almirante Kinsbergen, recibió órden de unirse en Portsmouth á la del almirante Howe.

Conflicto de la España, agravado por la situacion de la Francia.

Grande era el conflicto del gobierno español. Florida Blanca, que tal vez contra sus principios, pero que arrastrado de la inclinacion personal de Cárlos III y de los atentados continuos de la Inglaterra durante este reinado, se habia visto precisado á lanzarse de lleno en la alianza francesa, encontraba ahora que enflaquecido aquel reino por las divisiones consiguientes á su revolucion, y menguada la autoridad real en el nuevo sistema

político, ni sus oficios y mediacion tenian influjo en Europa, ni habia una voluntad unánime, ni tampoco medios para ayudar á España en la lucha que amagaba. El sentimiento acerbo del ministro español por la revolucion que tan inoportunamente habia estallado en Francia, se retrata con mucha claridad en dos cartas, escrita la una al conde de Montmorin, ministro de negocios extranjeros y al cual hemos visto años atras de embajador en Madrid, y la otra al conde de Fernan Núñez, embajador de España en Paris (1). La primera es del 20 de enero de 1790 y dice así:

1790.

Una carta del ministro español á Montmorin.

« Mi estimado amigo y señor: debo á V. dos cartas, y pago con una respuesta á entrambas; habiendo faltado ántes la ocasion de darla por extraordinario, cuya expedicion hemos suspendido por las ocurrencias de ese país. Compadezco á V. por la situacion en que se halla, y compadezco tanto ó mas á esa ilustre nacion y á su buen rey. Los Españoles solemos decir que no hay cosa mas enemiga de lo bueno que lo mejor; y en efecto muchas veces, ó las mas, por hacer cosas mejores, ó se hacen muchas malas, ó se dejan de hacer las buenas, ó se destruyen las medianas y tolerables. Creo que en Francia sucede todo esto, y que miéntras no se abran los ojos para ver y confesar la verdad de este proverbio español, no faltarán trabajos; y muchas personas serán la víctima de su propio celo estéril y aun perjudicial.

Su contenido.

» Lo peor es que nuestros enemigos se deleitan con el espectáculo de esta tragedia, de la cual sacarán tantas ventajas, dejándola continuar, como interrumpiéndola con una guerra en el momento en que vean que han de sacar ventajas considerables. Este momento no puede tardar. ¿ Y qué esfuerzos hará entónces la Francia, sin dinero, sin crédito, sin ejército, sin marina y sin union y subordinacion de los miembros de ese gran cuerpo á una cabeza? ¿ Harán los Franceses en el peligro lo que los Romanos, nombrando un dictador, ó reconociendo esta autoridad en su rey? Pues, ¿ á qué esperan cuando ven la

Id.

(1) CANTILLO, *Coleccion de tratados de España.*

1790. Europa conjurada contra sí misma, amenazada de un incendio y metida en el centro que ha de abrasar á la propia Francia? Perdone V. estas expresiones acaloradas ó declamatorias, porque no puedo pensar, hablar ni escribir de las cosas de la Francia sin encenderme.

Id. » Aquí estamos en contínua observancia dentro y fuera. Dentro hay tranquilidad general, amor y fidelidad sin límites al soberano; fuera nos tienen alguna consideracion, y nos tendrian mas si la Francia se hallase ó pusiese en estado de figurar unida con la España, lo que pudiera y debiera. Subsiste en el rey, mi amo, el sistema de la union íntima con la Francia; pero, ¿cómo tratarémos y arreglarémos nuestra conducta recíproca y permanente, si el rey Cristianísimo no puede responder del cumplimiento de lo que ofrezca y concierte, habiendo tantos obstáculos y desórdenes? ¡Quién pudiera imprimir esta reflexion en los corazones de todos los Franceses!

Id. » En fin, amigo mio, miéntras ustedes no restablezcan la autoridad vigorosa de los tribunales para castigar á los delincuentes y turbadores del reposo público, y hacerles temer; y miéntras no haya tropa y marina subordinada, se perderá el tiempo en discursos, y se convertirá en anarquía ese gobierno.

Id. » No hay mas que decir. Tengo presente cuanto V. me ha escrito; lo demas lo dirá Fernan Núñez; y quedo de V. verdadero amigo y fiel servidor. FLORIDA BLANCA. »

Una carta del mismo á Fernan Núñez. Contenido.

La carta á Fernan Núñez, escrita el 6 de abril del mismo año, se halla concebida en los términos siguientes:

« Excelentísimo amigo y señor: vaya una especie que no escribo de oficio, pero servirá de gobierno á Vuecencia para sus explicaciones, si le hablan. Los Ingleses viendo frustrados sus establecimientos del mar del Sur, y especialmente el de Nootka, en que nos hemos anticipado impidiendo sus ideas, nos han respondido muy alto á un oficio amigable que Campo les pasó. Esto y el resentimiento que creo tengan de haber rehusado el rey un proyecto de alianza que nos insinuaron con mucha reserva por medio de Portugal, habrá excitado en ellos la gana de aprovechar á costa nuestra los armamentos que hagan con

pretexto de sostener al rey de Prusia. Estamos pues en la necesidad de prepararnos; y si el ministerio británico nos pregunta por qué armamos, diremos que es para defendernos si en las turbulencias actuales se nos quiere insultar, y para estar á la vista de la conducta de nuestros propios súbditos ultramarinos, por si cunde la peste y el mal ejemplo de las colonias francesas. De camino haremos las mas afectuosas protestas de amistad y de querer conservarla, como así es, y no perderemos medio de conseguir este fin. Entretanto, desnudos del apoyo de la Francia, será preciso que nos entendamos con alguna de las otras potencias ó con todas las que tengan posibilidad y motivos de contener á la Inglaterra, como Rusia, Prusia y Viena; aunque la única de quien se puede esperar algo útil es la primera. Todo esto pide gran secreto. 1790.

» Con los gastos de armamento conocerá Vuecencia cuán imposible nos será dar dinero á esos señores, no habiendo traido ahora los navíos de Indias mas que dos millones y medio de pesos para el rey, que están comidos con el duplo y mas. Id.

» En Turin siguen las imprudencias, llenos de celo y de ignorancia, sin reparar en los peligros y reputacion del jefe de la familia. Aseguro á Vuecencia que es una triste necesidad la de tratar con gentes que no conocen su mismo bien y á quienes es preciso enojar para no destruirlas. » Id.

Pero no por esto desmayó la corte de Madrid. En la casi seguridad de haber de medir las armas con el poder británico, el español procuró interesar á su causa á las potencias de Europa, extendiendo entre ellas un manifiesto en que se probaba el legítimo dominio de España en el territorio en cuestion y la mala fe con que la Inglaterra huía de entrar en la discusion de estos derechos, prefiriendo el medio violento de la guerra al de una pacífica negociacion para ventilarlos. Ademas, se aumentaron las fuerzas de mar y tierra; y se dió órden á don José Solano para que saliese de Cádiz á cruzar en el Mediterráneo con una escuadra de treinta y dos navíos de línea y doce fragatas. Florida Blanca, cuya capacidad y genio activo no podia contenerse en los límites de su propio ministerio, extendió tambien

1790. un plan eventual de operaciones que se conserva, escrito todo de su letra y contiene ideas de mucho interes. Dice así :

Plan de operaciones de *Florida Blanca*.

Plan de lo que conviene hacer en las circunstancias actuales de España con Inglaterra.

Reunion de fuerzas marítimas en Cádiz.

« 1° Continuar los armamentos en Cádiz, reuniendo allí todas las fuerzas marítimas que se puedan para acudir á donde convenga en los mares y dominios de Europa y América.

Refuerzo de Gibraltar.

» 2° Arrimar todas las tropas que hubiere en proporcion al mismo puerto de Cádiz y especialmente la infantería y dragones, así para el resguardo de aquel departamento y su arsenal, como para amenazar con alguna expedicion á nuestros enemigos. Estas mismas tropas podrán tener en respeto á los negros marroquíes y contener las tentaciones de su nuevo rey, á quien sugerirán los Ingleses cuanto puedan para un rompimiento. Tambien podrán algunas de dichas tropas reforzar la línea del Campo de Gibraltar y con algunos preparativos y disposiciones que cuesten poco dar aprehension de que podremos renovar el bloqueo y sitio, y forzar por este medio á los Ingleses á que mantengan mucha parte de sus fuerzas de mar y tierra en Europa, evitando sus expediciones en nuestra América.

Acercar tropas al Ferrol y á la Coruña.

» 3° Acercar tambien al Ferrol y Coruña las demas tropas que hubiere en proporcion, así para impedir las ideas de perjudicar nuestros arsenales, como para combinar desde allí las amenazas y operaciones de que se tratará despues.

Navíos franceses para Cádiz.

» 4° Inclinar á los Franceses, si arman en Tolon, á que pasen á Cádiz todos sus navíos, para que reunidos á los nuestros formen una armada superior á la de los enemigos.

Tropas francesas para Brest y otros puertos.

» 5° Proponer tambien á los Franceses que arrimen tropas á Brest y á los puertos del Canal ó Mancha para dar aprehension á la Inglaterra y aprovechar de cualquier descuido que tenga, si llega á creer que no es mas que amenaza, desampara sus costas ó disminuye allí sus fuerzas marítimas.

» 6º Procurar que los Franceses armen cuanto puedan en Brest, y concertar el punto de union de sus navíos con los nuestros, para que unos y otros no sean atacados de fuerzas superiores ántes de estar unidos. 1790. Union de fuerzas.

» 7º Pensar en acabar presto la guerra con un golpe de mano y un desembarco pronto en Inglaterra, teniendo presente el plan que se concertó en la guerra pasada y no tuvo efecto por las timideces ó por la política mal entendida del *conde de Maurepás*. Un desembarco en Inglaterra.

» 8º Para mover á los Franceses, convendrá pasar oficios fuertes al rey Cristianísimo, á fin de que diga lo que podrá hacer y lo efectúe por medio de preparativos y disposiciones activas; y que en su defecto no lleve á mal que la España busque otros aliados que se hallen en estado de concurrir á su socorro y satisfaccion, sin exceptuar potencia alguna. Por este medio si el rey de Francia oye á la Asamblea, se sabrá lo que hay que esperar de aquella nacion, y habremos de tomar otro partido, si vemos que es enteramente nula. Que se pasen oficios al rey Cristianísimo.

» 9º Poner en la isla de Cuba las tropas que se puedan en parajes de la costa del Sur proporcionados á hacer temer en la Jamáica alguna expedicion; y ver dónde podria por aquella parte colocarse alguna escuadra que la sostuviese con barcos de trasporte. Tropas en la parte sur de Cuba.

» 10º Renovar avisos á la América y especialmente á Puerto-Rico, Trinidad y bahía de Hondúras, y donde pueden convenir algunas fragatas, que impidan los insultos que quieran hacer los Ingleses de Jamáica, cubriendo la entrada del rio San Juan y el puerto de Omoa. Renovacion de avisos á la América.

» 11º En Filipinas son mas necesarios los avisos por estar en distancia que es mas difícil el remedio: y así se darán repetidos por Nueva España y por el cabo de Nueva Esperanza, teniendo estos prontos en Montevideo. Y á Filipinas.

» 12º Atraer la Rusia, como ya se ha empezado á hacer, y la Dinamarca; poner en desconfianza á la Suecia de los Ingleses, y procurar en Holanda que los patriotas sacudan el yugo ingles y su alianza. Aun con el rey de Prusia puede traba- Conducta respecto á la Rusia, Dinamarca, etc.

1790.

jarse por lo que empieza á descontentarse de la Inglaterra.

Id. respecto al rey de Marruécos.

» 13° Asegurar al rey de Marruécos, por todos medios y gastos, como se ha empezado á practicar, para que no nos distraiga, y hacer lo mismo con las regencias.

Instruccion á la corte de Lisboa.

» 14° Á la corte de Lisboa se instruirá de nuestra razon, exigiendo solo la misma correspondencia que en la guerra pasada.

Vigilancia en Canarias y Menorca.

» 15° Conviene en Canarias y Menorca tener mas vigilancia que en otras partes, por causa de los insultos que se intenten.

» En fin, nos debemos proponer hacer una guerra ofensiva y examinar los medios que haya para lograrlo con algun suceso; pues la defensiva es imposible por los muchos distantes puntos que tenemos que guardar.

Envío de navíos al mar del Sur.

» Por lo que toca al mar del Sur, está acordado ya enviar los navíos y fragatas que parecen necesarios. »

Medios para terminar las diferencias.

Miéntras así se aprestaban á la pelea los dos gobiernos, el portugues interpuso sus buenos oficios para suspender los armamentos y que se transigiese amistosamente la cuestion. El gabinete británico envió á Madrid para seguir la negociacion al lord Alleyne Fitz-Herbert, el mismo que con el conde de Aranda habia entendido en la del tratado de 1783. Desde mitad de junio empezaron las discusiones entre el nuevo plenipotenciario y el conde de Florida Blanca. Proponia aquel que ante todas cosas se sujetase el gobierno español á la restitucion de los buques apresados, si alguno lo estuviese todavía, á la indemnizacion de cualquier daño que del tal apresamiento se les hubiere seguido, y diese finalmente una declaracion que hiciese veces de satisfaccion por el ultraje hecho al pabellon británico. El ministro español, aunque hubiera querido que previamente se ventilase el punto del dominio territorial de Nootka, porque su resultado era el que con seguridad debia calificar lo justo ó ilegítimo del acto del comandante Martínez, propuso sin embargo que este asunto se sometiese al fallo arbitral de uno de los reyes de Europa. Negóse á ello el ministro ingles; y por fin despues de varias contestaciones, dirigidas todas á pedir el uno satisfaccion y resarcimiento de daños, y el

otro que se entrase en el exámen del derecho ó dominio territorial, viendo que colocada en este terreno la cuestion se haria interminable, tomaron un temperamento medio; esto es, hacer una *declaracion* y *contradeclaracion* en que se subsanase la ofensa que pudiera haber habido, pero sin que por ella se prejuzgase el punto de propiedad. Son como siguen aquellos documentos:

1790.

Declaracion y contradeclaracion.

Declaracion. — Habiéndose quejado Su Majestad Británica de la captura de ciertos barcos, pertenecientes á sus súbditos, hecha en la bahía de Nootka, situada en la costa noroeste de la América, por un oficial al servicio de Su Majestad Católica; el infrascrito, primer secretario de Estado y consejero de Su Majestad, debidamente autorizado al efecto, *declara*, en nombre y de órden de Su dicha Majestad, que Su Majestad se halla dispuesta á dar satisfaccion á Su Majestad Británica por la injuria de que se queja, en la seguridad de que Su dicha Majestad Británica se conduciria del mismo modo en iguales circunstancias con Su Majestad Católica, y ademas se obliga Su Majestad á restituir enteramente todos los buques británicos que fueron en Nootka, y á indemnizar á los interesados en ellos de las pérdidas que hubieren sufrido, tan luego como pueda estimarse el valor de ellas: bien entendido que esta declaracion no excluirá ni traerá perjuicio á la discusion ulterior de los derechos que alegue Su Majestad para formar exclusivamente un establecimiento en el puerto de Nootka.

S. M. C. se obliga á restituir los buques británicos.

En fe de lo cual firmo esta declaracion y la pongo el sello de mis armas. Madrid, 24 de julio de 1790.

EL CONDE DE FLORIDA BLANCA.

Contradeclaracion. — Habiendo declarado Su Majestad Católica que estaba dispuesto á dar satisfaccion por la injuria hecha al rey en la captura de ciertos barcos, pertenecientes á sus súbditos, en la bahía de Nootka; y habiendo firmado el señor conde de Florida Blanca en nombre y de órden de Su Majestad Católica una declaracion para ello, en virtud de la cual se obliga tambien Su dicha Majestad á restituir enteramente los barcos apresados, y á indemnizar á los interesados en ellos de las pér-

Aceptase la obligacion anterior.

1790. didas que hubieren sufrido; el infrascrito embajador extraordinario y plenipotenciario de Su Majestad cerca del rey Católico, expresa y debidamente autorizado para ello, *acepta* dicha declaracion en nombre del rey, y *declara* que Su Majestad considerará esta declaracion, con el cumplimiento de las obligaciones que encierra, como una plena y entera satisfaccion de la injuria de que Su Majestad se ha quejado.

Observacion sobre lo declarado y contradeclarado.

El infrascrito *declara*, al mismo tiempo, que debe tenerse entendido que ni la declaracion firmada por el señor conde de Florida Blanca, ni la aceptacion que acaba de dar el infrascrito en nombre del rey, no excluye ni menoscaba parte alguna de los derechos que pudiere alegar Su Majestad á cualquiera establecimiento que sus súbditos hubieren formado ó formaren en lo sucesivo en dicha bahía de Nootka.

En fe de lo cual he firmado esta contradeclaracion y la he puesto el sello de mis armas. En Madrid, á 24 de julio de 1790.

ALLEYNE FITZ-HERBERT.

Negativa de ambos gabinetes á ratificar este acuerdo.

Remitido á Lóndres este acuerdo, el gabinete británico se negó á darle la ratificacion, y ántes bien hizo nuevos preparativos y amagos de guerra. La corte de Madrid, aunque á su pesar, se vió en la necesidad de obrar del mismo modo. Entónces fué cuando pidió á Luis XVI los socorros estipulados en el pacto de familia. Este príncipe mandó desde luego que se armasen catorce navíos de línea; pero temiendo despues las consecuencias de esta medida, si en ella no intervenia la Asamblea nacional, sometió á su decision la demanda de la corte de Madrid. Discutióse en sentidos varios por los representantes de la Francia, entre los cuales el mayor número se inclinaba á no reconocer las obligaciones que emanaban de aquel tratado. Pero el voto del conde de Mirabeau, individuo de la comision diplomática, cuyo odio á la Inglaterra y rivalidad personal con respecto al ministro Pitt le llevó ahora á sostener que debian prestarse al gobierno español los socorros que reclamaba, triunfó en la Asamblea; y esta dió el 26 de agosto de 1790 el siguiente decreto:

« La Asamblea nacional, deliberando acerca de la proposicion

formal del rey que se contiene en la carta da su ministro, fecha en 1° de agosto, decreta :

1790.

Decreto de la Asamblea nacional sobre socorros estipulados en el pacto de familia.

» Que se pida al rey que haga conocer á Su Majestad Católica que la nacion francesa, tomando todas las medidas propias al mantenimiento de la paz, observará las estipulaciones defensivas y comerciales que el gobierno contrató anteriormente con la España.

» Decreta tambien que se pida al rey se entable inmediatamente una negociacion cos los ministros de Su Majestad Católica á efecto de estrechar y perpetuar por medio de un tratado lazos útiles á las dos naciones y fijar con precision y claridad cualquiera tratado que no sea enteramente conforme á las miras de una paz general y á los principios de justicia en que se fundará desde hoy la política de los Franceses.

» Por lo demas, tomando en consideracion la Asamblea nacional los armamentos de várias naciones de Europa, su progresivo aumento, la seguridad de las colonias francesas y del comercio nacional, decreta que se pida al rey dé sus órdenes para que las escuadras francesas en comision se aumenten á cuarenta y cinco navíos de línea con un número proporcionado de fragatas y otros buques. »

Vanas esperanzas de esos auxilios. Nuevos pasos para el arreglo.

Aunque por este decreto se autorizaba al rey para un armamento cuyo objeto verdadero era socorrer á España con las fuerzas navales que designa, la penuria del tesoro y los términos indirectos de la concesion hicieron ver al gobierno de Madrid que la alianza de la casa de Borbon se habia disuelto y que sería en vano esperar de allí ningun auxilio. Florida Blanca escuchó pues gustoso una segunda proposicion de la reina de Portugal para que continuase la negociacion sobre distintas bases. Fitz-Herbert presentó un nuevo proyecto de convenio, que se discutió detenidamente. Acordes se hallaban ya ambos plenipotenciarios; pero en España se miraba como indecorosa toda avenencia con la Inglaterra, acalorados como se hallaban los ánimos y herido el pundonor nacional de la arrogancia y tono de superioridad que habia mostrado aquel gabinete en la cuestion actual. Así es que no atreviéndose Florida Blanca á resu-

1790. mir toda la responsabilidad del convenio acordado, ántes de ponerle su firma le sometió al exámen de una numerosa junta de los primeros funcionarios; y para que su dictámen fuese seguro, acompañó al convenio un papel en que trazaba lijeramente el estado de España en sus relaciones exteriores y medios propios. No era ciertamente muy lisonjero el cuadro; quizá de intento le habia recargado el ministro para conseguir de la junta un voto favorable. Hé aquí el contenido de este documento:

Situacion de la España en el interior en sus relaciones exteriores.

« Ántes de examinar los artículos de convencion que nos propone la Inglaterra en el papel simple que acompaña para impedir un rompimiento, conviene tener presente un breve resúmen del estado en que la España se halla con las cortes principales de Europa, y el que ella tiene dentro de sí misma en sus diferentes ramos de guerra, marina, hacienda, economía y policía interna.

Con respecto á la Francia.

» Respectivamente á la Francia, acaba esta de declarar en su Asamblea nacional, que observará los empeños defensivos y comerciales con la España, *tomando todas las medidas propias para mantener la paz.*

» Consiguiente á esta declaracion ha acordado la Asamblea proponer al rey Cristianísimo se armen hasta cuarenta y cinco navíos de línea con el competente número de fragatas y buques menores; pero sin decir que es para auxiliar á la España, sino en consideracion á los armamentos que se hacen y aumentan por diferentes naciones de Europa, y á la seguridad de sus colonias y comercio.

» Esta reserva y aquella especie de condicion que contiene la declaracion de mantener los empeños defensivos y comerciales con la España, ofrece algunos motivos para reflexionar con pausa la declaracion de la Asamblea. Digo especie de condicion, porque parece que la resolucion de mantener los tratados defensivos se hace depender de que ántes se *tomen todas las medidas propias para conservar la paz.* Si el calificar estas medidas queda reservado á la Asamblea, siendo compuesta de tantos miembros é ideas tan extraordinarias, no hay que esperar

que les acomode lo que la España piense y practique para conservar la paz; y por consecuencia tampoco se debe esperar mucho de sus auxilios. 1790.

» Se prescinde por ahora de que la Asamblea quiera limitar la observancia de los tratados á lo defensivo y comercial, que es lo que puede tener cuenta á la Francia. Los casos de la alianza defensiva admiten tantas interpretaciones y cavilaciones que fácilmente la podrán eludir los miembros revoltosos de la Asamblea, diciendo que no ha llegado él *casus fœderis* y que la España tiene la culpa, ó en los motivos de la agresion que se le haga, ó en no admitir todos los medios de conciliacion que haya propuesto la Inglaterra, sean perjudiciales ó indecorosos. Id.

» Despues de esto, quiere la Asamblea que se negocie un tratado nacional con la España con el objeto sin duda de modificar ó explicar los antiguos; y esto es lo mismo que pretender formar un nuevo sistema de union con nosotros, en cuyas estipulaciones éntre el cuerpo de la nacion francesa que se cree representado por la misma Asamblea. Puede haber muchas dificultades y peligros en reconocer la legitimidad y autoridades de aquel cuerpo usurpador de la soberanía; y tambien pueden no ser útiles, como no lo serán á la España las ideas de ensanchar en ella sus ventajas el comercio frances por medio de la negociacion para los nuevos tratados.

» Á estos embarazos y justos recelos se sigue la poca probabilidad que hay de que los armamentos de la Francia sean efectivos y útiles á la España, aunque la Asamblea quiera auxiliarnos de véras. La falta de fondos y dinero para los gastos por los desórdenes de aquel reino, la inobediencia notoria de sus tropas de mar y tierra á sus jefes, y el riesgo de que sus máximas y resabios de insubordinacion puedan contaminar á nuestros soldados en cualquiera union ó proyecto combinado, impedirán por muchos tiempos la ejecucion y uso útil de cualquier armamento.

» Así pues, solo en caso de ser atacada la misma Francia por los Ingleses, puede haber una prudente esperanza de que aquella nacion haga y reuna sinceramente sus esfuerzos para defen-

1790. derse; y en tal caso buen cuidado tendria ella de buscarnos, aunque podria entónces convenirnos responderla con tantas modificaciones y reservas como las de que ahora se vale la Asamblea para respondernos.

» Visto el estado de la Francia para con la España, corresponde recorrer y registrar el que esta tiene con las demas potencias; lo que conviene hacer empezando por las marítimas.

Con respecto á la Holanda.

» La Holanda es aliada de la Inglaterra, y aunque la puede perjudicar mucho en sus intereses y comercio el mezclarse en un rompimiento con la España, el partido dominante estatuderiano de aquella república es todo ingles; y así, á pesar de los manejos de los patriotas y aun de los imparciales para no tomar parte en la guerra y de lo que se les ha cultivado á este fin por nuestra corte, prevalecerá la opinion de auxiliar á los Ingleses, aunque será con la pereza y flojedad que lo hacen tales gobiernos populares y mercantiles.

Á la Rusia.

» La Rusia, embarazada en su guerra actual, amenazada por el rey de Prusia y por la Inglaterra, y falta de recursos y de dinero, se verá precisada á ceder y acomodarse con la Suecia y los Turcos. Si la España tuviera un gran tesoro para dar á los Rusos, y se allanase á romper con la Inglaterra, impidiendo que esta enviase escuadras al Báltico, no hay duda que Catalina II entraria en una alianza con nosotros; pero ni tenemos aquel tesoro, ni debemos emprender una guerra contra Ingleses solo por favorecer á la Rusia.

Pasos de la España sobre alianza con ella.

» Para el caso en que no pudiésemos honestamente evitar la guerra, y que fuésemos atacados, sería muy útil estar prevenidos con alguna alianza ó convencion de socorrernos recíprocamente Españoles y Rusos. Á este fin se han dado con mucha anticipacion algunos pasos por nuestra parte en la corte de Rusia; pero con tal tiento que no aceleremos el mal, en vez de evitarle, pues advertidos los Ingleses de nuestra negociacion, de que ya están recelosos, ó la destruirian ó se apresurarian á hacernos la guerra ántes que asegurásemos formalmente la alianza. En fin, esta es muy incierta, y solo sería probable para

despues de la guerra que es cuando ménos la necesitaríamos. 1790.

» El rey de Suecia tal vez entraria en una alianza; pero, segun hemos tanteado, querria subsidios ánuales de dinero, como se los daba ántes la Francia, y para sacarnos mas haria, el juego doble de pedirlos mayores á la Inglaterra y Prusia, y aun diria que se los ofrecian; no teniendo en el dia confianza de este príncipe, que por su crítica situacion necesita comunicarlo todo á Ingleses y Prusianos. Con la Suecia.

» La Dinamarca entraria tambien en ser nuestra aliada, si entraba la Rusia; pero tambien querria subsidios en dinero, segun lo que hemos podido descubrir. Con Dinamarca.

» Con la corte de Lisboa solo se puede contar para una neutralidad exacta y amigable en que nos favorecerá cuanto pueda, y lo mismo se puede decir con las de Nápoles y Turin; y esto es lo mas que conviene exigir de estas cortes, pues su alianza nos traeria la carga de defenderlas, no pudiendo hacerlo ellas por sí solas, especialmente la de Lisboa, que tiene dominios tan distantes y desamparados. Con las cortes de Lisboa, Nápoles y Turin.

» Los Estados Unidos de América podrian ser nuestros aliados útiles que incomodarian al comercio y navegacion inglesa, y podrian turbar la pesca de Terranova, y las posesiones del Canadá y Nueva Escocia pertenecientes á la Gran Bretaña. Los hemos sondeado, y no ponen mala cara, pero querrán la navegacion del Misisipí, que les abra la puerta al seno mejicano y su contrabando, y tal vez pedirán la observancia de los límites que capitularon injustamente con la Inglaterra por lo tocante á la Florida, usurpándonos gran parte de esta. Con los E. U. de América.

» La corte de Viena no está para nuevos empeños de guerra y alianzas, y cualquiera lo conoce á vista de la ley que acaba de recibir de la Prusia y de la Inglaterra, sin que quede otra potencia de importancia á quien acudir para nuestra union. Con la corte de Viena.

» El rey de Prusia nos ha guardado y guarda una gran consideracion, dándonos cuenta de todos sus pasos, aunque con algunas reservas y modificaciones; pero no pudiendo ser nuestro aliado útil, siéndolo de la Inglaterra, solo podria servirnos de mediador ó de árbitro, lo cual lisonjearia su vanidad, aun- Con la Prusia.

1790. que disgustaria á las cortes de Viena y Rusia. La Inglaterra misma ha contado con nosotros para comunicarnos sus ideas de tres años á esta parte sobre la guerra de Levante, pidiendo consejo sobre ella y sobre el modo de contener á las cortes imperiales, pero en la hora que afianzó su alianza con la Holanda y con la Prusia y que vió alborotada la Francia y debilitada, empezó á recatarse y á obrar sin confianza con nosotros. Se lisonjeó de separarnos de la Francia cuando esta era ó se creía poderosa, pero cuando la ha visto arruinada no cuida mucho la Inglaterra de cultivarnos.

Con la Puerta Otomana.

» Con la Puerta Otomana estamos medianamente, pero de allí solo hay que esperar que no nos venga daño; y lo mismo digo de la regencia de Arjel y de la de Trípoli; pero no nos podemos fiar de los Tunecinos, con quienes solo tenemos tregua hasta ahora; y mucho ménos del rey de Marruécos, que, como todos saben, nos amenaza con el sitio de Ceuta, y esta es una diversion á que sin duda le mueven los Ingleses.

» Siendo esta nuestra situacion con las principales potencias de Europa y con las regencias de África, debe tambien reflexionarse el estado de nuestro ejército y marina, y el de nuestra hacienda real, sin olvidar el de nuestra economía y gobierno interno.

Reemplazo del ejército.

» El ejército padece una gran diminucion, pero podria reemplazarse para lo que podamos necesitar en una guerra marítima y de expediciones, sean dentro ó fuera de la Península, como tambien para un bloqueo indispensable de Gibraltar, que nos haga dueños del estrecho, y cause esta diversion á la marina inglesa para socorrerle, desviándola de otras empresas distantes en nuestras Indias, que no podemos enteramente defender.

Id. de la marina.

» En la marina tenemos bastantes buques, pero debe pensarse en su reemplazo en caso de desgracias y en el de sus aparejos, segun el estado de nuestros almacenes, á que se agrega el aumento de las tripulaciones y necesidad que habrá, para completarlas, de valerse de la tropa, como en la guerra anterior.

Estado de la hacienda.

» La real hacienda apénas puede con los gastos del tiempo de paz; y así para el de guerra en que bajan las entradas y

suben los gastos, es preciso recurrir al crédito: es de temer que no lo tenemos para hallar caudales dentro ni fuera de España; pero sobre esto dará luces el señor ministro á quien pertenece. 1790.

» Finalmente, en la economía y policía interior, ademas de otras causas, las malas cosechas de muchos años, las epidemias y la debilidad de las justicias para contener los desórdenes han encarecido todas las cosas necesarias á la vida, aumentando los ociosos y los delincuentes y atrasando los recursos del comercio y de la industria; de modo que es difícil ó imposible inventar nuevas cargas á los contribuyentes para la guerra sin aniquilar los pueblos y excitar clamores peligrosos en sí mismos, y mucho mas con el mal ejemplo de la Francia y otras potencias. Id. de la economía y policía interiores.

» Con estas reflexiones preliminares se ha de entrar á reconocer el plan de convencion que nos da la Inglaterra, y á extender el dictámen que cada uno debe formar sobre todos sus artículos, y sobre las demas ideas que convenga excitar. Para ello se debe tener presente no solo el perjuicio que pueda causar á nuestros derechos en las dos Américas, y á nuestro comercio, navegacion y quietud interna de sus provincias cualquier establecimiento extranjero, sino el ejemplo que se dé á otras naciones y el incentivo á la inglesa para aumentar sus pretensiones y exigir otras condescendencias si nos ven fáciles en las primeras. » Sobre el plan de convencion de la Inglaterra.

No dejó de sufrir contradiccion en la junta el proyecto de convenio, pero al fin hubo de ceder ante los males de una guerra inevitable, en la cual no podia entrar España con todas aquellas fuerzas que pudieran dar la probabilidad de triunfo. Miróse, pues, como una necesidad esta transaccion, por mas que fuese nociva á los intereses españoles y se creyesen menguados los derechos de la corona, tolerando el comercio ingles en el norte de la América y permitiendo la pesca en el mar del Sud. Necesidad de esa transaccion.

Firmóse pues el 28 de octubre la presente convencion, y para llevar á ejecucion los artículos 1° y 2° se concluyeron dos nuevos convenios, el 12 de febrero de 1793 y 11 de enero de 1794; el uno señalando la indemnizacion que debia satisfacer Se firmó. Dos nuevos convenios.

1790. el gobierno español; y en virtud del otro comisionados de ambas cortes presenciaron la demolicion del fuerte español de San Lorenzo, canjeando el 23 de marzo de 1795 en el golfo de Nootka las *declaraciones* de que se hace mérito en el último de estos convenios. CANTILLO.

DOCUMENTO.

Firmado el 28 de octubre. El 22 de noviembre se canjearon las ratificaciones.

Estando dispuestas Sus Majestades Católica y Británica á terminar por un convenio pronto y sólido las diferencias que se han suscitado últimamente entre las dos coronas, han hallado que el mejor medio de conseguir tan saludable fin sería el de una transaccion amigable; la cual dejando á un lado toda discusion retrospectiva de los derechos y pretensiones de las dos partes, arreglase su posicion respectiva para lo venidero sobre bases conformes á sus verdaderos intereses y al deseo mútuo que anima á Sus Majestades de establecer entre sí en todo y en todas partes la mas perfecta amistad, armonía y buena correspondencia. Con esta mira han nombrado y constituido por sus plenipotenciarios, á saber: Su Majestad Católica á don José Moñino, conde de Florida Blanca, caballero gran cruz de la real órden española de Cárlos III, consejero de Estado de Su Majestad y su primer secretario de Estado y del despacho; y Su Majestad Británica á don Alleyne Fitz-Herbert, del consejo privado de Su Majestad en la Gran Bretaña y en Irlanda, y su embajador extraordinario y plenipotenciario cerca de Su Majestad Católica; quienes despues de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes, han convenido en los artículos siguientes:

Plenipotenciarios.

Restitucion de edificios y terrenos.

ART. 1°. — Se ha convenido que los edificios y distritos de terreno situados en la costa de noroeste del continente de la América setentrional, ó bien en las islas adyacentes á este continente, de que los súbditos de Su Majestad Británica fueron

desposeidos en el mes de abril de 1789 por un oficial español, serán restituidos á los dichos súbditos británicos. 1790.

ART. 2°. — Ademas, se hará una justa reparacion, segun la naturaleza del caso, de todo acto de violencia ó de hostilidad que pueda haber sido cometido desde el dicho mes de abril 1789 por los súbditos de una de las dos partes contratantes contra los súbditos de la otra; y en el caso que despues de dicha época algunos de los súbditos respectivos hayan sido desposeidos por fuerza de sus terrenos, edificios, navíos, mercaderías ó cualesquiera otros objetos de propiedad en dicho continente y en los mares ó islas adyacentes, se les volverá á poner en posesion, ó se les hará una justa compensacion por las pérdidas que hubieren padecido. Reparacion de violencias y hostilidades.

ART. 3°. — Y á fin de estrechar los vínculos de amistad, y de conservar en lo venidero una perfecta armonía y buena inteligencia entre las dos partes contratantes, se ha convenido que los súbditos respectivos no serán perturbados ni molestados, ya sea navegando ó pescando en el *Océano Pacífico* ó *en los mares del Sur*, ya sea desembarcando en las costas que circundan estos mares, en parajes no ocupados ya, á fin de comerciar con los naturales del país, ó para formar establecimientos, aunque todo ha de ser con sujecion á las restricciones y providencias que se especificarán en los tres artículos siguientes. Seguridades de los súbditos respectivos.

ART. 4°. — Su Majestad Británica se obliga á emplear los medios mas eficaces para que la navegacion y la pesca de sus súbditos en el *Océano Pacífico* ó *en los mares del Sur* no sirvan de pretexto á un comercio ilícito con los establecimientos españoles; y con esta mira se ha estipulado ademas expresamente que los súbditos británicos no navegarán ni pescarán en los dichos mares á distancia de diez leguas marítimas de ninguna parte de las costas ya ocupadas por España. Restriccion sobre pesca.

ART. 5°. — Se ha convenido que así en los parajes que se restituyan á los súbditos británicos en virtud del artículo 1°, como en todas las otras partes de la costa del norteoeste de la América setentrional ó de las islas adyacentes situadas al norte de las partes de la dicha costa ya ocupadas por España, Libre entrada en ciertos parajes.

1790. en cualquiera parte donde los súbditos de una de las dos potencias hubieren formado establecimientos desde el mes de abril de 1789, ó las formaren en adelante, tendrán libre entrada los súbditos de la otra y comerciarán sin obstáculo ni molestia.

Restriccion recíproca.

ART. 6°. — Se ha convenido tambien, por lo que hace á las costas tanto orientales como occidentales de la América meridional y á las islas adyacentes, que los súbditos respectivos no formarán en lo venidero ningun establecimiento en las partes de estas costas situadas al sur de las partes de las mismas costas y de las islas adyacentes ya ocupadas por España. Bien entendido que los dichos súbditos respectivos conservarán la facultad de desembarcar en las costas é islas así situadas, para los objetos de su pesca, y de levantar cabañas y otras obras temporales que sirvan solamente á estos objetos.

Quejas por infraccion.

ART. 7°. — En todos los casos de queja ó de infraccion de los artículos de la presente convencion, los oficiales de una y otra parte, sin propasarse desde luego á ninguna violencia ó via de hecho, deberán hacer una relacion exacta del caso y de sus circunstancias á sus cortes respectivas, que terminarán amigablemente estas diferencias.

ART. 8°. — La presente convencion será ratificada y confirmada en el término de seis semanas, contado desde el dia de su firma, ó ántes si ser pudiere.

En fe de lo cual, nosotros los infrascritos plenipotenciarios de Sus Majestades Católica y Británica hemos firmado en su nombre y en virtud de nuestros plenos poderes respectivos la presente convencion, y la hemos puesto los sellos de nuestras armas. En San Lorenzo el Real, á 28 de octubre de 1790. — El conde DE FLORIDA BLANCA. — ALLEYNE FITZ-HERBERT.

Artículo secreto.

Diferimiento de una restriccion.

Como por el artículo 6° del presente convenio se ha estipulado, por lo que mira á las costas así orientales como occidentales de la América meridional é islas adyacentes, que los súbditos respectivos no formarán en adelante ningun establecimiento

en las partes de estas costas situadas al sur de las partes de las mismas costas ya ocupadas por España, se ha convenido y determinado por el presente artículo, que dicha estipulacion no estará en vigor mas que entretanto no se forme algun establecimiento en los lugares en cuestion por súbditos de otra potencia. El presente artículo secreto tendrá igual fuerza que si estuviere inserto en la convencion. En fe de lo cual, nos los infrascritos plenipotenciarios de Sus Majestades Católica y Británica hemos firmado el presente artículo secreto, y le hemos puesto los sellos de nuestras armas. Hecho en San Lorenzo el Real, á 28 de octubre de 1790. 1790.

El conde DE FLORIDA BLANCA.

ALLEYNE FITZ-HERBERT.

Las ratificaciones del convenio y artículo secreto se canjearon en el mismo San Lorenzo el Real, el 22 de noviembre de este año.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y HOLANDA.

1791. *Convencion entre España y la Holanda para restituirse mútuamente los desertores y fugitivos de sus colonias americanas; firmada á 23 de junio de 1791.*

Firmada el 23 de junio.

El rey de España y los Estados generales de las Provincias Unidas, movidos de las quejas reiteradas de sus respectivas colonias en América, y deseosos de cortarlas de raíz, han tenido por oportuno para conseguirlo concluir una convencion, por la cual se establece la restitucion recíproca de sus desertores y fugitivos entre sus colonias respectivas; cuya disposicion al paso que impedirá en adelante la desercion y sus consecuencias perniciosas, estrechará los lazos de amistad y union entre los colonos de ambas partes y no dejará que desear á Su Majestad y á Sus Alti-Potencias.

Plenipotenciarios

A este fin, y para arreglar las condiciones de esta convencion tan deseada, han conferido las altas partes contratantes sus plenos poderes, por parte de Su Majestad Católica á *D. José Moñino, conde de Florida Blanca*, caballero de la insigne órden del Toison, gran cruz de la de Cárlos III, primer secretario de

Estado y del despacho; y por los Estados generales á *D. Jacobo Godefroi, conde de Rechteren*, su embajador cerca de Su Majestad Católica; los cuales, despues de várias conferencias relativas á los mutuos intereses de sus soberanos, han convenido en los artículos siguientes : 1791.

ART. 1°. — Se establece la restitucion recíproca de los fugitivos blancos ó negros entre todas las posesiones españolas en América y las colonias holandesas, particularmente entre aquellas en que las quejas de desercion han sido mas frecuentes, á saber, entre *Puerto Rico* y *San Eustaquio*, *Coro* y *Curazao*, los *establecimientos españoles* en el *Orinoco* y *Esequebo*, *Demerary*, *Berbices* y *Surinam*. Restitucion recíproca de fugitivos.

ART. 2°. — Se verificará la mencionada restitucion con toda legalidad al precio establecido en el artículo siguiente, y á la primera reclamacion que hagan los colonos sus dueños, los cuales tendrán que ejecutarla en el término de un año contado desde el dia de su desercion; pues pasado este tiempo, no habrá ya lugar á reclamar los esclavos, los cuales pertenecerán desde entónces al soberano del paraje á que se hayan refugiado. Caso de prescripcion.

ART. 3°. — Luego que se reclamen algunos negros ó negras, el jefe gobernador, que es á quien debe hacerse la reclamacion, tomará las medidas mas eficaces para su arresto y para que despues de presos se entreguen á sus dueños, los cuales han de pagar á razon de un real de plata al dia por la manutencion de cada uno, desde aquel en que se les asegure, y ademas una gratificacion de veinte y cinco pesos fuertes por cada esclavo para atender á los gastos de su prision y recompensar á los que hayan contribuido á su arresto. Medidas en casos de reclamaciones.

ART. 4°. — Animados los plenipotenciarios de los mismos sentimientos de humanidad, estipulan que en adelante los negros ó negras fugitivos no podrán ser castigados á su vuelta por causa de su desercion con pena capital, mutilacion, prision perpétua, etc., á ménos que ademas de la fuga fuesen reos de otros delitos que por su naturaleza y calidad merezcan la pena de muerte; en cuyo caso deberán hacerlo presente al tiempo de reclamarlos. Seguridades para los desertores restituidos.

1791.

Retencion de fugitivos.

ART. 5°. — Si en los parajes donde se hubiesen refugiado los negros ó negras fugitivos, hubiesen cometido algun delito digno de castigo, los jueces de aquellos lugares entenderán en la causa y no restituirán los esclavos sino despues de dejar la justicia satisfecha. Si hubiesen cometido algun robo, no se entregarán hasta que sus amos hayan satisfecho el valor de él; y para que no haya que hablar de las deudas que los fugitivos hayan podido contraer, se remediará este abuso publicando por una y otra parte quedan incapaces de contraerlas durante su fuga ó su prision.

Garantía en materia de religion.

ART. 6°. — Como la religion nó debe de servir de pretexto ni motivo para rehusar la restitucion, los fugitivos holandeses que durante su residencia en las colonias españolas hubiesen abrazado la religion católica, podrán perseverar en ella á su vuelta á las colonias holandesas, donde gozarán, sin ser molestados, de la libertad de culto establecida por el gobierno de Sus Alti-Potencias en todos sus dominios.

Desertores blancos.

ART. 7°. — Habiéndose comprendido á los soldados desertores bajo la denominacion de *desertores blancos* en el artículo 1°, se establece igualmente la restitucion recíproca de los que abandonando el servicio en las colonias españolas ú holandesas se refugiaren á las de los Españoles ú Holandeses; pero con la restriccion expresa de no pagarse por estos gratificacion alguna, satisfaciendo puramente los dueños que los reclamen los gastos de su prision, y los que se juzguen indispensables, hasta su restitucion, que deberá hacerse con los vestidos, armas y cuanto llevasen encima.

Notificacion.

ART. 8°. — Se dará noticia á los jefes, gobernadores y comandantes de las colonias vecinas respectivas de la presente convencion, encargándoles su exacta ejecucion, y que á este efecto la den toda la publicidad posible en sus gobiernos y distritos respectivos.

ART. 9°. — La presente convencion será ratificada y confirmada en el término de dos meses contados desde el dia de su firma.

En fe de lo cual, nosotros los infrascritos plenipotenciarios

de Su Majestad Católica y Sus Alti-Potencias, hemos firmado en sus nombres y en virtud de sus plenos poderes la presente convencion, y la hemos puesto los sellos de nuestras armas. En Aranjuez, á 23 de junio de 1791. 1791.

El conde DE FLORIDA BLANCA.

El conde DE RECHTEREN.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y LA GRAN BRETAÑA.

1793. *Convencion entre Sus Majestades Católica y Británica para arreglar definitivamente la restitucion de los buques británicos apresados en Nootka: concluida y firmada en Whitehall el 12 de febrero de 1793* (1).

Firmada el 12 de febrero. Ratificada el mismo dia por S. M. B.

Deseando Sus Majestades Católica y Británica, en virtud de las *declaraciones* canjeadas en Madrid el 24 de julio de 1790 y convenio firmado en el Escorial el 18 de octubre siguiente, arreglar y resolver definitivamente todo lo que mira á la restitucion de los navíos británicos apresados en Nootka, como tambien á la indemnizacion de las partes interesadas en dichos buques, han nombrado para este fin y constituido por sus comisarios y plenipotenciarios, á saber: de parte de Su Majestad Católica *don Manuel de las Héras*, comisario ordenador de los ejércitos de Su dicha Majestad, su agente y cónsul general en los reinos de la Gran Bretaña é Irlanda; y por parte de Su Majestad Británica el Sr. *Rodulfo Woodford*, caballero baronet de la Gran Bretaña; los cuales, despues de haberse comunicado sus plenos poderes respectivos, han convenido en los artículos siguientes:

Plenipotenciarios.

(1) Véase el tratado de 1790, página 338.

1793.

Indemnizacion que hace la España.

ART. 1. — Su Majestad Católica, ademas de haber restituido el navío *Argonáuta*, cuya entrega se hizo en el puerto de San Blas en el año de 1791, conviene en pagar por via de indemnizacion á dichas partes interesadas la cantidad de doscientos diez mil pesos fuertes en especie: bien entendido que esta suma ha de servir de compensacion y completa indemnizacion de todas sus pérdidas, sean las que se quieran, sin excepcion alguna, y sin que por ningun pretexto ó motivo pueda hacerse en lo sucesivo reclamacion sobre este objeto.

Fecha del pago.

ART. 2. — Dicho pago se hará el dia en que se firme la presente convencion por el comisario de Su Majestad Católica al comisario de Su Majestad Británica, el cual le dará al mismo tiempo una carta de pago concebida en los términos enunciados en el anterior artículo, firmada por el mismo comisario por sí y á nombre y por órden de Su Majestad Británica y de dichas partes interesadas. Y se unirá al presente convenio una copia expresiva en buena y debida forma de dicha carta de pago, é igualmente de los respectivos plenos poderes y escrituras de poder de las citadas partes interesadas.

ART. 3. — Las ratificaciones de la presente convencion se cambiarán en esta ciudad de Lóndres en el término de seis semanas desde el dia de la fecha, ó ántes si fuere posible. En fe de lo cual, nos los infrascritos comisarios y plenipotenciarios de Sus Majestades Católica y Británica, hemos firmado en su nombre y en virtud de nuestros respectivos plenos poderes la presente convencion, poniendo en ella los sellos de nuestras armas. Hecho en Whitehall, á 12 de febrero de 1793.

MANUEL DE LAS HERAS.

R. WOODFORD.

En el mismo dia la ratificó Su Majestad Británica.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.

1794. *Acuerdo ó convenio entre España é Inglaterra para la ejecucion del artículo 1° de la convencion de 28 de octubre de 1790; firmado en Madrid el 11 de enero de 1794* (1).

Firmado el 11 de enero.

Deseando Sus Majestades Católica y Británica remover y obviar toda duda y dificultad relativa á la ejecucion del artículo 1° de la convencion concluida entre Sus dichas Majestades el 28 de octubre de 1790, han resuelto y convenido en mandar que se envíen nuevas instrucciones á los oficiales que respectivamente han comisionado para llevar á debido efecto el dicho artículo, cuyas instrucciones serán del tenor siguiente:

Instrucciones.

« Que dentro del término mas corto que sea posible, despues » de la llegada á Nootka de los dichos oficiales, estos se jun- » tarán en el lugar ó cerca del en que estaban los edificios que » ántes fueron ocupados por los súbditos de Su Majestad Brità- » nica, á cuyo tiempo y en cuyo lugar canjearán mútuamente » la *declaracion y contradeclaracion* siguientes:

(1) Véase el tratado de 1790, página 338.

1794.

Declaracion. Restitucion de edificios.

Declaracion. — « Yo N... N..., en nombre y de órden de Su » Majestad Católica, por estas presentes restituyo á N... N... » los edificios y distritos de terreno situados sobre la costa del » norueste del continente de la América septentrional ó en las » islas adyacentes á este continente, de los cuales los súbditos » de Su Majestad Británica fueron desposeidos hácia el mes de » abril de 1789 por un oficial español. En fe de lo cual he » firmado la presente *declaracion*, sellándola con el sello de » mis armas. Fecho en Nootka, á.... de.... de 179... »

Contradeclaracion de haber sido restituidos.

Contradeclaracion. — « Yo N... N..., en nombre y de órden » de Su Majestad Británica, por estas presentes declaro que los » edificios y distritos de terreno situados sobre la costa del » norueste del continente de la América septentrional, ó en las » islas adyacentes á este continente, de los cuales los súbditos » de Su Majestad Británica fueron desposeidos hácia el mes de » abril de 1789 por un oficial español, me han sido restituidos » por N... N..., cuya restitucion declaro ser plena y satisfac- » toria. En fe de lo cual he firmado la presente *contradecla-* » *racion*, sellándola con el sello de mis armas. Fecho en Nootka, » á.... de.... de 179... »

» Que entónces el oficial británico hará enarbolar la bandera » británica sobre el terreno así restituido, en señal de posesion. » Y que despues de estas formalidades, los oficiales de las dos » coronas retirarán respectivamente su gente del dicho puerto » de Nootka. »

Facultad de los súbditos respectivos.

Ademas, han convenido Sus dichas Majestades en que los súbditos de ambas naciones tendrán la libertad de frecuentar en las ocasiones que les convenga el referido puerto, y de construir allí edificios temporales para su acomodo durante su residencia en dichas ocasiones. Pero que ni la una ni la otra de las dos partes hará en el dicho puerto establecimiento alguno permanente, ó reclamará allí derecho alguno de soberanía ó de dominio territorial con exclusion de la otra. Y Sus dichas Majestades se ayudarán mutuamente para mantener á sus súbditos en el libre acceso al dicho puerto de Nootka contra otra nacion cualquiera que intentare establecer allí alguna soberanía ó dominio.

1794. En fe de lo cual, nos los infrascritos primer secretario de Estado y del despacho de Su Majestad Católica, y embajador extraordinario y plenipotenciario de Su Majestad Británica, en nombre y de órden expresa de nuestros soberanos respectivos, hemos firmado el presente acuerdo, sellándolo con los sellos de nuestras armas. Fecho en Madrid, á 11 de enero de 1794.

El duque DE ALCUDIA.

ST. HELENS.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

CORRESPONDENCIA OFICIAL É INÉDITA

SOBRE LA DEMARCACION DE LÍMITES ENTRE EL PARAGUAY Y EL BRASIL,

POR D. FÉLIX DE AZARA,

PRIMER COMISARIO DE LA TERCERA DIVISION.

NOTICIA HISTÓRICA.

Entre varios papeles que dejó Azara en poder de su compañero y amigo don Pedro Cerviño, se hallaba el borrador autógrafo de su correspondencia inédita sobre los trabajos de demarcacion; documento importante, que contiene la historia de las controversias suscitadas por los comisarios portugueses, con várias observaciones sobre el tratado de 1777. 1795. Borrador autógrafo de Azara.

En él se señalan los errores de los negociadores; sobre todo el de hacer pasar la línea de demarcacion por dos rios (Ugurey y Corriéntes), que ó no existen, ó no se hallan donde ellos los habian colocado. Solo al cabo de muchas investigaciones pudo descubrirlos el autor de esta correspondencia, el primero en el Rios *Igurey* y *Appa*.

1795.

Yaguarey ó *Igurey* de d'Anville, y el segundo en el rio *Appa*.

Quedó en suspenso la demarcacion.

Pero por mas fundada que fuese esta opinion, no pasó de conjetura, y la aprobacion de los altos poderes contratantes no bastó á darle el carácter de un artículo adicional al tratado. No cesaron los comisarios portugueses de promover dudas y enredos, y lograron al fin el objeto que se habian propuesto, de dejar en suspenso la demarcacion.

Dificultades que encontró Azara.

Azara tuvo que luchar contra las mismas autoridades españolas, que ó no comprendieron, ó tenian en ménos sus representaciones. Esta indiferencia le pareció sospechosa, y acusó de cohecho al gobernador del Paraguay. Sus relaciones oficiales con este funcionario tomaron desde luego un carácter austero y hasta descomedido, que solo la conciencia de alguna culpa secreta pudo hacer tolerar en un inferior. Débil y circunspecto en las contestaciones, el gobernador cifró su venganza en los desaires, que despreció Azara á pesar de su genio irritable. Solo al cabo de muchos años puso en los apuntes, que comunicó al señor Walckenaer para que no lo olvidase en su biografía, que « preguntando un dia dónde estaban las llaves del archivo, le fué contestado, *que se las habia llevado al campo un dependiente del gobernador.* » Desde entónces ya no volvió á este lugar de su predileccion, y ¿quién puede calcular ahora la extension que hubiera dado á la parte histórica de su viaje sin este incidente?.....

El mérito de Azara no debe graduarse por lo que hizo, sino por las dificultades que halló en realizarlo. Ninguno de sus compañeros lo aventajó en actividad, y á todos sobrepujó en inteligencia (1).

(1) PEDRO DE ÁNGELIS, *Coleccion de obras y documentos*. Buenos Aires, 1836.

CORRESPONDENCIA DE DON FÉLIX DE AZARA 1795.

SOBRE LÍMITES EN LA AMÉRICA MERIDIONAL.

---

1. — *Al gobernador del Paraguay, sobre límites.*

Asuncion, 28 de febrero de 1784.

Muy señor mio,

Debiendo yo demarcar los límites de esta provincia y el Brasil segun el último tratado, por el cual deben quedar cubiertas nuestras posesiones, necesito que V. S. me informe de las que tiene esta provincia en su parte septentrional: explicándome no solo los pueblos, sino tambien sus jurisdicciones, pastos y yerbales. Pide un informe.

Nuestro Señor, etc.

Señor D. Pedro Melo de Portugal.

---

2. — *Al virey, sobre demarcacion.*

Asuncion, 12 de abril de 1784.

Excmo. Señor,

Leidos con atencion los papeles que el señor D. José Varela me dió cuando salí de esa, concebí que la línea divisoria debia seguir el rio Igatimí hasta su orígen; y luego, segun el artículo 4° del tratado, dirigirse al norte por la cresta de una serranía que corre de sur á norte entre los rios Paraná y Paraguay; hasta que se pudiese, cayendo al oeste, cubrir los pastos Sobre la línea divisoria.

1795. y yerbales de dos pueblos que tenemos al norte del Ipané y deben quedar por nosotros, conforme al artículo 16 del tratado, y á la órden de S. M. de 7 de abril de 1782.

Marcada así esta línea hasta el rio Paraguay, ví que, segun el artículo 6° del mismo tratado, debia señalarse otra para los Portugueses, dejando competente espacio neutral entre ambas; y cómo los bárbaros Mbayás poseen las tierras entre dicha serranía y el rio Paraguay, que desde dichos pueblos se extienden al norte como 30 á 40 leguas, me pareció que podrian dejarse neutrales estos Indios y sus posesiones, quedando de este modo imposibilitada la comunicacion de los vasallos de ambas coronas por esta parte, que es uno de los fines del tratado. Así pensé, hasta que ví la respuesta que me dió este gobernador, cuando le pregunté la extension de los pastos y yerbales de los referidos pueblos.

El Igatimí y el Ipané tomados por límite en 1753.

No estoy instruido en los hechos pasados, y deseo acertar. Tengo entendido que, en la demarcacion del año de 1753, tomaron los comisarios por límite los rios Igatimí é Ipané, dejando á los Mbayás por Portugal. Por otra parte, veo que los Lusitanos, contra la misma demarcacion y su tratado, fortificaron la orilla del Igatimí; que S. M. ó su real consejo de Indias expidió cédula de aprobacion á favor de la fundacion de la villa de la Concepcion, situada al norte del Ipané, en tierras de los Mbayás; que dos concesiones ó mercedes mal explicadas y expedidas por dos gobernadores de esta provincia, han dado las tierras de los Mbayás á los Jesuitas; y finalmente, veo que el actual gobernador me escribe en términos que dan á entender que poseemos dichas tierras. Todo esto, que ha sucedido despues del penúltimo tratado, da á comprender que poseemos las tierras de los Mbayás, y por consiguiente que estas deben quedar á nuestra banda, segun dicho artículo 16 y real órden de 7 de abril. Pero los Portugueses sostendrán lo contrario, y apénas convendrán en la primera idea que he referido. Yo, con lo que llevo dicho, no puedo tomar sobre mí la cesion de los Mbayás, ni aun el dejarlos neutros; pareciéndome que debo sostener que la línea que he dicho tener imaginada para límite de los Portugueses, lo sea para nosotros, señalando mas allá

Tierra de los Mbayás.

otra para encerrar el espacio neutral. Si á V. E. le pareciere que nuestra posesion de los Mbayás y sus tierras no está bien acreditada y que no debo hacer caso, para el efecto de probar nuestra posesion, de la carta de este gobernador, de la real cédula y de las mercedes referidas, que todo lo incluyo, me lo avisará para que me arregle á mi primera idea. Y si V. E. tiene por cierto nuestra posesion, tambien puede avisármelo para que insista en sostener las tierras de los Mbayás; en cuyo caso, si se opusieren los Portugueses, se habrá de tomar un expediente interino para que las cortes decidan. Para mayor inteligencia, ínterin remito cróquis de las tierras de que se trata, añadiré las noticias que de ellas he adquirido. 1795.

Sus límites son, al oeste el rio Paraguay, al sud el rio Ipané, al este una cordillera ó cresta de lomas que, mediando entre los rios Paraná y Paraguay, se extiende mucho de sud á norte; no puedo señalar su límite fijo por el norte, que juzgo será el paralelo de 22° ó 21° y medio, segun las noticias que he tomado de los Indios Payáguas, de tres caciques Mbayás, de algunos Españoles y de un diario del Jesuita Sánchez : verdades que varian mucho dichos informes. Los demarcadores últimos parece que creyeron que dichas tierras eran cálidas, húmedas, malsanas, anegadizas é inútiles para criar ganados : pero los contínuos esfuerzos de los Jesuitas para establecerse allí y los muchos pueblos y reducciones que ha habido en ellas, y que se han abandonado, no por mala calidad de la tierra sino por violencia y temor de los Paulistas, hacen formar mejores ideas.

Sus límites.

Su naturaleza.

Á estos hechos se agrega la asercion de los que han andado por allá, de que hay *barreros* para ganados; que los caballos de los Mbayás están muy gordos y aventajados á los de esta provincia; que se crian ovejas, y por fin que el terreno es excelente, y que lo produce todo, con ventaja al de esta provincia.

Noticias de los viajeros sobre ellas.

Las tierras entre los rios Ipané y Aquidabam, que distarán como ocho leguas, tienen tantos yerbales que se consideran inagotables. Tambien hay noticias, no bien averiguadas, de que las tierras de los Mbayás contienen un cerro de plata, que por esta razon llaman *blanco*.

Tierras entre los rios Ipané y Aquidabam. *Cerro blanco.*

1795. Hácia el extremo del norte de dichos Mbayás tiene el rio Paraguay un paso que da en los Guanás de la otra banda, que no dista mucho del pueblo de Santiago de los Chiquítos, segun el diario del P. Sánchez. Es bien sabido el empeño de los Jesuitas para conseguir la comunicacion de esta provincia con la de Chiquítos; y como los rios Mbotetey y Tacuarí están, á mi juicio, 50 leguas al norte de dichos Mbayás, no perjudica á los Portugueses, para su navegacion á Cuyabá, el que queden por nosotros las tierras de que se trata, que nos son mas útiles que perjudicial á ellos nuestra posesion.

Un presidio ó fortaleza de los Portugueses.

Los mismos tres caciques mbayás me han informado que no léjos de la costa oriental del rio Paraguay, y al norte de sus tierras, formaron los Portugueses, hace seis años, un presidio ó fortaleza donde los Mbayás fueron fingiendo paces, y engañándolos, mataron á 164 Portugueses cuatro años há. El cura de Belen ajustó este número por los ñudos y señales que le mostraron los Indios, en cuyas manos vió algunos fusiles portugueses. Estos de resultas trasladaron su poblacion á la banda del Chaco y orilla occidental del rio Paraguay, donde se mantienen muy fortificados, en paraje pedregoso y desigual, donde no han podido sorprenderlos los mismos Mbayás, que lo han intentado, porque no pueden hacer uso allí de los caballos.

Noticias de los Mbayás.

Los caciques que me dan estas noticias, no saben fijar la situacion del fuerte portugues, pero dicen que cuando van á pescar al rio, desde su última tolderia, oyen tiros. Los Payaguás-Tacumbús me dicen que, desde la última tierra de los Mbayás á dicho pueblo portugues, pueden ellos ir en dos ó tres dias con sus canoas. Los Payaguás Sarigues, que habitan hácia Itapucú, en la tierra de dichos Mbayás, dicen lo mismo en cuanto á la distancia, pero difieren en que ponen dicho pueblo en la costa oriental, miéntras los referidos Mbayás aseguran á veces que son dos pueblos, uno en cada banda del rio. El que conozca los Indios no extrañará esta diferencia de noticias. Lo único que de esto deduzco es, que hay Portugueses en una y otra banda del rio Paraguay ó en las dos: si están en las orillas del rio Mbotetey ó del Tacuarí, esto es, por la latitud de 19° 30', como es probable,

Hay Portugueses en ambas orillas del rio Paraguay.

para asegurar su navegacion hasta Cuyabá, no hay qué decir; pueden poblar allí segun sus tratados, como no sea en la orilla del rio Paraguay; si están establecidos en el Chaco, y, como se puede sospechar, en la sierra de San Fernando, que tiene indicios de minas de oro y diamantes, y si su establecimiento es posterior al tratado, no pueden permanecer segun este; pero si lo están anteriormente, querrán defender su posesion diciendo que cada corona debe quedar con lo que poseía ántes de dicho tratado, y V. E. juzgará la fuerza de esta razon. 1795.

Á don J. F. Aguirre toca la demarcacion del Paraguay.

Parece excusado decir, que si el establecimiento portugues está en la orilla del rio Paraguay en el Chaco, nos embarazará la comunicacion con los Chiquítos, por el paso arriba dicho y el de Itatin, como tambien la navegacion del rio hasta el Jaurú; porque serán en este caso los Portugueses dueños de una y otra orilla. No tengo yo facultades para mandar á D. Juan Francisco Aguirre, á quien toca demarcar el rio Paraguay, ni para darle instrucciones. Por cuyo motivo en el caso que V. E. no quiera dejar este asunto á la prudencia de dicho oficial, podrá instruirle sobre si debe solicitar la destruccion de dicho fuerte y pueblos portugueses, y en qué términos; explicándole los casos en que pueda hallarse relativamente á la situacion local de dicho fuerte y al tiempo de su fundacion.

Minas de oro en una montaña.

Puede no ser malo que el comisario de la 3ª division de demarcadores sepa que, debajo de la confluencia de los rios Guaporé y Sararé al oeste de ella, hay una montaña, que segun el tratado debe quedar por nosotros, en la cual hay minas de excelente oro, y que podria suceder que en el dia se hayan establecido en ella algunos Portugueses que tienen noticia de dichas minas.

Los reconocimientos que los Curuguateños han hecho por órden de este gobernador, nada nos dicen de Portugueses, quienes no harán falta si llegan el mes próximo; pero, como por ningun lado tengo noticia de ellos, no he querido aprontar barcos, ni pagar fletes, ni pasaré al Igatimí, segun se me tiene mandado, porque causaria muchos gastos, exponiéndome á que-

1795. darme sin reses y cabalgaduras por ser país malsano para ellas y para todos. Así, suspenderé mi salida hasta que por algun camino sepa el arribo de los Portugueses al Igatimí.

Nuestro Señor, etc.

---

3. — *Al virey, dando cuenta del arribo de los demarcadores á la Asuncion.*

Asuncion, 12 de mayo de 1784.

Excmo. Señor,

Al virey, dando cuenta del arribo de los demarcadores á la Asuncion.

Aunque yo llegué á esta por tierra el dia 9 de febrero, los dos barcos con la gente y pertrechos han tardado en llegar, el uno hasta el 25 del pasado y el otro hasta el 3 del presente. Las muchas aguas y larga navegacion han averiado algunos víveres, cuya cantidad se sabrá cuando se reconozca. Los individuos de mi mando han llegado, sin mas novedad que la de haber desertado en Corriéntes Francisco Ordóñez, soldado de la primera compañía del primer batallon del regimiento de Buenos Aires. Pero habiéndolo arrestado el teniente de Corriéntes, me lo envía, y aquí se le castigará segun ordenanza.

Desercion de Francisco Ordóñez.

José Fúnes.

Con este motivo he averiguado que el soldado José Fúnes, que perdí en mi viaje por tierra, no se ha incorporado en los barcos y que fué desertor, segun se anota en las listas de revista.

Nuestro Señor, etc.

---

4. — *Al mismo, sobre la demarcacion.*

Asuncion, 12 de mayo de 1784.

Excmo. Señor,

Al virey sobre la demarcacion.

Nado tengo que añadir á lo que dije en el pasado, tocante al pueblo y fuerte portugues establecidos en el Chaco, en la costa

del rio Paraguay, hácia la latitud de 19° $\frac{10}{3}$' en mi dictámen. 1795.

Pero sobre lo demas he sabido posteriormente que los Padres Méndez y Barzola, Franciscanos, fueron al año de 1769 á las tierras de los Mbayás de esta banda del rio, que son las mismas de que hablé en mi anterior : donde el primero estableció reduccion hácia el Itapucú en la latitud de 21° 10', llamándola Nuestra Señora del Refugio de Egilechigó, donde tuvo iglesia pública y campanas, hasta que habiendo muerto entre los Mbayás en agosto de 1775, y no proveyéndose su curato, quedaron el pueblo y los Mbayás abandonados.

Reduccion llamada *Nuestra Señora del Refugio.*

El P. Barzola pasó al Chaco, redujo parte de los Guanás, y trayéndolos á las tierras de los Mbayás en esta banda, el año de 1772, les fundó una reduccion cerca de la anterior; pero la abandonó luego, sin que nadie fuese á sucederle, y me persuado de que los Indios que componian dichas reducciones las habrán abandonado. Igualmente fueron á los Mbayás los PP. Franciscanos Sotelo y Bogarin posteriormente, y despues pasaron al Chaco, de donde, sin fijarse, regresaron á esta, siendo todos estos actos de posesion.

Reduccion de *Guanás*, por el P. Barzola.

Actos de posesion.

De mi carta anterior y de esta se deduce, que el gobernador D. Jaime San-Just dió las tierras de los Mbayás de esta banda á la reduccion de Belen, que él mismo fundó en ellas; que su succesor, D. José Martínez Fontes, confirmó esta donacion; que D. Agustin Pinedo, ademas de haber fundado en las mismas tierras la villa de la Concepcion, que aprobó S. M. (constando de los papeles que he incluido á V. E. en mi anterior) habiendo tenido aviso de hallarse establecidos los Portugueses dos jornadas al norte del cerro de Itapucú, envió á desalojarlos por fuerza un fuerte destacamento, que halló ser falsa la noticia; y por último, que el actual gobernador tambien habla en términos que V. E. habrá visto. De modo que hallo, que los cuatro últimos gobernadores se creyeron poseedores por S. M. de las tierras de los Mbayás de esta banda, como se echa de ver de los actos posesorios referidos; y por consiguiente, conforme al artículo 16 del tratado y á la carta instructiva del 7 de abril de 1782, no puedo ménos de solicitar que la línea

Donacion de tierras, por D. Jaime San Just, á la reduccion de Belen.

1795. divisoria deje dichas tierras por nosotros, y así lo haré si V. E. no ordena otra cosa.

Agrégase á lo dicho, que hace 23 años que los Mbayás no hacen el menor daño á esta provincia, y si se ceden á los Portugueses, figurándose que se les falta á la fe, se inquietarán renovando la guerra que tantos estragos causó en esta provincia.

Podrá suceder, y se debe sospechar que los Portugueses se opondrán, y que fundados en la demarcacion última que tomó por límite el rio Corriéntes y el Ipané, quieran ahora que suceda lo mismo: en cuyo caso procuraré tomar un expediente interino que no atrase la demarcacion, dejando la cosa en términos que, en cualquiera decision de las cortes, no sea menester volver á demarcar.

Cróquis de las tierras de los Mbayás.

Incluyo á V. E. un cróquis de las tierras de los Mbayás, que creo se comprenden entre los rios Tepotí, Paraguay, Ipané y la cordillera marcada con puntos gruesos. Para que los Mbayás queden por nosotros, la línea divisoria debe seguir desde la cabeza del Igatimí por el rio Aguarey hasta la cresta de la cordillera referida, siguiendo por ella hasta las cabeceras del Tepotí, ó del llamado *Corriéntes,* bajando por él al del Paraguay.

Cómo fué formado. Curso de los rios Aguarey é Ipané.

Dicho cróquis se ha formado segun los demarcadores últimos; pero en puntitos he añadido el curso de los Aguarey é Ipané, valiéndome de várias informaciones, segun las cuales, ni los Aguarey comunican con el Ipané, ni corren de este á oeste segun se creyó, sino al sur-sur-oeste, y el Ipané viene al norte. Me he detenido en estas cosas, porque se ignoraban cuando salí de esa.

Nuestro Señor, etc.

5. — *Sobre el mismo asunto.* 1795.

Asuncion, 11 de junio de 1784.

Excmo. Señor,

Nada tengo que añadir á mis anteriores, sino que deseo hallarme sobre el terreno para mirar las cosas de cerca, porque sin esto es imposible resolver con acierto muchas cuestiones. Esté V. E. seguro que deseo acertar y que cuando resultase alguna duda, aclararé las cosas de modo que puedan las cortes decidir fácilmente, sin que esto retarde nuestro regreso.

Al virey sobre la demarcacion.

Hallándome con mis cosas prontas y sin noticias de Portugueses, he resuelto salir mañana á reconocer algunos pueblos, y observar su latitud y longitud á fin de no holgar y de adelantar alguna cosa la geografía de esta provincia.

Nuestro Señor, etc.

---

6. — *Sobre la demarcacion.*

Asuncion, 12 de julio de 1784.

Excmo. Señor,

En vista de la de V. E. del dia 13 del pasado y de las reflexiones y adiciones que contiene, no reclamaré las tierras de los Mbayás y me contentaré con buscar un rio que, cubriendo nuestros pueblos y yerbales, al norte del Ipané, pueda servir de límite á los dominios, sin que entre estos quede terreno neutral.

Sobre demarcacion. Rio que pueda servir de límite á ambos dominios.

Esta fué mi primera resolucion, ménos en lo del terreno neutro que queria establecer en las tierras de los Mbayás. Para pensar así, me fundaba en que el tratado quiere que los límites

1795. queden bien marcados y conocidos, lo que se consigue ciertamente, no haciéndolos pasar por rios ó montes, sino dejando los vasallos bien separados. Para lo primero, cualquiera rio ó arroyo es suficiente, pero no lo es para separar los vasallos, como se desea en el artículo 6° del tratado; pues, no obstante de ser suficientes los arroyos Chuy, San Miguel y Tahim, para que la línea quede bien conocida, se deja entre ellos 40 leguas de terreno neutral.

Atendiendo á esto, é ignorando que hubiese en los parajes por donde debe pasar la línea entre los Mbayás, rio caudaloso que solo pudiese ser límite, escribí á V. E. que debia quedar terreno neutral. Pero en el dia, con la carta de V. E. y la lista de los rios que me incluye, espero hallar alguno que evite la solicitud de terreno neutro, y con esto las molestas contestaciones.

Consulté á V. E. sobre las tierras de los Mbayás, porque tuve tiempo para ello y porque esta provincia se hubiera quejado de mí sobre este particular, á que no tengo que añadir á lo dicho en los dias 12 de abril y mayo: lo que no habiendo parecido á V. E. suficiente para reclamar con justicia dichas tierras, no trataré de ellas absolutamente con los Portugueses.

Extension exagerada de las tierras de los Mbayás.

Las reflexiones de V. E. extienden las tierras de los Mbayás hasta el rio Tacuarí, y aun mas allá. Yo, fundado en lo que he oido al cura de Belen y á tres caciques, de los cuatro que habitan únicamente al este del rio Paraguay, las consideraba de mucha menor extension.

Fuente de ciertas noticias sobre esas tierras.

Las noticias del desprecio que merecieron dichas tierras á los demarcadores últimos y la de la montaña hácia el Guaporé, las tomé de una carta del señor D. Manuel de Flóres al marques de Valdelírios, y la del *Cerro Blanco*, del diario de una expedicion en su busca que poco há hizo un vecino de esta ciudad. Verdad es que no lo halló, pero dice que fué por impedirles las aguas, y no por no existir: así, aunque dudaba de esta noticia, yo debia darla, aunque conociese que me pudieron engañar. Las noticias que me da V. E. son tan circunstanciadas que parecen justas, y no las olvidaré cuando me puedan servir.

El cura de Belen ha dicho, que desde su casa pasó á la banda del este de la cordillera que média entre los rios Paraná y Paraguay, en seis dias, con cargueros y chusma de Indios, y que estos fueron en cuatro á la fortaleza que tuvieron los Portugueses sobre el rio Igatimí; lo que no concuerda con la impenetrabilidad de dicha cordillera que refiere el papel de las adiciones. Cuando me hálle en la cabeza del Igatimí, donde me vendrá á encontrar dicho cura, será tiempo de tomar el partido de volver á la Asuncion, ó de atravesar dicha cordillera. 1795.

He pasado á D. Juan Aguirre copia de las reflexiones y noticias de V. E. y he conferenciado particularmente sobre el fuerte reforzado de los Portugueses que se halla en el Chaco: de cuya existencia no se puede dudar sin temeridad, porque todos los Indios lo aseguran como testigos de vista. Por mi parte no dejaré de solicitar la ruina del que los Portuegueses tienen en Igatimí, si acaso está en pié.

Conferencia de Azara con don Juan Aguirre. Existencia en el Chaco del fuerte portugues.

Se me olvido incluir á V. E. el cróquis, de que hablé el 12 de mayo, que hoy remito; en él verá V. E. ser dudoso el curso que se cree del Ipané, y que sus cabeceras sean las que le atribuyeron los demarcadores últimos. El fundamento de esta duda nace de que todos aquí aseguran que el Aguarey desagua en el Xejuí y de que un mapa, hecho por alguno de los Portugueses que acompañaron á D. José Custodio en dicha demarcacion, con la mayor claridad expresa el curso del Ipané, muy diverso, segun lo muestra el cróquis, y dirige el Aguarey, que creyeron cabecera del Ipané, al Xejuí.

Remision de un cróquis.

No puede esta variedad embarazarnos en el dia, aunque en aquella demarcacion era de grave consecuencia. Pues vayan por donde quieran los Ipané y Aguarey, debemos cubrir nuestros pueblos y yerbales con algun rio, sea el que fuere, segun V. E. me lo dice. He dicho cuanto en el dia me ha ocurrido, para que V. E. sepa en qué me fundé para consultar sobre estas materias; y estoy muy contento con que V. E. me las haya declarado, y deseoso de practicarlas.

Nuestro Señor, etc.

1795. 7. — *Sobre el mando de don José Varela.*

Asuncion, 13 de julio de 1784.

Excmo. Señor,

Sobre el mando de D. José Varela.

Recibo la de V. E. de 15 de mayo, en que me hace saber que el señor don José Varela y Ulloa es comisario principal de toda la demarcacion; y que yo le debo estar subordinado. Desde que vine á la América, me he considerado súbdito suyo, sin faltarle jamas á la obediencia, que, sobre estarme mandada, debo tenérsela en consideracion á su grado, talento, luces y conocimientos superiores á los mios.

Nuestro Señor, etc.

---

8. — *Sobre salir á reconocer los pueblos de Misiones.*

Asuncion, 12 de agosto de 1784.

Excmo. Señor,

Sobre salir á reconocer los pueblos de Misiones.

Como no tengo noticia de Portugueses, iré un dia de estos á ver los pueblos de las Misiones y tomar reconocimientos, que aunque jamas sirven, entretendrán la ociosidad que experimento, sin que en lo que yo haga se invierta el menor caudal del erario, ni incomodidad de los particulares.

Nuestro Señor, etc.

---

9. — *Sobre la venida de los Portugueses.* 1795.

Asuncion, 13 de octubre de 1784.

Excmo. Señor,

Por la de V. E. del 13 del pasado quedo impuesto de las disposiciones que se toman en el Brasil para principiar la demarcacion que han de practicar estas partidas. Las mismas noticias me comunica el comisario principal, señor D. José Varela, añadiendo que su dictámen es que no hagamos costos á la real hacienda hasta que haya otras noticias, ó V. E. lo disponga. Y respecto á que no lo hace V. E., no moveré estas cosas hasta que expresamente se me mande.

Sobre las noticias comunicadas por don José Varela.

Nuestro Señor, etc.

---

10. — *A don José Varela, sobre la demarcacion de límites.*

Asuncion, 13 de enero de 1785.

En el tiempo que he estado aquí, no he dejado de indagar noticias de los terrenos que debo demarcar. El resultado de ellas me pone en posicion de consultar á V. S. algunos puntos muy interesantes á la demarcacion que he de hacer por los rios Igurey y Corriéntes.

Indagaciones sobre los terrenos que deben demarcarse.

Toda la dificultad está en averiguar cuáles son dichos rios que no existen con los referidos nombres ni el último tratado da seña para hallarlos: bastaria conocer el uno para seguirlo hasta su orígen y unirlo con la cabecera principal mas

Averiguacion sobre ciertos rios.

1795. inmediata de otro, para bajar por él segun lo manda el tratado.

LI. Yo no debo dudar, sin embargo, de lo referido, ni investigar dichos rios; porque en la instruccion que V. S. me entregó, se me manda demarcar el rio Igatimí con la cabecera del rio Aguarey, y que hecho esto me retire, contentándome con hacer lo que los últimos demarcadores: esto es, que tome al Igatimí por el Igurey, á las cabeceras del Aguarey por vertientes del rio Ipané y á este por rio Corriéntes. Estoy pronto á hacer esto: pero no puedo ménos de participar á V. S.: lo primero que dichas cabeceras del Aguarey no vierten en el Ipané, sino en el rio Xejuí, que emboca en el de Paraguay en 24° 7', segun me informan muchos, y tambien un mapa original que tengo, hecho por un Portugues de los que anduvieron en dicha demarcacion, que lo entregó al brigadier D. Jaime San Just. De modo que, admitiendo al Igatimí por Igurey, y siguiendo las aguas del Aguarey, como se me manda, caerá la línea en el rio Xejuí, dejando fuera tres pueblos nuestros y gran parte de los yerbales de la provincia: cosas que no pueden componerse en el tratado. Lo segundo que hago á V. S. presente, que, aunque fuese cierto que las cabeceras del Aguarey vertiesen en el Ipané, tampoco puedo demarcarlas y regresar, porque tenemos dos pueblos al norte de dicho Ipané, y quedarian fuera de la línea.

El Aquidabaniguí, tributario del Paraguay, es el que puede servir de límite.

Esto supuesto, es imposible dar cumplimiento en esta parte á las referidas instrucciones, y es preciso que me atenga al tratado, que habla de Igurey y Corriéntes, y no de Aguarey ni Igatimí ni Ipané, ó, por lo ménos, cuando se tome el segundo por el Igurey, se hace indispensable que desde su orígen se dirija la línea al norte, sin tocar las cabeceras del Aguarey, ni las del Ipané, hasta encontrar con las del rio Aquidabaniguí, que es el primero que puede servir de límites, cubriendo nuestras posesiones, y desagua en el del Paraguay. Mucho tiempo he estado persuadido de que esto era lo que debia hacer; pero en el dia pienso que lo mas justo, conveniente y conforme al tratado, es que la línea vaya por los rios que voy á explicar.

1795.

Rios por los que debe pasar la línea.

Consta de los diarios y mapas de los últimos demarcadores, que en la latitud de 22° 4', emboca en el rio Paraguay por el este un rio caudaloso, cuyas circunstancias y latitud examinadas y combinadas con el tratado penúltimo, determinaron á sus demarcadores á tenerlo por el rio Corriéntes y á ponerle este nombre, cuando, ántes de ver al Igatimí, navegaron el Paraguay hasta el Jaurú. Dicho rio creido Corriéntes es inequivocable por los cerros del Itapucú, que tiene inmediatos, y sus cabeceras se hallan, segun el mapa de los mismos demarcadores, junto á las del rio Monici ó Yaguarey, que es mas caudaloso que el Igatimí y emboca dividido en tres en el Paraná por el oeste. De Igurey á Yaguarey hay tan poca diferencia que puede tenerse por yerro del copiante, de la imprenta, ó del que hizo el mapa que se tuvo presente para hacer dicho tratado : así, es probable que el Igurey es el Yaguarey, pues no hay otro rio sobre el Salto del Paraná que condiga en el nombre. En poder de D. José Custodio de Saa y Faria se hallan los diarios y mapas de los últimos demarcadores, y él mismo puede certificar que todo lo expuesto es cierto; como tambien que dicho rio tiene los nombres de Monici y Yaguarey y no el de *Ivinheima*, que le dan algunos mapas modernos.

De lo expuesto se concluye, que hay un rio caudaloso, vertiente por el oeste en el Paraná sobre el Salto Grande y que condice con el Igurey en el nombre, teniendo sus cabeceras inmediatas á las de otro caudaloso que vierte por el este en el del Paraguay en la zona tórrida, que es la seña que daba el tratado penúltimo para conocerlo; cuyas circunstancias hicieron creer á sus demarcadores que era el llamado Corriéntes, y como tal le pusieron este nombre; por cuyos motivos parece que estos dos rios son los mencionados en el tratado.

En este concepto espero que V. S., como director de la demarcacion, me diga si debo sostener que la línea vaya desde el Paraná por el referido Yaguarey, y uniendo sus cabeceras con las del mas próximo, que es el que dichos demarcadores creyeron Corriéntes, debo bajar por este al rio Paraguay, que es lo que me parece mas útil, acomodable y conforme á los dos últimos

1795. tratados, sin que puedan los Portugueses exponer razones equivalentes, ni oponerse. Pues esto sería mover disputas sobre lo que no perjudica directamente á sus actuales posesiones, ni á la navegacion que hacen por los rios Tacuarí y Paraguay, ni á sus cultivos, minas, ni pastos, hallándose sus posesiones á enormes distancias ocupadas por bárbaros; y por el contrario, las que tenemos al norte del Ipané necesitan el ensanche que la referida demarcacion les proporcionaria, no solo para pastos y yerbales, sino tambien para comunicarse en lo sucesivo con los Chiquítos y para otros fines útiles, sin perjuicio de los Lusitanos.

Pretension infundada, pero admisible con condiciones.

Tengo algun antecedente de que mis concurrentes, porque no hallan rio llamado literalmente Igurey, quieren por lindero la Sierra de Maracayú, y no el rio Igatimí. En realidad, aunque es injusta esta pretension infundada, me parece que sería conveniente admitirla, con tal que conviniesen en que la raya siguiese por la de San José hasta el rio Paraguay, donde va á besar. Si admitiesen esto, quedarian por nosotros las tierras de los bárbaros Mbayás, nuestros amigos, que son los mejores campos y yerbales de estos países.

Aun en este caso quedaríamos separadísimos de los Portugueses, y en nada les perjudicaríamos: pero no creo que convengan en ello. Sin embargo, espero que V. S. me imponga de lo que debo hacer en este caso, como del partido que debo tomar en vista de lo que queda referido.

El mapita adjunto impondrá á V. S. de todo: en él están los rios segun creo que existan, como tambien el curso punteado AA, que los demarcadores pasados creían tenia el Ipané.

Nuestro Señor, etc.

Sr. D. José Varela y Ulloa.

1795.

11. — *Al mismo, sobre el mismo asunto.*

Asuncion, 7 de febrero de 1785.

En mi carta de 13 del pasado hablé á V. S. de las dificultades que hallaba para verificar mis instrucciones, como tambien de los rios que me parecen los verdaderos Igurey y Corriéntes.

Por lo ménos no hallo qué pueda oponerse en contrario, sino la razon que determinó á los demarcadores últimos á tomar el rio Igatimí por el Igurey; y es la de decir: « Su tratado é instrucciones expresaban que el Igurey era el primero caudaloso sobre el Salto Grande del Paraná, cuyas circunstancias hallaron convenir al Igatimí. »

No considero esta razon tan fundada como parece, porque la voz *caudaloso* es muy general, y en sentido riguroso nada expresa, pues que todo rio es caudaloso. Ademas de que el Igatimí no puede llamarse tal respecto al Yaguarey, que, como dije en mi anterior, condice con el nombre de Igurey, y encabeza con el que dichos demarcadores tuvieron por Corriéntes.

Modo de encontrar los rios Igurey y Corriéntes.

La marca mas cierta para hallar los rios Igurey y Corriéntes es la de que el último está en la zona tórrida, poco al norte del trópico, y que sus cabeceras están junto á las del rio Igurey; esto es lo que exactamente conviene al rio que los demarcadores tuvieron por Corriéntes, y al Yaguarey, y á lo que expresaba el tratado penúltimo, que en esta parte es el mismo que el actual, aunque no explica marcas para conocer dichos rios como lo hacian el tratado penúltimo y las instrucciones que lo acompañaron.

Los Portugueses no quieren el rio Igatimí por lindero.

Tambien insinué á V. S. mi sospecha de que los Portugueses no querian admitir el rio Igatimí por lindero; y este correo en carta particular me dice D. Diego de Alvear, comisario de la segunda partida, que á pesar de una prolija competencia de cuarenta y seis páginas, letra menuda, su concurrente no habia querido admitir por límite el rio Igatimí. De manera que si vienen, como se asegura, los que han de obrar conmigo, no sé

1795. por dónde he de principiar, y será muy excusado que pase yo al Salto Grande del Paraná á perder mi gente con las epidemias del clima y las necesidades que acompañan en las largas distancias infestadas de bárbaros y léjos de todo recurso, miéntras se declara cuál sea el Igurey, ó el que deba servir de principio á mis operaciones. Por cuyos motivos considero preciso que V. S. me ordene lo que debo hacer en las circunstancias que se ofrecen, de no saber por dónde quieren los Portugueses empezar ni concluir mi demarcacion.

Nuestro Señor, etc.

Señor D. José Varela y Ulloa.

---

12. — *Al virey, sobre los establecimientos portugueses.*

Asuncion, 13 de octubre de 1790.

Excmo. Señor,

Aunque este gobernador da parte á V. E. del fuerte de Coimbra y poblacion de Albuquerque, que los Portugueses han fundado últimamente en la costa occidental del rio Paraguay, me considero obligado á poner en noticia de V. E. algunas reflexiones que me suministran los conocimientos de estos países, para que V. E. las haga saber á S. M., á fin de que, enterado de ellas, pueda deliberar con acierto, y no consigan los Portugueses quebrantar el tratado de paz último, en cuanto se opone á la conservacion de sus usurpaciones, y nos da facilidad para contener sus progresos.

Por supuesto que dichos establecimientos, que detallará á V. E. este gobernador, se han hecho injustamente contra lo literal de los tratados, los cuales en sus artículos 9 y 13 dejan expresamente á S. M. el dominio perpétuo de dicha costa occidental, y la navegacion libre por la boca del rio Jaurú.

Estas dos graves usurpaciones, con que se han alzado, ponen

1795.

Ventajas que proporcionan á los Portugueses dos graves usurpaciones.

á los Portugueses en proporcion de internarse en el Perú, por un paraje donde no tiene el rey vasallos fuertes que puedan contener sus atentados, cuyas resultas precisamente han de ser fatales; y hallándose dichos establecimientos á treinta ó ménos leguas de nuestros Chiquítos, con quienes en el dia tienen comunicacion, podrán en pocos años sonsacar á los infieles Indios, y llevarlos á sus minas, que necesitan mas brazos de los que tienen. Quizá el motin ó alboroto, que se dice acaba de suceder en Chiquítos, no ha tenido otro orígen que la sugestion ó apoyo de Albuquerque, donde se han refugiado últimamente con buen acogimiento algunos de nuestros Chiquítos, que serán probablemente los delincuentes principales.

Daños y perjuicios que causan los Portugueses.

Suspendo aquí la relacion de los perjuicios que se siguen á nuestra monarquía con dichos establecimientos, para hacer ver las ventajas de que nos privan. El rio Paraguay, que es el mejor del mundo para la navegacion, no está abierto desde España, y nos conduce francamente hasta el centro de los minerales portugueses; quienes, conociendo esta ventaja de que ellos carecen, han fundado los mencionados establecimientos que nos la quitan, y con ella el que nos opongamos á sus rápidos progresos en las minas de Matogroso, Cuyabá y Sierra del Paraguay, que da orígen al rio de este nombre.

Pasos que deben darse.

Esta sola consideracion basta para que se solicite por todos títulos que se desamparen dichos establecimientos, que por el tratado están expresamente prohibidos á nuestros fronterizos: y supuesto esto, me detendré un poco en explicar mis ideas, fundadas en los conocimientos geográficos, que hacen ver que no puede el rey oponerse á los progresos portugueses de dichas minas sino por los esfuerzos de esta provincia.

D. Agustin Fernando de Pinedo.

Ningun gobernador concibió esta hermosa y útil idea, hasta el grande D. Agustin Fernando de Pinedo, quien sin fomentos ni auxilios tuvo atrevimiento para ponerla en práctica, acopiando gentes y embarcándose con ellas en 1773, para fundar un fuerte y poblacion donde hoy están Coimbra y Albuquerque. Pero fué tan pertinaz y obstinada la oposicion que le hizo este cabildo y sus diputados, que le obligaron á quedar bajo el tró-

1793. pico, donde fué la villa de la Concepcion, que ha dado el ser á esta provincia, extendiendo su poblacion ocho veces mas de lo que era, por la parte del norte.

Conveniencia de poblar ciertos lugares.

Siguiendo la idea y el ejemplo del Sr. Pinedo, y desalojados los mencionados establecimientos, podríamos y debíamos poblarnos hácia los mismos lugares que nos pertenecen por los tratados : cosa que no es tan difícil como cuando la intentó dicho señor, respecto á que tenemos escala en dicha Concepcion, que se halla casi en la mitad de la distancia, y la provincia está mucho mas rica y poblada.

Facilidades comerciales que emanarian de hacerlo.

Hecho esto, podríamos poner en dichos lugares, en cuarenta dias desde esta capital, los géneros comerciables, en goletas y balandras, iguales á las que trajinan en ese rio de la Plata, y venderlos á los mineros portugueses un 60 á 100 0/0 mas baratos, lo que hoy los tienen conducidos desde Sántos por San Pablo y los rios Tiete, Pardo, Tacuarí y Cheané, que están tan llenos de arrecifes y saltos, que se tarda en su viaje cinco meses, y se descarga y lleva á hombros la carga y canoas multitud de veces : y ademas solo pueden trajinarse en invierno, porque no hay agua en otro tiempo, ni aun en él se hace sin escolta que los liberte de los insultos de los bárbaros.

Precios de algunos artículos

Este comercio no podria introducirnos sino oro y diamantes, porque dichas minas no producen otra cosa, ni tienen fábricas, ni mas frutos que los que aquí sobran. Los ganados valen allá veinte veces mas que aquí; la sal de que abundamos, la tienen ellos estancada porque no la produce el Brasil; los negros valen lo que en esta provincia, y los géneros de Europa los tenemos á precios mucho mas cómodos, segun he dicho.

Medios defensivos y ofensivos contra los Portugueses.

Verdad es que el contrabando está prohibido por los tratados; pero en disimularlo un poco no se haria otra cosa que lo que hacen los jefes portugueses de Rio Grande, y en todas las partes y ocasiones que pueden y han podido. Pero cuando nuestra honradez y buena fe sean, como son, tan escrupulosas que no admitan esta moderada represalia, el destruir dichos Coimbra, Albuquerque y demas poblaciones que habrá mas al norte en parajes prohibidos, y el acercarnos con presidios y poblaciones

á tomar el olor de dichos minerales, es absolutamente indispensable para observar y contener de cerca á los Portugueses en la paz, y atacarlos en tiempo de guerra. 1795.

Los Paraguayos establecidos donde yo deseo, podrán llenar este objeto de dos modos infalibles: el primero es, situando una balandra armada en la boca del rio Tacuarí, ó del Cheané que vierte en el del Paraguay, con lo que quedará prohibido el comercio con San Pablo, y se apresará el convoy de canoas, que son las únicas embarcaciones que puedan oponer los Portugueses, porque sus rios no permiten otra cosa. El segundo modo de destruir dichos minerales en tiempo de guerra, es atacándolos abiertamente con la esperanza de que no puedan resistir, respecto á que, estando atestados de esclavos y gente de castas oprimidas y noveleras, estas alzarian el alfanje por nuestra causa y su libertad. Ademas de que, apostando una goleta ó dos hácia la barra del Jaurú, no podrian socorrerse unos establecimientos á otros, y ninguno podria esperar auxilios de las demas capitanías. Dos modos de llenar este objeto.

Ademas de todo lo referido, estableciéndonos en dichos parajes, tendríamos franca la comunicacion con nuestros Chiquítos, y con facilidad se reducirian los laboriosos y dóciles Guanás y los Mbayás; logrando otras ventajas que no me detengo en referir, limitándome insinuar mis ideas para que V. E. dé cuenta de ellas y de lo demas que halle conveniente á S. M. Nuestro Señor, etc.

Excmo. Señor D. Nicolas de Arredondo.

---

13. — *Al mismo, para que haga retirar las partidas.*

Asuncion, 13 de febrero de 1791.

Excmo. Señor,

El celo de los reales intereses me precisa á insinuar á V. E. algunas reflexiones que agitan mi espíritu con mayor viveza Insinuacion de algunas reflexiones.

1795. en estos últimos tiempos. Yo, señor, considero que el trozo de línea divisoria que me está asignado no puede principiarse á demarcar hasta que quede acordado cuáles rios son los Igurey y Corriéntes, que, en mi juicio, son los Yaguarey ó Monici, y el que creyeron Corriéntes los demarcadores pasados, cuando subian para el Jaurú, segun lo hice entender al señor D. José Varela, y este á V. E. Este punto, para nosotros muy interesante, será muy contestado de los Portugueses y pasarán quizas años ántes que se decida.

Las usurpaciones portuguesas ocasionarán dilaciones.

Por otro lado, las usurpaciones portuguesas al oeste del rio Paraguay en sus establecimientos de Coimbra, Albuquerque y otros que ignoramos, suscitarán mil controversias morosas: porque este punto es tan interesante, como lo hice presente á V. S. en 13 de octubre último.

Astrónomo ó geógrafo.

El astrónomo ó geógrafo, que esperan en dicho Coimbra, supongo que será con el fin de levantar la carta de dichas usurpaciones, para remitirla á su corte é ilustrarla; todo lo cual requiere mucho tiempo, y me hace creer que está muy distante la verificacion de mi línea divisoria.

Ahorros de sueldos y gratificaciones.

En este concepto, me parece que podrian ahorrarse los sueldos y gratificaciones de estas partidas, mandándolas retirar á esa, donde, cuando las cosas estuviesen corrientes, podrian formarse de nuevo en pocos dias y despacharse á sus destinos á los que llegarian ántes del tiempo preciso, para acopiar las mulas y demas necesario á la demarcacion.

Propongo esto á V. E., pero como ignoro las ideas de nuestra corte, y lo que ofrecen los Portugueses relativo al tiempo de salir á demarcar, temo que podrá ser mi propuesta no admisible. V. E., á quien consta todo lo que hay sobre la materia, podrá resolver lo que fuere conveniente.

Nuestro Señor, etc.

Excmo. Señor D. Nicolas de Arredondo.

1795.

14. — *Al mismo, sobre la demarcacion.*

Asuncion, 13 de abril de 1791.

Excmo. Señor,

He recibido la de V. E. de 13 del pasado, en que me dice, que podré descubrir las ideas de los Portugueses, hablando con sus comisarios, y que en consecuencia sabré promover los puntos con conocimiento de los tratados.

Dos cosas solicitadas de los Lusitanos demarcadores.

Habiéndome enterado de todo, es preciso decir á V. E., que extrajudicialmente sé que, por órden de V. E. ó de su antecesor, se ha solicitado de los Lusitanos que componen la segunda partida de demarcadores, dos cosas, á saber: la primera, que admitan en la demarcacion el rio Igatimí por el que el tratado llama Igurey, segun está aprobado por S. M. y mandado al antecesor de V. E. por el señor D. José de Gálvez en 6 de junio de 1778, cuando se ignoraba la existencia del rio Yaguarey; la segunda es, que se señale por lindero dicho Yaguarey ó Monici, que hoy llaman los Lusitanos *Ibinheima*, tomándolo por el Igurey del tratado.

Azara solicitará el Yaguarey por lindero.

Aunque sé las razones que nos favorecen para solicitar uno y otro, ignoro el estado de ambas controversias y la opinion de V. E. sobre el particular, que quizá podrá llegar á mi noticia ántes que yo trate con los Portugueses. Pero si no sucediese, mis primeras conferencias se dirigirán á solicitar por lindero dicho Yaguarey, que vierte en el Paraná en su costa occidental, tomándolo por el que el tratado llama Igurey, y á que desde sus cabeceras se busque lo principal de otro rio que vierta en el del Paraguay por el este.

En caso de no aceptacion, se admitirá el Igatimí.

Si los Lusitanos, como lo presumo, no acceden á ello, admitiré al rio Igatimí por lindero y por el Igurey del tratado, y desde sus cabeceras trataré de dirigir la línea hácia el norte, hasta hallar las de otro rio que cubran nuestros pueblos de Be-

1795. len y Concepcion con sus pastos y yerbales, y de que bajemos, demarcando hasta el rio Paraguay.

Pero lo admitirá contra su dictámen.

Siendo esta mi primera propuesta, que haré á los Portugueses sobre el rio Yaguarey, mucho mas fundada, ventajosa y de la primera consecuencia segun se deja entender de lo que escribí á V. E. el 13 de octubre de 1790, no me resolveria á demarcar el Igatimí por lindero : y á no poder mas, tomaria el expediente de hacer ínterin un mapa de ambos rios para que las cortes decidiesen. Pero si los Portugueses instan por el Igatimí, tendré que admitirlo contra mi dictámen, porque tengo órden para ello del señor D. José Varela, mi comisario director, cuya copia incluyo, como tambien de las consultas que le hice sobre el asunto, en las que verá V. E. las razones que tenia y tengo para promover con toda justicia que el Igurey del tratado es el Yaguarey ó Monici. La angustia del tiempo no me ha permitido incluir un mapa que exprese el curso de los rios Igatimí, Yaguarey y el que encabeza con este, que, segun creo, es el que los últimos demarcadores creyeron Corriéntes; pero como el señor D. José Custodio de Saa y Faria tiene una copia de él, podrá verla V. E.

Cuando consulté á dicho señor Varela, creía que las cabeceras mas inmediatas á las del rio Igatimí, llamadas Aguarey, vertian en el rio Xejuí y no en el Ipané : pero otras noticias posteriores me persuaden que dichas cabeceras vierten en el Ipané, segun lo creyeron los demarcadores pasados.

Caso en que la demarcacion se haria imposible.

Si el comisario portugues no quiere admitir dicho Yaguarey ni el Igatimí, no sería dable tratar la demarcacion : porque no habiendo rios que literalmente tengan los nombres de *Igurey* y *Corriéntes*, será en vano buscarlos, é imposible empezar y seguir.

Una instruccion dada por el señor Varela.

En las instrucciones que dicho señor Varela me dió para la demarcacion, dice : « que miéntras D. Juan Francisco Aguirre, jefe de la cuarta partida, se mantenga incorporado con la de mi mando, que yo lleve la voz y arregle lo que pertenezca á ambas. » Puesto yo en Curuguatí, ya me debo considerar separado de dicho Aguirre, y por consiguiente sin facultad de tra-

tar con los Portugueses lo perteneciente á dicha cuarta partida. 1795.
No obstante, atendiendo á que dicho Aguirre irá conmigo á Curuguatí, y á que probablemente mi concurrente portugues será el que ha de dirigir la línea asignada á dicho Aguirre, si el comisario portugues exige de mí contestaciones sobre ella, condescenderé aunque ignoro cómo acertar. Pero, miéntras V. E. no diga lo contrario, fundándome en lo literal del tratado, solicitaré ante todas cosas que los Lusitanos desamparen los fuertes ó poblaciones de Coimbra, Albuquerque y demas que acaso tendrán al occidente del rio Paraguay; como que son usurpaciones, y cuando no lo fuesen, se deben tener por expresamente cedidas en el último tratado, que claramente nos deja lo que cae al oeste de dicho Paraguay hasta el Jaurú, con la navegacion libre de aquel: de modo que la posesion anterior al tratado no puede prevalecer contra lo que claramente está estipulado, segun lo dijo el señor conde de Florida Blanca, en su declaracion á la consulta sobre los yerbales de Misiones.

Si no acceden á ello los Portugueses, lo advertiré á dicho Aguirre, para que no emprenda su demarcacion sin que primero evacuen, ó por lo ménos prometan evacuar dichas poblaciones en el término de seis meses, poco mas ó ménos: pues será quimérico enviar la cuarta partida á demarcar el rio Paraguay, segun el artículo 9 del tratado, dejando ambas costas pobladas y poseidas por Portugueses y nuestra navegacion impedida.

Trozo de línea del Jaurú al Guaporé.

Por lo tocante al trozo de línea desde el Jaurú al Guaporé, ninguna noticia tengo de aquellos países; y si los Portugueses me suscitan pretensiones sobre el particular, suspenderé la contestacion hasta que V. E. disponga en vista de lo que hallare el Sr. Aguirre, puesto en aquellos países.

He dicho lo que me parece que debo hacer y haré, esperando que V. E., á quien daré parte de cuanto ocurra, me comunique sus determinaciones.

Nuestro Señor, etc.

1795.

15. — *Al mismo, sobre la salida de la Asuncion.*

Ut suprà.

Excmo. Señor,

Este señor gobernador intendente me ha copiado la de V. E. en que le ordena la habilitacion de estas partidas para sus destinos. Segun las providencias que ha dado, y las instancias que hago á mi ministro de hacienda, espero salir de esta el primero del que viene, y llegar á Curuguatí en un mes. Verdad es que todo se precipita, y no llevamos lo que se considera preciso: mucho ménos de plata, pues que dicho gobernador no nos da sino 4,000 pesos, cuando los sueldos de seis meses ascienden á 14,000 pesos. Pero en el tiempo de las conferencias podrá irse aprontando, porque es creible que, cuando los Portugueses han solicitado la villa de Curuguatí para punto de reunion, vendrán con ánimo de solicitar muchas contestaciones, que procuraré reducir á expedientes interinos, segun lo ordena el tratado, á fin de abreviar el tiempo y los gastos.

Nuestro Señor, etc.

---

16. — *Al mismo, sobre el viaje de Curuguatí.*

San Joaquin, 29 de mayo de 1791.

Excmo. Señor,

Hace algunos dias que estoy en este pueblo, distante 20 leguas de la villa de Curuguatí, esperando que se prepare el camino para andarlas; pero como los Portugueses no parecen, ni creo

que vengan á dicha villa en muchos dias, porque el rio Igatimí, que han de navegar, tiene poquísima agua, sigo mi viaje con pausa, porque lo mismo es esperar aquí que en Curuguatí, y los animales descansan. 1795.

Nuestro Señor, etc.

---

17. — *Al mismo, dándole aviso de haber llegado á Curuguatí.*

Curuguatí, 20 de junio de 1791.

Excmo. Señor,

Llegué el 12 del presente á esta villa, venciendo muchos tropiezos, pues tuve que abrir cuasi todo el camino desde Carayao hasta adelante por no ser propio para las carretas. No hallé aquí noticia de los Portugueses, ni hasta ahora la hay, siéndome muy sensible esto y cualquiera demora.

Nuestro Señor, etc. (1).

(1) Véase la segunda parte al tomo IV, pág. 5.

FIN DEL TOMO TERCERO.